

LA NOUVELLE CRITIQUE

Politique, marxisme, culture.

73
France, Europe,
Afrique

numéro 73 (254)
nouvelle série
avril 1974
8 francs



Vers l'horizon de tous

Magistrats : un débat / L'architecture parle-t-elle politique? / Dialectique des besoins / Sur « Réponse à John Lewis » / Brésil / « Archipel Goulag ».

LA NOUVELLE CRITIQUE

Directeur : Francis Cohen

Rédacteur en chef : Antoine Casanova

Rédacteur en chef adjoint : Emile Breton

Secrétaire de rédaction : Michel Strulovici

Secrétariat général : Léandre Curzi

Secrétaire : Odette Célérier

Maquette : Rémi Deroche

Comité de rédaction : Michel Apel-Muller, Gérard Belloin, Colette Bernas, Guy Biolat, Lucien Bonnafé, Emile Breton, Pierre Bruno, Christine Buci-Glucksmann, Antoine Casanova, Philippe Cazelle, Catherine Clément, Francis Cohen, Jacques Coru, Jacques De Bonis, Jean Deroche, Bernard di Crescenzo, Jean-André Fieschi, André Gisselbrecht, Serge Goffard, Maurice Goldring, Jean Goldzink, Aimé Guadj, Guy Hermitier, François Hincker, Jacques Leclerc, Paul Mazliak, Roland Ménard, Elie Mignot, Jacques Milhau, Maurice Moissonnier, Jean-Louis Moynot, Jacques Pesenti, Rolland Pierre, Claude Prévost, Jean Rony, Jacques Roux, Laurent Salini, Lucien Sève, Michel Simon, Michel Strulovici, Jean Thibaudeau, France Vernier, Roland Weyl.

Ventes : William Vigé

Rédaction :

2, place du Colonel-Fabien, Paris (19^e)
Tél. : 202-70-10 ; 203-20-74

Administration et

service de vente :
29, rue du 4-Septembre, 75002 Paris
Tél. : 073-78-75 ; 073-50-03

Régie publicitaire :

A. C. P.
187, quai Valmy, 75010 Paris
Tél. : 203-96-58

Prix de vente au numéro

France	Etranger
8 F	9 F

AUX ABONNES : en cas de changement d'adresse, les P. T. T. ne font pas suivre les publications.

Si vous désirez recevoir votre revue sans retard vous avez donc intérêt à nous communiquer avant le 15 du mois votre nouvelle adresse sans oublier de nous joindre également l'ancienne et 1,50 F en timbres-postes.

Imprimé par Corbière et Jugain, Alençon.
Diffusé par les N. M. P. P.

Directeur de la publication : Francis Cohen

Abonnez-vous ou
offrez un abonnement à

LA
NOUVELLE
CRITIQUE

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

Qualité ou profession _____

Comment avez-vous connu la N.C. ? _____

Retournez ce bulletin à :

La N.C., 29, rue du 4-Septembre, 75002 Paris

Je joins à ce bulletin { Chèque bancaire
Virement postal
(C.C.P. 6956 23 Paris)

TARIF ABONNEMENTS

	France	Etranger
2 ans (20 n°)	120 F	140 F
1 an (10 n°)	67 F	77 F
6 mois (5 n°)	36 F	
Spécial Etudiants :		
2 ans (20 n°)	72 F	92 F
1 an (10 n°)	40 F	50 F
6 mois (5 n°)	22 F	

Nos lecteurs d'Algérie
qui souhaiteraient
s'abonner peuvent
s'adresser à la S.N.E.D.
3, BD ZIROUT-YOU-
CEF, ALGER.

73

Recherches
Internationales



à la lumière du marxisme

abonnement

Tarif d'abonnement :

Pour les abonnés de la N.C. : 25 F France
30 F Etranger

Pour les non-abonnés de la N.C.
30 F France
35 F Etranger

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

Retournez ce bulletin aux Editions de La N.C., 29, rue du
4-Septembre, 75002 Paris
accompagné d'un chèque bancaire ou d'un chèque postal
C.C.P. La Nouvelle Critique, Paris 6956 23

LA
NOUVELLE
CRITIQUE

bon de commande
récapitulatif

Nom - Prénom _____

Adresse _____

Je commande :

Nombre d'ex.	Titres	Prix d'un ex.	Prix total
	Piaquettes :		
<input type="checkbox"/>	Langage, sciences et histoire	3 F	
<input type="checkbox"/>	Engels et la philosophie marxiste	3 F	
<input type="checkbox"/>	Une science du littéraire est-elle possible	5 F	
<input type="checkbox"/>	La démocratie socialiste en U. R. S. S.	3 F	
<input type="checkbox"/>	Cries de la Société, Eglise et Union populaire	3 F	
<input type="checkbox"/>	Romans, politique	6 F	
	N° Spéciaux N. C.		
<input type="checkbox"/>	Littérature et idéologies (15 F pour les abonnés N. C.)	20 F	
<input type="checkbox"/>	Linguistique et littérature (15 F pour les abonnés N. C.)	20 F	
<input type="checkbox"/>	Expériences et langage de la Commune de Paris	15 F	
<input type="checkbox"/>	Arthur Adamov (9 F pour les abonnés N. C.)	12 F	
	Collection N. C. 1973 :		
<input type="checkbox"/>	N° 59	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 60	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 61	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 62	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 63	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 64	7 F	
<input type="checkbox"/>	N° 65	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 66	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 67	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 68	4 F	
<input type="checkbox"/>	N° 69	4 F	
	Collection R. I. :		
<input type="checkbox"/>	N° 20/21 L'Homme et la Ville	12 F	
<input type="checkbox"/>	N° 48 Sport	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 61 Du socialisme en Chine	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 62 Voies de la révolution bourgeoise	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 63/64 Le deuxième sergave	18 F	
<input type="checkbox"/>	N° 67 La propriété socialiste	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 68 Le Fascisme italien	9 F	
<input type="checkbox"/>	N° 69/70 Le Fascisme hitlérien	15 F	
<input type="checkbox"/>	(Les 2 volumes groupés - 68 et 69/70)	20 F	
<input type="checkbox"/>	N° 71/72 Enseigner	15 F	
<input type="checkbox"/>	N° 73 Néo-positivisme et matérialisme dialectique	3 F	
<input type="checkbox"/>	N° 74 Marx et Gobineau	3 F	
<input type="checkbox"/>	N° 75 Le concept de « pratique » dans la philosophie de Karl Marx	3 F	
<input type="checkbox"/>	N° 77/78 L'homme et l'environnement	15 F	
	Total		

Pour les commandes à destination de l'étranger, ajoutez 10 % aux prix indiqués.

P. S. : Ce bon de commande n'est pas valable pour N. C. Service Livres.

Expédition franco, par retour.
Retournez ce bon de commande d'un montant de : F
à La N.C., 29, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.

Je joins à ce bon de commande { Chèque bancaire
Chèque postal
(C.C.P. 6956 23 Paris)

à l'occasion du 25^{ème}
anniversaire de

LA
NOUVELLE
CRITIQUE

Envoyez-lui des adresses de personnes susceptibles de
s'abonner.
Nous leur adresserons un spécimen gratuit.

Nom Prénom

Adresse

Les plaquettes de

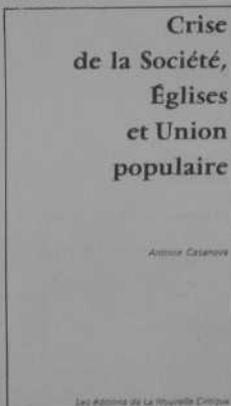
LA
NOUVELLE
CRITIQUE



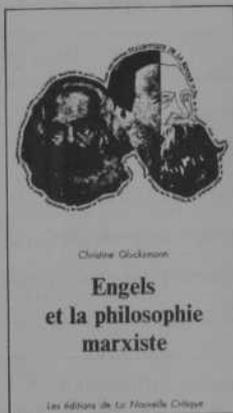
Prix : 3 F.



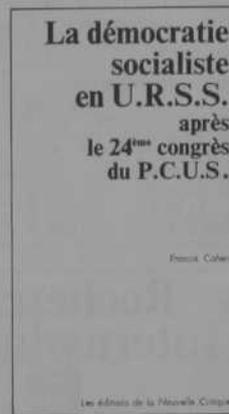
Prix : 5 F.



Prix : 3 F



Prix : 3 F.



Prix : 3 F.



Prix : 6 F

Retournez cette liste à

La N. C., 29, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. Merci.

Passer vos commandes à l'aide du bon récapitulatif se trouvant au verso.



Nous ne nous laisserons pas faire ! _____	4
Le comité de direction de La N. C.	
Vers l'horizon de tous _____	6
La N. C.	
Le droit, la loi, les magistrats _____	10
Débat entre l'Union fédérale des magistrats, le Syndicat de la magistrature et La N. C.	
La dialectique des besoins _____	20
Jacques Brière	
Pour l'analyse concrète d'une situation concrète _____	25
Annexes _____	27
Sur « Réponse à John Lewis » ou les yeux et la mémoire _____	29
Nicole-Edith Thévenin	
N. C. Internationale _____	41
Problèmes théoriques de la voie de développement non capitaliste _____	42
Igor Andreev	
France, Europe, Afrique _____	47
Francis Le Gal	
Brésil : le « miracle » de dix années de dictature _____	51
Guy Martinière	
La N. C. Internationale a lu : « Les Palestiniens » _____	60
Alain Thibaut	
L'architecture parle-t-elle politique ? _____	62
Paul Chemetov, Anatole Kopp, Jean Renaudie, Pierre Riboulet, Jean-Philippe Chimot, Jean-Louis Cohen	
La lecture des textes. Que faire ? _____	74
Pierre Barbéris, Roger Fayolle	
Echecs _____	79
F. Molnar	
La N. C. a lu : « la structure du texte artistique », « Un discours au réel », « Critique : histoire/théorie de l'art », « Le Tribut foncier urbain », « L'Archipel Goulag » _____	81
Jean Peytard, Lise Sutter, François Albéra, François Ascher, Serge Leyrac	
La N. C. signale _____	90
La N. C. en direct : Autogestion, lutte idéologique _____	92
Propositions aux lecteurs _____	1, 2, 95, 96

Iconographie : 1 de couverture, pp. 6 et suivantes ; illustration de Evelyne Deltombe et Michel Robledo ; pp. 10 et suivantes A. Muñoz de Pablos ; p. 5 : photo Marcel Lorré ; pp. 20 et suivantes : « le Grand Méchoui », œuvre collective des Malassis ; pp. 41 et suivantes : gravure populaire mongole ; p. 49 : dessin de Pym ; pp. 51 et suivantes : photos de l'Agence Gamma ; pp. 62 et suivantes : droits réservés ; pp. 75 et suivantes : dessins de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert.

Copyright 1974 © « les éditions de la Nouvelle Critique ». Tous droits de reproduction réservés.

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS FAIRE !

Le pouvoir cherche à étouffer la voix de ses adversaires.

Tous les moyens lui sont bons : la censure directe là où il est le maître, la censure indirecte là où il ne l'est pas ; la concentration de l'information ; les tonitruantes campagnes de diversion.

Les secrets de la gestion de La N. C.

Le papier augmente de prix. Tous les autres frais suivent le mouvement : impression, photos, transports postaux, frais de diffusion, personnel, charges sociales et fiscales, etc.

La constante augmentation de la diffusion n'est qu'une faible compensation. Elle est même coûteuse : pour gagner de nouveaux lecteurs, il faut d'importantes dépenses de publicité et de promotion. Or, aucune revue du type de la nôtre ne couvre ses dépenses par sa vente.

La différence est comblée soit par des subventions pures et simples, soit par la publicité. Soit que celle-ci se fasse par des insertions dans la revue, soit que la revue, se présente en fait comme la vitrine publicitaire d'une maison d'édition ou d'un groupe financier. En tout cas les recettes publicitaires couvrent d'un tiers à la moitié des dépenses et davantage. Les recettes publicitaires de *La N. C.*, elles, n'atteignent pas le dixième de nos dépenses.

Ce n'est pas un secret que le parti communiste français contribue à l'équilibre financier d'un organe comme le nôtre. Mais ses moyens pour le faire sont limités ; ses dépenses subissent l'augmentation générale, et ses recettes

(dont la base est constituée par les cotisations des travailleurs), ne suivent pas du même pas.

La gestion de *La N. C.* se traduit donc par un déficit rapidement croissant, ce qui est une situation inacceptable conduisant à court terme à la disparition de la revue.

Quelles mesures prendre ?

Nous pouvions envisager des économies draconiennes : réduire encore la qualité du papier ; réduire le tirage et la présence de la revue déjà insuffisante dans les milliers de points de vente de la presse ; réduire le nombre de pages ; supprimer tout ou partie de l'illustration.

Nous écartons ces solutions pour deux séries de raisons.

D'abord, nous sommes certains que, quelle que soit la remarquable fidélité de notre public, la diffusion d'une revue ramenée à une formule périmée et étriquée ne pourrait que se réduire. Le dommage politique serait grand. Et le problème financier ne serait pas résolu, les recettes baissant avec les dépenses.

Ensuite, selon la formule du secrétaire général du parti lors de la parution du numéro 50 de la nouvelle formule, « *La Nouvelle Critique* n'expose pas seulement la politique culturelle de notre parti : elle est un élément de cette politique ». Nous ne pouvons accepter un recul dans la diversité des sujets traités, les possibilités de débats, la présen-

Les moyens économiques sont largement utilisés. La flambée inflationniste des prix est particulièrement encouragée quand elle peut peser sur la presse comme sur les autres formes d'expression de l'opinion. Le papier augmente de 25 à 30 % par semestre. Les tarifs d'impression grimpent raide. Les charges diverses s'alourdissent gravement. Les salaires et honoraires doivent suivre le mouvement. En revanche, la publicité, grâce à laquelle la presse des monopoles équilibre son budget, est de plus en plus chichement accordée à la presse d'opposition.

La presse démocratique, la presse de combat pour la classe ouvrière sont menacées dans leur existence même.

Nous ne nous laisserons pas faire. Nous n'avons pas le droit de nous laisser faire.

La crise s'approfondit, la dégradation

tation moderne des matériaux.

Nous ne renonçons pas à pratiquer toutes les économies qui sont possibles sans porter atteinte au caractère de *La N. C.*, mais nous avons pensé que nos abonnés et nos lecteurs seraient du même avis que nous, et prendraient leur part dans la bataille politique nécessaire à la vie et au développement de *La N. C.* En la payant plus cher. En nous aidant à la diffuser davantage encore.

C'est pourquoi, à partir du prochain numéro, *La N. C.* sera vendue 15 francs.

Nous avons examiné d'autres solutions.

Ouvrir une souscription ? Ce serait demander de gros sacrifices à quelques-uns, sans être assurés de couvrir les besoins.

Vendre 10 francs, ne compensait même pas les augmentations subies depuis le passage à 8 F, en mai 1972. Vendre 12 F, était une demi-mesure, qui risquait d'être d'autant plus vite dépassée que nous n'avions aucune garantie que la situation ne s'aggraverait pas encore dans les mois à venir.

Vendre 15 francs, améliore nos conditions de gestion. Et surtout, cela nous permet quelque chose à quoi nous tenons essentiellement : maintenir un abonnement à bas prix pour les étudiants.

Nous savons que pour des milliers, peut-être des dizaines de milliers d'étudiants, *La N. C.* est un instrument indispensable de

prend un autre rythme. Le changement démocratique est urgent. La presse est nécessaire pour le préparer et combattre pied à pied les idées de résignation et de démobilisation.

Voilà pourquoi **La Nouvelle Critique**, atteinte sérieusement dans son équilibre financier alors que sa diffusion continue à progresser, a décidé de faire face. Plus exactement d'alerter ses lecteurs, ses abonnés et de les inviter à faire face avec elle.

A partir du prochain numéro, le prix de vente et d'abonnement de **La N. C.** sera presque doublé, sauf pour les étudiants, car la solidarité des autres lecteurs permettra de n'augmenter le prix de l'abonnement étudiant que de moitié.

Nous savons quel sacrifice cela représente en un moment où tout augmente, où le niveau de vie se détériore chaque semaine.

Mais il n'y a pas d'autre solution.

S'abonner, abonner, lire **La N. C.**, lui trouver sans cesse de nouveaux lecteurs, c'est précisément lutter pour les idées dont le pouvoir veut empêcher l'expression. Ces quelques francs supplémentaires, ce n'est pas nous qui les demandons, c'est vous qui en avez besoin pour conserver et développer la liberté d'information, de débat et de réflexion dont nous sommes un des éléments.

Nous sommes convaincus que la situation sera renversée : à l'attaque contre la liberté d'expression se substituera l'offensive pour donner aux idées démocratiques et socialistes plus encore de moyens de s'exprimer.

Le Comité
de direction
de **La Nouvelle Critique**.

formation et de travail. Nous ne pouvons pas le mettre de nous-mêmes hors de leur portée. C'est pourquoi nous demandons à ceux qui ne sont pas (ou ne sont plus) étudiants de faire un léger effort supplémentaire pour ne pas priver les étudiants de **La N. C.** Avec l'abonnement à 60 francs, les étudiants paieront le numéro 40 % seulement du prix au numéro.

Il est d'usage, quand on augmente le prix de vente, de promettre en compensation des améliorations mirobolantes. Nous ne ferons pas de transformations coûteuses. Mais nous ferons à cette occasion deux innovations :

Quatre pages mensuelles consacrées à la présentation visuelle d'un problème, d'un créateur, d'une réalisation politique ou culturelle, d'une œuvre.

Une rubrique de jeu de go.

Dans les prochains mois, nous publierons de grands débats avec des organisations ou des personnalités représentant des courants importants : bientôt, par exemple, sur « les catholiques et le monde rural », sur les étudiants, etc.

Nous n'avions pas d'autre moyen que de faire partager nos difficultés financières à nos lecteurs. Nous sommes convaincus qu'aucun ne refusera d'en prendre sa petite part et que tous nous resteront fidèles.

Abonnez-vous

Notre diffusion doit, dès

Concours d'abonnements clôture le 30 avril



maintenant faire un nouveau bond en avant. C'est pourquoi nous conservons les anciens tarifs jusqu'au 30 avril, nouvelle date de clôture de notre *concours d'abonnements*. D'ici là, des milliers de nouveaux abonnés peuvent être encore conquis.

Les avantages sont grands pour les abonnés : primes en livres à partir de cinq abonnements, œuvres d'art exceptionnelles pour les gagnants, satisfaction d'avoir

assuré des lecteurs réguliers.

Les avantages sont grands pour les abonnés : ils paieront 6,70 F, des numéros qu'ils devraient sans cela acheter 15 F. Quant aux étudiants, jusqu'au 30 avril, ils peuvent s'assurer pour 4 F, ces numéros qu'ils trouveront ensuite au kiosque à 15 F.

Notre cliché : la lithographie de Pignon offerte (avec des œuvres de Cuelco, Kijno, Pichette) au gagnant du concours.

« Mais le plus grave c'est que les plaisirs sont complètement coupés du reste de la vie. Ils ne sont qu'une récréation, pour vous remettre à même de faire ce qui ne vous fait pas plaisir. »

Bertolt Brecht : *Dialogues d'exilés.*

Vers l'horizon de tous

Sans doute n'a-t-on pas lu d'assez près ceci, qui pratiquement ouvrait le discours prononcé le 18 décembre dernier par Roland Leroy, à l'occasion du 25^e anniversaire de **La Nouvelle Critique** : « Tout appelle, disait-il, à partir de la révolution qui se produit dans les forces productives, dans la connaissance de la nature et de la société, un élargissement sans précédent de l'horizon de chaque travailleur, de chaque citoyen, une socialisation, une généralisation de leurs relations. Tout appelle donc un extraordinaire développement culturel. »

Et peut-être si on ne l'a pas lue d'assez près, cette phrase, c'est qu'il fallait, pour en saisir l'écho, une singulière capacité à s'abstraire de ce monde où notre vie quotidienne si profondément nous immerge. S'en abstraire pour, vraiment, savoir rêver, au sens où l'entendait Lénine : rêver à partir du vrai, qui n'est bien évidemment pas le seul « réel » directement sensible. Comment en effet entendre ces mots sur la « généralisation des relations entre les citoyens » aux heures d'affluence dans le métro, où d'immenses affiches nous invitent à « rester couchés », pour faire nos commandes domestiques « sans voir personne », grâce au catalogue d'une grande maison ? Comment les entendre dans un cours surchargé alors que, tendu, nerveux, le professeur se demande si seulement il « tiendra » devant ses élèves ? Comment les entendre dans ces trains de banlieue harassés, où le rire de deux adolescents sonne soudain trop haut, incongru, parce que la fatigue pour tous ces voyageurs de tous les soirs est trop lourde à porter ? Et pour aller au plus court, comment les entendre dans la solitude des foules ?

C'est que disant cela, Roland Leroy nous invitait à saisir non dans ses apparences mais dans son mouvement profond cet appel que contradictoirement porte à un « élargissement de l'horizon », notre société. Et la citation de Marx qui suivait, sur « le capital [qui voit] dans toute limite... [à la mise en valeur et à l'échange des forces naturelles et spirituelles] une entrave et la dépasse donc en **idée...** [mais pour qui] cela n'entraîne nullement qu'il l'ait surmontée **réellement** » éclairait de façon décisive ce propos. Appel contradictoire : c'est en effet du même mouvement qu'il faut déchiffrer dans la France du capitalisme monopoliste d'Etat la baisse du niveau culturel moyen (50 % des Français ne lisent pas un seul livre dans l'année) et la fringale d'une vie autre, dont témoigne, même si c'est de façon confuse et détournée, ce besoin d'« évasion », qui s'empare de tous suivant des voies diverses étroitement canalisées selon les moyens — financiers, culturels — que chacun a eus à sa disposition. Et ça va du photoroman à deux francs au rêve enfin réalisé de la maison de campagne, où ne plus penser à rien qu'à laisser couler les heures. C'est dans le même temps aussi qu'il faut savoir lire dans ce pays les signes du



retard accru d'une pourtant indispensable formation scientifique et technique et ceci, que soulignait Henri Jourdain dans son rapport introductif aux journées d'études du travail du parti communiste dans les entreprises de l'automobile¹ : « ... le développement objectif des forces productives... s'intensifie dans le sens de leur socialisation croissante. Celle-ci tend à renforcer (souligné par H. J.) le rôle actif des hommes dans la production (conception, organisation, exécution) par rapport au rôle des installations et des machines. Elle donne naissance à des aspirations et à des besoins nouveaux chez les travailleurs et ceci dans des conditions historiques telles que le nombre des besoins qui leur seront communs ira sans cesse croissant. »

Lire donc tout ensemble et le retard s'accumulant, et l'appel à un extraordinaire enrichissement, c'est en fait retrouver l'unité dialectique du couple vie professionnelle/culture du loisir, qui fait le tissu même de « l'emploi du temps » de l'individu, et que tout le mouvement du capitalisme s'est attaché à dissocier, jusqu'à faire de la vie culturelle le « supplément d'âme », sans quoi on peut effectivement se demander comment les « pauvres corps » astreints à un travail qui leur est au propre étranger, pourraient trouver des raisons de continuer à s'échiner à ce labeur. Aussi c'est à bien baliser le terrain sur lequel doit se dérouler le combat pour la culture, que l'on doit d'abord s'attacher. Ce terrain : la mise à la disposition des plus larges masses de l'immense trésor accumulé par « l'homme en société ». A bien en désigner l'enjeu, du même coup : l'accélération de la marche vers l'unité de l'individu, par la liquidation de la coupure entre un travail dont on est dépossédé, et le « bricolage » d'une culture de récréation.

Ce terrain, cet enjeu dégagés, s'éclaire mieux la question capitale pour notre temps, de l'alliance de la classe ouvrière et des intellectuels dans la lutte pour la démocratie, pour le socialisme. Ni « maîtres à penser » (et qui ne retrouverait là une variante à peine masquée de ce « supplément d'âme » dont il fut plus haut question ?) ni délicates fleurs ornementales que les « travailleurs » de temps à autre hisseraient sur les tribunes de leurs meetings, les intellectuels en tant que tels ont leur place à tenir dans cette lutte. Pour eux-mêmes, tout autant que pour la nation entière. Ainsi, c'est bien d'alliance, profondément, qu'il est question, et pas de ralliement, non plus que de provisoire ou tactique convergence. Et d'alliance pour quoi ? Il faut s'attacher, certes, mais ce n'est pas suffisant, à recenser ici les atteintes à la culture perpétrées par le pouvoir : actes — les moins fréquents sans doute, mais les plus frappants — de censure autoritaire ; poids étouffant de la censure économique dont le cinéma, plus que toute autre activité sans doute, mais aussi le théâtre et la littérature, mesurent la nocivité ; diminution de la part du budget de la recherche scientifique dans le

Vers l'horizon de tous

budget de la nation ; mainmise toujours plus étroite du pouvoir sur l'O. R. T. F. dont les dirigeants viennent de nous offrir (le 11 mars en soirée aux « Dossiers de l'écran ») cette admirable illustration : un « débat » sur la radio-télévision « devant son public », hors de la présence de tout représentant de ce public, de tout représentant de la gauche, qui totalisa pourtant près de 50 % des voix aux dernières élections législatives.

Nécessaires donc, ces rappels, mais c'est à porter plus haut le débat qu'il faut tendre : qui ne voit en effet que s'il en avait les moyens — et s'ils n'étaient que des « bavures » — le capitalisme monopoliste d'Etat ne commettrait pas ces « délits culturels » qui ne servent guère, c'est le moins qu'on puisse avancer, son image de marque « libérale » ? C'est qu'il se heurte bien là à ses propres limites, celles qu'imposent ses rapports de production. Dure loi qui le contraint — non sans succès parfois — à changer de terrain : pour dévier l'attention de son insuffisance désormais globale — et dans le cadre de ce système, irrémédiable — en matière de culture en son sens le plus large, c'est à singulièrement rétrécir cette notion de culture et à la « dramatiser » en quelque sorte qu'il s'emploie. On voit par là, mais nous n'y insisterons pas, puisqu'il en fut déjà question, et qu'on y revient dans ce numéro même, avec un article sur **L'Archipel Goulag**, quel rôle joue, dans l'orchestration de ce thème de la « dramatisation », l'exploitation faite de l'expulsion de l'Union soviétique, d'Alexandre Soljénitsyne.

Mais si changer de terrain peut permettre un gain de temps — le seul gain que l'histoire puisse encore accorder à ce système — les termes en lesquels se pose le problème capital de ce temps demeurent, eux, inchangés. Si en effet, comme tous les citoyens de ce pays, les intellectuels vivent leur vie quotidienne au rythme même des contraintes qui leur sont imposées, c'est tout autant dans leur pratique professionnelle que, scientifiques bloqués dans leurs travaux par le manque de crédit, écrivains « courant le cachet » de besognes alimentaires, cinéastes pour qui réunir les capitaux nécessaires à la réalisation d'un film prend plus de temps que cette réalisation même, ils se heurtent à ces barrières qu'à tout instant le capital dresse devant eux. Barrière, d'autant plus, pour eux, intolérables, que beaucoup d'entre eux, marqués par « l'humanisme bourgeois », ont longtemps cru que la loi suprême de cette société était bien, comme c'était si fort proclamé, le libre épanouissement de la personne humaine. Et que c'est, comme l'ouvrier devant sa machine mais à un autre niveau, la loi non proclamée, elle, du profit qu'ils découvrent.

Ainsi, trois cinéastes, membres de la Société des réalisateurs de films, Costa-Gavras, Michel Mitrani et Jacques Doniol-Valcroze écrivent-il² : « .. il est vain d'attendre de l'économie dite libérale qu'elle assure l'avenir d'un art ligoté par la loi de l'offre et de la demande ; il n'est pas dans sa nature d'aller ailleurs que vers le profit qui est sa seule finalité logique... Tout ceci explique pourquoi nous avons une « certaine idée du cinéma ». Elle n'est pas démagogique. Elle n'est pas élitaire. Bien au contraire. L'avenir du cinéma est inconcevable hors de son insertion dans une véritable culture populaire. La place qui lui est accordée dans les préoccupations et le budget des affaires culturelles est misérable. Si la politique qu'entend mener à son égard le gouvernement est à cette mesure méprisante, il vaut mieux le dire franchement, les choses au moins seront claires. Mais ne le sont-elles pas déjà ? »

Cette citation mérite qu'on s'arrête quelques instants : non parce qu'elle témoignerait d'une démarche individuelle qui serait en quelque sorte exemplaire. L'exemplaire est ailleurs, et au bout du compte bien plus riche : dans leur pratique même, ces trois cinéastes, de formation et de styles extrêmement différents, ont été conduits aux côtés de nombreux autres, après 1968, à participer à des titres divers, aux activités de la Société des réalisateurs de films, alors créée par les cinéastes eux-mêmes pour disons en gros la défense de la dignité de leur profession. Et c'est dans leur double pratique, professionnelle et militante dans leur organisation, qu'ils ont avec bien d'autres, pris les mesures exactes des barrières, des interdits auxquels ils se heurtaient.



C'est de même à partir de leur pratique professionnelle propre, de leur volonté de voir leur enseignement répondre mieux enfin aux besoins immenses du pays, et de sa jeunesse, que les professeurs de l'enseignement supérieur, dans leurs assises de Villeteuse (les 9 et 10 mars dernier) ont élaboré un certain nombre de propositions tendant, contre ce qui inspire le plus largement la réforme Fontanet, à éliminer toute ségrégation sociale, à combattre le malthusianisme régnant, à élever considérablement le niveau de formation générale. En un mot à mettre enfin l'école à même de répondre aux besoins objectifs de la révolution scientifique et technique commençante.

C'est donc l'aspect fondamentalement nouveau de cette lutte qui est d'abord à retenir. On ne parle plus tellement aujourd'hui — sinon dans les cercles proches du pouvoir et encore est-ce pour seulement en parler — d'« améliorer », de « libéraliser ». Créateurs, pédagogues, scientifiques, les intellectuels dans leur grande masse ont suivi ces dernières années, des chemins divers qui les ont tous conduits au pied du même mur : celui que dresse devant eux, devant leurs aspirations les plus légitimes, le capitalisme monopoliste d'Etat. Le problème, pour eux aujourd'hui, comme depuis plus longtemps pour les ouvriers qui l'ont rencontré dès lors qu'ils sont entrés dans la production est celui-ci, et fort simple : vont-ils se résoudre à penser, comme on les y invite complaisamment, que ce mur-là n'est que celui, ma foi, qui borne toute « destinée humaine », qu'à tout prendre dans cet enclos, on peut toujours cultiver son jardin de fleurs rares, et que ce n'est pas une révolution qui changera grand-chose à la qualité de ces fleurs ? Ou vont-ils se décider à abattre ce mur, et avec qui s'ils veulent mettre de leur côté toutes les chances ? C'est en ces termes même que se pose, encore une fois, la question de l'alliance.

Nous pensons ici bien évidemment, que correctement posée, elle sera correctement résolue. Non parce que nous croirions à quelque « native bonté » de l'homme, mais parce que, pour boucler la boucle sur ce par quoi nous avons commencé : « Tout appelle à partir de la révolution qui se produit dans les forces productives, dans la connaissance de la nature et de la société, un élargissement sans précédent de l'horizon de chaque travailleur, de chaque citoyen, une socialisation, une généralisation de leurs relations. Tout appelle donc un extraordinaire développement culturel. » Pour avancer, selon la belle formule de Paul Eluard « de l'horizon d'un homme à l'horizon de tous ».

La N. C.

1. In *Economie et Politique*, numéro 23 5, février 1974.

2. Dans un article du *Monde* publié le 7 mars 1974 sous le titre : « Descendez dans l'arène. »

Le droit, la loi, les magistrats

(Débat)

Les problèmes de la justice sont de plus en plus sensibles à un nombre croissant de gens notamment dans la population laborieuse et modeste qui a de plus en plus besoin de s'adresser à elle ; il nous a donc paru important de porter témoignage de cette façon dont les magistrats eux-mêmes vivent la crise de la justice, le fonctionnement de la justice tel qu'ils voient leur rôle de juges, en interrogeant les magistrats * eux-mêmes. Pour cela, nous avons pensé que le mieux était d'entendre ensemble les représentants de deux organisations de magistrats : l'Union fédérale des magistrats et le Syndicat de la magistrature.

Roland Weyl : Il y a les problèmes de l'indépendance des juges vis-à-vis du gouvernement, et de leur dépendance par rapport à la loi, qu'ils sont chargés d'appliquer ; le rôle de la défense, le rôle du « bon juge », et la contrainte du débat ; les rapports du juge et du justiciable ; les garanties de carrière et les possibilités de pression ; les garanties économiques des moyens de travail du juge.

Cet inventaire n'est pas limitatif et se situe dans le cadre global des conditions de satisfaction du droit du citoyen à la justice.

André Braunschweig : La justice est critiquée ; les magistrats le comprennent et sont capables de faire eux-mêmes leur autocritique ; mais ce dont ils souffrent c'est de sentir que souvent ils sont l'objet de critiques alors qu'ils ne sont pas responsables du mauvais fonctionnement de la justice.

Il y a d'abord le problème de l'organisation matérielle de la justice. Nous manquons de magistrats, certains parquets ou des juridictions fonctionnent avec des postes vacants. Nous souffrons également du manque de collaborateurs, collaborateurs directs, tels que les secrétaires-greffiers, mais également d'éducateurs, de délégués à la liberté surveillée, d'agents de probation, etc.

Nous manquons aussi de moyens matériels. Trop de palais de justice

sont dénués, dépourvus du plus élémentaire confort et de tout équipement rationnel. Cette doléance peut paraître sordide, mais elle est pourtant primordiale dans la mesure où les magistrats ont le sentiment qu'ils ne peuvent pas faire leur travail ; ils le font cependant presque tous avec une grande conscience, mais très souvent, ils sont obligés d'abandonner certaines de leurs activités pour se consacrer à des missions prioritaires.

Or dans la justice, tout est important. Dans un parquet, il n'y a pas de tâches secondaires. Dans un cabinet d'instruction, il n'y a pas de petits dossiers. Un petit dossier peut entraîner des conséquences graves pour la vie d'un homme, pour l'équilibre d'un foyer, même s'il s'agit d'un délit mineur. Or le juge d'instruction est obligé de s'occuper avant tout des gens qui sont en détention et d'instruire les affaires les plus importantes. Et pendant ce temps, certains autres dossiers traînent. Les magistrats déplorent cette situation, parce qu'ils ne veulent pas « porter le chapeau ». Prenons le problème de la détention provisoire : très souvent à Paris, un juge d'instruction a facilement cent à cent trente détenus. D'où sélection entre les dossiers. Bien sûr, il y a d'autres aspects, mais si vous voulez c'est déjà un problème irritant, dont nous souffrons tous.

S. M. : Bien sûr, dans ce domaine, notre action et notre réflexion partent d'une situation de crise. Au Syndicat de la magistrature, nous avons examiné le problème des conditions de travail sous un double éclairage : tout d'abord que la façon dont travaille le juge, l'environnement où travaille le juge est une des conditions même de sa liberté ; d'abord de donner plus de liberté au juge, donc, d'améliorer son environnement judiciaire, les conditions dans lesquelles il travaille. Le deuxième éclairage, c'est le problème de l'accès du justiciable ; les conditions matérielles dans lesquelles la justice est rendue sont préjudiciables au justiciable. Alors nous avons essayé de mener l'action dans un cadre plus large qui est celui du « comité de liaison justice ».

C'est quelque chose de tout à fait informel, qui regroupe toutes les organisations professionnelles, représentatives des personnels de la justice, c'est-à-dire les magistrats

* Autour d'Antoine Casanova et Roland Weyl qui représentaient La Nouvelle Critique, participaient à ce débat, pour l'Union fédérale des magistrats, MM. André Braunschweig, Jean-Georges Diemer et Jean Bardouillet, pour le Syndicat de la magistrature, MM. Roland Kessous, Hubert Dalle et Jean-Pierre Michel, dont nous désignerons les interventions par le sigle S.M.

(l'U. F. M. et le Syndicat), les syndicats de secrétaires-greffiers (C. G. T. et C. F. D. T.), les syndicats des éducateurs, aussi bien des éducateurs d'éducation surveillée, c'est-à-dire des mineurs, des éducateurs d'administration pénitentiaire, et les syndicats des personnels surveillants de l'administration pénitentiaire (syndicats C. G. T., C. F. D. T., F. O.) également les personnels médico-sociaux et les personnels de l'administration centrale. Tous ensemble nous menons une action pour une augmentation du budget de la justice.

Cette action n'est pas seulement quantitative dans un cadre unitaire, la justice avant tout est quelque chose de global. Pour l'instant c'est seulement l'élément quantitatif que nous avons mis en avant. Le deuxième c'est de savoir pourquoi il faut plus de moyens, pour quel type de justice ?

La crise des moyens n'est qu'un tout petit élément. Dans la société française, telle qu'elle est actuellement, est-il utile de privilégier le secteur justice ? Si le pouvoir politique ne donne pas plus de moyens à la justice, c'est que certainement il sent très bien que les gens dont il est le représentant, c'est-à-dire les électeurs, ne sont pas prêts à faire l'effort nécessaire. La justice ne répond pas, peut-être, à ce qu'ils demandent.

De fait, lors des dernières élections, nous avons eu la surprise de voir que les programmes électoraux ne faisaient qu'une place très restreinte à la justice. Et nous sommes allés interroger les différents partis politiques, là aussi, cela voudrait dire que nous accordons beaucoup d'importance à la justice. Or, nous pensons que la justice n'est pas une fin en soi.

André Braunschweig : Je voudrais répondre à Michel. Si les citoyens ne s'intéressent pas à la justice, c'est que la majorité d'entre eux ont l'impression qu'ils n'auront jamais besoin des services de la justice.

Alors quand Michel pose la question de savoir si cette justice doit être une fin en soi, je pense que c'est une mauvaise question. Je crois que la justice est nécessaire, c'est un lieu commun de le dire, car elle est un rouage de l'Etat. Il n'y a pas de société sans justice, il n'y a pas d'Etat sans justice, et il faut qu'il y ait une justice. Ceux qui devraient être concernés en son nom, ce sont les élus du peuple.

Or intellectuellement, ils prétendent le comprendre mais pratiquement ils ne font rien. Pourquoi ? parce qu'il n'y aura jamais de véri-

table révolution pour la justice. On peut faire la révolution parce que le prix du pain augmente, parce que les salaires ne sont pas assez élevés, parce que l'électricité coûte trop cher, disons parce que les conditions de la vie matérielle du citoyen s'aggravent. Alors les représentants eux aussi font un choix. Et même ceux qui ont les meilleures intentions s'inclinent devant la carence des gouvernements.

S. M. : Je crois qu'il est faux de dire que le besoin de justice ne s'exprime pas. Au contraire, voyons les faits divers. A chaque fois on débouche sur une problématique beaucoup plus fondamentale qui est celle de la justice. On peut se demander si ce n'est pas l'organisation judiciaire qui ne répond pas à ce besoin de justice.

Jean Bardouillet : De toute façon le justiciable connaît mal la justice. Il y a bien l'instruction civique mais c'est très très succinct. Pour que le justiciable puisse s'adresser à la justice il faut qu'il la connaisse ; il y a une éducation à faire.

Roland Weyl : Ne pensez-vous tout de même pas qu'une grande part du problème tient à certaines déconvenues du citoyen dans son approche de la justice, à une certaine difficulté de contact, d'accession, à un certain égotisme, à certaines déceptions dans le déroulement et les résultats de son expérience de la justice ?

André Braunschweig : Bien sûr, celui qui a fait connaissance avec la machine judiciaire a son opinion, parce que parfois, à juste ou à mauvais titre, il a pu en souffrir. Mais que pensent dans l'ensemble les citoyens qui ne sont pas passés par les mains de la justice ? Leur opinion, c'est le reflet des critiques qu'ils trouvent dans leur journal. Or il serait injuste de dire que le justiciable est toujours mécontent de la justice qui lui est rendue. Ce qui n'écarte pas les critiques qu'il peut faire et que nous-mêmes pouvons faire en vue de certaines améliorations.

Jean-Georges Diemer : Je crois aussi que le justiciable confond un peu le juge avec son environnement. Le coût de la justice est un problème important, les magistrats n'y sont pour rien.

Je pense qu'on en viendra progressivement à une justice avec un secteur conventionné. Il serait souhaitable en tout cas que le justiciable qui engage un procès sache à quoi il s'expose au point de vue des frais, par exemple par une lettre de son avocat lui disant que dans telle ou



*Dans un cabinet
d'instruction
il n'y a pas
de petit dossier*

telle condition, son procès lui coûtera tant.

Roland Weyl : Sur ce plan je vous propose un débat avec les organisations professionnelles d'avocats.

S. M. : On ne peut jamais dissocier les problèmes de forme des problèmes de fond. Si actuellement les problèmes des moyens matériels se posent, c'est parce que le fond est gravement entamé. Ce fond, c'est le grave divorce de la justice avec le peuple qu'elle concerne. Au fil des ans, la justice a été confisquée par le pouvoir alors qu'elle appartient au peuple et que c'est seulement au peuple qu'elle doit rendre des comptes, c'est à lui de demander aux juges ce qu'il attend d'eux. Les juges ont vécu dans leur sphère professionnelle, complètement coupés des réalités sociales et de plus en plus

la justice a cheminé à côté de la véritable vie. Derrière tous les problèmes de justice, se trouvent les conditions du citoyen.

Actuellement, nous sommes rejetés, à juste titre, car nous ne répondons plus à certains besoins essentiels. Car le besoin essentiel ce n'est pas le besoin de justice civile ou pénale, c'est le besoin de justice tout court. C'est le droit à l'éducation, c'est le droit à une vie normale, c'est le droit à la santé, c'est le droit à ces revendications politiques que tous les hommes politiques affichent à longueur de journée dans leurs discours électoraux mais qu'ils ne font jamais vivre dans la réalité.

Jean Bardouillet : Le fait d'avoir éloigné la justice du justiciable indique que vous avez raison. J'ai le souvenir, autrefois, dans les petits pays, des « juges de paix » bien connus de la population ; le peuple connaissait son juge alors que maintenant le juge est de plus en plus éloigné.

L'insuffisance des moyens matériels fait aussi que des justiciables attendent des heures pour finalement être jugés en l'espace d'une ou deux minutes. Alors quelle est l'opinion du justiciable, c'est qu'il n'y a pas de justice.

André Braunschweig : Je ne sous-cris quand même pas à l'analyse pessimiste de Kessous. Quant il vient dire que c'est un problème de société, là je le rejoins, bien sûr ; nous avons la justice d'une certaine société, d'un type de société, mais dire que les citoyens contestent fatalement leur justice, ce n'est pas tellement vrai. On fait croire aux citoyens que la justice est mal rendue. Le citoyen moyen voit que les délais sont longs, que les procédures sont chères, qu'on peut le mettre et le garder en prison... On l'abreuve d'images simplistes et pour lui, la justice ce sont toutes ces images...

S. M. : Je ne suis pas d'accord : cinquante juges à la place de dix et le citoyen ne serait pas plus satisfait. Le véritable problème est d'écouter, ce n'est pas de satisfaire une demande, c'est de l'écouter.

André Braunschweig : Croyez-vous que les juges n'écoutent pas le citoyen ?

S. M. : Ils n'écoutent même pas sa demande...

André Braunschweig : C'est vous qui faites croire au citoyen qu'on ne l'écoute pas.

S. M. : De plus en plus, les problèmes sous-jacents sont de nature politique, très globaux. La technique juridique nous oblige à en faire des problèmes individuels et des cas individuels. Et on se retrouve donc en face d'une demande globale, d'une demande collective à laquelle on ne peut apporter que des solutions individuelles.

S. M. : Les mauvaises conditions de travail renforcent l'expropriation du justiciable, de la justice, de l'acte judiciaire, mais nous ne voudrions pas que ces revendications sur les conditions de travail apparaissent comme un renforcement de l'appropriation de la justice par les juges.

André Braunschweig : Qu'est-ce que vous entendez par l'appropriation de la justice par les juges ?

S. M. : C'est l'utilisation d'une technique qui conduit à évacuer de plus en plus le justiciable du débat, j'ai vu des affaires absolument ahurissantes où un travailleur immigré a subi l'intervention du système judiciaire en étant complètement évacué ; il n'a même pas compris la peine qui était prononcée...

André Braunschweig : Dans un tel cas c'est la loi qui est à critiquer, ce n'est pas le juge.

Antoine Casanova : La discussion manifeste, me semble-t-il, un souci que nous rejoignons fondamentalement : dans ce domaine comme dans d'autres, éviter que les véritables responsabilités soient occultées. Et ici éviter que les magistrats « portent le chapeau », se voient imputer la responsabilité directe et fondamentale des vices de fonctionnement profonds qui existent et tiennent à l'essence même de la société capitaliste dans laquelle nous vivons, prise en tant que globalité.

Ce qui me frappe, c'est la constatation que vous faites tous de l'existence d'un besoin profond et très large que les affaires de la justice se règlent sur un mode démocratique, aussi bien au sens financier qu'au sens politique du terme. Parallèlement à ce besoin qui monte est maintenant posé le problème des conditions de travail morales et matérielles des magistrats. C'est une des questions à travers lesquelles nombre de vos collègues, sans doute, commencent à prendre conscience et à s'interroger.

Face à ces aspirations, une logique, celle du pouvoir, une logique qui tourne le dos à tout ce qui est satisfaction des besoins sociaux, à tout ce qui est essor de la démocratie. Ce n'est pas une simple affaire d'in-

compréhension de ministère, c'est une logique globale.

Aussi dans les années où nous sommes, n'est-il pas étonnant de voir croître parmi les magistrats — à un degré beaucoup plus fort sans doute que par le passé puisque la crise est d'une tout autre ampleur — prises de conscience et interrogations. Interrogations sur leur statut social qui a changé : on n'est plus au début du siècle, époque où les magistrats étaient liés à la classe dirigeante. De nos jours, comme d'autres, les magistrats tendent à être soumis à un salariat qui se rapproche du type commun. Interrogations en même temps sur les finalités de leur métier : questions inséparables du refus de l'asservissement à un pouvoir qui se méfie des normes de sa propre légalité ; questions liées aussi aux luttes de l'ensemble des travailleurs qui posent les problèmes du travail, des droits syndicaux et de l'arbitraire patronal dans les entreprises et auxquels les magistrats deviennent d'autant plus sensibles qu'ils sont de plus en plus, avec des aspects spécifiques, des intellectuels salariés comme les autres.

Aussi dans ce qu'énoncent vos différentes organisations ce qui me frappe à travers la réalité des différences, c'est aussi l'identité des questions. Mais je ferais une parenthèse pour revenir à ce que disait M. Braunschweig sur les révolutions, à savoir : est-ce que les citoyens font des révolutions pour ou contre le système judiciaire ? En un sens sans doute avez-vous raison, mais dans la mesure où à travers l'hostilité au système judiciaire, ce qui se cristallise très souvent, c'est l'opposition à un type de société, à l'hégémonie sur toute la nation d'une classe dominante, aristocratie hier, grand capital aujourd'hui.

André Braunschweig : La Révolution, notre révolution, a été une recherche de la justice et donc une protestation contre la justice de l'Ancien régime, contre les privilèges, nous sommes bien d'accord. Mais depuis, justement, nous vivons dans une société où ces problèmes ne sont plus aussi sensibles. Est-ce que vous pensez, Kessous, que les gens seraient sortis dans la rue contre la loi anticasseurs ?

Roland Weyl : Ce qui pour moi a été révélateur, c'est le congrès de Saint-Malo de l'U. F. M. en 66, sur le thème « le juge entre l'Etat et le peuple ». Cette interrogation du juge sur sa place dans la société et sur le sens de ses propres finalités, de son contact, de telle place dans telle société, en fonction du changement

de son propre statut social, me paraît être le centre du débat. Le juge est à la fois solidaire, prisonnier, institutionnellement du système et intellectuellement aspirant à une solidarité avec autre chose du point de vue de ses valeurs.

S. M. : Pour nous, Syndicat de la magistrature, ce sont le choix d'une forme syndicale et les contacts que nous avons pu avoir avec les centrales syndicales qui nous ont permis de nous rendre compte d'une très grande similitude.

André Braunschweig : Je ne pense pas que ce soit la seule façon d'approcher les citoyens. Nous serons tous d'accord pour dire que le juge ne doit pas rester selon une vieille expression dans sa tour d'ivoire, mais quel est le juge qui à l'heure actuelle reste dans sa tour d'ivoire ?

S. M. : Je crains que la tendance naturelle du juge qui vit seul cette aventure soit de revendiquer d'autres pouvoirs. Il lui faut prendre conscience qu'il participe à une certaine forme de pouvoir beaucoup plus large où entre en compte cette prolétarianisation.

L'action collective nous a donné une vision collective de la vie du pays pour nous déposséder de nos problèmes de justice dans lesquels nous étions enfermés.

André Braunschweig : Vous venez de dire qu'il fallait justement s'approcher du justiciable, qu'il fallait le comprendre, là nous sommes tous d'accord. Mais nous sommes les applicateurs de la loi, et vous deviendrez un très mauvais magistrat si, demeurant seulement sur un plan social ou sur un plan purement humain, vous voulez donner satisfaction à des gens alors que la loi ne vous le permet pas. Parce que vous êtes dans un système, dans un certain type de société, vous êtes, que vous le vouliez ou non, un agent de l'Etat, en tout cas un agent du pouvoir judiciaire. Si vous voulez être simplement, j'allais dire le confesseur, ou l'assistant social du citoyen, je vous comprendrai, et Dieu sait si, souvent moi aussi, j'en ai envie, mais en avons-nous le droit ? Si nous changeons le système actuel, pour un régime socialiste, par exemple, nous aurions également des juges qui seraient obligés d'appliquer la loi et se trouveraient eux aussi en contradiction très souvent entre leurs aspirations humaines et leur devoir de juge.

S. M. : Je suis entièrement monsieur Braunschweig. La loi est un rempart contre notre arbitraire. Mais



demeure la question de la légitimité du pouvoir de juger et de la légitimité du pouvoir. Je veux bien appliquer la loi, mais il appartient au citoyen à qui la loi s'applique de définir quelle est la légitimité de ce pouvoir et quel est le rôle que nous devons jouer. Or, actuellement la loi appartient au Parlement, qui, on l'a vu, ne correspond pas toujours aux aspirations profondes, aux aspirations populaires, et nous sommes souvent les agents d'une loi qui ne correspond pas à quelque chose de profondément demandé. Et à partir du moment où la loi existe, nous ne la remettons pas en cause, mais nous déclarons qu'il existe un débat sur la finalité de la loi, sur la finalité du pouvoir, et en tant que magistrats nous avons le devoir de mettre ce débat au clair et de ne pas le masquer en disant simplement que nous sommes les serviteurs de la loi...

André Braunschweig : Alors j'agis non pas en tant que magistrat, mais en tant que citoyen.

S. M. : Vous êtes citoyen ou juge actuellement ?

André Braunschweig : Eh bien j'ai les deux volets. Quand je suis au tribunal je suis juge ; quand je suis chez moi ou devant une urne électorale je suis un citoyen. Si je pense que la loi a besoin d'être changée, j'essaierai de la faire changer en ma qualité de citoyen, mais à partir du moment où j'ai accepté d'être juge, je suis obligé d'accepter la loi. Pourquoi ? Parce que nous sommes, quand même, qu'on le veuille ou non en démocratie, que nous sommes nommés par un président de la République qui est lui-même nommé par les citoyens. La loi est votée par les

*L'existence
d'un besoin
profond
et très large
que les affaires
de la justice
se règlent
sur un mode
démocratique*

représentants du peuple : alors si je pense en mon for intérieur de citoyen qu'elle doit changer, il faut que je m'efforce comme citoyen de la faire modifier. En tant que juge je suis obligé de l'appliquer ou je suis un mauvais magistrat ; au pire, si vraiment, j'ai un drame de conscience, je dois donner ma démission.

S. M. : J'ai l'impression que vous poursuivez un double mythe : la neutralité du juge et la neutralité de la loi. Or le juge n'est pas neutre, la loi n'est pas neutre, la technique n'est pas neutre. Ensuite, penser que l'on puisse artificiellement séparer le juge du citoyen, c'est une vue de l'esprit ; lorsqu'on est juge on a un engagement politique.

André Braunschweig : C'est souvent notre drame mais il existe. Je prétends que le juge, en tant que tel, ne peut et ne doit s'engager.

Jean Bardouillet : Mais qu'est-ce qui fait la loi ? En principe ce devrait être le Parlement, mais le rôle de celui-ci est de plus en plus limité. De toute façon, il y a une appréciation du juge qui doit innover, essayer d'adapter la loi. Par conséquent le juge a un rôle important à jouer, prendre de l'avance sur la loi, influencer ensuite le législateur pour justement remédier à certaines situations.

André Braunschweig : La loi n'est pas neutre, là je suis d'accord avec vous, mais par contre le juge, je crois à ce que vous appelez un mythe, le juge doit être neutre.

S. M. : Votre analyse en tant qu'analyse institutionnelle a toute sa valeur : au début du XIX^e siècle lorsque l'Etat a été réorganisé à côté de l'armée, de l'éducation nationale, la justice a été placée pour précisément construire l'Etat que nous connaissons actuellement. Le problème pour nous consiste à savoir si l'Etat est une fin en soi et si on doit toujours se placer dans le cadre des institutions. D'où notre démarche vers autrui, vers les autres, et d'où la nécessité de changer les choses en dehors des institutions peut être, en ne considérant pas que l'institution est une fin en soi.

Jean-Georges Diemer : Il est certain que la justice doit s'adapter, mais indépendamment de cette considération, il n'en demeure pas moins que le juge dans la mesure où il détient une parcelle de la puissance publique est responsable en partie de l'ordre public comme il doit être garant des libertés individuelles. Cela n'empêche pas sa conception de citoyen de réapparaître dans sa décision. Par exemple, pendant la guerre, mon père était magistrat : pour des gens qui avaient de fausses cartes d'identité, certains magistrats voyaient tout à fait rouge alors que mon père considérait que c'était une protection du bonhomme en difficulté.

André Braunschweig : Ce que je voudrais savoir surtout, c'est comment vous arriveriez à changer les choses, si c'est à titre individuel ou à titre collectif.

Nos organisations professionnelles sont mandatées pour dire au pouvoir « il y a des choses qui ne vont pas, nous demandons telle amélioration ». Mais tant qu'une loi existe, nous n'avons pas le droit, nous, organisation professionnelle, de donner l'ordre, par exemple, à nos militants de ne pas appliquer cette loi ou de la saboter.

S. M. : Dans un premier temps, on peut réellement se contenter d'appliquer la loi. Ce qu'on nous reproche actuellement au syndicat c'est de vouloir l'appliquer. Par exemple pour contrôler les gardes à vue, notre hiérarchie s'est retournée contre nous, on nous a dit « qu'est-ce que vous allez faire, vous suspectez la police, c'est inadmissible ». Puis la Chancellerie a fait une circulaire disant que ce contrôle devait être fait. Si vraiment le juge voulait appliquer la loi, il pourrait retourner contre le système libéral les lois que lui-même a votées.

Jean Bardouillet : Simplement une remarque : en principe, un juge vis-à-vis du public doit donner l'assurance qu'il est impartial. C'est pourquoi nous devons établir avec beaucoup de prudence et autant que possible dans toutes les directions, les contacts que nous avons avec l'extérieur.

S. M. : Remplacer les structures, c'est le rôle des organisations politiques, des partis politiques, c'est-à-dire du peuple. Mais l'enceinte judiciaire doit redevenir un lieu de débat politique. Car la justice c'est quelque chose de politique. Le juge doit permettre que dans le prétoire, se révèlent les contradictions d'un système : il y a des contradictions entre la loi formelle et les grands principes qui l'ont inspirée et qui sont inscrits dans notre constitution : entre le règlement, qui équivaut à une loi et la circulaire ou l'application qui en est faite, et la loi par elle-même. Il y a des règlements administratifs qui prévoient qu'une loi ne sera pas appliquée ou sera appliquée de telle façon que finalement l'exposé des motifs de la loi, et la philosophie de la loi ne se concrétiseront pas ; il y a des distorsions entre l'application pratique que veut faire un gouvernement, quel qu'il soit, d'une législation et la législation elle-même, tout au moins les principes qui ont inspiré cette législation. Appliquer la loi, c'est tout simplement révéler ses contradictions et par là même les contradictions du système libéral. Le rôle de l'organisation professionnelle, ce n'est pas de se substituer au juge dans son travail, c'est simplement par la réflexion collective d'éclairer le juge qui ensuite sera à même d'exercer son métier en toute connaissance de cause.

Antoine Casanova : Retourner la légalité contre le pouvoir. On pense à la fameuse formule d'Odilon Barrot, ministre de Louis-Napoléon Bonaparte et représentatif de la bourgeoisie des années 1850 « la légalité nous tue ». A l'époque où

nous en sommes, qui n'est plus celle du système libéral mais celle du capitalisme monopoliste d'Etat, avec l'abandon pour l'essentiel, de la démocratie bourgeoise, libérale du début du XX^e siècle, avec le pouvoir présidentiel sur le plan institutionnel, avec le pouvoir personnel, avec toute une série de processus de délégalisation, le grand capital actuel n'est-il pas gêné à beaucoup d'égards par l'héritage de la législation libérale ?

Si on prend en compte le fait que beaucoup de magistrats ont été formés au début du siècle et depuis, même avec les limites de classe, à une certaine notion de démocratie libérale, et que la pratique actuelle du pouvoir en place vise à piétiner en grande partie sa propre tradition législative, si l'on y ajoute la prise de conscience qui peut se faire à travers l'évolution des conditions de vie et de travail que j'évoquais tout à l'heure, est-ce qu'on ne trouverait pas là au fond les racines historiques de cette question des rapports entre magistrats-justice-démocratie, démocratie d'hier et surtout démocratie de demain ? Il me semble également qu'il y a les deux aspects dans le problème que vous avez posé (comment changer les choses ?). Il y a l'aspect individuel : ce ne sont pas les magistrats seuls qui peuvent et doivent changer les lois, pas plus que ce ne sont les enseignants seuls qui vont changer, par exemple, l'Education nationale. Du point de vue démocratique et populaire, l'enseignement est au service des besoins de la nation, les organisations professionnelles d'enseignants ont leur mot à dire, mais aussi les parents d'élèves, les organisations de travailleurs et toute la nation. Mais si l'action individuelle et l'action syndicale ont leurs limites elles amènent à poser des questions fondamentales qui posent des problèmes politiques. Quand M. Braunschweig évoquait l'intolérable situation dont on voulait « faire porter le chapeau » aux magistrats, c'est dans le cadre syndical une question fondamentale, globale, politique qu'il posait. Ce n'est certes pas dans le seul cadre syndical que ces problèmes peuvent être résolus, parce qu'à ce moment ce serait confondre syndicat et parti politique. C'est au niveau global des structures de la société capitaliste actuelle. Mais alors sans doute est-on amené à s'interroger personnellement et collectivement sur le rapport magistrat et société et sur le rapport magistrat-justice et démocratie.

Roland Weyl : Je voudrais compléter la question : M. Braunschweig disait « mais nous sommes nommés

par » : c'est tout le problème du statut du magistrat, de ses garanties d'être le juge démocratique. Dans un récent débat télévisé, M. Braunschweig a eu l'occasion de rappeler un point qui fait l'unanimité des magistrats : l'aspiration à une démocratisation des institutions de promotion, d'avancement et de discipline. A l'autre bout du pôle c'est le problème de la démocratisation de la justice, dans ses rapports non plus internes, mais externes, avec le justiciable. On a abordé longuement le problème de la marge de subjectivité du juge, de conscience personnelle, dans le cadre de sa marge d'interprétation et d'application critique de la loi. On a parlé du débat politique dans le prétoire : il peut y avoir simplement débat sur la matérialité d'une infraction ; est-ce que dans la préoccupation fervente que nous sentons grandir chez le juge de jouer un rôle démocratique, au contact du justiciable, le débat judiciaire, y compris avec l'assistance technique d'un défenseur, ne peut pas paraître un moment comme une contrainte pour le juge ?

D'une part il y a la question des garanties de carrière du juge, de ses garanties de statut ; d'autre part, la garantie de ses possibilités d'intervention ; enfin la garantie d'objectivité de son intervention à travers les garanties de multilatéralité de fourniture de sa connaissance grâce à la plénitude du débat.

S. M. : Sur le problème du fond de la démocratie, de la légalité et du juge, il y a de moins en moins d'initiative parlementaire dans la loi. La majorité des lois sont des projets élaborés par des technocrates dans le secret des ministères. De plus en plus, on utilise la circulaire au lieu d'utiliser la loi. Face à cela notre première réaction c'est qu'il y ait un contre-pouvoir ; et on voudrait être ce contre-pouvoir. A ce moment-là on s'interroge tout de suite : quelle est notre légitimité, à nous juges, d'être ce contre-pouvoir ? On rend la justice au nom du peuple français. Eh bien restituons-lui la justice. Permettons qu'il y ait par notre intermédiaire un contrôle populaire et réel sur la manière dont sont appliquées les lois. Et tout l'effort qu'on a pu mener dans nos relations avec l'information, avec les moyens d'expression, les mass media, s'appuie directement sur ce souci de restituer la justice au justiciable. Mais alors vient l'interrogation de notre deuxième congrès, le juge garant des libertés individuelles est-il libre ?

André Braunschweig : Qu'est-ce que ça veut dire : restituer la justice au justiciable ?



Tout
le problème
du magistrat
est celui
de ses garanties
d'être
le juge
démocratique

S. M. : Cela ne veut pas dire une justice populaire. Cela veut dire qu'il faut rétablir des mécanismes de contrôle de la justice.

André Braunschweig : Si le système judiciaire comporte pour les magistrats de suffisantes garanties d'indépendance, le justiciable doit faire confiance à ses juges, il n'a pas à venir voir comment le juge rend la justice.

S. M. : Je crois que le justiciable ne doit pas trop avoir confiance en ses juges.

André Braunschweig : Mais il doit avoir confiance ! Vous voulez donner le pouvoir d'information à un pouvoir qui est encore plus dépendant que le nôtre. Car je ne dirais peut-être pas que nous sommes très indépendants, mais nous faisons dans

l'ensemble, notre métier, avec plus d'indépendance que les journalistes, parce qu'ils ont de leur côté leurs problèmes, et vous voulez que la justice passe par l'opinion publique ? Alors que cette opinion publique passe par les journaux ? C'est-à-dire par tous les types de journaux, politiques ou à grands scandales ? Quand des institutions fonctionnent bien, elles sont faites pour qu'on se laisse emporter. Quand vous montez dans un train, vous avez confiance dans le mécanicien, vous n'allez pas voir comment il fait marcher sa machine. Quand vous êtes malade et que vous allez vous faire charcuter dans un hôpital, vous faites confiance au chirurgien. Dans une bonne justice (je ne dis pas que c'est tout à fait la nôtre) vous devez prendre le train, vous mettre sur le chariot de la justice avec pleine confiance.

S. M. : Lorsque je prends le train, je choisis ma destination. Et j'ai le droit de choisir de voyager en première ou en deuxième classe. Derrière votre revendication de la compétence il y a cette technicité qu'on a tout de même dénoncée tout à l'heure et qui donne tout simplement un langage qui, de plus en plus, est devenu un langage d'initiés.

André Braunschweig : Ce n'est pas vrai ! En tout cas très exagéré !

S. M. : Il y a des procédures publiques, mais la publicité se fait en catimini devant la scène, et les gens qui se trouvent dans la salle n'ont pas véritablement la compréhension du débat qui se trouve devant eux. Il y a des procédures qui privent, en définitive celui qu'elles concernent d'un véritable contrôle sur la décision.

Quant à l'opinion publique si, très souvent, elle est mal informée c'est que les professionnels n'ont jamais pris la peine de véritablement l'informer. Plutôt que de lui donner certains journaux que je ne nommerai pas, il est peut-être essentiel de lui redonner le sens du débat, le sens de la lecture, le sens de la culture, pour qu'elle comprenne véritablement ce que sont la justice, l'éducation nationale, etc.

Roland Weyl : J'ai peur que nous fassions une démarche un peu idéaliste de part et d'autre. D'un côté celle d'une bonne justice possible éventuelle, et de l'autre de l'information et de ses possibilités en tout cas dans des données précises ; peut-on continuer le débat sur le rôle de l'opinion publique par rapport à la justice sans poser le problème du statut de l'O. R. T. F. ? et le problème de la réforme de l'enseignement ?

D'autre part peut-il y avoir, quel que soit le régime, une « bonne justice » qui puisse se fonder simplement sur la confiance dans le juge, ou dans l'opinion publique ? C'est le problème du rôle des garanties formelles à la fois pour le juge et à la fois vis-à-vis du juge ; quelles que soient les conditions de régime et de société ; c'est le problème, la nécessité du débat, y compris pour informer le juge et le garder lui-même de son propre risque d'erreur, et aussi pour éviter que l'intervention de l'opinion publique ne se déploie sur une base déterminée en fonction de son information, des conditions de sa sensibilisation, etc., où elle ne détient pas nécessairement la vérité.

Tant qu'il n'y a pas débat, l'information est relativement empirique,

qu'il s'agisse de l'empirisme spontanéiste de l'opinion doctrinale.

André Braunschweig : On oublie trop le rôle de l'avocat. Si l'avocat jouait pleinement son rôle, il serait très souvent celui qui d'abord informe son client. Il est normal que lui soit un initié, c'est son métier. Il fait, bien sûr, simplifier le langage judiciaire, il ne faut cependant pas exagérer. Lisez un jugement du tribunal civil de Paris, vous me direz s'il n'est pas compréhensible. En tout cas il y a quelqu'un qui est là pour contrôler le bon fonctionnement de la justice, c'est l'avocat.

Roland Weyl : Je ne voudrais pas ne pas être compris dans ma question. Je n'ai pas envisagé le rôle de l'avocat comme alternative de l'opinion publique, car l'avocat a quelquefois besoin de la publicité pour assurer vraiment son rôle.

S. M. : On dit que le juge est bien protégé et très favorisé ; c'est un fait que nous sommes favorisés par rapport à beaucoup de catégories de fonctionnaires, mais on s'aperçoit que toute une série de mécanismes permettent au pouvoir de choisir le juge. Sans que l'opinion publique puisse savoir si on a retiré le dossier au juge parce qu'il avait commis une faute, ou parce qu'on ne voulait pas qu'il aille au bout. Des quantités de mécanismes administratifs permettent de choisir le juge par le système de la spécialisation, par la notation, par les sanctions disciplinaires. On s'aperçoit que dans un ressort déterminé, c'est le délégué régional du syndicat, ou un membre du conseil national, qui sont visés ; objectivement il n'y a plus de conditions élémentaires de liberté pour le juge, et spécialement pour le juge syndiqué.

André Braunschweig : Si vous m'apportiez la preuve que c'est uniquement en raison de son appartenance syndicale, vous me trouveriez auprès de vous pour le défendre. Mais vous savez très bien qu'il y a un choix technique, un choix de compétence.

S. M. : Mais chaque fois que le pouvoir politique le veut, il peut choisir son juge.

André Braunschweig : C'est pour cela que nous réclamons des garanties de carrière. D'abord un Conseil supérieur autrement constitué dans sa composition et dans ses pouvoirs. Or c'est un problème constitutionnel. Nous sommes d'accord, vous et nous pour demander au moins en attendant une petite réforme qui

consisterait à faire choisir les membres magistrats du conseil parmi des membres élus par le collège des magistrats, lesquels seraient présentés au président de la République. Mais il faudrait aussi que le Conseil supérieur soit paritaire.

De plus quand le Conseil supérieur intervient, il ne le fait qu'à titre consultatif. C'est un organisme qui n'a pour ainsi dire pas de pouvoirs. Nous pensons également que le parquet devrait être régi par le Conseil supérieur.

Et puis il y a des garanties de carrière qui pourraient être assurées par des commissions paritaires comme il y en a dans la fonction publique, aussi bien pour les nominations que pour les mutations. Nous n'avons actuellement que la commission d'avancement, c'est un premier pas concernant l'aptitude à être nommé, mais pour la nomination, aucun de nous n'intervient, ni par la voie de nos représentants, ni par la voie de nos organismes professionnels.

S. M. : Ces demandes sont faites depuis très longtemps, et elles n'ont jamais été satisfaites. D'autre part, alors que nous sommes chargés de défendre les libertés individuelles, nos garanties actuelles ne se situent même pas au niveau de ce qui existe dans la fonction publique, et que les fonctionnaires considèrent cependant comme insuffisant. Donc, tout en étant très favorables à ce développement des garanties statutaires, nous pensons que ce n'est pas suffisant et qu'en aucun cas, ce ne peut être une finalité en soi. Nous nous sommes rendus compte que nous étions beaucoup plus protégés par notre statut syndical que par notre statut professionnel. Par contre on peut atteindre le syndicat à travers le biais professionnel. Car toute notre carrière est une carrière hiérarchisée, ségréguée, compartimentée. Bien sûr il y a la garantie statutaire, il y a également la définition d'une autre justice et d'un autre déroulement de carrière en dehors de ce qui existe actuellement pour faire du magistrat un être différent de ce qu'il est aujourd'hui.

André Braunschweig : Mais si un de vos camarades est injustement atteint en raison de son activité syndicale, votre syndicat ne pourra rien faire. Il ne faut pas minimiser les garanties de carrière même pour l'activité syndicale.

S. M. : Historiquement, dans la conquête d'un espace de liberté pour le juge, on a d'abord placé le débat sur le terrain des institutions. Nous-mêmes avons, lors de notre premier



congrès, parlé du Conseil supérieur de la magistrature, des commissions paritaires. Mais nous nous sommes rendus compte que dans le vécu quotidien du fonctionnement d'une juridiction il y avait des quantités de phénomènes qui permettaient des dépossessions et des attaques très importantes à la liberté fonctionnelle du juge. Ce passage de l'analyse institutionnelle à l'analyse du fonctionnement des institutions nous a fait dépasser la revendication...

André Braunschweig : Je crois que vous avez tort de ne plus en faire une revendication fondamentale.

S. M. : Notre revendication sur ce point est toujours fondamentale, mais elle n'est pas la seule. Et une fois les garanties statutaires obtenues il restera qu'un certain nombre de problèmes ne seront pas résolus pour autant. C'est tout l'aspect fonctionnel, l'aspect quotidien. A telle enseigne que le thème de notre prochain congrès c'est « justice, pouvoir et hiérarchie ». Dans un premier stade de la réflexion, nous nous pencherons sur les garanties de carrières statutaires. Dans un deuxième temps nous nous pencherons sur la vie de la juridiction et la liberté du magistrat au sein de sa juridiction.

Lorsqu'on fait un emploi du temps dans un établissement d'enseignement, on consulte les professeurs, d'abord dans le cadre de leur discipline au moins sur le cours qu'ils voudraient faire, sur leurs possibilités de jours et d'horaires. Dans une juridiction, on vous sort un imprimé et on vous dit : vous serez affecté à telle chambre, vous ferez du civil ou du pénal, vous siégerez tel jour.

Deuxièmement, on vous dit que vous serez juge de l'expropriation, vous serez juge de la taxe, vous serez à la commission de l'aide judiciaire, et c'est le président qui en décide, si vous ne vous plaisez plus où vous êtes, on vous déplace du service et on vous met dans un autre. Alors qu'est-ce que l'inamovibilité du juge ? Cela veut dire que le juge au siège pourra s'encroûter à X... jusqu'à la fin de ses jours, mais que même là il ne pourra pas faire ce qu'il voudra et que, si l'on veut, il fera toute sa vie le deuxième assesseur de correctionnelle.

Jean Bardouillet : Dans chaque tribunal, il faut bien pourvoir tous les postes. D'autre part il y aurait la solution du grade unique, selon laquelle chaque magistrat aurait la certitude d'arriver au sommet de sa carrière, au point de vue traitement indiciaire.

S. M. : Pas dans les fonctions.

Jean Bardouillet : Non, pas dans les fonctions, bien entendu.

André Braunschweig : La question est complexe parce qu'il y a aussi le bon fonctionnement du service, qui exige que chacun soit à sa place, selon ses qualités et ses compétences.

S. M. : On veut la rendre complexe, mais qui est le véritable pouvoir actuellement ? Au ministère de la Justice, les services judiciaires, sous prétexte d'administration de la justice, du nombre des postes, du recrutement ont l'ambition de régenter toute la politique judiciaire en France. Sous couvert de technique même, l'Ecole est actuellement menacée, parce qu'elle développe un esprit que l'on n'aime pas à la Chancellerie.

Par le biais de dispositions administratives, on en vient à « légiférer » au sein d'une juridiction. Le procureur par le pouvoir administratif qu'il a, l'audience, le pouvoir de fixer le nombre d'affaires, de se réserver une affaire, de la fixer six mois plus tard à l'audience, de changer le substitut, dispose d'un pouvoir considérable ; le président également et ces décisions ne sont susceptibles d'aucun recours, d'aucun contrôle. Le véritable pouvoir est là.

André Braunschweig : Je ne suis pas tout à fait contre votre analyse, encore que vous érigiez en règle habituelle ce qui n'est quand même qu'une exception. Mais comment remplacerez-vous certains pouvoirs de direction et d'administration, malgré tout nécessaires dans le fonctionnement d'un grand service ?

Roland Weyl : Est-ce qu'il n'y a pas quand même un problème de démocratisation du mode de décision ?

Jean-Georges Diemer : Je ne peux pas être là, « en l'air », sans dépendre de personne.

S. M. : Il y a des affaires qui ne seront jamais audiencées, s'il n'y a pas de partie civile ou de victime qui se manifeste.

S. M. : Et le pouvoir administratif qu'a le parquet sur le juge d'instruction : il peut contrôler en tout état de cause tout son cabinet, lui demander des statistiques et contrôler des détentions à longueur de journée, et c'est toujours la Chancellerie qui le demande.

André Braunschweig : C'est ce que j'ai dit publiquement lors de notre dernier congrès, et ce à quoi le garde des Sceaux n'a absolument pas répondu !

S. M. : Dans le même sens : on assiste aux débuts de l'informatique au ministère de la Justice. Le système commence à fonctionner à Nanterre, et tout est prévu pour contrôler de manière encore plus étroite, par un échelon le plus centralisé possible. De plus, les affaires « signalées » ont un codage spécial dans la machine. Ainsi quelles que soient les garanties institutionnelles qu'on peut avoir, sur le plan fonctionnel on peut détourner complètement les idées de leur sens, le principe de l'inamovibilité, le principe de la liberté du juge.

S. M. : C'est ce que nous disons et que nous espérons mieux formuler dans notre prochain congrès : il y a le niveau statutaire et institutionnel, nous sommes d'accord, il y a le niveau fonctionnel, c'est-à-dire la démocratisation des prises de décision, le rôle du magistrat dans sa juridiction, la collectivité que fait une juridiction, et qui devrait prendre en compte la responsabilité de la politique de cette juridiction et il y a finalement le contrôle. Le contrôle de l'opinion publique, le contrôle du peuple souverain, le contrôle de tout ce que vous voudrez.

André Braunschweig : Je peux vous suivre dans une grande partie de votre critique, mais pas jusqu'au bout !

Antoine Casanova : Mais si nous considérons les collectivités publiques, les menaces contre le statut de la fonction publique, la transformation du Parlement en parlement croupion, est-ce qu'il n'y a pas là aussi des formes de pouvoir administratif qui souvent passent par des biais parmi les plus hypocrites possibles ? La lutte idéologique passe par là aussi. La délégalisation par exemple, qui consiste, sous couvert d'aide « sociale » à éviter le débat contradictoire devant les magistrats.

S. M. : Et la dé-jurisdictionalisation de certains débats, les fonctions de contrôle social de l'Etat qui sont de plus en plus prégnantes et qui échappent complètement à la justice, et à cette possibilité au moins théorique de débats, toute l'intervention des psychiatres, etc., constituent un pouvoir administratif redoutable, bien plus subtil et bien plus sophistiqué que l'intervention judiciaire, et qui se fait en l'absence de tout contrôle démocratique.

Antoine Casanova : Et là, pour ce qui est de faire porter les responsabilités à ceux qui ne devraient pas les porter, c'est une manœuvre habile de la part du pouvoir.

Jean Bardouillet : C'est bien plus subtil, c'est toute la justice-déléguée et on retombe toujours sur les conditions de travail.

Roland Weyl : C'est-à-dire que la démocratie suppose ses moyens matériels.

Antoine Casanova : Pour en venir à ce point-là, le vrai problème du contrôle démocratique, c'est celui du contrôle par le peuple souverain avec — et pour parler en membre d'un parti qui lutte pour la réalisation du Programme commun de la gauche — une transformation démocratique des institutions qui fasse qu'il y ait des structures politiques telles que les citoyens puissent participer à tous les niveaux à la gestion de leurs propres affaires, à l'élaboration de leur propre vie.

Roland Weyl : Avec des institutions réellement représentatives dans l'entreprise.

Antoine Casanova : Avec en même temps l'autonomie de gestion du secteur public, une véritable participation et de vrais pouvoirs pour les travailleurs dans les collectivités locales, départementales, régionales (actuellement pressurées et asphyxiées !) comme dans les grands services sociaux, comme dans les structures politiques centrales, bref, avec une démocratisation profonde de la totalité de l'appareil d'Etat.

S. M. : Mais quand Bardouillet dit : « on revient aux conditions de travail », c'est le rôle des organisations professionnelles de les dénoncer, et de dire aux juges « choisissez votre camp ». Mais est-ce qu'il vaut mieux que le substitut fasse le courrier des chèques sans provision ou des accidents de la circulation ou qu'il aille assister aux audiences du tribunal de commerce ?

André Braunschweig : Vous avez tort de minimiser l'importance des petites affaires. Sur le plan du préjudice social et pour le public, les petits chèques sans provision ou les accidents de la circulation, c'est très important.

S. M. : Mais le choix est idéologique : on pourrait expliquer au public que ce qui lui coûte le plus, ce qui coûte le plus à notre société, ce sont les gros délits financiers.

Roland Weyl : Est-ce que vous ne croyez pas qu'avec d'autres conditions économiques, les moyens culturels résultant de ces moyens économiques le nombre de petits chèques, le nombre de toutes ces affaires-là, diminuerait considérablement, et que ça aussi résoudrait beaucoup de choses ?

reperes

sciences humaines
idéologies

les grands thèmes idéologiques
de l'aire culturelle contemporaine

E. ROUDINESCO

un discours au réel

*Théorie de l'inconscient et politique
de la psychanalyse*

C.B. CLEMENT

Le pouvoir des mots

Symbolique et idéologique

H. LAPORTE

Alice au Pays des Merveilles

*Structures logiques
et représentations du désir*

H.P. JEUDY

La mort du sens

L'idéologie des mots

B. EIZYKMAN

Science-Fiction et Capitalisme

Critique de la position de désir de la science

P. D'ELME

Peinture et Politique

*La peinture contemporaine et sa fonction
idéologique*

Dans la même série :

- LE CORPS PRODUCTIF
- MUSIQUE ET VIE QUOTIDIENNE
- ORGANISATION, ANTI-ORGANISATION
- L'ABSENT DE L'HISTOIRE

mame

La dialectique des besoins

Jacques Brière

Mener la lutte de classes

Crise générale du capitalisme ouverte en 1917 avec la Révolution d'Octobre — crises cycliques du capitalisme, par exemple la grande crise de 1929 — dans la campagne idéologique du pouvoir, le thème de la crise de l'énergie, un même mot pour caractériser des phénomènes très différents : c'est vrai, qu'enjeu d'une intense lutte théorique et idéologique, le concept de crise n'est pas spontanément transparent. Dans les diverses expressions qui le concrétisent, c'est le déterminant qui s'avère essentiel.

Le parti communiste français caractérise la période vécue par notre peuple comme celle d'une *crise de la société capitaliste monopoliste*. « Une crise permanente atteint désormais tous les aspects de la vie nationale. C'est une crise de la société capitaliste dont la profondeur met en cause le système lui-même » (résolution du XX^e Congrès du P. C. F.). Il en a découvert l'origine (voir notamment les travaux de la section économique du Comité central), dans les contradictions du capitalisme monopoliste d'Etat et les

luttons radicales — au sens qu'en dernière instance elles ne peuvent que conduire au socialisme — de la classe ouvrière et de ses alliés, frappés par les conséquences de ces contradictions.

Il en a noté les caractères spécifiques qui font de cette crise non une particularité française mais le trait essentiel — et nouveau par rapport aux *manifestations antérieures de la crise de l'impérialisme* — des pays capitalistes ayant atteint le stade du capitalisme monopoliste d'Etat : ces caractères sont, d'une part, l'absence de solutions à la crise dans le cadre d'une simple reproduction des conditions qui lui ont donné naissance (la crise révèle les limites historiques de la domination des monopoles capitalistes) ; d'autre part, le report des conséquences des contradictions du capitalisme monopoliste d'Etat non seulement sur la classe ouvrière mais aussi sur toutes les autres couches non monopolistes, enfin le blocage et le dérèglement de toutes les structures sociales. Ce sont eux qui rendent nécessaire un programme global de transition vers cette autre société qu'est le socialisme : le Programme commun de gouvernement, exemple unique jusqu'à présent dans l'histoire, et pour cause, de perspectives à la fois totales et extrêmement précises de transformations conduisant au socialisme, communes à la classe ouvrière et autres classes et couches populaires, élaborées ensemble par le parti communiste et d'autres partis.

Actuellement, ce sont toutes les manifestations d'une situation originale qui sont originales : ainsi la crise de la société capitaliste parce qu'elle est globale en extension et en intensité donne naissance à des mou-

vements sociaux encore inconnus. Ce ne sont pas les communistes qui se laisseront prendre aux thèmes du jaillissement irrationnel de mai-juin 1968, mais ce ne sont pas eux qui nieront la grande nouveauté des mouvements qui agitent notre peuple. C'est l'expérience quotidienne des militants (et aussi du pouvoir, du patronat et de la réaction) que des masses immenses « en ont assez », veulent que « cela change », passent de la satisfaction de ce qui est au besoin d'autre chose.

Le besoin est le symptôme de la crise et la source de la revendication, donc de la lutte. Besoins et luttes de la classe ouvrière et de l'ensemble des masses populaires sont ainsi indissolublement liés comme composantes de la crise globale, de la crise politique du capitalisme monopoliste d'Etat.

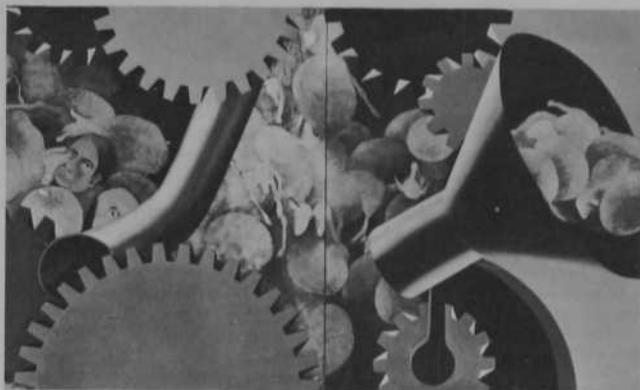
L'action de l'Etat et des monopoles conjugués en un mécanisme unique qui fonctionne en exploiteur collectif frappe en priorité la classe ouvrière mais elle s'étend à l'ensemble des salariés et des petits producteurs. Tous ces travailleurs sont en même temps touchés dans tous les aspects de leur vie. Le 20^e congrès du parti communiste français l'avait montré avec force. L'évolution des choses a, depuis, confirmé cette analyse. Les objectifs actuels des monopoles capitalistes et du pouvoir depuis décembre dernier se trouvent vérifiés dans la vie de tous les jours : réduction des revenus réels des travailleurs et de la consommation des familles, économie de matières premières sur le dos des masses populaires, nouvelles concentrations et transformations de sociétés industrielles se traduisant par la fermeture d'entreprises et l'aggravation du chômage. Un plan proposé par le

« nouveau » gouvernement Messmer se propose d'aggraver encore l'exploitation de l'ensemble des travailleurs.

Mais ces processus sont complexes et loin d'être spontanément perçus au même degré de claire conscience par toutes les victimes du système, lors même qu'elles se lèvent contre lui. Avant-garde révolutionnaire, le parti communiste français a élaboré une théorie d'ensemble du capitalisme monopoliste d'Etat et de sa crise ; le *Traité marxiste d'économie politique*, les documents du Comité central (tel le *Manifeste de Champigny*) et des congrès en sont l'expression. Nées à la fois des luttes et de la réflexion scientifique, ces analyses théoriques ont contribué et contribuent de façon irremplaçable à donner des perspectives concrètes et globales et, par là même, une dynamique plus grande au combat populaire. Toutes les luttes des travailleurs et du peuple pour faire face à la crise et aux maux qui en découlent prennent place dans cette perspective. C'est justement parce qu'ils ne sont pas les victimes résignées de la politique de la grande bourgeoisie que les Français qui souffrent de la situation actuelle sont à même de saisir toujours mieux la valeur de nos solutions fondamentales.

Mais l'existence d'une théorie scientifique (en voie d'élaboration et d'enrichissement continuel) et d'une pratique des luttes menées à cette lumière, ne signifie point que toutes les victimes du capitalisme actuel, tous les travailleurs, en aient une connaissance et une assimilation réelles et complètes. Rien n'est ici simple, et unilatéral.

Chez certains de ceux-là mêmes qui veulent se placer sur les positions du marxisme, la révolte contre le capitalisme monopoliste d'Etat peut, en même temps, se faire à partir d'une théorisation des constatations perçues au niveau des apparences immédiates (et non de l'essence réelle du capitalisme monopoliste d'Etat) sur les effets mutilants de l'action des monopoles et de leur Etat. Avec, par là, une difficulté profonde dans le cours même de l'effort pour déployer une réflexion marxiste, à s'arracher à la problématique qu'imposent les rapports sociaux et l'idéologie monopolistes. Ainsi, pour l'idéologie et la pratique du grand capital, il n'est de besoins que les besoins immédiatement solvables sur le marché. Cette idéologie et cette pratique nient et ne peuvent (ni ne veulent) percevoir qu'à travers les luttes pour les salaires, le logement, la santé, la culture, la démocratie à tous les niveaux de la vie sociale, se manifestent des besoins irrépressibles parce que liés à la reproduction élargie



des aptitudes et capacités productives des travailleurs en fonction de l'évolution des forces productives et des rapports de production.

Mais cette réalité fondamentale n'apparaît pas non plus toujours clairement à tous ceux-là mêmes qui sont victimes de cette négation ; lésés par la réduction bourgeoise (théorique et pratique) des besoins aux besoins immédiatement solvables sur le marché, certains rejettent toute autre réalité, tout autre fondement, toute autre théorie des besoins des travailleurs, ce qui est risqué de s'enfermer sur le terrain de l'idéologie dominante au fil même du juste effort pour la combattre.

Avec les besoins, on se heurte aux difficultés inhérentes à l'essence de la crise : les besoins de la classe ouvrière ne sont pas les mêmes que ceux des autres couches non monopolistes et cependant classe ouvrière et autres couches populaires ressentent des besoins affectant les mêmes niveaux de leur être social et dont la satisfaction se heurte au même obstacle : le pouvoir des monopoles. Par exemple, d'une part le prolétariat ressent avant tout le besoin de la reproduction de sa force de travail et le besoin de résoudre la contradiction poussée à l'extrême par le capitalisme monopoliste entre travail mort et travail vivant. C'est ici l'aspect fondamental du mode de développement imposé aux forces productives par les rapports de production capitalistes dont les contradictions se trouvent par là même accrues¹. En effet, comme l'a encore récemment montré Paul Boccara, « du point de vue de la productivité du travail la tendance dominante du mode de production capitaliste, correspondant précisément à la structure économique de la société et au

caractère historique des forces productives matérielles est d'élever la productivité du travail vivant par le biais de l'accumulation du travail cristallisé dans les moyens de production² ». Le capitalisme utilise ainsi les moyens de production et le travail objectivé au détriment de la reproduction élargie des aptitudes des travailleurs (leur force de travail étant traitée comme une marchandise dont l'utilité est de produire le plus possible de surtravail). Cette contradiction aiguë entre le développement de l'aspect matériel des forces productives et leur aspect humain (les connaissances et aptitudes des travailleurs) se trouve aggravée à l'époque des débuts de la révolution scientifique et technique dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat. Pourtant le développement de la révolution scientifique et technique « permet un essor sans précédent du rôle d'un travail à haute qualification scientifique du point de vue des besoins directs de la production matérielle elle-même... Son développement exige que le progrès des forces productives prenne de plus en plus la forme du développement des capacités des travailleurs dans leur masse, des dépenses de travail cristallisées pour les travailleurs et du temps libre pour le développement personnel³ ». Mais ces

1. Pour l'analyse théorique globale des processus des rapports d'unité complexe et contradictoire entre forces productives et rapports de production, cf. *Traité marxiste d'économie politique, le capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions sociales, 1971, tome 1, chapitre II, « Les forces productives et les rapports de production », pp. 99 à 194.

2. Cf. *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise, son issue*, Editions sociales, 1973, p. 307.

besoins (qui sont à l'opposé de « l'homme éternel » et de la régulation par le marché libéral de libre concurrence !) se heurtent de façon de plus en plus large et aiguë à la barrière des rapports de production capitaliste entraînant, par exemple, avec la crise du capitalisme d'Etat la tendance au chômage, à la parcellisation, à la déqualification, etc. D'où l'exigence de la substitution révolutionnaire du socialisme au capitalisme, du remplacement de la logique de l'accumulation par la logique de la satisfaction des besoins personnels et collectifs des travailleurs. L'article de Jacques Brière le montre avec clarté. D'autre part toutes les couches populaires, y compris la classe ouvrière, ressentent le besoin singulièrement unificateur, chacune à partir de sa place dans la production et les rapports sociaux, de maîtriser socialement l'ensemble de la vie sociale. Ainsi, la notion de besoin n'a rien à voir avec la catégorie sociologique superficielle de besoin (de tel ou tel objet, de tel ou tel mode de consommation) ou la catégorie économique bourgeoise de besoins immédiatement solvables réglés par le marché.

C'est dans cette perspective que doit être proposé le problème de l'Etat : avec l'extension à tous les aspects de la vie des travailleurs de l'action du capitalisme monopoliste d'Etat, l'Etat apparaît au niveau immédiat surtout comme machine de contrainte. Mais ne voir que cela et ignorer que l'Etat bourgeois est en même temps agent de la socialisation (monopoliste) des forces productives, c'est risquer de laisser le légitime refus de l'Etat bourgeois sur le terrain même de l'idéologie idéaliste de l'Etat ; c'est s'ôter le moyen de saisir les problèmes que pose la nécessaire transformation radicale de

l'Etat en liaison avec la transformation du rapport d'exploitation monopoliste en rapport de coopération des travailleurs dans la régulation sociale de la production. Les travaux de la section économique de notre parti ont justement montré comment les fonctions répressives et idéologiques de l'Etat des monopoles doivent être replacées dans le processus permettant de comprendre que s'il est oppressif et répressif, c'est en raison de son rôle politique d'intervention (globale, sélective, contradictoire et sans cesse sous tension) dans les rapports de production, dans le processus d'accumulation du capital⁴.

Dans d'autres numéros de *La Nouvelle Critique*, nous présenterons les pièces d'autres dossiers par exemple celui de la nature de l'Etat du capitalisme monopoliste d'Etat et celui de l'Etat dans la période de transition.

En effet, en ces domaines, le parti communiste a répondu par la production d'une analyse déjà poussée de l'Etat du capitalisme monopoliste d'Etat et de la nature nouvelle de la contrainte que cet Etat, comme tout Etat de classe, exerce naturellement : cette contrainte est désormais plus large, plus permanente que jadis, car elle s'exerce aussi bien par les instruments classiques de la contrainte étatique (police, armée, etc.) que par les instruments étatiques de la domination apparemment seulement économique, en réalité politique du même mouvement, du grand capital sur la production et les échanges. C'est pourquoi la seule contrainte étatique classique dirigée par la classe ouvrière et ses alliés pourrait laisser intact l'essentiel de la domination monopoliste et conduire à pratiquer une inflation incantatoire de termes révo-

lutionnaires qui recouvrirait un réformisme de fait. Le pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, c'est aujourd'hui aussi la nationalisation, la gestion démocratique des entreprises et de l'ensemble du mouvement social. C'est le sens de toute la politique du parti communiste français, de l'appréciation qu'il porte sur le caractère révolutionnaire du Programme commun, c'est le sens du *Défi démocratique*. La contrainte maximum de la classe ouvrière et du peuple à l'égard du grand capital est réalisée par la démocratisation

La Nouvelle Critique peut également annoncer la parution à partir du mois prochain d'un ensemble d'articles éclairant la théorie et la pratique du socialisme réel et de la transition vers le socialisme en France : « Les bases économiques du socialisme » — « Propriété et gestion socialistes » — « Etat et parti(s) dans le socialisme » — « La démocratie socialiste » — « La révolution culturelle socialiste » — « Les pays socialistes au sein des forces anti-impérialistes » — « Le Programme commun et le socialisme ».

Nous pensons qu'il s'agira là d'un autre dossier d'une grande importance que *La N. C.* présente avec son objectif permanent : celui d'approfondir, d'enrichir, dans la mesure de ses moyens, la politique élaborée par l'ensemble du parti communiste français.

3. *Ibidem*, pp. 313-314. Voir aussi sur les traits spécifiques des contradictions actuelles entre développement des forces productives et rapports de production capitalistes, *Traité d'Economie Politique*, op. cit., tome 1, pp. 124 à 178.

4. Cf. notamment Philippe Herzog, *Politique économique et planification en régime capitaliste*, Editions sociales, en particulier pp. 18 à 89.

La dialectique des besoins

« Logique du profit », « logique des besoins »... Ces formules de plus en plus fréquemment employées et opposées signifient bien ce qu'elles veulent dire... Mais s'il est vrai que la « logique » du développement social fondé sur le profit, c'est-à-dire sur l'accumulation du capital, a fait l'objet, avec Marx et depuis, d'une étude scientifique et qu'en parler, c'est évoquer des phénomènes objectifs précis, il est vrai également, malgré l'importance et l'intérêt de l'expérience et de la réflexion déjà acquises, notamment dans les pays socialistes, que parler d'une logique du développement social fondée sur la prise en compte des besoins, c'est encore, pour beaucoup, évoquer des phénomènes mal définis. A tort ou à raison ?

« Logique des besoins », mais d'abord, de quels besoins s'agit-il ? Il n'est évidemment pas

question ici de « besoins » qui seraient définis par référence à une « nature » humaine qui serait de

tous les temps ou qui se « réaliserait » peu à peu, mais de « besoins » dont le contenu et la forme sont

historiquement déterminés.

Et déterminés à la fois d'une part par le niveau de développement et le caractère des forces productives, d'autre part par la nature des rapports de production. C'est de ces deux réalités qu'il faut partir si l'on veut définir à un moment donné le contenu et la forme des besoins, ou saisir comment ils évoluent.

Contenu et forme des besoins

Dans ces conditions les besoins qui ont bien entendu une expression « individuelle » : « mes » besoins en nourriture, en transport, de formation générale et professionnelle d'information, de création... ont aussi une expression « collective »... à chaque moment, le plein emploi et le développement des forces productives ne requièrent pas seulement en effet la prise en compte des besoins individuels, tels qu'ils se formulent pour chaque individu ; ils exigent — et c'est la condition de la satisfaction de ces derniers — la prise en compte du niveau de développement et du caractère eux-mêmes des forces productives, des « exigences » objectives, sociales, qui en résultent : par exemple, le niveau et le caractère des forces productives « exigeaient », au XIX^e siècle, un niveau d'enseignement de base égal au certificat d'études primaires ; aujourd'hui, alors que commence la révolution scientifique et technique, ils en exigent un tout autre. De même encore, l'information dont a « besoin » désormais chaque travailleur, chaque citoyen, mais aussi l'information qui est nécessaire à chaque « collectivité » (entreprise, établissement de recherche, d'enseignement, de santé, commune, nation) sont à la fois différentes, en un sens, l'une de l'autre et différentes de ce qu'elles étaient il y a un siècle...

Naturellement, il faut faire intervenir ici les rapports de production. Ceux-ci correspondent (plus ou moins) ou ne correspondent pas (plus ou moins) au niveau et au caractère des forces productives. Et en conséquence, les besoins — que ce soit leur expression « individuelle » ou leur expression « collective » — sont toujours marqués par cette situation. Ils le sont au niveau de leur *satisfaction*, mais ils le sont aussi à celui de leur *formation* et bien entendu à ceux de leur *perception* et de leur *formulation*.

De plus, s'il ne fait pas de doute que le contenu et la forme des besoins (individuels ou collectifs) sont commandés — fondamentalement — par le niveau de développement et le degré de socialisation des forces

productives ainsi que par les rapports de production, il ne fait pas de doute non plus que chaque « niveau » de la « vie » sociale (économique, politique, idéologique...) contribue de façon spécifique à leur « représentation ».

La définition des besoins, à un moment donné, soulève en conséquence des problèmes d'une très grande complexité.

Et notamment *aujourd'hui*. Pour deux raisons : premièrement en raison du haut niveau de développement (début de la révolution scientifique et technique) et tout particulièrement du degré de socialisation (et d'internationalisation) atteints par les forces productives. Le mode de satisfaction (qui n'a été jusqu'à ce jour qu'un mode d'insatisfaction) des besoins doit se *transformer* (devenir *sociaux*) et le mode de leur *formation* se modifier lui-même sensiblement. Dans ces conditions, les besoins « anciens » changent, évoluent (de nourriture, de logement, de transport, de loisirs) et des besoins « nouveaux » apparaissent (d'information, d'initiative, d'intervention) ; deuxièmement, en raison de l'incapacité du capitalisme monopoliste d'Etat à prendre en compte cette situation et à apporter une réponse véritable aux problèmes posés ; incapacité dont la crise est la conséquence. De ce fait, il ne se développe pas de « faux » besoins à côté d'autres qui seraient « vrais », mais, d'une façon générale, la *formation* des besoins (« anciens » et « nouveaux », « individuels » et « collectifs ») est, à des degrés divers, et de façons diverses, entravée, retardée, déformée... Et il en est de même de leur perception et de leur formulation.

Enfin, et en toutes circonstances, la manière dont chacun (individu ou « collectivité ») se représente ses besoins et plus encore la manière de les satisfaire peut différer sensiblement de ce qu'il en est réellement. Et le caractère subjectif de ces « représentations » constitue aussi une donnée objective... que l'on ne peut pas négliger.

La contradiction fondamentale

Revenons à la « logique »... Si la crise actuelle (dont nous ne vivons que les débuts) revêt une importance et une gravité, mais ouvre aussi des perspectives, sans précédent, c'est parce que la contradiction fondamentale (entre le niveau et le caractère des forces productives et le mode d'appropriation et d'usage du produit du travail) a atteint un point tel que se trouvent posés des problèmes

économiques, politiques, idéologiques... que la grande bourgeoisie capitaliste n'a pas les moyens de résoudre ; c'est parce que cette crise, qui est celle des mécanismes mêmes de fonctionnement du capitalisme monopoliste d'Etat, apparaît ce faisant comme la forme aiguë de la crise générale du capitalisme, et plus profondément encore du type de société auquel celui-ci appartient : une crise qui met en évidence la limite atteinte par la logique du profit et qui ne sera entièrement résolue que dans la société communiste (à chacun selon ses besoins).

Sans développer, considérons ici deux questions.

En premier lieu, le « défaut » du capitalisme, et plus particulièrement du mode monopoliste d'accumulation du capital, n'est pas, seulement, de ne pas produire la quantité des biens qui seraient nécessaires pour satisfaire les besoins (individuels et collectifs) ou de fournir des produits qui ne possèdent pas la qualité qui devrait ou pourrait être la leur ; il en a toujours été ainsi pour des raisons qui tiennent à l'existence même de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Et il n'est pas seulement non plus, d'intensifier et de diversifier encore exploitation ou pillage des couches intermédiaires anciennes.

Le fait nouveau, c'est précisément que les forces productives ont atteint un niveau de développement et un degré de socialisation (et d'internationalisation) tels qu'il devient désormais à la fois possible et nécessaire de prendre enfin en compte les besoins ; c'est-à-dire tels : premièrement, qu'il devient possible de mettre en œuvre le produit du travail d'une façon qui permette de parvenir progressivement à satisfaire les besoins ; deuxièmement, qu'il devient nécessaire pour qu'il en soit ainsi, de considérer la satisfaction des besoins non pas seulement comme un but, mais comme le moyen du développement social.

C'est ce changement fondamental, cette révolution que le capitalisme ne peut pas opérer.

Sa logique — celle de l'accumulation du capital — le conduit inexorablement à sacrifier l'homme à la machine... à réduire la part du travail vivant et à accroître celle du travail cristallisé, dans le processus de production.

C'est ce fait qui est à l'origine des situations de suraccumulation de capital qui sont elles-mêmes à la base des crises ; celle que le capitalisme dominera à la fin du XIX^e siècle en mettant en place les mécanismes de l'impérialisme, celle qu'il surmonta encore entre les deux guerres

mondiales en substituant aux mécanismes du capitalisme monopolistique ceux du capitalisme monopolistique d'Etat...

C'est ce fait — les obstacles de plus en plus importants, voire les limites qu'il oppose désormais à l'utilisation correcte des techniques modernes de production et à leurs progrès, au fonctionnement et au développement de la production (et du point de vue capitaliste « à la réalisation » du profit lui-même) qui explique le caractère de la crise actuelle, et leur donne sa signification.

La prise en compte des besoins comme base du développement social

Pour mettre en œuvre les forces productives, comme leur niveau de développement et leur degré de socialisation (et d'internationalisation) l'exigent, il ne suffit plus de la force musculaire de la masse des travailleurs et des connaissances d'un corps réduit de chercheurs et de techniciens.

Il est nécessaire bien entendu que le niveau des connaissances générales et professionnelles de tous les travailleurs s'élève sensiblement.

Mais il est nécessaire aussi et non moins : d'une part que la capacité à utiliser ces connaissances s'accroisse, c'est-à-dire que se développe l'esprit d'analyse et de synthèse, d'initiative et de responsabilité ; d'autre part qu'en raison même de la complexité qu'atteignent désormais la direction et la gestion de la vie sociale, chaque travailleur puisse prendre une part grandissante à l'une et à l'autre.

Et il va de soi, dans ces conditions, que l'amélioration des conditions de travail et de vie, leur transformation progressive (vivre mieux et autrement), c'est-à-dire, ici encore, la prise en compte des besoins dans ces domaines, sont également une condition objective du plein emploi et de l'essor des forces productives.

Subordonner le développement « social » au développement « économique », comme le veut la grande bourgeoisie capitaliste et comme d'autres le pensent de bonne foi, est un non-sens. Développement économique et développement social, c'est-à-dire de la recherche, de l'enseignement, de la protection de la santé, du logement, des transports, des loisirs... doivent aller de pair.

Fonder la logique du développement social non plus sur le profit (l'accumulation du capital), mais sur la prise en compte des besoins : ce n'est pas seulement un moyen effi-

cade d'accroître la consommation et ainsi de stimuler la production. C'est d'abord celui de modifier les conditions de la production elle-même en permettant au travail vivant d'accroître sa qualité, c'est-à-dire non pas de devenir plus intense ou plus long, mais bien au contraire, d'avoir une productivité sociale de plus en plus grande.

Naturellement, cette mutation suppose la modification des rapports de production et donc les changements politiques qui la permettent.

Elle suppose dans un premier temps, après l'avènement au gouvernement de la gauche, que soient opérées les transformations capables de briser la domination du capital monopoliste.

Elle suppose la nationalisation démocratique des secteurs-clés de l'économie, leur restructuration et leur réorientation, mais aussi un nouveau mode de fonctionnement de chaque entreprise nationalisée comme de l'ensemble du secteur public, correspondant au niveau et au caractère des forces productives et par conséquent fondé sur la coopération et la compétition. Elle suppose — indissociablement — une planification démocratique et plus généralement l'engagement d'un processus de plus en plus démocratique de direction et de gestion de la vie sociale à tous ses niveaux et dans tous les domaines.

C'est sur cette base et sur cette base seulement, à partir d'elle et dans la mesure où cette base s'élargira et se perfectionnera elle-même, que le développement social pourra se conformer à la nouvelle logique.

Et s'y conformer peu à peu. Ce n'est en effet que lentement, au cours d'un processus dont la « démocratie avancée » établira un certain nombre de conditions et que le socialisme seul développera progressivement et pleinement que les forces productives atteindront le niveau considérable de développement et le degré de socialisation que suppose la prise en compte complète des besoins.

La question décisive

L'étude de ce processus demanderait de longs développements. Et nous ne considérerons qu'un aspect du problème : *Comment, à chaque moment, seront définis les besoins ? Qui les définira ? De quelle manière ?* Quelle réponse la « démocratie avancée » donnera-t-elle à ces questions ?

Il est clair tout d'abord qu'il s'agira — dès l'avènement de la gauche au gouvernement — de définir un nouveau type de croissance

économique et qu'il conviendra, pour y parvenir, de « dépasser » l'opposition arbitraire et stérile qui est faite quelquefois entre quantité et qualité.

Cette croissance sera chiffrée ! Mais ses objectifs comme ses critères seront sociaux. Ils mesureront son efficacité, mais cette efficacité sera appréciée tenant compte de l'ensemble de ses conséquences sociales et de leur coût. Par exemple, le Plan déterminera certainement une « fourchette » de croissance de la production d'automobiles, mais premièrement cet objectif s'insèrera dans une politique générale des transports qui précisera notamment les rapports du transport « privé » et du transport « collectif », ainsi que leur évolution ; deuxièmement, il assignera à la production des véhicules automobiles un certain nombre de buts précis, qui ne concerneront pas les coloris ou la forme des carrosseries, mais notamment la sécurité, la pollution.

Et nous touchons là le fond et la difficulté de la question : les besoins sont très certainement nombreux, divers, contradictoires... mais cela n'est pas leur caractéristique principale aujourd'hui ; c'est, en raison même du haut niveau de développement des forces productives et du degré déjà élevé de la socialisation (et de leur internationalisation) le caractère social qui doit revêtir leur mode de satisfaction, mais que revêt aussi leur mode de formation. Et c'est en conséquence que leur définition, comme les conditions de leur satisfaction doivent devenir elles-mêmes sociales, c'est-à-dire être le produit d'une pratique sociale.

La démocratisation de l'ensemble de la vie économique et sociale — et cette démocratisation conçue non pas comme la satisfaction d'une exigence « morale » ou de « justice sociale », mais comme la condition objective, au même titre que l'appropriation sociale des secteurs-clés de l'économie, du plein emploi et du développement des forces productives — est ici la question décisive.

Une démocratisation dont les deux « principes », le « pluralisme » et la « généralisation » de l'expérience et de la réflexion ont évidemment, ici comme ailleurs, une égale importance : en conférant des droits égaux à chaque citoyen, la démocratie n'a pas pour vertu de réaliser l'égalité de tous les citoyens, mais elle a par contre la qualité — première — de permettre justement « aux différences » d'apparaître et de se confronter.

Et l'on voit bien l'importance de ce fait dans le cas des « besoins ». Il ne fait pas de doute qu'ils sont extrêmement nombreux et de plus

en plus diversifiés, qu'il en est ainsi objectivement et que les façons dont chacun perçoit ses besoins, ceux de son voisin, de son quartier ou de son entreprise ou pense qu'ils peuvent être satisfaits, sont plus nombreuses et plus diversifiées encore...

Connaître ces « points de vue » et les connaître tels que les formulent les individus, mais aussi leurs organisations (politiques, syndicales, professionnelles...) et les organismes institutionnels, est une *nécessité*.

La pratique démocratique

Mais cela ne suffit pas.

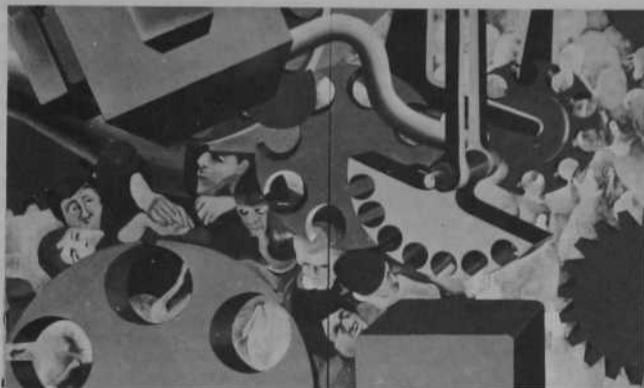
Il ne sera pas possible de satisfaire immédiatement « tous » les besoins de « tout le monde ». Il y aura certes un progrès et un progrès pour chaque travailleur, mais les retards et les distorsions héritées du capitalisme, et qu'il faudra rattraper ou corriger, aussi bien que le décalage qui existera entre les besoins tels qu'ils seront formulés et les possibilités de les satisfaire, obligeront à définir des priorités — c'est-à-dire un intérêt général, et cela aussi bien au niveau de l'entreprise ou de la ville que de la nation.

De plus, penser que l'on pourrait être en mesure immédiatement, soit d'avoir une connaissance exacte des besoins tels qu'ils s'expriment et des moyens de les satisfaire, soit, à plus forte raison, de définir les besoins « réels », c'est-à-dire débarrassés de l'héritage plus ou moins hétéroclite qu'ils devront à la société capitaliste et plus généralement au type de société auquel il appartient... serait un erreur.

Pour des raisons qui tiennent au niveau et au degré encore *insuffisant* de développement et de socialisation des forces productives : persistance pendant un temps plus ou moins long d'un secteur privé plus ou moins important, persistance de la division de la société en classes puis en couches ou catégories sociales dont les « intérêts » (représentations, comportements...) ne seront pas identiques (ville/campagne, travail manuel/travail intellectuel...).

Et pour des raisons — ceci est lié à cela — qui tiendront au niveau des « consciences ». C'est ici le problème de l'association effective et de plus en plus étroite de chaque travailleur à la direction et à la gestion de la vie sociale (problème qui ne se résoudra pas « spontanément ») et c'est celui — ce faisant — de la révolution culturelle.

Et la seconde qualité d'une pratique démocratique, c'est de permettre de s'attaquer à ces difficultés et peu à peu de les vaincre.



C'est de ne pas considérer que le pluralisme se suffit à lui-même et de prendre appui sur lui pour entreprendre une confrontation des « expériences » et des « représentations » ; c'est de permettre le développement d'une bataille idéologique qui ne soit pas détachée de la vie sociale et qui puisse ainsi viser à cerner la réalité toujours de plus près.

Dans ces conditions, l'élaboration du Plan national puis des plans propres aux entreprises et aux établissements publics, aux régions, aux villes... sera un moment essentiel du travail de confrontation et de généralisation de l'expérience et de la réflexion que nécessiteront et la détermination des besoins et le choix des moyens qui permettront de les satisfaire (ce sont là deux problèmes, mais deux problèmes qui ne doivent pas être coupés l'un de l'autre !).

Mais, de même que la réalité du pluralisme (et son efficacité) seront fonction tout particulièrement des moyens dont disposeront effectivement *tous* les travailleurs dans l'entreprise et l'établissement, comme *tous* les citoyens dans la ville, pour exprimer leur point de vue, la réalité (et l'efficacité) de la confrontation et de la généralisation de l'expérience et de la réflexion seront fonction de la manière dont les organismes de direction et de gestion dans l'entreprise et les assemblées élues dans la ville, le département ou la région associeront à leur travail d'élaboration des décisions, de gestion et de contrôle, les travailleurs et la population ; de la nature aussi des rapports qui s'établiront dans tous les cas entre notamment les organisations politiques et syndicales et l'ensemble des travailleurs et de la population.

En fait, la connaissance des be-

soins passe à chaque moment par l'étude du niveau et du caractère des forces productives, par l'analyse des rapports de production. Elle implique la connaissance des lois du développement social. Et leur définition, comme leur satisfaction, ne sont possibles que si elles s'inscrivent progressivement dans un processus de mise en œuvre *sociale* du produit du travail et deviennent l'un de ses facteurs.

A faire ce travail, « l'homme » risque fort, sans aucun doute, de cesser d'être un « individu », mais acquerra par contre la possibilité de devenir une « personne ».

Pour l'analyse concrète d'une situation concrète

Nous publions ici un article que nous a adressé Nicole-Edith Thévenin, à partir d'une lecture de **Réponse à John Lewis** de Louis Althusser. Tel qu'il est, cet article nous paraît traduire une méconnaissance réelle et profonde des réalités du capitalisme monopoliste d'Etat, de sa crise, et, corrélativement, des analyses théoriques comme de l'orientation stratégique et de la signification exacte des perspectives de

démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme, perspectives inhérentes au Programme commun de gouvernement.

Cette méconnaissance s'appuie sur une lecture déformée au niveau de l'esprit aussi bien que de la lettre des textes des classiques du marxisme-léninisme, et des travaux et analyses fondamentales développés par le parti communiste français aujourd'hui.

Pour ne retenir que quelques exemples : on sait que l'axe central de la bataille menée par Lénine, c'est, comme le rappelait Roland Leroy (*France Nouvelle*, n° 1479, 19 mars 1974), de s'être basé sur l'analyse concrète des situations concrètes, pour « mettre en œuvre une théorie et une pratique de l'alliance nécessaire de la classe ouvrière et d'autres couches sociales » ; n'est-ce point transformer en discours abstraits la signification et la portée des analyses de Lénine sur la dictature du prolétariat que d'accumuler des fragments de citations dans l'oubli des thèses centrales sur lesquelles elles s'articulent ? De même en ce qui concerne « l'économisme » (terme que Lénine emploie toujours dans le texte de *Que faire* entre guillemets) : il est dans ce texte même très explicitement désigné comme renvoyant au « culte du spontané », Lénine lui-même spécifiant qu'il vise par là le « trade-unionisme bourgeois ».

Autre point : dans les textes du « colloque sur la gestion démocratique des entreprises » (*Economie et politique*, numéro 229-230) que cite ici Nicole-Edith Thévenin, on ne peut trouver la moindre « ambiguïté » : à moins d'ignorer à quel point est centrale dans ces analyses de la « transition » la notion soulignée par Philippe Herzog (voir nos annexes) d'appareil d'Etat comme « appui et renfort pour la réalisation des objectifs individuels et collectifs » à moins encore d'oublier ceci que dit Paul Boccard que si, « à l'étape du socialisme (souligné par lui, P.B.)... la différenciation des classes demeure encore, bien qu'il n'y ait plus antagonisme de classe, mais alliance, avec notamment la différence entre la classe ouvrière et les travailleurs intellectuels », il précise quelques lignes plus loin : « dans la démocratie avancée et pour la marche au socialisme... il s'agit de faire appel à un échelon démocratique plus large de consultation et d'intervention des travailleurs pour briser les menées des forces réactionnaires. Il s'agit aussi, à cette fin, de

pouvoir s'appuyer sur des institutions et des appareils d'Etat démocratiques... ».

Dans le même ordre d'idées, il nous paraît scientifiquement tout à fait illégitime d'extraire de son contexte (ce contexte étant de fonder scientifiquement, de façon non dogmatique le concept de rapport de production et de l'inter-relation dialectique entre la réalité actuelle des rapports de production et son concept, *Cahier du Communisme*, mai-juin 1966, p. 72) une citation de l'intervention d'Henri Jourdain au Comité central d'Argenteuil de 1966, pour en conclure comme le fait Nicole-Edith Thévenin : « escamoter le rôle primordial des rapports de production, c'est être conduit en fait (souligné par N.E.T.) à effacer la lutte des classes ». Aussi publions-nous ici, en annexes des extraits des interventions d'Henri Jourdain, Paul Boccard et Philippe Herzog.

De même, le procès fait à Lucien Sève dans cet article, d'une « tentation » de « partir de l'homme » en escamotant « les rapports sociaux au profit d'une essence humaine », ne résiste pas à une simple lecture de son livre *Marxisme et théorie de la personnalité*.

On ne pourrait en effet trouver dans tout l'ouvrage une seule citation allant en ce sens, puisqu'aussi bien tout le travail de Lucien Sève montre que l'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé mais que dans sa réalité elle est l'ensemble des rapports sociaux.

C'est assez dire — et ce ne sont pas là des points de détail — que nous sommes en désaccord complet, pour des raisons de sérieux théorique notamment, avec ce type de lecture et avec les orientations politiques qu'elle implique. Et il ne serait — puisqu'il y est fait si souvent référence — pas léniniste de tenter ici d'arrondir les angles de ce désaccord.

Il y a donc ici des lectures qui transforment la signification réelle des textes et où la méconnaissance qui les engendre trouve paradoxalement sa justification. L'existence et la possibilité de telles lectures font elles-mêmes problèmes. Nous pensons que les incompréhensions manifestées ici, de façon pourrait-on dire radicale, existent ici et là à des degrés divers. C'est pourquoi il nous paraît légitime de les mettre au jour. Mais nous pensons dans le même temps que la volonté de lutte contre l'ordre monopoliste, dont témoigne, tel qu'il est l'article de notre camarade Nicole-Edith Thévenin, doit trouver ses armes véritables par la prise en compte des labora-

tions théoriques déjà développées sur des points essentiels par le parti communiste français dans sa réflexion et son action collectives. Ainsi, entre l'analyse d'Henri Jourdain, accompagnant l'élaboration théorique de 1966 concernant le capitalisme monopoliste d'Etat et les analyses de Paul Boccard et de Philippe Herzog de 1973 concernant l'Etat dans la transition révolutionnaire au socialisme de la démocratie avancée, se situe tout le développement théorique concernant l'analyse de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, de son issue et des luttes actuelles à propos duquel peut, entre autres se référer la présentation que nous faisons de l'article de Jacques Brière dans ce numéro.

C'est donc pour que se fasse de façon dialectique, à partir de la mise au jour des interrogations qui surgissent, cette prise en compte des élaborations théoriques, que nous avons décidé de publier cet article, dans *La N. C.*, dans une revue qui entend, comme le rappelait Georges Marchais au 25^e anniversaire de *La Nouvelle Critique*, prendre « la part qui lui revient en propre de l'effort général du parti pour développer, enrichir et diffuser le marxisme-léninisme ».

Bibliographie des Editions sociales

Collection « Notre Temps »

CE QUE COUTE LE CAPITALISME À LA FRANCE

C. Quin, P. Herzog

L'ampleur des tares et des préjudices que le système actuel impose à notre pays, enfoncé ce dernier dans des difficultés et des antagonismes que seul le Programme commun de la gauche permettra de résoudre. 1 volume, 192 pages, 7,00 F.

Hors collection

MARXISME ET THÉORIE DE LA PERSONNALITÉ

3^e édition, 20^e mille

Lucien Sève

Ce livre expose à un niveau fondamental la conception marxiste de l'homme dans son ensemble et de l'individu concret en particulier. 1 volume, 528 pages, 40,00 F.

Annexes

Pour une meilleure prise en compte des élaborations théoriques déjà développées sur ces points, nous publions ici de brefs extraits de l'intervention d'Henri Jourdain au comité central d'Argenteuil des 11, 12 et 13 mars 1966, et des interventions de Paul Boccara et Philippe Herzog au colloque sur « la gestion démocratique et l'intervention des travailleurs dans l'entreprise », organisé le 18 juin par le Comité central du parti communiste français et sa section économique. Il est bien évident que ces extraits — qui ne jouent ici qu'un rôle de « balisage » — ne sauraient dispenser de la lecture des textes intégraux, qui ont paru, le premier dans les numéros 5/6 (mai-juin 1966) des **Cahiers du Communisme**, les deux autres dans les numéros 229/230 (août-septembre 1973) d'**Economie et politique**.

Henri Jourdain au Comité central d'Argenteuil

[...] Bref ces faits appartiennent au mouvement historique réel au point actuel de son développement et leurs conséquences sur les rapports de production capitalistes confirment, pensons-nous, le fait que le concept de rapport de production ne reflète jamais exactement son objet, autrement dit, la réalité constamment mouvante qu'il recouvre. Engels a donc raison de dire que c'est le développement constant de la science qui peut faire que la réalité elle-même et son concept se rapprochent asymptotiquement par la médiation des rapports dialectiques reliant l'un à l'autre. Et c'est d'autant plus certain que, dans la mesure même où la connaissance tend à s'approcher toujours plus près de l'objet qu'elle s'approprie, elle joue un rôle actif à la fois sur elle-même et sur son objet. [...]

Chacun sait combien les classiques du marxisme insistent sur le poids énorme qu'exerce le développement historique sur la déter-

mination de la valeur de la force de travail. Or, il est certain que les conditions actuelles font que ce développement exige plus que jamais de revoir la quantité, la qualité et la valeur des éléments que cette notion de valeur de la force de travail doit intégrer tout à la fois réellement et logiquement. Il m'apparaît établi que cette notion doit aujourd'hui nécessairement inclure des valeurs quantitatives et qualitatives qu'elle excluait il y a seulement vingt ans dans les conditions du lendemain de la Libération. Cela est essentiellement dû à l'élévation des forces productives qui, comme on le sait, tend d'une part à réduire la valeur de la force de travail en élevant la productivité et qui, d'autre part et corrélativement, engendre pour les travailleurs des besoins objectifs nouveaux dont la satisfaction tend, elle, à accroître la valeur de la force de travail.

Par conséquent, dans les conditions présentes de l'exploitation capitaliste, l'élévation des forces productives introduit dans le concept de valeur de la force de travail, la nécessaire satisfaction de besoins comme par exemple ceux du logement, de la sécurité sociale, de la santé, ceux des transports, de l'école, de la culture, des loisirs, des sports, etc. [...]

Certes, et je veux encore le répéter, il est indispensable d'avoir toujours et mieux que jamais à l'esprit le concept de rapport de production sous peine de ne pas apprécier comme il le faut la réalité qui en constitue la substance vivante et spécifique d'aujourd'hui, celle du capitalisme monopoliste d'Etat.

Et là encore le projet de résolution souligne justement le fait que « les rapports de production capitalistes entravent le progrès des forces productives... ».

Mais en privilégiant par trop unilatéralement, sinon exclusivement, les rapports sociaux de production, comme objet conceptuel de la connaissance, et en négligeant par ailleurs les forces productives, on est conduit à estomper la contradiction décisive interne du mode de production entre les forces productives en développement et les rapports de production inadaptés. Et ce faisant on risque de voiler l'éclairage théorique des conditions pratiques, concrètes du passage

d'un mode de production à un autre, du passage de l'impérialisme au socialisme.

Philippe Herzog au colloque sur la gestion démocratique

[...] Est-ce que cette intervention des travailleurs et cette autonomie de gestion de l'entreprise s'opposent à l'action de l'Etat démocratique? Non, elles ne s'y opposent pas, et il est nécessaire de lutter pour assurer la convergence des actions sur ce double plan. L'action d'Etat reflète un pouvoir de classe, qui doit devenir celui des ouvriers, de tous les travailleurs et de la population laborieuse. Cette action s'appuie sur des administrations, des capitaux, une information et des moyens de masse qui peuvent être les moyens d'un pouvoir de classe. On ne peut tirer un trait de plume sur ces réalités. Etre responsable, c'est dire aussi ce que deviennent ces administrations et ces moyens. Les forces de gauche ont donné une réponse claire dans le Programme commun.

L'Etat démocratique, répondant aux intérêts de la classe ouvrière et de ses alliés, au prix d'une lutte intense contre l'oligarchie financière, concentrera ses moyens en priorité au développement des équipements et des services sociaux collectifs. Mais il devra aussi porter des coups au grand capital et à son activité anti-économique, antisociale et anti-nationale, par les nationalisations, par la lutte contre toutes les formes de spéculation, par la résistance aux pressions actuelles de l'impérialisme. L'Etat démocratique concentrera ces moyens pour répondre aux difficultés les plus aiguës que lègue le régime du grand capital. Les plans d'urgence dans certaines régions et certaines branches, les progrès immédiats de la condition des O. S., des femmes, des jeunes, entre autres, nécessitent forcément le recours aux moyens d'Etat. Enfin, étant donné la centralisation actuelle des moyens d'information et d'étude, les moyens d'Etat joueront encore un rôle considérable dans la recherche de la cohérence de la politique économique et sociale.

Ces changements de l'Etat ne sont possibles qu'au prix d'une lutte politique particulièrement intense. Elle est engagée dès

aujourd'hui, alors que le grand capital reste au pouvoir. Elle sera tout aussi nécessaire demain, avec des armes beaucoup plus puissantes, avec des formes nouvelles, avec des perspectives réalistes incomparablement plus larges, alors que le pouvoir commencera à changer de contenu de classe.

Les interventions de l'Etat pourront répondre de façon croissante aux revendications et aux aspirations; elles seront conçues et mises en œuvre avec l'appui des forces ouvrières et démocratiques, de toutes leurs organisations et associations.

Le pouvoir démocratique transforme l'Etat et en tire des moyens au service des objectifs fondamentaux que se donnent les travailleurs et la population. En aucun cas il ne fixe à l'appareil d'Etat des tâches qu'il ne peut mener à bien, en particulier la solution des problèmes des conditions et de la nature du travail, des restructurations, de la productivité et de la gestion. Les objectifs propres de la politique de mise en œuvre des moyens d'Etat, que nous avons dégagés, et leur réalisation, font eux-mêmes l'objet d'une consultation massive de la population et d'un contrôle permanent. Au lieu de constituer un corps étranger de contrainte contre le peuple, l'appareil d'Etat pourra devenir un appui et un renfort pour la réalisation des objectifs individuels et collectifs. [...]

Paul Boccard au colloque sur la gestion démocratique

[...] La prise en main de leurs propres affaires par la classe ouvrière et tous les travailleurs résultera d'un processus de lutte de classe difficile, économique, idéologique, culturel, politique, pour transformer de façon révolutionnaire leurs conditions et la société, et non simplement de l'octroi d'une égalité en droits nouveaux de participation à la gestion.

Certes, les conditions actuelles de la France sont particulièrement originales. Les acquis du mouvement démocratique, la salarisation de la grande majorité de la société, le poids de la classe ouvrière et son degré de qualification, les débuts de la révolution technique scientifique, tout cela rend possible et nécessaire, dès les débuts

de la transition au socialisme, le commencement d'une prise en main par tous les travailleurs eux-mêmes de leurs propres affaires, de façon largement autonome.

Il faut cependant distinguer, du point de vue des rapports de classe, les différentes étapes de la lutte pour la transformation révolutionnaire de notre société. Dans l'étape de la démocratie avancée, qu'instaure sans l'achever l'application du Programme commun, bien que le secteur nationalisé devienne majoritaire, le capital privé reste très important. Cette importance, renforcée par l'effet des relations économiques avec les pays capitalistes et par l'emprise idéologique bourgeoise, explique l'acuité de la lutte de classe contre le capital, pour développer la démocratie et passer au socialisme, quoique cette lutte se fasse de façon pacifique et démocratique.

A l'étape du socialisme, si l'ensemble des grandes entreprises a été nationalisé (non les petites entreprises), la différenciation des classes demeure encore, bien qu'il n'y ait plus antagonisme de classe mais alliance, avec notamment la différence entre la classe ouvrière et les travailleurs intellectuels. Il convient alors de mener à bien les transformations permettant, grâce à l'épanouissement de la révolution technique scientifique, la suppression des différences de classe et notamment l'abolition totale du statut de fait particulier de la classe ouvrière, qui caractérisent entre autres le passage au stade suivant du communisme. Certes, étant donné la maturité du capitalisme monopoliste d'Etat en crise, déjà ces problèmes sont, dans une certaine mesure, dans la perspective ouverte par la démocratie avancée.

Etat, démocratisation politique et gestion nouvelle

L'Etat et tous les appareils qui en dépendent se caractérisent, dans notre société, par le fait qu'ils sont, essentiellement, des instruments de la domination de la classe capitaliste et même plus étroitement de sa couche monopoliste, à l'échelle de tout l'organisme social. Dans ces conditions, aux intérêts étrangers et opposés à toutes les couches de travailleurs, du profit et de l'accumula-

tion du grand capital, correspond le caractère essentiellement étranger, de contrainte imposée de l'extérieur, de l'Etat et de son appareil pour les masses.

Une nouvelle logique économique d'ensemble peut commencer à faire prédominer le développement des travailleurs, au détriment de la prédominance de l'accumulation capitaliste, dès la démocratie avancée. Cela entraîne, avec de nouvelles conditions du progrès de la productivité, un nouveau contenu de la gestion des entreprises publiques, ainsi que de la planification démocratique nationale dans laquelle s'inséreront la gestion des entreprises privées et l'intervention des travailleurs dans ces entreprises. Mais il n'y a pas du tout identité fondamentale de tous les intérêts dans la démocratie avancée. Il y a encore, au contraire, des antagonismes sociaux profonds entre les travailleurs et le grand capital ainsi que d'autres contradictions et différences de classes importantes.

Dans la démocratie avancée et pour la marche au socialisme, il convient de voir la nécessité pour la classe ouvrière, alliée aux autres couches de travailleurs, de compenser son infériorité relative par rapport aux possibilités économiques, idéologiques, politiques, de lutte considérables que conserve le grand capital. La classe ouvrière et tous les travailleurs doivent s'appuyer sur le développement de leurs organisations syndicales et de leurs organisations proprement politiques (y compris dans leurs fonctions d'éducation) afin de pouvoir se saisir pleinement de leurs droits nouveaux de gestion et d'intervention à tous les niveaux de la vie sociale. Ils doivent aussi s'appuyer sur les appareils institutionnels spécialisés de l'Etat démocratique, en développant leur contrôle sur eux. Il ne s'agit pas seulement de replacer des décisions autonomes dans un cadre social plus large, afin d'empêcher l'esprit de clocher et le désordre. Il s'agit de faire appel à un échelon démocratique plus large de consultation et d'intervention des travailleurs pour briser les menées des forces réactionnaires. Il s'agit aussi, à cette fin, de pouvoir s'appuyer sur des institutions et des appareils d'Etat démocratiques, avec leurs fonctionnaires, leurs spécialistes, économistes, juristes, etc.

Sur « Réponse à John Lewis » ou les yeux et la mémoire

Nicole-Edith Thévenin

Au mois de septembre 1901, Lénine recevait une lettre de quelques camarades critiquant très vivement le contenu de l'Iskra. Il lui était reproché de réserver une très grande place « aux idéologues du mouvement, à l'influence qu'ils peuvent avoir sur son orientation sur tel ou tel sens », en un mot il lui était reproché de « surestimer les rôles de l'idéologie¹ ». Lénine n'a pas cessé de se battre contre cette accusation, il n'a pas cessé de montrer que la lutte économique et politique ne saurait se séparer de la lutte idéologique, et ceci afin de ne jamais perdre de vue « le but final », afin de « propager », de « préserver de toute déformation », de « perfectionner » l'idéologie prolétarienne, la doctrine du socialisme scientifique, c'est-à-dire le marxisme. Devant la sournoiserie des attaques et des infiltrations idéologiques de la bourgeoisie dans le marxisme, Lénine n'a pas cessé de rappeler l'« orthodoxie ». « De la consolidation de telle ou telle « nuance », écrivait-il, peut dépendre l'avenir de la social-démocratie pour de très longues années. » (Que faire, œuvres, tome 5).

On peut dire aujourd'hui, que *Réponse à John Lewis*, en revenant à l'orthodoxie léniniste, en rappelant qu'il faudra la démontrer tant que subsistera la lutte de classes, mène le même combat. C'est — il faut bien le dire et s'en persuader — qu'il n'y a pas de barrière infranchissable, de protection-une-fois-pour-toutes, et nous marxistes, nous sommes sans cesse menacés, menacés par l'idéologie adverse, menacés d'être annexés.

Voir, analyser, comprendre chaque « situation concrète » oui, mais comment voir et comprendre, comment analyser sans cette mémoire que Lénine n'a cessé de rappeler à tous et à lui-même, mémoire du mouvement ouvrier, mémoire des grands principes du marxisme, qui seule permet de continuer les combats révolutionnaires jusqu'à la victoire en évitant la répétition des erreurs, des déviations ?

C'est pour cela qu'ouvrir le débat aujourd'hui sur *Réponse à John Lewis* me semble nécessaire, pour que des confrontations, des explications, naisse un véritable travail en commun, un approfondissement

de la théorie marxiste. C'est en même temps se donner les moyens d'effacer toute étiquette abusive, qui ne fait que scléroser la recherche : être ou ne pas être... althussérien. Au-delà d'un nom, c'est de science, c'est de politique, qu'il s'agit.

Déplacement et rupture

Il faut étudier *Réponse à John Lewis* au regard des principaux ouvrages publiés : *Pour Marx*, *Lire le Capital*, *Marx et Lénine devant Hegel*, *Lénine et la philosophie*. Althusser remarquons-le a non seulement de la mémoire, mais un remarquable esprit de suite. Mais esprit de suite ne veut pas dire parcours linéaire. Il dit approfondissement, et donc rectifications successives, déplacements, ruptures. C'est de cela qu'il est question dans *Réponse à John Lewis*. D'un déplacement qui est une rupture, et dont Lénine et la philosophie annonçait les prémisses. Rupture et déplacement dans une redéfinition de la fonction de la philosophie dans le rapport théorie/pratique. Mais aussi

précisions capitales en ce qui concerne la question de l'humanisme, une question que *Pour Marx* avait mise à l'ordre du jour.

Tels seront nos deux axes de recherche².

Je reprends. De quelle rupture s'agit-il ? Althusser le dit lui-même : une rupture avec une « déviation théoricienne (rationnaliste-spéculative) » dont il avait commencé l'autocritique dans la préface à la petite édition de *Lire le Capital*. Cette déviation consistait à croire que la philosophie ayant un objet, un commencement, et donc une histoire, se donnait comme discours global, comme une « théorie de la pratique théorique ». A cette conception, se rattachait la thèse du retard nécessaire de la philosophie sur les sciences, dans la mesure où sa naissance dépendait de

1. Lénine, *Entretien avec les détracteurs de l'économisme*. Œuvres, tome 5, p. 318. Éditions sociales.

2. C'est dire que nous n'aborderons pas toutes les questions soulevées dans *Réponse à John Lewis*. En particulier la question des aspects « secondaires » de la philosophie, leur articulation sur la lutte des classes...

conception théorique et politique de la lutte de classes, ceci à une importance considérable : elle implique que la lutte de classes se mène en *même temps* à tous les niveaux, dans une « attaque concentrique » (Engels), parce que c'est une même et seule lutte qui prend simultanément des *formes différentes*, et chaque forme à sa spécificité propre qui soutient toutes les autres. En négliger une, c'est toujours s'exposer à perdre du terrain, à tomber dans l'opportunisme.

Si donc la philosophie se présente non plus comme discours total, mais comme une série de « thèses » modifiant le champ de la recherche, son orientation, ses perspectives, ses découvertes, la philosophie ne peut plus être pensée comme « en retard » sur les sciences, mais au contraire déterminant « en un certain sens »⁹, le discours scientifique¹⁰. Par ailleurs, si elle intervient comme « lutte de classes » en dernière instance dans la théorie, c'est qu'elle est elle-même déterminée par la prise de position politique.

Chez Marx, ce n'est donc pas la science qui a provoqué une rupture épistémologique, il n'y a pas non plus simultanéité entre coupure philosophique et coupure scientifique, mais Althusser renverse l'ordre de la nécessité : « en un certain sens », il faut dire « ici », que le politique commande le philosophique qui commande le scientifique. Ou plutôt, la prise de parti politique commande la « révolution » philosophique qui commande la « coupure » épistémologique. C'est dire qu'il a fallu que Marx abandonne ses positions de classe petites-bourgeoises pour poser correctement, c'est-à-dire scientifiquement, *objectivement* les bases de la théorie scientifique de l'histoire : celle de la lutte des classes. Dès lors, on peut dire que Marx se sépare de tout hégélianisme, de tout feuerbachisme et qu'il lui est possible de concevoir une philosophie non plus spéculative, mais « révolutionnaire », une philosophie qui fasse de sa fonction une fonction de lutte de classes « en dernière instance ». Cette thèse semble d'ailleurs faire retour à Lénine. Lénine en effet dans *Karl Marx*, montre que Marx avait lui-même écrit qu'il fallait mettre la science de la société « en accord » avec les bases matérialistes de la philosophie, c'est-à-dire « appliquer » à la société le principe philosophique matérialiste du primat de la matière sur la conscience, principe qui exige que, considérant l'étude de la société humaine, on « expliquât la conscience sociale par l'être social ». Ainsi, le matérialisme dialectique demandait que l'on analysât l'histoire

dans sa « matérialité sociale », et que l'on trouvât les lois de son mouvement. Trouver les lois de son mouvement, c'était donc, non pas se référer à la conscience, mais à ce qui déterminait la conscience, les *rappports sociaux*, c'est-à-dire les rapports de production, les forces productives, la *lutte des classes*.

Être marxiste, disait Lénine, c'est être matérialiste *conséquent*, c'est-à-dire matérialiste *dialecticien*, c'est-à-dire encore, non seulement partir de la matière ou de l'être social, mais considérer le *mode d'être* de cette matérialité, et ce mode d'être précisément, c'est la contradiction, c'est la lutte des classes. Faute de quoi ajoutait Lénine tout matérialiste finit toujours par être annexé par l'idéologie dominante, par l'idéalisme, et par tomber dans l'éclectisme de l'opportunisme.

Si la philosophie est « en dernière instance lutte de classes dans la théorie », et qu'elle mène son combat en énonçant des « thèses », véritables « positions » théoriques, on comprend l'enjeu politique de chaque énonciation, la nécessité d'occuper des bases fermes sans ambiguïtés, la nécessité aussi d'en tirer les conséquences théoriques et politiques. On comprend comment dans *Réponse à John Lewis*, Althusser, en rappelant l'« orthodoxie » marxiste-léniniste, ne veut pas simplement les rappeler, mais en démontrer les conséquences pratiques les plus profondes. Et c'est de cela qu'il est question pour nous communistes : il ne s'agit pas simplement d'énoncer, car souvent de mêmes énonciations couvrent des pratiques et des idéologies différentes. C'est ce que Lénine ne cesse de rappeler s'agissant par exemple de l'opportunisme, en particulier de Kautsky



dont il écrivait qu'il alliait « la fidélité en paroles au marxisme à la soumission de fait à l'opportunisme »¹¹.

Il s'agit donc de la *pratique*, de la pratique théorique et politique jusque dans ses *conséquences ultimes*. Ainsi lorsque Lénine énonce « sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire », il faut comprendre que la théorie mène un combat essentiel, indispensable, véritable vigilance de la classe ouvrière et de son parti sur le sens de classe de leur combat, vigilance qui non seulement doit permettre de se prémunir en dénonçant les déviations, mais aussi de mener le combat de façon offensive. On comprend alors comment la philosophie en énonçant sur les catégories et les concepts ultimes auxquelles doit s'appuyer la lutte du mouvement ouvrier, par le choix de ces catégories et de ces concepts,

3. Cf. « Sur Hegel et la pensée moderne », *La Pensée*, n° 162, avril 1972.

4. Althusser, *Lénine et la philosophie*. Petite coll. Maspéro, p. 39.

5. *Idem*, p. 42.

6. « Réver » le monde, i.e. l'interpréter, tel est en effet le reproche que Marx adresse aux philosophes idéalistes. Mais il ne faut pas croire pour cela, et Althusser le précise, que la philosophie idéaliste soit sans effet sur les réalités sociales, effets idéologiques, politiques et scientifiques.

6 bis. La position théorique d'Althusser : la philosophie comme *intervention spécifique*, i.e. comme formulation de *Thèses*, pourrait trouver un « secours » inattendu dans la recherche des formalistes russes sur la langue de Lénine (cf. *Littérature/science/idéologie*, n° 2). Pour ne prendre que lui, Tomachevski étudiant les *Thèses d'avril*, montre comment leur construction et leur style, sont caractéristiques de la volonté

constante de Lénine de maintenir une étroite connexion entre parole et action, de faire intervenir d'une manière directe le politique sans se perdre dans le général et l'universel (« grandes phrases », « théorie », « bavardage »).

7. Althusser, *Réponse à John Lewis*.

8. *Rendons à César*, ce qui est à César. Cette conception théorique de la lutte des classes à trois niveaux, Engels y avait déjà insisté, et Lénine le cite d'ailleurs abondamment, dans *Que faire*.

9. « En un certain sens » car dans un « autre sens », Engels a raison de montrer comment le scientifique peut déterminer le philosophique.

10. Il faut être prudent sur l'expression « détermine ». Althusser précise que la philosophie agit sur les sciences « à la limite », soit en les aidant à produire de nouvelles connaissances, soit en tendant à les « rayer ».

11. Lénine, *La faillite de la II^e Internationale*.

prend parti politiquement et détermine ainsi la scientificité même d'une analyse de l'histoire, et d'une pratique théorique.

Marx, rappelle Lénine, disait qu'une classe grandit par la lutte de classes; de même la théorie marxiste ne peut grandir qu'en menant un combat acharné, qu'en menant une lutte de classe conséquente (ce qui veut dire non seulement contenir l'adversaire, mais investir son terrain). Et parce qu'une réalité n'est jamais « pure », mais faite de mille imbrications, dans une société où existe la lutte de classes, il faut savoir que la théorie marxiste n'est jamais à l'abri des « infiltrations », des « déformations » et le mouvement ouvrier jamais à l'abri des « déviations ». Plus même, Lénine précisait toujours que le régime démocratique alliant la plus grande liberté, la plus grande clarté dans la lutte de classes, à un maximum de ruses, d'astuces et de pression idéologique sur la classe ouvrière, il fallait d'autant plus de vigilance et de fermeté. C'est ainsi que dans *Que faire* Lénine rappelle comment les conditions politiques particulièrement évoluées du point de vue démocratique en France, ont permis directement « de passer au bersteinisme pratique avec toutes ses conséquences »¹².

C'est dire que chaque concept, chaque catégorie ayant une fonction théorique et pratique définie, il s'agit toujours de les passer au crible de la critique. Et c'est pourquoi, Althusser — qu'il se trompe ou non sur telle ou telle appréciation (la science ne s'acquiert pas « sans erreur et sans défaite »), le débat est ouvert — mène un combat de communiste. C'est pourquoi il peut fraternellement « dénoncer » les positions de John Lewis et interroger : « Mais pourquoi des communistes entonnent-ils ouvertement, après les années 60, cette philosophie de la liberté petite-bourgeoise en la déclarant marxiste ? » On peut polémiquer sur cette accusation. Qu'un camarade pose une telle question mérite toute notre attention, mérite que nous y réfléchissions.

Economisme/humanisme

Qu'est-ce donc ce langage petit-bourgeois sur la liberté que tient John Lewis ? Quelles en sont les catégories, comment fonctionnent-elles ?

Althusser nous dit, c'est le langage de l'humanisme, le langage qui part de l'homme (« sujet », « personne ») et en fait une catégorie « à fonction théorique » et donc à conséquences

politiques. Par exemple en écrivant : c'est l'homme qui fait l'histoire, l'homme fait l'histoire en se transcendant, l'homme ne connaît que ce qu'il fait. Telles sont en effet les trois thèses de John Lewis. Nous y reviendrons, mais il faut déjà les avoir en tête, car elles vont soutenir toute la démonstration que j'essaierai de faire en partant des critiques d'Althusser.

Humaniste est le langage qui fait de l'homme une toute-puissance (même s'il le déclare par ailleurs soumis à des lois). Mais cette catégorie ne fonctionne jamais seule. La catégorie d'homme débouche toujours sur une certaine conception de l'histoire, sur une certaine conception « économiste ». Le couple *économisme/humanisme* est donc un couple inséparable, et l'on ne peut comprendre l'humanisme qu'en se référant à ses racines économistes.

Or qu'est-ce que l'économisme ? Comment s'articule le couple *économisme/humanisme à l'intérieur du marxisme* ? Althusser sur cette question et dans ce livre est bref. Il nous en donne les bases théoriques. Il nous faudra en fait revenir au tome II de la petite édition de *Lire le Capital* pour trouver des explications plus détaillées.

Essayons d'abord de partir d'une définition très générale de Balibar : l'économisme, c'est « la vieille idée que le processus économique est assimilable à un *mécanisme automatique, self regulating*, à condition bien entendu, de rester dans les limites "naturelles" de son fonctionnement »¹⁴. A partir de là, il faut s'interroger : dans l'idéologie bourgeoise, quel est le soutien, l'agent de cet automatisme ? Qu'est-ce qui l'explique ? Dans *Lire le Capital*, Althusser analysant l'objet de l'économie politique, écrit : « L'économie politique, rapporte les faits économiques aux *besoins* (ou à l'« utilité ») des *sujets* humains comme à leur origine. Elle a donc tendance à réduire les valeurs d'échange aux valeurs d'usage et ces dernières (les « richesses » pour reprendre l'expression de l'économie classique), aux besoins des hommes »¹⁵. Telle serait donc une conception « empiriste-positiviste », c'est-à-dire « économiste » des faits économiques. Elle part de deux concepts fondamentaux et inséparables « *sujets* » et « *besoins* », et fait des *sujets* les supports, les agents du procès économique, dans la mesure où toute production est ramenée à la production de *sujets* « en proie » à des besoins. Le relation production/consommation s'analyserait alors comme rapport immédiat, rapport d'équilibre, d'auto-équilibre, au niveau de

la sphère des échanges. Partant des besoins, nous avons donc l'homme/sujet, une conception « anthropologique » de l'histoire. On commence aujourd'hui, avec les travaux parus, à voir comment en effet, comme l'affirme Althusser, cet humanisme trouve son fondement et sa justification dans le droit, c'est-à-dire précisément dans l'idéologie de la *circulation* qui met en avant la catégorie de sujet avec ses attributs ou plutôt son essence, propriété, égalité, liberté, escamotant ainsi les rapports de production, au profit d'une *légalité*¹⁶.

Qu'en est-il de l'économisme dans le marxisme ? Nous y retrouvons le rôle que joue la catégorie d'homme, de sujet, dans le primat donné aux *forces productives*. La déviation économiste/humaniste dans le marxisme s'énoncerait ainsi : la « montée », la « socialisation » des forces productives crée des *besoins* qui en eux-mêmes deviennent les *moteurs* de l'histoire. Ainsi, aux différents stades des forces productives, correspondraient des besoins, et ces besoins, ou plus précisément, l'inadéquation entre l'offre et la demande, c'est-à-dire entre les besoins « réels » et leur insatisfaction, provoquerait une prise de conscience, la nécessité du passage et donc son inéluctabilité.

Qui parle ainsi de besoins en général, fait appel au concept d'homme, l'homme étant compris comme ce sujet maître de ses besoins, et tenant à faire l'histoire selon le besoin qu'il a d'accomplir ses besoins.

Cette « téléologie » historique est le propre de tout économisme et de tout humanisme. John Lewis écrivant l'homme fait l'histoire en se transcendant c'est-à-dire, traduit en clair, en niant son essence d'aujourd'hui pour poser son essence de demain, n'y échappe pas. Cette transcendance n'est rendue possible précisément que par l'élargissement des forces productives qui permet à l'homme de se définir selon de nouveaux besoins.

Cette tendance à donner le primat aux forces productives sur les rapports de production se lit déjà dans l'intervention d'Henri Jourdain au Comité central d'Argenteuil, en 1966. Si en effet Henri Jourdain affirme bien la dialectique rapports de production/forces productives, il ne prend en compte dans son analyse que les seules forces productives pour en faire le « moteur » de l'histoire. Le passage au socialisme par la voie démocratique et pacifique écrit-il, est envisageable chez nous par le développement des forces productives d'une part, de nos traditions démocratiques d'autre part. Il précise alors que considérer trop

unilatéralement les rapports de production c'est être conduit à ne voir que le côté anti-démocratique et réactionnaire du capitalisme monopoliste d'Etat. Le problème est précisément là : escamoter le rôle primordial des rapports de production, c'est être conduit en fait à effacer la lutte des classes d'une part, l'analyse des superstructures d'autre part (par exemple la fonction de l'Etat et plus précisément — nous y reviendrons — le rôle répressif de l'Etat), au profit d'un « évolutionnisme » qui ferait de la révolution sociale « un simple cas particulier du mécanisme général de contradiction/réajustement des rapports de production et des forces productives. (Balibar, « la dialectique historique », *La Pensée*, n° 170, p. 44), c'est par exemple encore être amené, dans une analyse de la transition, à passer sous silence la « résistance » certaine de la bourgeoisie, les moyens qu'elle possède comme les formes violentes qu'elle peut prendre. Telle serait par contre-coup aujourd'hui la charge économiste et idéologique des théories de la « planification » : il s'agirait de planifier production/consommation, de les harmoniser selon la « nouvelle logique des besoins ».

Ravel nous met pourtant en garde : il faut, dit-il, « interpréter justement les lois d'histoire naturelle sans durcissement : la satisfaction des besoins dans la transition ne répond ni à une nécessité naturelle, ni à un impératif « moral » » et qu'ainsi le « fétichisme » de la « nécessité naturelle » (comme nécessité des forces productives), conduit soit à sous-estimer « le rôle de la classe ouvrière et de ses organisations », c'est-à-dire la lutte des classes, soit à se poser sur des « positions volontaristes », ce qui d'ailleurs me semble-t-il, revient au même. Ravel ajoute : « la production (comme mode) n'est pas un "moyen" de satisfaire des besoins externes. L'étude précise de la gestion montre bien que le premier besoin, c'est de renouveler les conditions de la production¹² ». Cela veut dire que le premier besoin c'est le besoin du procès comme procès de sa propre reproduction, cela veut dire qu'il n'y a pas consommation simplement individuelle à laquelle la production devrait répondre, mais qu'il y a avant tout une consommation productive. La question des besoins ne se sépare pas de la question de la reproduction des conditions de la production.

C'est ainsi que dans les besoins individuels, entrent en compte les moyens de subsistance qui permettent de renouveler la force de tra-



vail. Et Marx montre que le calcul de ces besoins se fera selon le caractère « plus ou moins complexe de la force de travail¹³ ». Car « comme la force de travail équivaut à une somme déterminée de moyens de subsistance, la valeur change donc avec leur valeur, c'est-à-dire proportionnellement au temps de travail nécessaire à leur production¹⁴ ».

Le temps de travail, la complexité de la force de travail qui déterminent les moyens de subsistance, i. e. en fait la *forme sociale du travail* renvoient non seulement au niveau des forces productives mais aussi et en premier lieu aux rapports de production. Ainsi la consommation individuelle n'échappe pas au procès de production et se détermine selon elle. Marx récusant Proudhon, montre dans *Misère de la philosophie* que les besoins ne sont pas affaire d'opinion, mais affaire d'organisation de la production, et que la création des besoins dépend de la rentabilité d'un produit. La lutte pour la satisfaction des besoins, ne s'établit pas pour Marx entre « utilité » et « opinion », c'est-à-dire sur une appréciation subjective, mais « entre la valeur vénale que demande l'offreur, et la valeur vénale qu'offre le demandeur¹⁵ ». La question des besoins renvoie donc au rapport rapports de production/forces productives qui commande la répartition des produits entre le Secteur I et le Secteur II, donc en dernier lieu aux rapports de production, aux classes sociales et non aux individus, ou aux seules forces productives.

Il n'y a pas de besoins « naturels », de besoins « en général », et « historiciser » les besoins selon l'évolution des forces productives en croyant ainsi démontrer leur origine sociale, c'est en rester à une dialectique hégé-

lienne. Il ne s'agit pas de définir, de planifier « de loin » les besoins en tant qu'ils se donneraient comme une essence à réaliser, mais il s'agit de les analyser selon l'évolution contradictoire et la structure d'un mode de production. Cette évolution contradictoire ne s'efface pas dans le socialisme, même si elle prend d'autres formes. « Au socialisme, écrit Ravel, se pose précisément le problème de maîtrise sociale de cette différence : la planification n'est pas technologie neutre d'une platitude : ajuster production de période à des besoins positivement définis, selon un schéma de remplissage. Il s'agit d'assumer la contradiction interne de toute production sociale, c'est-à-dire de maîtriser un développement, dans la permutation des moyens et des fins de phase à phase¹⁶ ». Parler de « logique des besoins », c'est aplatir, effacer les contradictions léconomi-

12. Lénine, *Que faire*. Œuvres, tome 5, p. 360.

13. Althusser, *Réponse à John Lewis*. Editions Maspero, coll. « Théorie », p. 23.

14. Balibar, « La dialectique historique », *La Pensée*, n° 170, avril 1973, p. 40.

15. Althusser, *Lire le Capital*, Petite éd. Maspero, tome 2, p. 28.

16. Edelman, *Le Droit saisi par la photographie*, Ed. Maspero, coll. « Théorie », série Analyse, et cf. notre article « Idéologie juridique et idéologie bourgeoise », *La Pensée*, n° 173, fév. 1974.

17. Claude Ravel, *Economie et politique*, n° 229-230, août-sept. 1973, p. 110.

18. *Ibid.*

19. Marx, *Le Capital*, Livre I, tome 1, p. 175.

20. *Ibid.*

21. Marx, *Misère de la philosophie* E.S., p. 52.

22. Ravel, *Analyse financière et dialectique du capital* C. E. R. M., p. 3.

ques, politiques, idéologiques), pour y substituer une conception rassurante de la « rationalité » économique escamotant les rapports de production et la lutte des classes. Il faut alors prendre garde que nous ne tombions dans l'idéologie des économistes modernes dont Ravel dit qu'ils n'ont rien inventé, mais s'affilient aux populistes dans la conception entre autres d'un « temps linéaire ».

La catégorie d'homme

Partir de l'homme et de la liberté humaine, en exaltant l'action des hommes sur l'histoire, et leur possibilité de dépasser leur condition, c'est en effet oublier les bases matérialistes du marxisme. Lénine l'a mainte et mainte fois répété : il ne faut pas partir de la conscience, mais des masses, des classes, c'est-à-dire de la base objective qui la détermine. Ainsi le matérialisme énonce-t-il le primat de l'être sur le faire, le primat de l'existence sur l'action. Or ce qui est, ce qui est premier, ce n'est pas l'homme, mais les « masses ». Premier point. Mais, nous dit Althusser, cela ne suffit pas. Dire cela, c'est encore être dans l'idéologie, car dire ce qui est premier, ce sont les masses, c'est faire des masses un sujet. Or Althusser nous l'avait déjà dit : le procès de l'histoire est un procès sans sujet (ni fin, ajoutera-t-il). Il n'y a donc rien de « premier », l'histoire n'a pas de sujet, pas de commencement, mais un « moteur » : la lutte des classes. L'expression de Lénine est celle-ci : « La lutte des classes est le moteur de l'histoire²³. » Or il faut encore insister : la lutte des classes et pas seulement les classes. Car ce qui est moteur, n'est moteur que par le mouvement, et le mouvement, c'est la contradiction. Ce qui est donc premier est un rapport contradictoire, et non pas un sujet. Il ne s'agit pas de retomber dans l'idéologie bourgeoise qui peut bien reconnaître l'existence des classes, mais, partant de la lutte des classes, il faut en tant que matérialiste dialecticien tirer les conséquences ultimes de ce point de départ objectif. Nous verrons que l'une des conséquences ultimes que ne peut en aucun cas admettre la bourgeoisie et que l'opportunisme s'est toujours efforcé d'effacer ou de minimiser, c'est la « doctrine » de la dictature du prolétariat.

Ce sont ces thèses, écrit Lénine, qui ont permis à Marx d'éliminer les deux défauts des théories antérieures : celle de ne pas considérer les lois objectives, et celle de négliger l'action des masses. Car ces lois

objectives ne peuvent s'analyser en partant du concept d'homme, mais de la lutte des classes, et de la dialectique des rapports de production et des forces productives. Le marxisme « juge des intérêts sur la base des contradictions de classes et de la lutte de classes qui se manifestent au travers de millions de faits de la vie quotidienne²⁴ ». Il s'agit d'analyser non les individus, mais le contenu de classe des courants sociaux et faire l'examen de leurs principes essentiels, alors il sera possible de situer et d'analyser l'individu.

C'est donc le contenu de classe et la fonction idéologique qu'elle remplit qu'Althusser dénonce dans la catégorie d'homme. Il en montre aussitôt les conséquences politiques : « Quand on dit au prolétariat « ce sont les hommes qui font l'histoire », il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'à plus ou moins longue échéance, on contribue à les désorienter et à les désarmer. On leur fait croire qu'ils sont tout-puissants comme « hommes », alors qu'ils sont désarmés comme prolétaires en face de la véritable toute-puissance, celle de la bourgeoisie qui détient les conditions matérielles (les moyens de productions) et politiques (l'Etat) qui commandent l'histoire²⁵. » Oui, « les bourgeois ne sont pas si bêtes », et il faut encore le dire, Lénine n'a cessé de mettre en garde le mouvement ouvrier contre une sous-estimation des moyens (économiques, politiques, idéologiques) de la bourgeoisie. La bourgeoisie est puissante et rusée. L'histoire nous apprend qu'elle peut faire dévier le mouvement ouvrier, qu'elle peut gagner des contre-révolutions. C'est pourquoi pensait-il, il ne saurait y avoir de socialisme sans dictature du prolétariat (dont la forme et le mode d'alliances reste chaque fois à définir), où l'Etat aux mains de la classe ouvrière, aurait pour tâche d'élargir et d'imposer la démocratie pour tous les exploités, et en même temps de lutter, d'écraser par l'appareil d'Etat, c'est-à-dire par la force s'il le faut, la violence, (jusqu'à la guerre civile), toute tentative de la bourgeoisie de revenir en arrière.

Je ne saurais donc être d'accord avec Elleinstein, lorsqu'il écrit dans son *Histoire de l'U.R.S.S.*, que l'expression « dictature du prolétariat » est une expression « équivoque », et « que ce qui importe avant tout c'est l'esprit et non la lettre ». Ici, l'esprit et la lettre font corps. C'est en effet faire bon marché de l'insistance avec laquelle Marx et Lénine reviennent sur la définition très précise de ce mot. C'est oublier

ce que Lénine lui-même rappelait à Kautsky. Réduire la dictature du prolétariat à un « petit mot », et ne pas voir qu'elle constitue le « fond même » de la doctrine de Marx, « le principal problème de toute la lutte de classe prolétarienne²⁶ », c'est renier le marxisme, c'est substituer l'éclectisme à la dialectique et tomber dans l'opportunisme. Oui, dictature d'une manière nouvelle, démocratie d'une manière nouvelle. Et dictature veut dire contrainte, répression impitoyable d'une classe (la classe prolétarienne) sur une autre (la bourgeoisie). Car dans cette période de transition qui va du capitalisme au communisme, et que l'on nomme socialisme, la lutte de classes prend d'« autres formes » mais continue d'autant plus acharnée, que désespérée, et possédant encore d'énormes moyens de pression (le capital international, les relations, le savoir, une certaine propriété privée, l'expérience de l'art militaire...), la bourgeoisie est prête à tout²⁷. Il n'y a d'Etat en effet que parce qu'il y a lutte de classes et lorsque Lénine écrit dans *l'Etat et la révolution* : « Le socialisme c'est la fin de la lutte de classes », il ne dit pas que la lutte de classes prend fin sous le socialisme, ce qui serait une aberration puisqu'il y a toujours existence d'un Etat, mais que le socialisme prépare la fin de la lutte de classes, c'est-à-dire le passage au communisme.

La remarquable absence chez nous d'une véritable prise en compte de la notion de dictature du prolétariat nous entraîne de ce fait à escamoter le rôle primordial de l'Etat dans sa fonction de répression et de reproduction idéologique dans le passage au socialisme. Témoins, l'intervention de Boccara en juin 1973 in *Economie et politique* sur la gestion démocratique à l'entreprise. Pour lui en effet, si il y a « acuité de la lutte de classes contre le capital sous la démocratie avancée », sous le socialisme, il n'y a plus antagonisme mais « alliance ». Cette expression est pour le moins ambiguë. Sous le socialisme, l'Etat existe encore. Il ne peut donc y avoir simplement alliances de classes, car qui dit classes dit contradiction, luttes de classes. Dans *l'Etat et la révolution* Lénine reprenant Engels est clair, très clair : l'Etat dépérit et s'éteint lorsqu'il n'y a plus de classes, plus de classes à « mater ». Herzog aborde les problèmes de « contrôle » lorsqu'il parle d'une « lutte intense contre l'oligarchie financière », lorsqu'il écrit avec raison, que la lutte politique « sera tout aussi nécessaire demain, avec des armes beaucoup plus puissantes,

avec des formes nouvelles, avec des perspectives réalistes incomparablement plus larges, alors que le pouvoir commencera à changer de contenu de classe », il n'aborde pas l'aspect de contrainte de l'Etat.

En un mot, parlant de « contrôle » mais ne s'en tenant en fait qu'au langage de la « démocratisation », « ils ont oublié l'essentiel » : la dictature du prolétariat. Ce qui veut dire que le prolétariat, s'organisant en classe dominante, doit briser la machine d'Etat pour la faire fonctionner pour son propre compte — ce qui veut dire encore que « l'organisation prolétarienne » à tous les niveaux, ne peut devenir effective que si on pose en même temps la question centrale de la désagrégation de « la citadelle principale du capital financier » (Lénine) : l'appareil répressif d'Etat. Représentation démocratique, oui. Mais alors il faut aller jusqu'au bout : l'armement général du peuple²³. Or Lénine précisait ainsi le rôle des syndicats sous le socialisme : la persuasion, l'exemple, l'éducation, mais aussi le recours à la contrainte en s'appuyant sur l'appareil d'Etat. Parler de pouvoir d'une classe sans parler du contenu de classe et spécifique de contrainte et de répression de l'Etat, c'est en fait tomber dans l'illusion petite-bourgeoise de la liberté, et faire appel à des notions comme celles de « responsabilité » de « conscience ».

S'appuyer sur la lutte des classes, c'est au contraire comprendre, lorsque Lénine parle de « démocratie conséquente », que le terme même de démocratie, loin de partir des droits de l'homme, du « sujet » bourgeois, du « sujet » juridique, part de la « prise de pouvoir » d'une classe, et que c'est en terme de classe qu'il faut alors redéfinir la « liberté ». A la « démocratie pure » de Kautsky, Lénine répondait : liberté pour qui ? pour quoi ? et l'accusait de parler de la dictature du prolétariat en effaçant de ce terme ce qui pouvait faire peur aux bourgeois : la violence révolutionnaire.

Partir des rapports contradictoires

Ainsi pour le marxisme, se reporter à une situation concrète, c'est précisément examiner « l'ensemble des tendances contradictoires en les ramenant aux conditions d'existence et de production, nettement précises, des diverses classes de la société²⁴ », c'est par conséquent, non seulement s'en tenir à l'examen de l'état des forces productives, mais prendre en compte ce qui les freine,



c'est-à-dire les contient (structurer et retenir), les rapports de production, et à partir des rapports de production définir la forme et le contenu de la lutte de classes et par conséquent les formes de la transition.

Il s'agit donc, comme nous l'avons déjà dit de, partir des rapports contradictoires. « Cela veut dire, comme l'écrivit Althusser, que la puissance révolutionnaire des masses n'est puissante qu'en fonction de la lutte de classes. Mais alors, il ne suffit pas de considérer ce qui se passe du côté des forces exploitées, il faut aussi en même temps considérer ce qui se passe du côté des classes exploiteuses²⁵ » et Althusser ajoute que la « matérialité » de cette lutte de classe se donne dans « l'unité des rapports de production et des forces productives sous les rapports de production donnés dans une formation sociale concrète²⁶ ».

Qu'est-ce que cela signifie ? Il faut être prudent. Une telle affirmation pour qui voudrait déformer une pensée, conduirait vite à considérer qu'en dernier lieu, les rapports de production sont les moteurs de l'histoire, au sens où les rapports de production « préexisteraient » aux forces productives, les « précéderaient ». Or il ne faut pas oublier que pour Marx, Engels aussi bien que pour Lénine, l'évolution des forces productives porte en elle la « possibilité » et la « nécessité » objective de nouveaux rapports de production, qu'elle en crée les conditions matérielles. Il faut donc dire qu'« en un certain sens », les forces productives sont déterminantes. Ou plutôt, nous dirons qu'elles sont une condition préalable nécessaire à l'évolution d'un mode de production, mais non pas suffisante. Une telle conception unilatérale de la toute-puissance des

forces productives conduit en effet et nous venons de le voir, à l'économisme.

Il faut lire Althusser au pied de la lettre. Il parle de l'unité des rapports de production et des forces productives sous les rapports de production « dans une formation sociale concrète ». C'est dire que c'est la manière dont ce combinent, dont se structurent les forces productives à l'intérieur des rapports de production définis, qui caractérise une formation sociale donnée, et par conséquent les rapports de classes et la lutte des classes, qui alors, se révèlent être les moteurs de l'histoire. Lénine dans *Ce que sont les amis du peuple...*, définissant la notion de formation économique de la société comme un « ensemble de rapports de production donnés »,

23. Lénine, *Karl Marx*. Œuvres, t. 21, p. 23.

24. Lénine, *La Faillite de la II^e Internationale*. Œuvres, t. 21, p. 221.

25. Althusser, *Réponse à John Lewis*, pp. 48-49.

26. Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, coll. 10/18, p. 33.

27. Voici ce qu'écrivit Lénine dans *Le renégat K...* : « La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique, tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités gardent inégalement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentative de restauration », p. 63. Lénine parle aussi de « passion furieuse » de « haine centuplée » de la bourgeoisie.

28. Sur l'élaboration par Marx de la notion de dictature du prolétariat et pour une analyse théorique plus précise, cf. l'article de Balibar, « "La" Rectification du Manifeste communiste ». *La Pensée*, n° 164, août 1972.

29. Lénine, *Karl Marx*. Œuvres, t. 21, p. 51.

30. *Op. cit.*, p. 30.

31. *Ibid.*

insistait en même temps sur le rôle déterminant des superstructures, et sur la nécessité de les distinguer du processus proprement matériel.

Ce qui permet de comprendre pourquoi Lénine affirmait que même si les conditions objectives (économiques) étaient données pour un passage révolutionnaire, une situation pouvait « pourrir » des années sans aboutir à la révolution, dans la mesure même, où les masses n'avaient pas atteint un niveau de conscience suffisant, i. e. où la lutte des classes n'était pas assez développée. Cela veut dire que la prise de conscience des masses ne peut naître de simples « besoins » d'une « insatisfaction » mais par la pratique de la lutte des classes à tous les niveaux en même temps. Cela veut dire encore, qu'il ne s'agit pas de sous-estimer la force idéologique économique et politique de la bourgeoisie, dans la mesure où elle détient tous les moyens de sa domination. L'idéologie dominante est efficace non seulement parce qu'elle détient le pouvoir, mais aussi, comme le fait remarquer Lénine, parce qu'elle est plus ancienne, plus élaborée que l'idéologie prolétarienne, et qu'ainsi elle se révèle être l'idéologie « spontanée » des masses.

C'est pourquoi, il semble urgent aujourd'hui de répondre à l'appel du parti lorsqu'il parle de lutte idéologique intensive. Répondre à cet appel, ce n'est pas ressasser de vieilles formules, répéter qu'il faut mener une lutte politique/idéologique intensive, c'est se mettre à l'étude, s'armer théoriquement afin de faire produire à notre théorie, à la théorie marxiste, des effets pratiques, c'est-à-dire politiques.

Je ne voudrais pas terminer ce premier volet de mon étude, sans rappeler plus précisément l'analyse théorique de Lénine sur l'économisme.

Se borner à la lutte économique disait Lénine, c'est faire preuve d'« étroitesse », et cette étroitesse peut être fatale, dans la mesure où elle laisse le prolétariat le plus bas, le moins éduqué, à la merci des idéologues bourgeois. Dans *Un mouvement rétrograde dans la S-D russe*, Lénine analyse les raisons historiques de cette étroitesse. Elle a marqué une étape de l'évolution de la S-D : elle était inévitable lorsque les socialistes ont commencé par s'opposer à la phraséologie bourgeoise pour se consacrer à la tâche de propagande parmi le prolétariat des usines et des fabriques. Quand le mouvement s'est étendu, on aurait pu croire que cette étroitesse serait rejetée. Or, le constate Lénine, il n'en a rien été, car les sociaux-démocrates, mis en

contact avec les couches inférieures du prolétariat, avaient dû s'adapter en se mettant au niveau intellectuel le plus bas, c'est-à-dire à mettre au premier plan les revendications immédiates. Cette attitude a tendu à « hypertrophier » l'aspect social, et « c'est dans cette hypertrophie d'un des aspects du travail social-démocrate que nous voyons la raison principale du triste reniement des idéaux de la social-démocratie russe »³². C'était ainsi faire « un pas en arrière par rapport au degré de développement théorique et pratique atteint par la social-démocratie »³³. C'était alors mettre l'accent comme le faisait la revue *Rabotchaïa Mysl*, sur la « démocratisation », sans éclairer les ouvriers sur la notion de « lutte de classes et de socialisme », sur la prise de pouvoir, sur la notion de dictature du prolétariat. C'était en préconisant la seule voie pacifique (envisageable par une classe ouvrière organisée), « renoncer » en fait à la voie révolutionnaire violente, renoncer à éclairer la classe ouvrière sur les possibilités réelles et « probables » (surtout en régime démocratique, où la bureaucratie et le militarisme sont particulièrement développés) d'une réaction violente de la bourgeoisie. C'était ainsi contribuer à désarmer les masses, à les laisser sans défense devant l'« imprévu »³⁴.

L'économisme pour Lénine, c'est en fait l'abandon des grands principes marxistes, et ces grands principes nous pouvons les nommer : lutte de classes / prise de pouvoir / dictature du prolétariat / communisme, chacun de ces principes étant indissociablement liés. En escamoter un seul, c'est, comme tout économisme, tomber dans le réformisme, le légalisme³⁵, tomber dans l'opportunisme, c'est-à-dire dans l'éclectisme philosophique.

A partir de ces grands principes, il est alors possible pour Lénine de penser les conditions d'une véritable pratique révolutionnaire, qui lierait : révolutionnaires d'avant-garde et mouvement ouvrier ; lutte économique et lutte politique ; démocratie et socialisme ; organisation syndicale et organisation politique, de ces liaisons (ce qui implique l'analyse de leur différence, peut permettre d'allier conjoncture actuelle et but final, et de définir une véritable politique d'alliances. Le grand mot d'ordre de Lénine était : se démarquer avant de s'unir. Sa grande mise en garde : tout en montrant ce qui unit tel ou tel groupe, tel ou tel parti, au parti de la classe ouvrière, s'attacher en même temps à mettre les ouvriers au premier plan en montrant que seule la classe ouvrière

peut être révolutionnaire jusqu'au bout, alors que toutes les autres classes peuvent à un moment ou à un autre, retourner en arrière. Tel est selon Lénine le combat politique/idéologique que doit mener un parti d'avant-garde.

Le concept d'essence

Il reste encore un dernier mot à dire en ce qui concerne les racines de l'humanisme, et ce dernier mot n'est pas le moindre. Il sera ici très bref, compte tenu des nécessités matérielles d'un article. Je me permettrai simplement d'ouvrir le débat. Il concerne l'analyse de la dernière instance philosophique de l'humanisme : la conception de l'essence. En effet, la conception humaniste des besoins se réfère à une conception philosophique de l'essence. L'homme aurait une « essence » qu'il s'agirait de développer, qu'il s'agirait d'épanouir, dans la mesure où elle serait dans son fond « aliénée ».

Qu'il suffise d'analyser comme exemple, la problématique de Lucien Sève. Je résume brièvement sa thèse telle qu'elle est exposée dans ses conclusions. Nous y reviendrons.

La « personnalité » pour Sève, est composée de deux faces, de deux étages : la personnalité « abstraite » qui est sa personnalité aliénée dans le travail, et une personnalité « concrète », non aliénée, « se développant comme manifestation de soi »³⁶. C'est ainsi qu'il écrit : « ... cette personnalité concrète est à la fois coupée du travail social et essentiellement subordonnée à ses produits, c'est-à-dire à la personnalité abstraite, qui la cerne, l'envahit, l'écrase, la désagrège plus ou moins profondément, non seulement du dehors, mais du dedans », c'est pourquoi « ... les deux hommes qui habitent en chaque individu sont-ils l'aliénation de l'autre »³⁷. C'est pourquoi aussi, l'individu séparé de son « essence » qui est l'« essence humaine » définissable, doit transformer la société pour pouvoir enfin réconcilier, s'approprier cette essence en réconciliant les deux hommes. Cette réconciliation se manifesterait entre autre par une harmonisation de son emploi du temps, qui sera une harmonisation de ses besoins.

Or cette métaphysique de l'essence disons-le, est repérable au niveau du « système » de Hegel au niveau précisément de la notion idéaliste de l'Esprit qui se « aliène », c'est-à-dire du Sujet qui se « manifeste », et encore chez Marx, chez le jeune Marx des *Manuscrits de 44* ou, comme le dit Althusser, Marx est encore

feuerbachien dans son « renversement », et utilise abondamment la notion ambiguë de « travail aliéné », d'« homme perdu », « aliéné »... Elle n'est pas répérable chez le Hegel de la « méthode » repris par Lénine dans les *Cahiers philosophiques*, ni chez le Marx de la maturité.

Il est vrai par exemple, que Marx, et surtout Lénine dans les *Cahiers philosophiques*, reprennent à leur compte la dialectique hégélienne essence/existence, essence/apparence, essence/phénomène. Mais cette dialectique n'a rien à voir avec une mythologie de l'essence : l'homme a une essence cachée (« aliénée », « hantée »...) qu'il lui faut faire devenir existence, qu'il lui faut « manifester ». Chez Hegel, comme chez Marx ou Lénine (le Lénine d'accord avec Hegel), essence et apparence, essence et existence, sont dans un seul et même mouvement. Chaque chose est telle qu'elle apparaît. L'essence est l'existence, l'existence est l'essence. L'essence ne se trouve donc pas « derrière » le phénomène, « au-delà » de lui nous dit Hegel³². Leur « rapport absolu » est un rapport en effet d'une *différence* : l'essence n'est en fait que la compréhension conceptuelle de ce qui est. Si l'essence ne se « donne » pas immédiatement dans l'apparence, ce n'est pas qu'il soit un noyau caché sous l'enveloppe des apparences, mais il est le mouvement même de la connaissance qui tente de saisir l'« objet » dans son concept, de définir les rapports, les lois. Il n'y a donc pas un « fond » et l'émergence d'un fond. Il faut se méfier de la tentation « essentielle » de la profondeur. Si Marx emploie des images de perspective : « derrière », « au-delà », il faut comprendre que ce ne sont en effet que des *images* qui traduisent le mouvement de la connaissance. La « profondeur » de l'objet n'est que la traduction empiriste de notre ignorance et je crois qu'Althusser l'a très bien analysé dans *Lire le Capital*³³.

En ce qui nous concerne ici, il faut me semble-t-il comprendre ceci : la catégorie de sujet, le concept d'homme, est un effet de l'« apparence » des relations capitalistes, c'est-à-dire un effet idéologique des rapports bourgeois. Partir de ce même concept c'est être fatalement amené sur le terrain même de l'idéologie bourgeoise, être tout naturellement obligé de dire que l'homme a une essence « aliénée », par le capital, que le capital « étouffe » l'homme, le « désagrège »... On pensera avoir ainsi articulé l'homme et le « social » et avoir débarrassé la notion d'homme de son contenu idéaliste. Or comme le dit Althusser, ce



n'est pas après le mot « homme » que nous devons en avoir c'est bien contre « la place qu'il occupe et la fonction qu'il exerce dans l'idéologie et la philosophie bourgeoise qui lui confèrent son sens³⁴ ». Il s'agit ici de se démarquer et se démarquer exige comme nous l'avons dit de comprendre que toute philosophie qui part de l'homme fait obligatoirement une concession à l'idéologie bourgeoise, à l'idéologie du sujet, à l'idéologie des besoins, et qu'il ne suffit pas d'accoler deux termes « homme » et « rapports sociaux » pour passer de l'idéalisme au matérialisme. Ce n'est pas si simple.

« Partir » de l'homme c'est en fait toujours être amené à escamoter les rapports sociaux au profit d'une essence humaine, être amené à parler des individus avant de parler des classes, de la lutte de classe. Telle est la « tentation » de Sève, et la question pour lui devient : comment sauvegarder l'objet propre de la psychologie, qui est l'étude du comportement et du développement de l'homme, en tant qu'objet irréductible à tout autre objet, tout en l'insérant dans l'histoire réelle. C'est-à-dire, comment penser le rapport entre « contenu humaniste et caractère scientifique³⁵ », « articuler » l'individu sur la théorie. Et comme dit Sève lui-même, qui dit « articulation » dit deux faces : la première est la face du matérialisme historique comme théorie des « formes historiques générales de l'individualité³⁶ », la deuxième est celle qui apparaît « lorsqu'on part non de la société, mais de l'individu ; lorsqu'on considère non plus l'utilité de l'ensemble des rapports sociaux, par rapport à quoi l'individu n'apparaît que sous la forme éminemment partielle de support de telle ou telle catégorie

économique ou forme d'individualité, mais l'unité de l'ensemble des processus de vie individuelle dans la personnalité, par rapport à quoi c'est la société à son tour qui apparaît sous la forme très partielle des formes générales d'individualité³⁷ ». Nous voici donc renvoyés au couple idéologique éternel de la philosophie bourgeoise ; le couple nature/culture, essence humaine/société, où se joue la perpétuelle alternative du point de départ et le problème de leur liaison, comme liaison de deux essences à concilier.

Il faudrait en fait comprendre autrement la VI^e thèse sur Feuerbach. Si Marx parle en effet d'« essence

32. Lénine, *Un mouvement rétrograde dans la S.-D. russe*, Œuvres, t. 4, p. 288.

33. *Idem*, p. 262.

34. Selon Lénine les révolutionnaires doivent distinguer ce qu'ils veulent : la voie pacifique et ce qui en fait se passera en toute « probabilité » : une réaction violente de la bourgeoisie. La violence sera donc imposée et les masses doivent en être averties (prêtes).

35. Economisme : légalisme dans la mesure où l'économisme cantonne la classe ouvrière dans la lutte économique laissant aux intellectuels marxistes le soin de discuter avec la bourgeoisie. Tout tourne alors autour de la seule question de la relation « majorité » « minorité » (légal) et des problèmes de réformes.

36. Lucien Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, E. S., p. 419.

37. *Ibid.*

38. Hegel, *Encyclopédie des sciences philosophiques*, Gallimard, p. 172, coll. « Classiques de la philosophie ».

39. Voir le début de *Lire le Capital*, tome 1.

40. Althusser, *Réponse à John Lewis*, p. 33.

41. *Op. cit.*, p. 82.

42. *Id.*, p. 185.

43. *Id.*, p. 186.

humaine » en disant qu'elle « est l'ensemble des rapports sociaux », il ne faut pas se méprendre et croire que Marx parle d'une essence d'une part, et de rapports sociaux d'autre part. En revenant à ce que nous avons dit plus haut, il faut comprendre que l'homme n'a en fait pas d'« essence », mais que tout entier pris dans un processus social, dans des rapports sociaux, il faut partir de ces rapports pour expliquer toute individualité. L'homme n'aurait pas ainsi une biologie ou des besoins propres et définissables dans l'absolu, c'est-à-dire « au départ ». L'homme est « toute entière pour expliquer toute individualité. Comme le rappelle Althusser dans *Freud et Marx*, puis dans sa théorie des A.I.E. l'histoire de l'homme est « toute entière dominée, dès le départ, par la contrainte forcée de l'ordre humain » et cet ordre lui-même n'est pas une essence, mais renvoie à des rapports sociaux historiquement définis⁴⁴.

Alors, au bout du compte, la question devient grave : il s'agit ni plus, ni moins de la contamination du « point de vue prolétarien dans le marxisme lui-même » par l'idéologie bourgeoise. Et Althusser s'interroge : pourquoi cette contamination du langage petit-bourgeois, du langage de l'économisme/humanisme chez la plupart des marxistes ?

Pourquoi ceux qui défendent la philosophie de Marx, l'« orthodoxie » marxiste-léniniste, sont-ils si peu nombreux ? Cette question, il faut avoir du courage pour la poser, comme il faut avoir du courage pour y répondre en *communiste*.

Car il s'agit de ce que nous, communistes, nous croyons trop souvent déjà-pour-toujours-enterré, de ce quelque chose, de cette « erreur » que nous nommons le « stalinisme » et que le XX^e Congrès du P. C. U. S. a condamné en donnant son diagnostic : « culte de la personnalité ».

Althusser y revient. « Stalinisme ? », non, « culte de la personnalité ? », non. Il faut, dit-il, donner le vrai nom, c'est-à-dire le concept de ce que nous nommons le « stalinisme » : la « déviation stalinienne ». Alors, il nous sera possible d'analyser ses fondements théoriques et ses conséquences politiques par rapport à ce dont elle est une déviation : le marxisme-léninisme. Parler alors de « culte de la personnalité », c'est en rester à une critique économiste/humaniste, une critique qui condamne dans les termes mêmes de l'idéologie bourgeoise, en termes de légalité (c'est-à-dire en termes de *droits de l'homme*), escamotant la détermination « interne » de tout processus, en

l'occurrence ici, les rapports de classes et la lutte de classes d'une part, la fonction de l'Etat et du parti d'autre part. C'est plus largement refuser de prendre en compte, d'analyser les contradictions spécifiques qui se donnent dans la « transition », c'est-à-dire dans le passage du capitalisme au communisme et que l'on nomme socialisme. Althusser conclura en écrivant que la « déviation stalinienne » peut s'analyser comme « une forme de la *revanche posthume de la II^e Internationale* ». Cela voudrait-il dire en définitive, que le couple économisme/humanisme, dans le marxisme, prend une double forme : dans le socialisme, la forme de la « déviation stalinienne », dans le capitalisme, la forme de la social-démocratie ? On a peut-être là l'ébauche d'une histoire marxiste du mouvement ouvrier.

Avant de terminer, je veux rappeler ce que Lucien Sève disait au Comité central d'Argenteuil : « il existe des désaccords entre nous, (que) ces désaccords, qui durent depuis plusieurs années, tendraient plutôt à s'ossifier qu'à se régler normalement, et (que) cela crée un climat qui n'est pas propice au développement d'un travail théorique organisé au niveau requis par nos possibilités comme par nos besoins. Il nous faut donc examiner quelle est la nature de ces désaccords, quelle est leur source, et plus encore quel remède il convient d'apporter à cette situation...⁴⁵ ». Le remède, nous le savons, surtout après Argenteuil qui en a donné l'exemple, et tirant la leçon de Lénine qui ne cessait d'aborder franchement toutes les questions surtout les questions litigieuses, c'est l'élargissement des débats, l'approfondissement et la propagation de la théorie marxiste, c'est donc l'élévation du niveau de conscience des masses. La « maladie de l'économisme » disait Lénine, « le dédain pour la théorie, l'attitude évasive et de tergiversation à l'égard de l'idéologie socialiste font obligatoirement le jeu de l'idéologie bourgeoise⁴⁶ ».

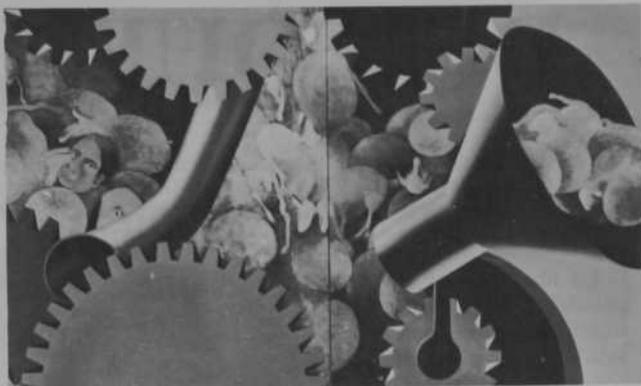
Il nous faut donc éviter de tomber dans toute tentation de « simplification petite-bourgeoise du marxisme », il nous faut revenir inlassablement aux œuvres de Marx, Engels et Lénine, qui parce qu'elles sont toujours actuelles, n'auront jamais fini d'accoucher de leur avenir.

Et si *Réponse à John Lewis* est à mon sens un livre profondément marxiste-léniniste, c'est qu'il répond à ces exigences, qu'il nous les rappelle, et que ce rappel, loin d'être un inutile ressassement, porte en lui les germes d'un enthousiasme révolutionnaire.

44. Il serait intéressant de s'interroger sur l'objet de la psychologie par rapport à l'objet de la psychanalyse. En effet, qu'est-ce que l'objet de la psychologie sinon l'homme ? La psychologie paraît donc être tout entière construite sur l'humanisme, sur l'analyse des « conduites », des « besoins » qui renvoie à une analyse de la « conscience ». La psychologie apparaît donc en fait comme l'étude des mécanismes d'intégration de l'idéologie dans la conscience. Elle n'échappe pas alors à cette idéologie, l'objet inconscient de la psychanalyse, bien que susceptible comme n'importe quel objet, d'être manipulé par l'idéologie, présente l'avantage d'être un objet scientifique constitué par des lois propres, se donnant dans un procès échappant au sujet. 45. Comité central d'Argenteuil, *Cahiers du Communisme*, p. 93. 46. Lénine, *Pourquoi la S.-D. doit-elle déclarer la guerre aux S.-R.* Œuvres, tome 6, p. 175.



La suite
que nous présentons ici
comme illustration
est la dernière partie
de l'œuvre collective
Le Grand Méchoui,
fresque de 65 m de long,
composée en 1972
par les **Malassis**,
(Cueco, Fleury, Latil,
Parré, Tisserand).



DES QUESTIONS

« On peut discuter nos idées. Il faut au moins les connaître pour ce qu'elles sont et ne pas s'en remettre à l'image caricaturale que la réaction en donne. » (Georges Marchais, *Le défi démocratique*, p. 8.)

La liberté

La liberté, pour nous, ce n'est pas seulement la possibilité de « protester ». C'est la possibilité pour l'homme de se réaliser — de se réaliser pleinement. Et il n'y a pas de liberté si *tous* les hommes n'ont pas cette liberté-là. Avec la société actuelle, nous sommes loin du compte ! (P. 92.)

La légalité

Dans les débats publics, on me demande aussi : « Qu'entendez-vous par la libre activité des partis *dans le cadre de la légalité* ? » Nous entendons une chose toute simple : dans la société que nous voulons construire, la corruption de l'argent et la violence ne seront pas tolérées ; par conséquent, d'une part, les partis et les candidats aux élections devront publier leur budget ; d'autre part, les mouvements qui utiliseraient la violence armée ou appelleraient à l'utiliser (donc les mouvements fascistes) seront interdits par la loi. (P. 130.)

L'alternance

Nous ne voulons éluder aucune question. Je réponds donc : nous respecterons *dans tous les cas* le verdict exprimé par le suffrage universel direct, secret et proportionnel, qu'il nous soit favorable ou défavorable. (P. 116.)

Le parti

Pas plus qu'il n'est une « contre-société », le parti communiste n'entend pas se présenter comme un modèle en réduction de la société future. Nous avons notre organisation, nos structures, mais ce sont une organisation et des structures de parti, non de société. Nous avons une doctrine, une seule, et nous possédons une profonde unité de pensée et d'action ; mais nous ne prétendons pas couler la société dans ce moule. (P. 191.)

La nation

Nous ne partageons pas le point de vue de ceux qui estiment que la nation est un « concept dépassé ». La nation, au contraire, est une réalité, encore jeune, riche de potentialités pour une part encore étouffées sous la domination de classe de la grande bourgeoisie. (P. 215.)

DES RÉPONSES

Georges Marchais :
le Défi démocratique
Editions Bernard Grasset

nc internationale



Les voies de développement non capitaliste

Igor Andreev (p. 42)

Au sommaire

France, Europe, Afrique

Francis Legal explique l'étape actuelle du mouvement de libération nationale (dont la conférence d'Alger fut un événement significatif) et la crise du néo-colonialisme français. Il démontre l'incapacité du gouvernement français (comme de tous les gouvernements des Etats de l'Europe capitaliste) à se mettre dans les faits à l'heure de la décolonisation économique. L'auteur expose la politique du Programme commun, sa nécessité pour pratiquer avec tous les Etats une réelle coopération. (P. 47.)

Brésil

Guy Martinère dans cette étude, dont nous publions la première partie, analyse le « miracle » de dix années de dictature militaire. Le Brésil, 8 millions et demi de km², 100 millions d'habitants, des richesses naturelles extraordinaires est un pays de cocagne pour les capitaux multinationaux. Subit-il une croissance sans développement ? (P. 51.)

*La N. C.
internationale a lu :*

*Les Palestiniens.
Un livre d'une
grande actualité.
(P. 60.)*

Quelques problèmes théoriques

Un trait essentiel de l'époque contemporaine est l'entrée d'un important groupe de pays anciennement coloniaux et dépendants dans l'arène politique mondiale et dans la sphère des liens économiques internationaux. L'époque des révolutions socialistes et de la crise générale du capitalisme a objectivement classé parmi les problèmes cruciaux le sort des anciennes colonies et pays dépendants. L'évolution du processus révolutionnaire mondial dépend pour beaucoup de la voie qu'emprunteront les peuples des pays libérés, de la question de savoir s'ils deviendront une réserve passive de « rajeunissement » du capitalisme ou s'ils prendront la voie de l'orientation socialiste.

Le fait que les pays libérés se trouvent à une sorte de carrefour historique, qu'ils soient placés devant le problème du choix de la voie du progrès social a entraîné en Occident l'application à leur égard du terme général de « tiers monde ». Mais, « tiers monde » n'est nullement synonyme de « troisième voie », d'une sorte de louvoiement entre le capitalisme et le socialisme avec assimilation de leurs traits « positifs » et rejet de leurs traits « négatifs », comme le déclarent fréquemment les idéologues de l'Occident et les théoriciens bourgeois des pays libérés eux-mêmes. Le dernier quart de siècle a montré avec toute l'évidence possible que la situation des pays libérés constitue sans conteste, à l'échelle de l'histoire universelle, un phénomène transitoire, intermédiaire, provisoire. Les deux pôles de l'alternative devant laquelle ils se trouvent placés sont le capitalisme et le socialisme. Toute tierce voie est exclue. C'est la raison pour laquelle le choix de l'orientation du développement social s'effectue dans une lutte acharnée, souvent avec passage alternatif de l'initiative, tantôt aux mains des forces réactionnaires, tantôt aux mains des forces de progrès. Mais une tendance générale se manifeste de plus en plus nettement. Elle consiste dans la différenciation croissante du « tiers monde » en pays d'orientation socialiste et pays d'orientation capitaliste, dans une différence de principe entre leurs positions sociales et entre leurs décisions économiques. Elle se manifeste dans la force d'attraction des idéaux du socialisme pour les peuples des États en voie de développement.

1. Les pays libérés à un carrefour de l'histoire

Mettant en lumière les véritables causes de particularités et des difficultés du développement des pays en voie de développement, les participants de la conférence internationale des partis communistes et ouvriers (Moscou,

1969) ont mentionné, parmi les facteurs déterminant l'originalité de leur structure sociale et économique, la place et le rôle de la paysannerie dans les changements sociaux actuels et futurs. « Aujourd'hui, la question centrale du processus révolutionnaire en Asie et en Afrique, a souligné L. Brejnev, secrétaire général du C.C. du P.C.U.S., dans son intervention à la conférence, est la question de la position de la paysannerie qui y constitue la majorité de la population. La paysannerie de cette région du monde est une puissante force révolutionnaire. Mais, c'est généralement une force spontanée avec toutes les hésitations, avec toutes les contradictions en idéologie et en politique qui en découlent. » Dans ces conditions, notait plus loin L. Brejnev, le problème de l'alliance de la classe ouvrière mondiale avec la paysannerie des anciennes colonies revêt, dans une grande mesure, un caractère international et, de ce fait « requiert du mouvement communiste une immense attention pour l'allié paysan du prolétariat, l'étude plus approfondie de certains aspects de la stratégie et de la tactique conformément aux conditions spécifiques des anciens pays coloniaux ».

L'analyse matérialiste dialectique des formes spécifiques de la consolidation de la population paysanne et des particularités du développement non capitaliste qui découlent directement du maintien, dans l'écrasante majorité de la population paysanne des anciennes colonies, des institutions et traditions communautaires, constitue l'une des prémisses théoriques nécessaires de la solution de cette tâche.

Ainsi, les pays libérés constituent une réalité historique qualitativement nouvelle de l'époque de la coexistence et de la lutte à l'échelle mondiale du socialisme et du capitalisme, de l'époque de l'effondrement du système mondial de l'impérialisme.

Quels sont les traits fondamentaux de cette réalité sociale ? Quelle est sa spécificité objective ?

Il faut tout d'abord noter dans les

pays libérés, l'enchevêtrement spécifique, unique en son genre par son échelle et sa bigarrure, des régimes et tendances socio-économiques, appartenant génétiquement à des formations socio-économiques différentes et à des époques de transition « interformation ». Simultanées sur le plan chronologique, elles se trouvent en quelque sorte appartenir à des époques historiques différentes. Cette multiplicité des structures et des formations, l'enchevêtrement d'institutions économiques et sociales différentes, parfois opposées, s'expliquent de façon matérialiste par l'inégalité du développement historique des différents peuples et pays, inégalité caractéristique de l'histoire humaine de l'époque précommuniste.

La pluralité des appréciations de la structure socio-économique des pays libérés à une double nature gnoséologique. Elle dépend tout d'abord de la position théorique générale à laquelle on se place. Sur ce plan, la tâche de la science marxiste est de critiquer les théories bourgeoises et petites-bourgeoises du développement des pays libérés. Mais il existe des différences d'un caractère tout autre : celles qui distinguent diverses approches scientifiques toutes placées sur le terrain d'une conception théorique marxiste commune et qui résultent du caractère contradictoire, en quelque sorte « indéterminé », frontière de l'objet de l'étude et de la diversité des voies de recherche permettant sa fixation adéquate dans la science. Cette dernière est particulièrement actuelle pour le matérialisme historique contemporain : en effet, les conceptions anciennes de la succession des formations socio-économiques comme processus dans une grande mesure unilinéaire et comme genèse immédiate de chacune d'elles au sein de la précédente doivent être précisées sur la base, tant de la généralisation d'un immense matériel nouveau accumulé par l'ethnographie historique, que de l'analyse approfondie des travaux des classiques du marxisme.

Les travaux scientifiques parus en

U. R. S. S. et dans les autres pays socialistes soulignent l'importance de la mise en lumière du *mécanisme* de l'action des lois générales du matérialisme historique dans des conditions sociales concrètes et des organismes sociaux concrets. C'est souligner la nécessité d'établir le rapport concret du général et du particulier dans les processus historiques, de saisir la spécificité de ces derniers, laquelle se manifeste en fin de compte en tant que *mécanisme de détermination sociale* du tout socio-économique en question.

La science révèle de plus en plus en profondeur l'existence de types différents de liaison de l'économie avec les autres sphères de la vie sociale et, par conséquent, de mécanismes de détermination diversifiés. Leur analyse ouvre la possibilité d'enrichir le contenu de toute une série de catégories et de lois du matérialisme historique et de préciser leur interaction, ainsi que de faire progresser l'élaboration de la théorie marxiste de la voie de développement non capitaliste, notamment du problème de la comparaison de l'expérience historique des républiques de l'Orient soviétique et de sa portée pour les pays libérés.

2. Les rapports personnels et les structures communautaires dans les pays libérés

Le trait spécifique de la structure socio-économique de la plupart des peuples et pays libérés est le maintien des rapports de production *personnels* et des formes de relation sociale traditionnelles, qui ont pour base la domination des forces productives naturelles sur les forces productives artificielles, du travail vivant sur le travail cristallisé. Ce type de liens sociaux a été mis en relief et analysé par Marx, aussi bien comme degré précédant le capitalisme, que comme contraire de la domination, inhérente à la formation capitaliste, des forces productives objectives sur les forces subjectives, du capital sur la force de travail, des liens de chose des individus sur les liens personnels.

La cellule centrale et la forme de fonctionnement des rapports personnels est la *communauté*. C'est elle qui est objectivement la « cellule » primaire des couches traditionnelles de la structure socio-économique des peuples et pays en voie de développement. *Premièrement*, elle inclut une mosaïque de structures économiques et d'institutions sociales différentes, s'excluant souvent mutuellement et elle constitue leur forme de coexistence. *Deuxièmement*, la communauté est une cellule sociale dans laquelle est, dans une certaine mesure, « codée » l'histoire de la société considérée ; les structures communautaires portent en elles les « traces » de chacun des stades de l'évolution sociale qu'elles ont traversés, ainsi que des « griffures exogènes » provenant d'actions extérieures des rapports de propriété privée de type capitaliste. *Troisièmement*, la communauté reflète sur le mode de l'interaction réciproque la coexistence contradictoire spécifique



dans des structures socio-économiques post-coloniales, non seulement de structures différentes, mais aussi de tendances opposées du développement social.

Les classiques du marxisme ont attaché beaucoup d'importance à l'analyse des destinées historiques de la communauté. De plus, l'importance qu'ils donnaient à son étude s'est faite graduellement de plus en plus grande. Il est caractéristique que, dans l'un de ses derniers travaux (son brouillon de lettre à V. Zassoulitch) Marx revienne sur ce thème, considérant la communauté, en

La liaison mutuelle profonde des facteurs intérieurs...

quelque sorte, sous deux « dimensions » — de système (analyse du dualisme de la communauté) et générique (ses voies d'autodéveloppement et ses perspectives historiques). Marx caractérise la communauté agraire comme jalon frontière séparant la commune primitive (« archaïque ») et la société de classe antagonique (« formation secondaire »), ajoutant que les structures communautaires déformées « traversent » toute l'étape des rapports sociaux précapitalistes (*polis* antique et servage sont, selon Marx, des formes « transformées » des rapports communautaires) et peuvent même se maintenir à la périphérie de la société capitaliste.

Les structures communautaires sont particulièrement stables dans les pays libérés où le processus de formation de classe est loin d'être achevé. La « résistance » des usages traditionnels plonge ses racines dans les conditions d'existence matérielles et spirituelles dont la forme historique est la communauté. En Afrique tropicale, par exemple, les structures communautaires affectent dans une mesure ou une autre la grande majorité de la population paysanne. En outre, elles « migrent » vers les villes avec ceux qui quittent le village, se transformant en artels, en amicales de formes spécifiques, pénétrant l'appareil administratif. Ces formes « transformées » de la solidarité communautaire telles que l'esprit de famille, le tribalisme, etc., s'allient objectivement, dans ce dernier cas, avec l'esprit de caste, la corruption, le particularisme ethnographique, le particularisme et la discrimination.

Prendre en considération cette circonstance ouvre une perspective pour examiner le processus de développement non capitaliste en quelque sorte « de l'intérieur », à travers le prisme de la composante communautaire de la structure socio-économique des peuples et pays libérés, qui dans leur majorité n'ont pas achevé le processus de formation des classes. Cette analyse permet d'aborder ce problème « d'en bas », en partant des formes primaires d'auto-organisation des masses de travailleurs (paysannes pour l'essentiel), arrachées aux structures communautaires par la force du processus historique, tout en se « cramponnant » aux traditions et habitudes antérieures. Cela permet de soumettre à une critique argumentée des conceptions liquidatrices sur la destruction « par la force » des structures communautaires, ainsi que des doctrines néopopulistes et néoproudhoniennes sur leur « potentiel socialiste », qui ont de l'influence dans les milieux intellectuels d'un certain nombre de pays libérés.

3. La dialectique du développement non capitaliste

Dans le processus de développement non capitaliste, les événements historiques semblent se condenser en comparaisons de leur déploiement dans les conditions « naturelles », et le temps historique semble se contracter. Par là même, l'objet de l'histoire se rapproche de l'objet du matérialisme dialectique et historique. La dialectique du

général, du particulier et de l'unique, l'interaction des tendances contraires du développement socio-économique, de ses conditions externes et de ses prémisses internes, les modifications des éléments et des liaisons des sociétés étudiées, celles de la base et de la superstructure, des institutions étatico-juridiques et de la conscience sociale des pays libérés, etc., sont réalisées dans les actes politiques de couches et forces diverses, actes simultanés ou proches dans le temps, souvent en contact direct et en conflit. Cela rend plus difficile l'analyse sociologique concrète des processus sociaux dans les pays libérés mais élargit en même temps les possibilités méthodologiques de cette dernière.

L'inachèvement du processus de formation des classes dans le cadre des structures communautaires ouvre devant les peuples des pays libérés la perspective d'une accélération qualitative du mouvement historique. Il est possible de sauter, en fait, toute l'étape des classes antagonistes ; dans les conditions du développement non capitaliste, il est possible que « tombe » le « maillon moyen » dans la négation de la négation de la formation communautaire primitive par la société de classes antagonistes, et de cette dernière par le socialisme et le communisme. Ce « raccourcissement » de la voie historique s'observe, premièrement, dans la sphère de la base (assimilation des acquisitions de la révolution scientifique et technique, formation de sa propre classe ouvrière dans le cadre du secteur étatisé de l'industrie nationale, coopération de production de la paysannerie sur la base de la technique moderne en sautant l'étape de la production manufacturière instrumentale, et aussi action de la tendance à la « dé-ruralisation » forcée de la paysannerie en tant que condition préalable à la formation de la classe ouvrière dans les conditions du développement capitaliste). Deuxièmement, dans la sphère de la superstructure (utilisation des institutions démocratiques représentatives — partis, parlements et autres et formes de consolidation de la population à l'échelle nationale, assimilation de l'idéologie du marxisme-léninisme avec réduction substantielle de toute une série d'illusions et d'étapes génétiquement primaires et intermédiaires, historiquement dépassées). Troisièmement, dans le processus de formation de la personnalité de type socialiste (l'étape de la personne de la société capitaliste « dépersonnalisée » par les rapports de choses et des formes sans issue de l'individualisme bourgeois est sautée, et les rapports personnels-locaux de communication directe peuvent être transformés par une voie « courte » en contours de rapports personnels-collectivistes de type socialiste). Tout ceci détermine la réfraction dialectique et, en quelque sorte, le « retournement » dans les conditions du développement non capitaliste des peuples qui n'ont pas achevé le processus de genèse des classes antagonistes, de toute une série de lois du passage au socialisme effectué à partir du degré de la formation socio-économique capitaliste (proportion des condi-

tions extérieures et des prémisses internes, des facteurs matériels et spirituels, des transformations économiques et politiques, de l'industrialisation et de la coopération de la paysannerie, etc.).

L'existence de différents types de structures communautaires dans les pays libérés détermine dans chaque cas un mécanisme spécifique de succession et des voies essentiellement différentes d'établissement de nouvelles formes d'organisation économique et politique de la paysannerie de la communauté patriarcale et de la communauté de propriétaires parcelaires. En même temps, ces formes manifestent une tendance au rapprochement, à la pénétration mutuelle et à la fusion à mesure que l'on passe à un stade plus élevé du développement non capitaliste.

L'analyse des conditions historiques dans lesquelles se déroule le développement autonome des peuples et pays libérés permet de distinguer deux groupes fondamentaux de facteurs du milieu extérieur, objectivement différents par le caractère de leur influence médiatisée sur les structures communautaires et sur les institutions et traditions collectivistes qui y sont incluses. Il est important de souligner que les facteurs du milieu extérieur n'agissent pas tous fatalement et ne pénètrent pas partout. Dans une certaine mesure, ils sont « choisis » sélectivement dans la situation historique contradictoire et sont utilisés par la société par l'intermédiaire des forces sociales qui déterminent, à l'étape donnée, l'orientation du pays et qui le représentent dans l'arène politique extérieure, se réfractant à travers les institutions de superstructure et les doctrines idéologiques qu'elles ont créées.

En d'autres termes, le facteur extérieur interagit avec les prémisses intérieures de la liquidation du retard socio-économique à travers les organisations politiques des forces progressives (et réactionnaires) du pays donné, reflétant d'une façon réflexe les contradictions nodales de l'étape actuelle de l'histoire universelle. Cela signifie que la condition du succès de la lutte pour la voie non capitaliste de développement ne réside pas seulement dans l'existence du milieu historique nécessaire (conquête de l'indépendance nationale à l'époque de la crise générale du capitalisme et des révolutions socialistes), mais aussi dans la consolidation interne de toutes les couches et forces sociales objectivement progressives à l'étape donnée dans les pays libérés eux-mêmes. Ce principe essentiel de la théorie marxiste-léniniste du développement non capitaliste, qui rejette l'interprétation de ce dernier comme une « exportation de la révolution » (propre aux doctrines gauchistes et à la conception maoïste du processus révolutionnaire mondial) a reçu une confirmation historique convaincante dans les relations mutuelles entre les États socialistes et libérés.

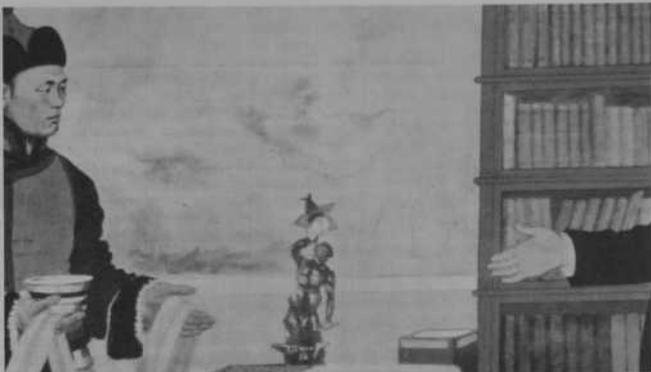
La liaison mutuelle profonde des facteurs intérieur et extérieur de développement des pays libérés reste aujourd'hui encore au centre de l'attention de la pensée théorique marxiste. Cela est reflété dans le rapport de L. Brejnev

Le cinquantième anniversaire de l'Union des Républiques socialistes soviétiques : « On sait très bien qu'une âpre lutte entre les forces nouvelles, progressives, et la réaction intérieure, soutenue du dehors par l'impérialisme, se déroule dans de nombreux pays en voie de développement. Et l'un des objets de cette lutte est le développement des relations avec le socialisme mondial. L'expérience du passé, ainsi que les événements actuels, montrent que le duel socio-politique à l'intérieur de tels ou tels Etats peut conduire à toutes sortes de bouleversements et de zigzags. Nous voyons très bien tout cela. Mais les patriotes des anciennes colonies et semi-colonies sont passés par la bonne école des révolutions de libération nationale. Et les leçons qu'ils en ont tiré montrent, notamment, que l'amitié avec l'Union soviétique et les autres pays du socialisme contribue à assurer le succès de la lutte contre l'impérialisme, au renforcement d'une indépendance authentique des Etats libérés. »

4. Les étapes et les tendances du développement non capitaliste

L'analyse de la structure génétique du processus de développement non capitaliste permet de distinguer et de mettre l'accent sur la spécificité de l'étape des transformations nationales démocratiques. Cette dernière constitue une sorte de jonction génétique entre le stade de la décolonisation et de l'engagement dans la voie du développement non capitaliste, d'une part, et l'étape de la transformation de la révolution nationale-démocratique en révolution socialiste, d'autre part. Cette « moyenne » de la voie de développement non capitaliste se distingue par un dynamisme maximal, par l'instabilité, par une sensibilité très élevée aux influences extérieures. Les structures néo-traditionnelles sont déjà minées dans une grande mesure. Les institutions et les formes sociales de transition vers le type socialiste ne sont encore qu'au stade de la formation et ne se sont pas encore renforcées.

Cette classification peut être observée dans le processus d'établissement des nouveaux rapports de production, dans le développement du système d'Etat de démocratie nationale et des partis nationaux-révolutionnaires, de la superstructure idéologique et des institutions socio-psychologiques. La distinction de trois stades fondamentaux du processus de développement non capitaliste, avec l'affrontement des tendances objectivement opposées du mouvement historique, la répartition spécifique et l'opposition des couches sociales et des forces politiques, l'interaction de la base et de la superstructure, de l'économie et de la politique, etc. qui sont inhérents à chacun d'eux, permet de mettre en lumière la nature génétique de tels ou tels moments, aspects, traits, particularités de ce développement ; elle ouvre la perspective d'une prévision des tendances et processus sociaux des stades suivants (encore non déployés ou en cours de déploiement), ainsi que de



l'utilisation de l'expérience historique accumulée dans cette sphère (des petits peuples de la Sibérie et de l'Extrême-Orient soviétique, des républiques soviétiques de l'Asie centrale et du Kazakhstan, de la République populaire de Mongolie, des peuples libérés eux-mêmes, y compris de ceux où le développement dans la voie de l'orientation socialiste a été interrompu par les forces réactionnaires).

Les différences d'étapes qui viennent d'être mentionnées se « superposent » aux types fondamentaux des structures

... et extérieurs de développement des pays libérés reste au centre...

communautaires répandues dans les pays libérés.

La genèse des organes locaux du pouvoir du type des conseils paysans, qui s'appuient dans une certaine mesure sur des institutions sociales de type communautaire, ainsi que le processus d'établissement de nouveaux rapports de production dans la sphère de l'agriculture et de l'artisanat traditionnel, se déroulent d'une façon différente dans le milieu des communautés rurales où prédominent les structures patriarcales et dans celui des communautés composées de propriétaires parcellaires. Cela résulte du fait que les antagonismes sociaux en cours de maturation ont tendance à s'orienter surtout, dans le premier cas, contre la couche de dirigeants communautaires et tribaux qui ont usurpé, au moyen des institutions traditionnelles du despotisme patriarcal, la fonction d'interprétation des « préceptes des ancêtres » et ont aliéné, grâce à cela, le surproduit des membres de la communauté; dans le deuxième cas contre les éléments commerçants aisés prétendant disposer pratiquement de la force de travail d'autrui et s'appropriant son surtravail en s'appuyant sur la mainmise des prémisses objectives du processus de production qui appartenaient auparavant à la communauté.

s'applique en premier lieu à l'interaction spécifique de la superstructure institutionnelle et spirituelle avec la base qui s'opère selon le principe de la rétroaction et est conditionnée dans une large mesure par la structure génétique du processus considéré.

L'« impulsion du dehors » dans le sens de l'entrée dans la voie de développement non capitaliste, préparée par l'époque même de la crise générale du capitalisme et des révolutions socialistes, se réalise initialement dans la superstructure institutionnelle (en premier lieu politique) des pays libérés. Le système d'Etat de démocratie nationale qui se constitue exprime sa nature sociale dans la tendance des transformations « imprimée » à la base, dans la création préférentielle des conditions du développement de l'une ou l'autre des tendances opposées du développement socio-économique du monde contemporain. C'est la raison pour laquelle, dans la période de la décolonisation, la lutte pour la voie de développement non capitaliste de l'économie nationale se concentre en premier lieu dans la sphère politique. Le processus de formation de la nouvelle base, qui se développe le plus complètement au stade des transformations nationales démocratiques, détermine et implique en même temps, en qualité de prémisses subjectives la plus

en mûrissant, telles ou telles prémisses socio-psychologiques et idéologiques du changement de la base, en se réalisant dans ces dernières (partiellement, d'une façon directe), provoquent une mutation dans la sphère de la superstructure institutionnelle, notamment la transformation du système d'Etat de démocratie nationale en direction de l'approfondissement et de la consolidation de l'orientation socialiste, ainsi que vers le remplacement du parti de type front national par un parti de type avant-garde.

Bref, les sources de la spécificité des processus et des tendances du développement non capitaliste des différents peuples et pays résident dans le caractère de la structure socio-économique postcoloniale, dans les conditions historiques concrètes de la liquidation du retard, ainsi que du stade atteint dans le développement non capitaliste.

Andreev Igor Léonidovitch, né en 1939, membre de la direction de l'Association soviétique d'amitié avec les peuples d'Afrique, candidat en philosophie. Cet article a été publié dans le bulletin « Les Sciences sociales en U. R. S. S. », édité par la rédaction de la revue de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. et l'Agence de presse Novosti.



La prise en considération simultanée de la spécificité de la structure socio-économique des peuples et pays libérés, du caractère de l'étape actuelle du processus historique mondial, ainsi que de la nécessité objective d'étapes dans la voie de développement non capitaliste, permet d'étudier de près le mécanisme et la dynamique de l'interaction des différentes sphères de la vie sociale dans les conditions des pays d'orientation socialiste où le processus de formation des classes n'est pas achevé et où régner les structures communautaires. Cela

importante, des changements déterminés dans la structure sociale, qui se reflètent dans l'idéologie des larges masses populaires et dans les doctrines des partis au pouvoir. Cela exerce à son tour une action « en retour » sur la superstructure institutionnelle, accélérant le développement de cette dernière en direction de la transition vers le type socialiste, puis du type socialiste lui-même. Il va de soi que ce genre de liaison entre les différentes sphères de la vie sociale des pays libérés opère également en sens « inverse » :

... de l'attention
de la pensée
marxiste.
(Notre illustration :
gravure populaire
mongole)

L'heure de la décolonisation économique

Le nouveau gouvernement Messmer vient de le décider : il faut faire des économies de pétrole et diversifier les sources d'énergie. Il appelle les Français à se chauffer moins, à utiliser de préférence les transports en commun, à limiter leur vitesse sur les routes et autoroutes. L'avenir sera le nucléaire, affirme-t-il, en annonçant un programme de construction de centrales à filière américaine (eau légère). Les prix vont grimper en raison des augmentations du pétrole par les pays arabes, notamment, et du renchérissement des matières premières tant agricoles qu'industrielles. Ces affirmations de nos gouvernants appellent de nombreuses observations. Elles répondent à des préoccupations tant intérieures qu'internationales.

Elles visent en France à susciter un climat d'inquiétude propre à faire passer les mesures antisociales du pouvoir et à accrédi-ter l'idée que les difficultés du pays s'expliqueraient par des facteurs extérieurs et non comme résultat de la politique mise en œuvre depuis 1958 au service exclusif des monopoles.

Elles tendent à susciter dans la population, préoccupée légitimement par la hausse des prix, les menaces sur le pouvoir d'achat et sur l'emploi, une opposition à l'augmentation des prix du pétrole brut par les pays arabes, notamment ou plus généralement à l'augmentation du prix des matières par les pays producteurs.

En même temps, la crise met en relief avec une netteté particulière, l'importance pour la France et pour l'Europe des relations avec les pays arabes, les pays de la Méditerranée — en particulier du Maghreb — et de l'Afrique. Ces pays sont les principaux fournisseurs de notre pays et des Etats européens¹ en matières premières de toutes sortes (pétrole, uranium, fer, métaux non ferreux, produits agricoles et forestiers). On comprend d'ailleurs pourquoi un complexe de l'importance de celui de Fos est construit près de Marseille, c'est-à-dire sur la côte méditerranéenne, face à l'Afrique, à l'entrée du couloir rhodanien qui débouche au nord, sur le Rhin, la Ruhr, les grands centres industriels européens.

L'augmentation du prix du pétrole et des matières premières est légitime

Les augmentations du prix du pétrole par les pays arabes, des cours des matières premières pendant ces derniers mois sont légitimes.

Le pillage néo-colonial tant de fois dénoncé est une réalité que l'on ne mesure pas toujours suffisamment. On

parle souvent de « détérioration des termes de l'échange ». Pour mesurer ce que cela signifie, nous prendrons à titre d'exemple le cas des Etats africains de l'ex-empire colonial français, devenus indépendants en 1960. Le pouvoir d'achat de leurs exportations a baissé pendant treize ans, et cela pour la quasi-totalité de leurs produits.

Ainsi, pour les E. A. M. A. (Etats africains et malgache associés), les statistiques connues sur les rapports d'échange des différents produits exportés (indice des cours de ces produits sur indice des prix des produits manufac-

Rapport d'échange	1960	1965	1970	1971	1972	1973
Café	100	91	116	105	103	85
Cacao	100	58	104	70	72	107
Coton	100	83	77	81	80	104
Arachide	100	88	86	86	80	95
Huile d'arachide	100	86	82	80	72	64
Huile de palme	100	90	84	77	59	75
Sucre	100	77	38	39	58	68
Okoumé	100	98	95	96	100	95
Phosphates (1962)	100	80	83	77	70	63
Cuivre	100	97	152	108	106	163

turés vendus par la France aux pays de la zone franc) conduisent au tableau ci-dessus.

On peut observer que la détérioration des termes de l'échange a affecté tous les produits agricoles et les minerais exportés par ces Etats (sauf le café, le cacao et le cuivre en 1970 notamment) et cela pendant treize ans.

Concrètement, cela signifie qu'en Côte-d'Ivoire, pour acheter une camionnette Renault de 1 000 kilos, il fallait : en 1972/73 : 12 tonnes de café contre 8,1 en 1960/61 ; 15 tonnes de cacao contre 8,9 ; 32 tonnes de coton contre 20.

Au Mali, pour acheter un sac de ciment de 100 kilos, il fallait : en 1972/73 : 66 kilos de coton contre 38

en 1960/61 ; 110 kilos d'arachide coque contre 81 en 1960/61.

Une telle situation ne pouvait pas durer. Qu'elle se modifie aujourd'hui n'est que justice.

Le pouvoir actuel en France, au service des monopoles, sait qu'il ne sera plus possible d'imposer aux pays producteurs de pétrole et d'autres matières premières des prix aussi peu rémunérateurs que ceux des dernières années. Il voudrait faire payer la note aux travailleurs par les différents mécanismes qu'utilise à cette fin le capitalisme monopoliste d'Etat (pression sur les salaires, pression fiscale et formes diverses de drainage de l'épargne, inflation) afin de préserver le taux de profit des sociétés monopolistes.

Il ne saurait être question d'accepter cela. C'est ce que refusent les travailleurs quand ils luttent pour la défense de leur pouvoir d'achat, quand ils mettent en cause le pouvoir des monopoles, animés par la seule recherche du profit, exploitateur de la classe ouvrière et des peuples victimes des rapports néo-colonialistes aujourd'hui mis en cause par le mouvement de libération nationale parvenu à une nouvelle étape.

La crise de l'impérialisme au stade actuel du capitalisme monopoliste d'Etat ne cesse de s'approfondir. Elle se manifeste à la fois par l'aggravation, dans les pays capitalistes développés, des contradictions qui opposent le capital monopoliste à la classe ouvrière et aux autres couches sociales non monopolistes, et par la crise des rapports néo-colonialistes jusqu'ici imposés aux jeunes Etats confinés par l'impérialisme dans le rôle de producteurs de produits primaires.

Ainsi existe-t-il, comme on a pu le

vérifier à l'occasion de la conférence des pays non alignés à Alger, en septembre 1973, une solidarité objective fondée entre les intérêts de la classe ouvrière des pays capitalistes développés et les intérêts nationaux exprimés et défendus par les gouvernements qui cherchent à dégager leurs Etats de l'exploitation néo-coloniale, à parvenir à la libération économique nécessaire au développement indépendant et au progrès.

1. Voir *Cahiers du Communisme*, mars 1973. « La politique de l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient et les propositions du P.C.F. », Francis Le Gal et Elie Mignot.

L'étape actuelle du mouvement de libération nationale

La Conférence des pays non alignés à Alger fut un événement significatif de l'étape actuelle du mouvement de libération nationale. L'orientation qui s'est dégagée de ses travaux n'était pas essentiellement, comme ce fut le cas dans le passé, du « non-alignement », de définir une sorte de tierce voie entre les blocs. Certes, la confusion idéologique ne fut pas absente d'Alger. Plusieurs chefs d'Etats ou de gouvernements exprimèrent des thèses selon lesquelles le monde serait divisé entre pays riches et pays pauvres, thèses qui estompent la contradiction fondamentale existant entre l'impérialisme d'une part et, d'autre part, les pays socialistes, la classe ouvrière et ses alliés, le mouvement de libération nationale. Notions de « superpuissances » visant à régler les affaires du monde par-dessus les petits Etats et au détriment du « tiers monde », affirmations qui mettent sur le même plan les Etats-Unis, oppresseurs des nations et des peuples, et l'Union soviétique, principal soutien du mouvement de libération nationale et sociale.

Il n'en reste pas moins que, par-delà ces ambiguïtés, le contenu anti-impérialiste du mouvement des pays non alignés doit être clairement perçu.

Ce qui s'est exprimé avec force à Alger, c'est la revendication, par des gouvernements d'orientations souvent fort différentes par ailleurs, du droit à la récupération des richesses naturelles, à l'indépendance économique, du droit de participer à la solution des grands problèmes mondiaux (commerce international, système monétaire, etc.).

Dans une interview, qu'il donnait à ce sujet, au journal américain *Christian Science Monitor*, le président algérien Boumedienne déclarait, signifiant clairement le contenu essentiel du mouvement des non-alignés : « Nous voulons disposer par nous-mêmes du sort de nos richesses nationales et les transformer sur notre propre territoire. Nous ne pouvons accepter que les questions monétaires soient discutées sans notre participation. Nous œuvrons à ce que notre position soit unique afin que notre influence sur l'équilibre des forces soit plus grande. »

Quelques semaines plus tard, la guerre d'octobre au Proche-Orient et ses suites au niveau de l'utilisation de l'arme du pétrole dans la lutte pour l'évacuation de tous les territoires arabes occupés par Israël et pour les droits nationaux du peuple palestinien, ont mis au premier plan de la scène internationale la crise des rapports néo-colonialistes imposés par l'impérialisme aux peuples arabes et africains en particulier.

D'une part, le déroulement du conflit a illustré de façon spectaculaire la modification du rapport des forces dans la région : grâce à l'appui de l'Union soviétique aux pays arabes, à l'Egypte et à la Syrie tout particulièrement, Israël a subi un revers militaire et plus encore

politique, malgré l'ampleur du soutien américain.

D'autre part le rapport des forces dans le monde s'est modifié au détriment de l'impérialisme à un point tel que celui-ci doit accepter les principes de la coexistence avec les pays socialistes comme l'illustrent les voyages de Nixon à Moscou et à Pékin. Dans ces conditions, les pays arabes, grâce à l'appui des pays socialistes et à la solidarité des forces anti-impérialistes dans le monde, peuvent affirmer leur souveraineté sur leurs richesses pétrolières et en faire usage pour œuvrer à la réalisation de leurs objectifs politiques et économiques.

Fin novembre 1973, se réunissait à Alger le sommet arabe. Il fut marqué par une cohésion plus grande des pays concernés autour d'objectifs plus clairs, par un recul de l'anticommunisme significatif de la prise de conscience des caractéristiques de l'époque favorisée par les événements des mois d'octobre et la confrontation avec les pays impérialistes autour de la question du pétrole et des matières premières.

Ainsi, du sommet arabe d'Alger, on peut retenir quatre aspects importants pour en apprécier le contenu profond : la condamnation des Etats-Unis pour son attitude de soutien à l'expansionnisme israélien ; la revendication du droit de souveraineté des pays arabes sur leurs richesses naturelles, en l'occurrence le pétrole ; le remerciement à l'Union soviétique et aux pays socialistes pour leur soutien à la lutte des peuples arabes ; la décision de développer et d'organiser la solidarité et la coopération arabo-africaine en vue du développement. Le contenu anti-impérialiste apparaît ici très clairement.

Le sommet islamique de Lahore, en février 1974, se fait lui aussi l'écho des changements qui s'affirment. Les résolutions adoptées par les trente-huit Etats représentés (pour la plupart arabes et africains), outre qu'elles sont parfaitement claires à propos de la solution au conflit du Moyen-Orient, ont mis en avant et retenu des idées comme les suivantes : à propos du prix du pétrole :

« Ce ne sont pas les prix qui doivent être révisés² mais l'ordre économique mondial. »

« La bataille du pétrole est celle de toutes les matières premières, du contrôle de leurs ressources naturelles par les pays sous-développés. »

L'initiative de l'Algérie, tendant à la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, pour discuter de l'ensemble de ces questions a été approuvée à l'unanimité.

Bref, ce sont ces thèses qui ont prévalu à Lahore plutôt que celles de gouvernements sensibles aux pressions américaines et hésitant à demeurer sur les positions prises ces derniers mois dans les phases les plus aiguës de l'affrontement contre les Etats-Unis et leurs alliés.

Les « non-alignés »

Que s'affirme une poussée vers la libération économique d'Etats soumis à

des rapports néo-colonialistes d'exploitation, vers la consolidation de leur indépendance, ne signifie pas qu'il n'y aurait plus de différences entre eux.

Il existe de grandes différences entre Cuba socialiste et l'Iran, entre l'Algérie, la Syrie, l'Irak engagés sur une voie de progrès et de développement national indépendant et l'Arabie saoudite, le Zaïre ou l'Ethiopie, aujourd'hui théâtre de luttes sociales qui ébranlent les structures féodales de l'empire du Roi des Rois.

Ce que les récents événements mettent en évidence, c'est que les initiatives pétrolières courageuses prises par l'Algérie, l'Irak et la Lybie appuyées par la Syrie et l'Egypte dans les années 70, ont eu des répercussions considérables et bien au-delà du monde arabe. Cela a favorisé la marche d'un processus où des pays comme l'Arabie saoudite ou le Gabon ont été amenés à des prises de participation importantes dans les sociétés étrangères. L'écho des revendications de souveraineté et de libération économique est tel que les résolutions formulées à Alger ont pu être adoptées à l'unanimité.

C'est très important et significatif de la profondeur de la crise des rapports internationaux au sein de la sphère impérialiste.

En même temps, les pays impérialistes cherchent à développer leurs relations avec les régimes qui leur apparaissent comme les plus sûrs en raison de l'hostilité (et parfois de la cruelle répression) dont ils font montre à l'égard de forces révolutionnaires et anti-impérialistes nationales. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de contradictions entre les classes dominantes dans ces pays et le capital monopoliste étranger au niveau précisément du contrôle des richesses naturelles.

C'est ainsi que les Etats-Unis, mais aussi les pays capitalistes européens et la France en particulier, le Japon, privilégient leurs relations avec le roi Fayçal d'Arabie par exemple ou le président Mobutu du Zaïre, lequel s'est trouvé être le représentant de l'Afrique au sommet arabe d'Alger.

C'est pourquoi nous soutenons les revendications anti-impérialistes qui acquièrent une force grandissante dans la politique des Etats soumis à une forme ou à une autre d'exploitation néo-coloniale, sans perdre de vue les intrigues réactionnaires contre les forces révolutionnaires et progressistes de chaque pays.

La crise du néo-colonialisme français

Dans ce contexte, le néo-colonialisme français rencontre de graves difficultés.

Dans les pays d'Afrique tropicale ayant acquis leur indépendance en 1960, la poussée en faveur d'objectifs de souveraineté et de libération économique est telle que les accords inégaux dits de coopération, signés il y a treize ans en contrepartie de l'indépendance, sont mis en cause. La Mauritanie et Madagascar qui les avaient déclarés caducs, ont signé de nouveaux accords

qui respectent leur souveraineté. Ils ont quitté la zone franc et émettent leur propre monnaie comme le fit, la première, la Guinée, après 1958. Les troupes françaises ont dû évacuer leurs bases à Madagascar.

De nouveaux accords, au lieu et place des anciens, ont été signés avec le Congo, puis le Gabon et le Cameroun.

Tout se passe comme si le gouvernement n'avait d'autre politique que de freiner tant bien que mal un mouvement de libération qui s'affirme cependant dans ces pays où les positions de l'impérialisme français demeurent prépondérantes bien que relativement affaiblies.

En même temps, le gouvernement français continue d'accorder une grande place à la Méditerranée dans sa politique extérieure.

Georges Pompidou déclarait à Toulon le 19-6-71, à la fin de manœuvres navales :

« La Méditerranée a pour nous une grande importance, non seulement parce que notre façade méditerranéenne

voit entre les « superpuissances », d'encourager un prétendu « neutralisme » qui ne conduirait qu'à éloigner les Etats arabes de l'U. R. S. S. et des pays socialistes, leur principal soutien dans la lutte en vue de parvenir à la libération économique face à l'impérialisme.

Cette politique française, cependant, malgré les parures qu'elle se donne et qui font référence au mythe gaulliste de la décolonisation, s'avère incapable de répondre aux possibilités de coopération qui sont offertes. Il en est ainsi en raison de la nature du pouvoir en place dans notre pays. Pouvoir du grand capital, celui-ci ne saurait porter atteinte aux intérêts des firmes multinationales qui opèrent dans la région, notamment dans les activités pétrolières² et, à l'instar des Etats-Unis, on voit la diplomatie française faire un effort particulier vers les régimes réactionnaires comme l'Iran, l'Arabie saoudite et certains émirats du Golfe persique.

Les contradictions interimpérialistes deviennent plus aiguës et cela s'est

dans les pays « francophones », où cependant les sociétés à base française conservent des positions toujours importantes. Les Etats-Unis se trouvent de ce fait dans une situation où afin d'organiser la riposte au mouvement de libération nationale et à la mise en cause des rapports néo-colonialistes, ils peuvent prétendre imposer leur *leadership* aux Etats européens, y compris la France, dans le cadre d'une solidarité atlantique revigorée et élargie du Japon.

Tel était le sens de la convocation à Washington des « Etats consommateurs de pétrole ».

Le gouvernement français, en raison de sa nature de classe, ne peut s'opposer efficacement à cette politique, qu'il partage sur le fond (faire obstacle à la mise en cause des rapports inégaux actuels) mais dont il voudrait éviter que la mise en œuvre se fasse au détriment des intérêts de l'impérialisme français et à l'avantage trop exclusif des firmes et groupes américains. Pour y faire obstacle réellement, il faudrait accepter que les rapports internationaux se modifient, que des accords de coopération entre Etats égaux et souverains puissent se conclure à long terme. Bref, il faudrait changer de politique. C'est ce que ne peut faire le gouvernement actuel qui, en fait de rapports bilatéraux, n'envisage que des accords par produits, c'est-à-dire des accords commerciaux qui n'affectent pas l'ordre économique international et les mécanismes d'exploitation propres à l'impérialisme au stade actuel du capitalisme monopoliste d'Etat, qui préservent les profits des sociétés multinationales.

Le 15 janvier 1974, au dîner-débat des *Echos*, devant des personnalités du corps diplomatique, des centaines de chefs et de cadres d'entreprise, Pierre Messmer soulignait à sa manière l'importance des changements survenus dans le rapport des forces :

« Une évolution profonde, durable et probablement irréversible est engagée... Il était inévitable... que les pays détenteurs de ces ressources³ s'efforcent d'établir un ordre économique nouveau dans lequel leurs intérêts nationaux seraient mieux pris en compte. »

Cette observation pertinente ne procure aucun plaisir à son auteur, ni à ses auditeurs, semble-t-il, puisqu'il poursuivait :

« Quels que soient nos objections et nos regrets, quels que soient les aménagements que nous pourrions négocier, nous ne reviendrons pas en arrière. »

Malheureusement, cette belle lucidité ne conduit pas à la proclamation d'une politique nouvelle.

« Nous sommes plus que jamais résolus à rechercher des accords avec

« Nous sommes plus que jamais résolus à rechercher des accords avec les pays producteurs des principales matières premières qui font l'objet du commerce international. »



(Dessin de Fym)

est longue, mais aussi parce que nous avons des liens étroits et nouveaux avec la quasi-totalité des riverains. La Méditerranée est pour nous la voie vers l'Afrique, et notamment l'Afrique du Nord, et par conséquent, à tous égards, la France a un rôle à jouer et une place à tenir en Méditerranée. »

Dans une interview au journal *Le Monde*, le 9-3-74, Pierre Messmer lui fait écho et déclare :

« Notre politique à l'égard du Proche-Orient et du Maghreb se caractérise par la continuité... Elle est enfin renforcée par la volonté des Etats arabes d'asseoir leur indépendance, de consolider leurs structures internes, de se développer, enfin, d'échapper aux lues d'influence des grandes puissances. » (Souligné par moi, F. L. G.)

On voit ici s'exprimer la tentative de la diplomatie française de se présenter en quelque sorte comme une troisième

refleté dans les rapports entre la France et les Etats-Unis ces derniers mois.

Les Etats-Unis se trouvent, du point de vue de leurs approvisionnements en matières premières, dans une situation de moindre dépendance de l'extérieur que ne le sont les Etats européens. Ceux-ci dépendent⁴ des pays du « tiers monde » en ce qui concerne le pétrole pour 95 %, le minerai de fer pour 40 à 45 %, la bauxite pour 50 %, le cuivre pour 75 %. Cela est vrai (souvent à des taux plus élevés encore) pour la plupart des métaux non ferreux, ainsi que pour nombre de matières premières agricoles (cacao, café, oléagineux, etc.).

Il faut ajouter que l'exploitation de ces matières premières aux différents stades (extraction, première transformation, transport et distribution) est réalisée pour l'essentiel par des sociétés multinationales le plus souvent à base américaine. Et cela est vrai y compris

2. On sait que les Etats-Unis et plusieurs Etats européens (dont la France) ont exercé des pressions en faveur d'une baisse des prix du pétrole, après les hausses des mois derniers, jugées « excessives ».

3. Voir Jacques Couland.

4. Chiffres pour l'année 1970, sauf pour la bauxite (1972).

5. Il s'agit bien sûr des matières premières.

les pays producteurs des principales matières premières qui font l'objet du commerce international. »

Il ne s'agit donc que d'accords, produit par produit, et bien sûr à des prix « internationaux », c'est-à-dire faisant notamment l'objet d'une concertation avec les autres « pays consommateurs ».

Ainsi la politique du gouvernement français se caractérise par une incapacité à se mettre dans les faits à l'heure de la décolonisation économique, malgré les proclamations de bonnes intentions.

Pour une autre politique

La politique définie par le Programme commun de gouvernement en matière de coopération et d'aide au développement est une réponse à la crise des rapports néo-colonialistes.

Elle envisage la coopération comme des rapports librement déterminés entre partenaires égaux, souverains, indépendants, se déterminant en fonction de leurs objectifs économiques, sur la base de l'intérêt mutuel.

Elle proclame le droit de chaque nation à la récupération de ses richesses naturelles, à la maîtrise de leur exploitation en vue du développement économique et du progrès social.

C'est une politique qui envisage la libération économique des pays soumis à l'exploitation coloniale et néo-coloniale, non seulement comme une revendication légitime, mais comme une nécessité de notre temps, un facteur de progrès pour toutes les nations, pour tous les peuples.

En ce sens on peut dire qu'est frappante la convergence entre les revendications formulées par les non-alignés ou au sommet arabe d'Alger et les fondements mêmes de la politique de coopération définie par le Programme commun.

Mais cette politique pour le triomphe de laquelle nous luttons, un gouvernement de gauche serait-il en mesure de la mettre en œuvre ?

Le Programme commun en donne les moyens.

L'une des questions-clés est, ici encore, celle du seuil des nationalisations qu'il prévoit.

Les nationalisations des secteurs bancaires et financiers, des secteurs-clés de l'économie, la mise en œuvre d'une nouvelle logique commandant l'activité économique, se substituant à celle de la recherche du profit monopoliste, créeront des conditions telles que le nouveau gouvernement sera en effet capable de donner aux accords de coopération entre la France et les Etats le désirant — dans les domaines économique, commercial et monétaire notamment — une dimension et un contenu nouveaux.

C'est parce que cette politique sera antimonopoliste, mettra réellement en cause la toute puissance des sociétés multinationales, qu'il deviendra possible, en particulier, de donner consistance à de véritables accords d'Etat à Etat, à long terme, permettant la réalisation d'importants projets de développement (qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie) et un essor des

échanges. Il deviendra possible que de tels accords soient réalisés à partir de la prise en considération des objectifs économiques de chaque Etat contractant, dans l'intérêt mutuel des peuples.

Cela ne peut se faire aujourd'hui car le pouvoir en France ne vise qu'à créer les conditions (et à les garantir) de l'activité de firmes et de groupes qui ne sont mus que par la recherche de taux de profit élevés et à court terme.

Il en va de même au niveau européen. Le gouvernement français démocratique s'inspirera des mêmes principes.

Par exemple, il sera favorable à la mise sur pied d'accords multinationaux de coopération entre Etats européens et africains, indépendants et souverains, à long terme, comme contribution à la réalisation des objectifs de développement des Etats contractants.

Une telle politique va bien au-delà d'une réglementation particulière des échanges commerciaux entre les Etats africains et ceux de la C.E.E. et des formes de financement public à l'activité des firmes multinationales auxquelles a conduit l'Association Yaoundé II.

Nous sommes donc pour une révision des accords d'association Europe-Afrique.

Nous sommes pour une réglementation des échanges qui conduise à des cours stables et rémunérateurs pour les productions des Etats africains, qui favorise leurs exportations de produits transformés, bref qui contribue à mettre un terme à la détérioration des termes de l'échange et aide au développement.

Nous pensons aussi que cela ne suffit pas.

Il faudra parvenir à de véritables accords multilatéraux de coopération, de façon à accélérer le développement des Etats africains dans tous les domaines : agriculture, énergie, industrie, infrastructures. Alors le volume et la structure des échanges se modifieront dans le sens d'un essor et d'une résorption des déséquilibres actuels.

C'est possible à condition de rompre avec la seule loi du profit privé immédiat, de rompre avec les visées néo-colonialistes de domination et d'exploitation.

Une politique démocratique française de coopération

Le gouvernement français démocratique agira en ce sens au sein de la C.E.E. et dans les négociations concernant les relations entre les Etats européens et les Etats africains.

Le gouvernement de la gauche, en premier lieu, rompra avec le colonialisme et le néo-colonialisme.

Cela concerne d'abord les départements et territoires d'Outre-Mer qui feront usage de leur droit à l'autodétermination.

C'est vrai en regard du colonialisme portugais et des régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie.

Terme sera mis à la politique de collaboration avec ces régimes et, en particulier, aux ventes d'armes.

Il sera mis fin au comportement d'hostilité à l'égard de la république de Guinée pratiqué depuis novembre 1958 par les gouvernants français et établie avec ce pays des relations d'amitié et de coopération.

Le régime de la République de Guinée Bissau sera reconstruit, les dirigeants des mouvements de libération bénéficieront du libre accès dans notre pays et de la solidarité du gouvernement et des forces démocratiques.

La politique de coopération précédemment évoquée vaudra pour tous les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine souhaitant développer leurs relations avec notre pays.

En même temps, des liens particuliers nous unissent aux peuples des pays qui furent victimes du colonialisme et du néo-colonialisme français. Il en découle aussi des devoirs.

Le nouveau gouvernement répondra pleinement aux possibilités de coopération qui s'offrent avec l'Algérie, les autres pays du Maghreb, avec les pays arabes.

Il en va de même, tout particulièrement, avec les pays africains naguère colonisés et avec Madagascar.

Cette politique est à la fois profondément nationale et internationaliste. Elle est conforme aux intérêts du peuple français, aux intérêts des peuples arabes et africains. Elle est une contribution à la refonte des rapports internationaux dans le sens de la libération nationale et sociale des peuples de la coexistence pacifique entre Etats, de l'essor de la coopération dans l'égalité et l'équité. C'est une politique de paix.

Nouveautés des Editions sociales

Collection « Notre Temps »

Crise de l'énergie ? (Bernard Di Crescenzo)

Les difficultés des travailleurs sont-elles dues à un manque de pétrole ou liées à une politique globale, qui comporte, parmi les éléments de la crise générale qu'elle engendre, une crise de sa politique de l'énergie ? un volume, 208 pages, 9 F.

BRÉSIL

Guy Martinière

Le « miracle » de dix années de dictature

Depuis plusieurs années, le Brésil, la politique gouvernementale de croissance économique du Brésil, sans attirer massivement l'attention du « grand public », sans occuper toujours la « une » des quotidiens, a provoqué en Europe une certaine curiosité. Empreinte de scepticisme d'abord, point ne fut besoin de trop attendre pour la définir de voir se joindre, d'une manière très appliquée et méthodique, les deux termes de « miracle brésilien ».

Il n'est plus question, lorsque la politique économique du gouvernement militaire, née du coup d'Etat d'avril 1964 est évoquée, que de ce « miracle », des extraordinaires

« progrès » accomplis récemment par ce pays en voie de devenir une « nation industrielle », de son expansion sans précédent. D'ailleurs, lorsque le cas du Brésil est exposé dans les

milieux multinationaux de la grande industrie et de la haute finance, c'est aussitôt pour mentionner les énormes possibilités d'affaires dont le « modèle » brésilien regorge : le Brésil des militaires semble avoir atteint la réputation d'un véritable « Pérou » du second âge industriel. Les chiffres de croissance les plus élevés sont lancés à la tête des sceptiques comme un défi, tant et si bien que, bon an mal an, chacun finit par se dire que la réalité du « miracle » risque d'être crédible.

Pour leur part, les militaires du pouvoir s'efforcent d'accréditer ce phénomène et, grâce à une propagande intensive bien menée, espèrent ainsi bénéficier du prestige « divin » qu'autoriserait une pareille réalité. La célébration du cent-cinquantième de l'indépendance politique du Brésil, définitivement libéré de la tutelle de l'empire colonial portugais, fournit même, il y a deux ans, dans cet esprit, l'occasion de « montrer » le degré de puissance économique acquis depuis quelques années.

Cette célébration trouva récemment, en automne dernier, des prolongements en Europe, à Bruxelles plus précisément. Là se tint l'exposition « Brasil Export 73 » qui fut prétexte à un extraordinaire déploiement de séduction, organisé de main de maître. Puisque le gouvernement brésilien avait projeté de réaliser à cette occasion une « action psychologique » d'envergure, reconnaissons sa réussite, dans la mesure où les milieux d'affaires européens se sont montrés étonnés et sensibilisés.

Tout dernièrement, au nom de la Commission des finances, le député, banquier bien connu, Albin Chalandon, présenta le 18 décembre 1973, à l'Assemblée nationale, un « Rapport d'information sur l'économie brésilienne », dans lequel il s'interrogeait sur la « fascination » exercée par ce pays : « Comment ne pas être fasciné par le Brésil ? Refuser systématiquement de le voir tel qu'il est sous prétexte qu'il y règne une dictature militaire est une attitude absurde. Non seulement, parce que la réalité est parfois bien différente de la description qu'on en fait, mais surtout parce que, même si ce système politique heurte nos conceptions libérales, le Brésil n'en offre pas moins un modèle de développement qu'il serait dommageable de négliger. »

Et notre député de conclure, à propos de la récente politique de « correction monétaire » du gouvernement brésilien qui permettrait de lutter efficacement contre l'inflation :

« Le système brésilien est-il applicable à l'économie française ?... Les pays d'Europe qui manifestent une absence complète d'imagination créatrice devant ce problème, comme devant tant d'autres, auraient intérêt à regarder de près et à prendre en considération la révolution intellectuelle qui s'est faite au Brésil en fonction d'une pensée dont le pragmatisme n'a pas exclu la faculté d'invention. »

Voici donc « nos » élites intellectuelles si désorientées qu'elles cherchent exemple dans la « remarquable » pensée des technocrates de service en économie politique et financière des



Les artisans du « golpe » de 1964 lors de la passation de pouvoir du 15 mars 1974.

« géopoliticiens » de Brasilia ! Mais il est vrai que l'Europe capitaliste se trouve sous le charme de Sao Paulo et de ses vertus industrielles, séduite par la « paix sociale » que fait régner sur l'ensemble du territoire de ce « géant de l'Amérique latine », l'« imagination » de l'ancien chef du Service national d'information de l'armée, présentement président de la République du Brésil, le général Emilio Garrastazu Médici. Or, le 15 mars prochain, ce dernier doit être remplacé, à la tête de l'Etat fédéral, par un autre général, Ernesto Geisel, choisi comme son prédécesseur par ses pairs du haut-commandement militaire, et donc « élu » pour la forme, il y a quelques jours, par un collège électoral aux ordres. Et ce 15 mars marquera l'entrée en fonction du quatrième président de la « Révolution » brésilienne, c'est-à-dire du régime issu d'un « golpe » — coup d'Etat — en avril 1964.

A l'occasion de ce dixième anniversaire, mais aussi en fonction de l'intérêt que suscite parmi nos élites dirigeantes l'exemple du « modèle brésilien », une interrogation sur les « raisons » de ce « miracle brésilien » nous a semblé utile. D'autant que pour mettre en évidence quelques-uns des traits de cette situation que la propagande des généraux dissimule le plus souvent, notre tâche fut amplement facilitée par la lecture du texte des trois rapports de grande valeur présentés en commun, les 12 et 13 janvier 1974, à Paris, au palais du Luxembourg, lors du « Colloque européen sur le Brésil », par les partis politiques signataires du Programme commun de gouvernement (le parti communiste, le parti socialiste, le mouvement des radicaux de gauche), les syndicats, tels la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N. et diverses organisations, comme la Ligue des droits de l'homme, l'Association française des juristes démocrates, le secrétariat des juristes catholiques².

Aux origines de la dictature, le « golpe » des généraux

1964-1974 : voici dix ans que les militaires sont au pouvoir à Brasilia. C'était, en effet, le 31 mars 1964 que la IV^e armée du Brésil, stationnée dans l'Etat du Minas Gerais se soulevait contre le président en exercice, M. Joao Goulart, pendant que le gouverneur civil du même Etat, M. Magalhães Pinto, se déclarait en dissidence. Puis, alors que la colonne blindée de la IV^e armée avançait, sous les ordres des généraux Luis Carlo Guedes et Olympio Monrao Filho, vers Rio de Janeiro où séjournait le président de la République, dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril, les troupes du général Amaury Kruehl, commandant en chef de la II^e armée (Sao Paulo) se mettaient en marche à leur tour. Dans la journée du 1^{er} avril, quatorze des plus importants Etats de la fédération brésilienne se ralliaient à la rébellion ainsi que la plupart des chefs militaires. Ces derniers ne laissaient au président de la République qu'une seule possibilité : l'exil.

Tous les fils de cette conjuration de

militaires et de civils conduisaient à une seule et même personne, celle du général Humberto de Alencar Castello Branco. Chef de l'état-major interarmes, véritable coordinateur opérationnel de la « Révolution », d'ailleurs relevé de ses fonctions par le président Goulart à la veille du coup d'Etat, il était récompensé de sa rébellion par le haut-commandement militaire : nommé maréchal et désigné pour assumer le poste de responsabilité le plus élevé à la tête de l'Etat, il était « élu » le 11 avril nouveau président de la République fédérative par une Chambre qui venait de voir casser le mandat parlementaire de trente-neuf députés et d'un sénateur. Cependant Castello Branco

n'était que le chef reconnu d'une vaste *camarilla* militaire.

Bien d'autres officiers supérieurs jouèrent un rôle notable dans le déclenchement du « golpe ». Ils contribuèrent ainsi à orienter la stratégie politique et économique du nouveau régime. Les têtes « pensantes » de l'état-major ou de l'Ecole supérieure de guerre (la fameuse « Sorbonne »), tels Jurandir de Bizarria Mamede, Golbery Couto e Silva, Orlando Geisel, A. Souto Malan, s'attachèrent à mettre en place dans le pays leur doctrine de « sécurité nationale » au nom de laquelle le Brésil était déclaré en état de guerre permanente contre la subversion, donc quadrillé, surveillé. Le nouveau régime

Brésil : fiche signalétique

Superficie

8 511 965 km² ; 47,8 % du continent latino-américain ; 16 fois la France, 30 fois l'Italie, 293 fois la Belgique ; plus de 9 000 km de côtes ; longueur maximum : 4 383 km ; largeur maximum : 4 322 km.

Grandes zones climatiques

et régions géographiques

1. Nord et Nord-Est : climat très irrégulier caractérisé par des années de sécheresse suivies par des années de pluie où la côte humide et riche (terre du sucre), s'oppose à l'intérieur désertique (« sertao ») ;

2. Amazonie, climat équatorial extrêmement humide, température moyenne 32° ;

3. Centre Sud, plateau aux climats variables (de tropical au Centre, à tempéré au Sud).

Principales richesses naturelles

Agriculture

Café (Etats de Sao Paulo et Parana), premier producteur mondial ; sucre (Etats côtiers du Nord-Est), deuxième producteur ; cacao (Etats côtiers du Nord-Est), troisième producteur ; tabac, coton et dernièrement culture spéculative du soja.

Elevage

Mulets et chevaux (premier rang dans le monde) mais aussi grands troupeaux de bovins (troisième rang).

Minerais

Fer, manganèse, bauxite, amiante, tungstène, étain, plomb, etc.

Indicateurs économiques 1970

Production d'acier per capita : 58 kg (France 445 kg) ;
Production d'électricité : 490 kWh (France : 1 800 kWh) ;
Production de ciment : 97 kg (France : 545 kg).

Situation démographique

Recensement de 1970, population totale : 92 237 750 habitants (52 millions en 1950, 71 millions en 1960) ;

Taux de croissance annuel : 2,66 % pour 1960-1970 (contre 3,17 % pour 1950-1960) ;

Répartition géographique de la population : Nord 3,4 %, Nordeste 30 %, Sudeste 43 % (Etat de Sao Paulo 19,2 %), Sud 17,7 %, Centre Ouest 5,9 %. Le cap des 100 millions d'habitants a été officiellement dépassé en août 1972.

Organisation politique

République fédérale composée de 22 Etats, d'un district fédéral et de 5 territoires fédéraux. Régime présidentiel ; le président actuel, le général Emilio Garrastazu Médici, en fonction depuis le 30 octobre 1969 a dirigé le gouvernement jusqu'au 15 mars 1974. Depuis cette date le nouveau président est le général Ernesto Geisel.

Pouvoir législatif bicaméral : Sénat et Chambre des Députés élus pour 4 ans.

Capitale politique : Brasilia.

Principaux centres économiques : Sao Paulo, Rio de Janeiro.

tint aussi à se justifier sur le plan juridique en s'instituant lui-même légal par la promulgation de l'« Acte institutionnel n° 1 », le 9 avril.

Est-il besoin de dire que cet « Acte », non seulement violait la Constitution, mais suspendait toutes les garanties légales pour six mois ? En fait, la répression politique caractérisa aussitôt le régime issu du « golpe ». La publication quasi immédiate d'une liste de plus d'une centaine de personnalités civiles dont les droits civiques furent supprimés pour dix ans, en fut un exemple frappant. Cette liste ne comprenait-elle pas les noms de présidents de la République — celui de l'ancien président Janio Quadros et celui du président en exercice Joao Goulart —, ceux de différents gouverneurs d'Etats — tels Leonel Brizola, gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul et beau-frère de Goulart, Miguel Arraes, gouverneur de l'Etat de Pernambuco —, les noms enfin de ministres réputés, tels l'économiste Celso

dirigeant du parti communiste brésilien, Gregorio Bezerra à Recife, ou d'autres citoyens comme Clodomir de Moraes et son épouse à Rio, furent les premières victimes. Par la suite, les listes de purges se multiplièrent : la pratique des tortures, peu à peu s'institutionnalisées jusqu'à devenir « scientifique » et contrôlée « médicalement » avec l'évolution de plus en plus fascinante du régime lui-même.

D'ailleurs, ce caractère, perceptible dès le mois d'avril 1964, fut un des éléments qui provoquèrent ce qu'un journaliste français, Jean-Jacques Faust appela un profond « malentendu » entre la politique au demeurant résolument pro-américaine des généraux « gorilles » et celle du général de Gaulle. Que l'on se souvienne ! Initialement prévue par le président Goulart, lors de son périple en Amérique latine, la visite du chef de l'Etat français au Brésil en octobre 1964 apparut comme une véritable « déception ». « La période des fêtes avait pris fin,

Brésil... par sa situation géographique ne peut pas échapper à l'influence nord-américaine... Il n'a d'autre choix que d'accepter consciemment la mission de s'associer aux Etats-Unis, dans l'Atlantique Sud ».

En conséquence, en 1965, les forces armées brésiennes intervenaient aux côtés des *marines* dans le débarquement du corps expéditionnaire à Saint-Domingue. Et le général Golbery nommé après le « golpe » chef du Service national d'information de l'armée appliqua personnellement cette politique de « dénationalisation » militaire à l'économie brésilienne, en recevant, comme remerciement des services rendus, de retour à la vie civile, le poste de P.-D.G. de la filiale brésilienne du trust nord-américain *Dow Chemical Co*, tristement célèbre pour avoir fait fructifier son capital grâce aux fournitures de napalm... au Vietnam !

Quant à son successeur à la tête du Service national d'information, après un séjour comme attaché militaire à l'ambassade du Brésil à Washington, le général Emilio Garrastazu Medici, devenu président de la République, il devait se voir confier par le président Nixon en décembre 1971, la mission de gendarme adjoint de l'Amérique du Sud. Et l'on sait avec quels soins, de la Bolivie à l'Uruguay, du Paraguay au... Chili, pour ne rien dire de leurs visées sur l'Atlantique Sud, de l'Arctique à l'Afrique « portugaise », « raciste » du Sud, ou « noire » de l'Ouest, les militaires de l'Ecole supérieure de guerre appliquent leur stratégie d'expansion !

Aussi, jusqu'en 1970-1971, la politique du gouvernement militaire de Brasilia a-t-elle été jugée, dans l'ensemble de la presse française d'opinion, pour ce qu'elle était réellement : pro-américaine, antilibérale, voire dictatoriale, particulièrement étouffante surtout après les dernières mesures de répression de 1968 qui aboutirent, le 13 décembre, à l'instauration d'une véritable dictature



L'emblème officiel des assassins de l'« Escadron de la mort ».

Furtado, d'ambassadeurs comme Josué de Castro, d'éminents intellectuels comme l'architecte de Brasilia Oscar Niemeyer ? Et le jour de l'entrée en fonction présidentielle du maréchal Castello Branco, l'armée, elle-même, réglait ses propres comptes : cent vingt-deux officiers dont plusieurs généraux hostiles au coup d'Etat étaient mis en disponibilité.

Cependant, la répression politique apparut comme le complément d'une répression policière qui ne fit que s'accroître jusqu'à devenir une des pièces essentielles des méthodes de gouvernement du régime dictatorial. Cette répression fut même si dure et si inattendue que les observateurs du monde « cordial » brésilien furent d'abord incrédules. Dès les 2 et 3 avril une vague de terreur et d'arrestations s'abattit sur l'ensemble du pays, véritable mise en place d'un système de mesures d'intimidation, voire de tortures, dont le

commentait Jean-Jacques Faust. Le général de Gaulle est arrivé trop tard au Brésil... La « révolution » militaire veut assujettir le pays à un régime d'austérité. Les prisons sont pleines de détenus politiques ».

De fait, la pression nord-américaine s'était exercée en quelques mois à un point tel que, dans ce si généreux pays, nul ne niait plus la participation active de la C.I.A. et de l'ambassade U.S. dans la préparation du coup d'Etat. La mainmise de l'influence yankee était devenue quasi totale dans tous les aspects de la vie, de l'enseignement, de l'économie, de la diplomatie brésiennes. Même une semblable « participation » de Washington aux affaires de ce pays était revendiquée par les généraux promoteurs du « golpe » et le théoricien par excellence de la « Sorbonne », le général Golbery Couto e Silva n'avait-il pas affirmé, dès 1957, annonçant la couleur : « Le

1. Cet article a été écrit en janvier-février 1974.

2. De très larges comptes rendus de ces rapports ont été publiés le 14 janvier dans *L'Humanité* ainsi que le texte de l'intervention d'Etienne Faïon, qui excusa l'absence de Georges Marchais empêché par un deuil cruel, et des extraits des interventions de François Mitterrand et Robert Fabre. Dans son édition du 15 janvier, *Le Monde* proposa un compte rendu de cette manifestation, au cours de laquelle de très nombreuses délégations de pays européens tinrent à apporter de précieuses contributions. Est-il besoin de dire cependant que celles prononcées par les représentants des syndicats brésiliens furent d'une valeur exemplaire ? Espérons, ainsi que les organisateurs en émettent le vœu en fin de séance, que les actes de ce colloque puissent être édités, afin que la diffusion de ces textes dans un large public soit à la mesure de la qualité des rapports et interventions présentés.

3. Jean-Jacques Faust, *Le Brésil, une Amérique pour demain*, p. 8, Paris 1966, Ed. du Seuil.

de type fasciste à la suite de la proclamation de l' « Acte institutionnel n° 5 » et de l' « Acte complémentaire n° 38 » par le successeur du maréchal Castello Branco, le maréchal Costa e Silva. Et une telle opinion demeure aujourd'hui encore si manifeste que M. Albin Chalandon était obligé de reconnaître, dans son rapport déjà cité, ce qu'il y avait, et reste « inacceptable pour un libéral, épris de démocratie » dans le régime brésilien. Cependant, la conscience aiguë des « succès » économiques du Brésil, l'estime dans laquelle il porte ce « miracle » tenu pour exemplaire, l'amenaient aussitôt à préciser : « Il faut reconnaître que le système politique du Brésil est efficace et s'est traduit par un retour à la stabilité ; le gouvernement des militaires est l'expression des classes moyennes ; il est relativement indépendant à l'égard de l'argent et de son pouvoir ; il agit en fonction d'une conception moderne et sociale. Le succès du Brésil paraît reposer sur la conjonction d'un pouvoir politique efficace, d'une petite minorité entreprenante et remarquable, entraînant vers le progrès une masse malléable et docile... On ne peut expliquer le miracle économique brésilien sans se référer à la situation politique⁴. »

En résumé, bien plus que par la « fantastique aventure économique de ce pays » — une aventure au demeurant évoquée par tous les auteurs français qui, depuis son indépendance, visitèrent et décrivent le Brésil, constatant ses « progrès », affirmant son « élan » — M. Chalandon semble « fasciné » par les méthodes de la politique économique actuelle du gouvernement militaire, qui aurait contribué à assurer depuis 1970, année de référence, le « décollage » brésilien. N'est-ce pas là, précisément l'exemple d'un culte voué, par-delà les frontières atlantiques, au capital, au profit, à qui le « miracle » brésilien permet d'acquiescer une nouvelle dimension ?

De part et d'autre de l'Atlantique, entre le Brésil et la France d'aujourd'hui, il semble qu'une certaine solidarité des classes dirigeantes existe dans le cadre de la constitution d'un « beau » programme de croissance, susceptible de satisfaire au maximum ceux dont la richesse initiale tend à s'accumuler « prodigieusement ». Aussi, en octobre dernier, lorsque le *Moniteur du Commerce international* présentait à ses lecteurs l'exposition « Brasil Export 73 » de Bruxelles, pouvait-on lire cet appel particulièrement cru à l'« enrichissement » : « Prenant à son compte la célèbre formule de Guizot (« enrichissez-vous »), lisait-on dans cette revue, M. Delfim Netto, ministre des Finances du Brésil, a déclaré que « pour être riche, il était nécessaire de se rassembler »... Inviter les Européens à venir s'enrichir au Brésil, concluait la revue, afin que le Brésil puisse continuer à s'enrichir », tels apparaissent l'esprit de la politique brésilienne actuelle et le but fondamental de l'exposition, dont on peut commencer à mesurer l'écho aujourd'hui à travers le rapport de M. Chalandon. Il existe donc bien une nouvelle analyse — « rose » — du système brésilien.

dont le tournant semble avoir été effectué à partir de 1969-1970.

L'économie brésilienne : croissance ou développement

Que l'économie brésilienne soit en train de croître, cela ne fait aucun doute, et pour personne. Quand un pays, qui pendant quatre siècles, n'a connu comme activité productive essentielle que son agriculture d'exportation, ses phases d'industrialisation ouvrent la voie à une croissance manifeste.

D'autant que la plus grande diversification actuelle de ses activités industrielles accélère un processus auquel les indices et statistiques sont particulièrement sensibles : une production industrielle aujourd'hui délibérément orientée vers la satisfaction des besoins d'une minorité riche de la population ou vers l'exportation de produits manufacturés fabriqués au Brésil par des entreprises pour l'essentiel étrangères ou dont le *know how* est étranger, fait osciller d'une manière très favorable les indicateurs de croissance du P. I. B. alors que ces mêmes indicateurs ont tendance à dissimuler la croissance

comprendre les possibilités énormes de développement du Brésil, aux potentialités de croissance que représente, dans un pays de huit millions et demi de kilomètres carrés aux extraordinaires richesses naturelles d'un sol et d'un sous-sol prolifique, « découvertes » de plus souvent en fonction d'une pressante demande externe — bois, sucre, or et diamants, coton, café, cacao, caoutchouc, fer, manganèse, bauxite... — l'augmentation de près de 90 millions d'habitants en un siècle ? N'oublions pas, en effet, qu'en 1872, à peine plus de dix millions de personnes vivaient au Brésil, devenues, en partie en raison de l'immigration européenne, en partie en raison de l'accroissement naturel, cinquante millions en 1950, plus de cent millions aujourd'hui !

Ainsi, depuis 1920, la croissance globale de l'économie brésilienne est-elle certaine, de l'ordre de 4,25 % en moyenne, de 1,65 % si l'on tient compte de l'accroissement annuel de la population. Ce taux de croissance va même en augmentant depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en rapport avec le rythme de l'industrialisa-

Années	Taux de croissance annuel du P. I. B. (en valeur réelle)	
	P. I. B. total	P. I. B. par tête
1948	9,5	3,9
1949	5,6	2,5
1950	5,0	1,9
1951	5,1	2,1
1952	5,6	2,5
1953	3,2	0,2
1954	7,7	4,6
1955	6,8	3,6
1956	1,9	1,1
1957	6,9	3,8
1958	6,6	3,5
1959	7,3	4,2
1960	6,7	3,5
(reculté)		
1960	9,7	6,5
1961	10,3	6,7
1962	5,3	2,1
1963	1,5	— 1,5
1964	2,9	— 0,2
1965	2,7	— 0,4
1966	5,1	1,8
1967	4,8	1,5
1968	9,3	5,8
1969	9,0	5,6
1970	9,5	6,0
1971	11,3	8,2
1972	10,0	7,3
1973	(11,3) prévision	—

La croissance brésilienne de l'après-guerre (1948-1970-73) (variations annuelles du P. I. B. total et par tête) d'après D. C. Lambert : « La croissance économique au Brésil (1920-1970) », Notes et Etudes documentaires du 23 mars 1973, n° 3973-3974. Problèmes d'Amérique latine XXVII.

lorsqu'un effort est réalisé en faveur de l'augmentation des biens de consommation élémentaires destinés à la masse de la population⁵. Or, jusqu'à la première guerre mondiale, l'industrie brésilienne était pratiquement inexistante, la plupart des produits se trouvant importés d'Europe.

Songeons un instant, pour mieux

tion ; indépendamment des accidents conjoncturels, il progressait jusqu'à une moyenne de 5,65 % par an depuis 1945, atteignant même dans la courte période de 1966-1970, un taux annuel supérieur à 7 %. Le produit national brut a donc augmenté de façon notable depuis 1960 et son évaluation en dollars par habitant le faisait passer de quelque

250-300 dollars il y a dix ans à près de 500 en 1970. Même ces trois dernières années, alors que la population progressait de trois millions de personnes par an, le revenu moyen par habitant dépassa en 1971 le seuil de ces 500 dollars pour atteindre 550 dollars l'année du cent cinquantième de l'indépendance en 1972 et approcher les 600 dollars selon les estimations prévues pour 1973. Mais ces chiffres ne doivent pas trop faire illusion, et afin de mieux saisir les complexités de ce monde brésilien si attachant, si passionnant même par sa diversité, ses paradoxes, ses « contrastes », et comprendre ainsi les raisons de ce doublement, il nous paraît fort utile de prendre quelque recul et d'analyser la « structure » de son économie. Pour ce faire, nous n'hésiterons pas à consulter les travaux des économistes brésiliens eux-mêmes, lorsque dans les années 1960, encore libres d'exprimer un point de vue critique sur le type de croissance que connaissait leur pays, ils cherchaient à analyser les mécanismes de base de

celle-ci à l'époque dite du « desenvolvimentismo ». En effet, sous la présidence de M. Kubitschek, les dernières années de la décennie 1950 avaient été marquées par un taux de croissance élevé, où le P.I.B. lui aussi proche ou supérieur à 7% en moyenne de 1957 à 1961, atteignit même les pourcentages record de 9,7 en 1960 et 10,3 en 1961. Les économistes brésiliens n'hésitèrent pas alors à prononcer un jugement le plus souvent très nuancé, voire même pour certains fort pessimiste, quant à la réalité d'un véritable développement de leur pays, dissimulée sous de tels chiffres records. Croissance? Certes, répondaient-ils, incontestablement. Mais développement? La question était (elle l'est encore pour ces dernières années) loin d'être tranchée. Et il n'est même pas exclu qu'elle puisse l'être par la négative.

En tout cas, il y a dix ans, malgré la multiplication des chiffres montrant le nombre impressionnant de records absolus battus en quelques années, le diagnostic était sévère : « Dans tous les

secteurs, la cadence de la production s'accélérait écrivait le journaliste Edouard Bailby, reflétant le point de vue des économistes de la C.E.P.A.L. et celui des « structuralistes » disciples du ministre de la Planification du gouvernement du président Goulart, M. Celso Furtado, mais elle s'accélérait au profit de certaines régions et l'écart de développement s'accroissait entre le Nord-Est et le Sud du pays. Autrement dit, le déséquilibre économique et social risquait dans les années qui viennent d'annuler tous les efforts entrepris et tous les succès remportés pour surmonter l'état de sous-développement chronique. Reste le fait qu'une jeune industrie brésilienne, surtout menacée par les conséquences de l'inflation, n'a de chance de surmonter la crise actuelle qu'en accroissant le nombre des consommateurs. Or, seul le tiers des Brésiliens se trouve totalement intégré au circuit économique. C'est peu, c'est beaucoup trop peu! »

L'aggravation de la crise des « structures » économiques

Or, depuis dix ans, n'est-il pas significatif que ce processus de distorsion, engendré par la crise « structurelle » de l'économie brésilienne et en dépit des « efforts » officiellement entrepris par le gouvernement militaire, se soit accentué? L'accroissement de la production, mais surtout de l'enrichissement singulièrement notable d'une minorité déjà riche de la population brésilienne à un pôle ne parvient pas à éviter l'augmentation des déséquilibres régionaux et sociaux à l'autre pôle et de semblables contradictions constituent bien les caractéristiques de la croissance brésilienne. La froide rigueur répressive des militaires, en facilitant l'application de ce type particulier de croissance, mis en équation par les technocrates de l'économie formés dans les *business schools* nord-américaines, et que l'on veut nous faire admettre aujourd'hui comme étant un « miracle » de développement, a même abouti à un tel déséquilibre que les voix les plus autorisées, non seulement de l'opposition tolérée, mais au sein du gouvernement lui-même, ont fini par admettre l'urgence des « aménagements » sociaux : le seuil de reproduction des forces vitales des classes laborieuses n'était-il pas atteint en fonction des nécessités d'un accroissement de la productivité? Le sauvetage des secteurs de l'industrie « nationale » brésilienne travaillant pour



La route Rio-Sao Paulo. Un des signes de la croissance sans développement.

4. Assemblée nationale. Première sessions ordinaire de 1973-1974, Annexe au procès-verbal de la séance du 18 décembre 1973. Rapport d'information fait au nom de la commission des Finances, de l'Economie générale et du Plan sur l'Economie brésilienne par M. Albin Chalandon, député.

5. Sur ce point, voir les informations techniques données par M. Celso Furtado in « Le modèle brésilien », p. 487, *Revue tiers monde*, tome XIV, n° 55, juillet-septembre 1973, pp. 477-490.

6. E. Bailby, *Brésil, pays clefs du tiers monde*, pp. 31, 32, Paris, 1964, Calmann-Lévy éd.

les satisfactions d'un marché intérieur délibérément sacrifié, comprenant essentiellement les petites et moyennes industries, n'était-il pas impérieux après l'extraordinaire vague de concentrations et de faillites que connut le Brésil à partir de 1966-67 ?

Les conflits entre les classes dirigeantes étaient tels — et le sont toujours — que des militaires du plus haut rang, tels le général Afonso Augusto de Albuquerque Lima, critiquèrent la politique économique et financière de M. Delfim Netto, le « père » de ce fameux « miracle ». Après la démission d'Albuquerque Lima de son poste de ministre de l'Intérieur du gouvernement du président Costa e Silva, à propos de la politique régionale et de ses conséquences sur l'adaptation des structures agraires brésiliennes, la polémique rebondit sous la présidence du général Medici : le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Fabio Yassuda, partisan d'un certain « nationalisme » économique fut obligé de démissionner en février 1970. Tout dernièrement, le 9 mai 1973, le ministre de l'Agriculture, M. Cirne Lima remit à son tour sa démission au président Medici, à la suite d'un rebondissement du conflit avec le même ministre des Finances M. Delfim Netto. Dans sa lettre de démission, M. Cirne Lima constatait : « ... Malheureusement en cherchant à assurer le ravitaillement interne sans toucher à la stabilité réclamée par le consommateur urbain, les mécanismes gouvernementaux ont davantage favorisé le secteur industriel et commercial de l'exportation, au bénéfice croissant des étrangers et au détriment inversement proportionnel des Brésiliens susceptibles de bénéficier des résultats de la prospérité du pays. L'économie du Brésil a atteint des degrés extraordinaires de développement au cours des dernières années, mais comme vous l'avez affirmé... Monsieur le Président, la croissance économique n'est pas une fin en soi, mais un instrument de justice sociale... La recherche de l'efficacité et de la productivité, nécessaire sans doute, a cependant réduit à néant les intérêts du producteur moyen, du petit industriel ou de l'industriel moyen, lesquels sont des Brésiliens, au profit des corporations multinationales... ? » D'ailleurs, le malaise politique était tel que le président Medici lui-même reconnaissait : « Si l'économie va bien, le peuple va mal. »

De telles réactions, situées dans les sphères gouvernementales, ne permettent-elles pas de prendre très au sérieux non seulement les déclarations pessimistes des principaux leaders de l'opposition parlementaire tolérée du Mouvement démocratique brésilien (M. D. B.), mais encore les sévères prises de position des autorités ecclésiastiques dont la déclaration des dix-huit évêques sur la situation du Nord-Est du 6 mai 1973 est une des plus significatives : elle constitue une réflexion élaborée autour d'un commentaire du chapitre 3, verset 7 de l'Exode : « ... J'ai vu la misère de mon peuple et j'ai entendu les cris que lui arrachent ses oppresseurs... Oui, je connais ses angoisses... » Pourrait-on

être plus explicite ?

Cependant, depuis son accession au ministère des Finances, aucune révision de la politique économique n'a été envisagée par M. Delfim Netto. Il est admis que celui-ci ne s'intéresse qu'aux secteurs les plus « rentables » de l'économie brésilienne, c'est-à-dire ceux dont les profits sont les plus élevés, parce que toute la politique de « croissance » est précisément destinée à les augmenter. Qu'importe-t-il alors que les disparités régionales s'aggravent, que la concentration économique s'accroisse, qu'il n'y ait aucune répartition effective des revenus entre les classes sociales puisque tous ces phénomènes contribuent à « augmenter » la « richesse » du Brésil ainsi que le « prouvent » les statistiques du Produit national brut ?

Il existe seulement pour M. Delfim

de fait, on disait à la fin du XIX^e siècle dans les classes dirigeantes du pays, que le Brésil ne parvenait pas à se développer parce que le manque d'hommes l'empêchait de maîtriser ses richesses naturelles. Ne dit-on pas aujourd'hui, tel M. Mac Namara, que seule une diminution du nombre des naissances afin de limiter la croissance naturelle de la population, permettrait l'obtention d'un taux de croissance économique équilibré ? Mais laissons là le domaine fortement illusoire des statistiques concernant les revenus « moyens », même si les critères de division régionale nous ont permis de noter l'existence d'un déséquilibre croissant à ce niveau.

Essayons d'entrer dans le domaine de la répartition de ces revenus, sachant qu'il existe des « riches », des personnes

Les « deux Brésil » Poids démographique et poids économique

	Taux de participation à l'ensemble national		
	Brésil du Nord	Etat de São Paulo	Brésil du Sud
1. Superficie	40,00	2,91	60,00
2. Population	65,80	19,00	34,20
3. Produit intérieur brut	83,60	34,00	16,40
agricole	75,40	21,00	24,60
industriel	92,60	55,00	7,40
tertiaire	83,60	31,80	16,80

Sources : *Calculs, à partir des données extraites de l'Annuaire statistique de l'I. B. G. E. pour 1970, effectués par D. C. Lambert, o. c.*

Netto, un seul à ne pas dépasser afin de maintenir la machine économique en état de « bon » fonctionnement. Mais le cap de la politique gouvernementale est difficile à tenir. Relevons quelques exemples montrant combien, dans le cadre de cette politique de croissance, la crise « structurelle » de l'économie brésilienne s'est aggravée. En 1968, le revenu régional dans les Etats du Nord et du Nord-Est correspondait à 30 ou 40 % du niveau moyen brésilien, soit 120 à 160 dollars ; dans le Sud, de 60 millions d'habitants, la moitié de la population vivait dans des Etats où le revenu moyen approchait la moyenne nationale, mais l'autre moitié vivant dans trois Etats (São Paulo, Guanabara, Rio Grande do Sul) percevait un revenu nettement supérieur à la moyenne.

Autrement dit, près de 30 millions d'habitants vivant dans les Etats « riches » disposaient d'un revenu moyen de l'ordre de 800 dollars, tandis que, dans l'Etat de Bahia, par exemple, le seuil des 200 dollars n'était pas franchi. Il résulte que le marché intérieur brésilien sensible à un niveau de consommation élémentaire, nettement inférieur au marché intérieur européen, par exemple, est toujours constitué d'environ un tiers de la population brésilienne, et ce depuis plus d'un siècle ! Certes, le nombre des consommateurs s'est accru, passant de trois à trente millions, mais dans les mêmes proportions que l'accroissement global de la population ; la structure est donc identique, bloquée. Pour expliquer cet état

donc aux revenus très élevés dans ces régions « pauvres » et un fort pourcentage de prolétaires, de chômeurs dans les régions industrielles. A côté de l'existence de ces énormes disparités régionales, il existe un énorme fossé montrant l'inégale répartition des revenus selon les différentes classes sociales. Selon les résultats d'une enquête publiée par la C. E. P. A. L. en 1967, ne s'apercevait-on pas que 1 % de la population — un pour cent ! — soit 900 000 personnes, percevait un revenu global équivalent à celui que percevaient 45 millions d'habitants ?

Le miracle ? Un accroissement des inégalités sociales

Cependant, ce qui nous semble particulièrement important, c'est que cette inégalité, héritée en large partie d'une structure de croissance plongeant ses racines dans une dépendance économique de type semi-colonial, non seulement est maintenue par-delà les records chiffrés du « miracle » économique d'aujourd'hui, mais tend même à s'accroître. Par exemple, la comparaison de l'éventail des revenus en dix ans fait apparaître qu'en 1960, 1 % de la population la plus riche recevait 11,7 % du revenu national, alors qu'elle en recevait 17,8 % en 1970 ; inversement, les 50 % les plus pauvres de cette même population qui percevait 17,7 % du revenu national en 1960, voyait son pourcentage tomber à 13,7 % dix ans plus tard.

Classes	1960		1970	
	% Revenu total	Revenu par tête (millions de cruzeiros)	% Revenu total	Revenu par tête (millions de cruzeiros)
A. 1 % de la population	11,7	8 350	17,8	17 700
B. 4 % de la »	15,6	2 780	18,5	4 590
C. 15 % de la »	27,2	1 295	26,9	1 780
D. 30 % de la »	27,8	662	21,1	768
E. 50 % de la »	17,7	253	13,7	272

Sources : José Carlos Duarte : Aspectos da distribuição da Renda no Brasil em 1970, Sao Paulo, 1971. (Repris in Rapport sur « Le miracle économique et la situation réelle des travailleurs et du peuple brésiliens » au Colloque du Palais du Luxembourg.)

Ceci, bien entendu, compte tenu de l'accroissement du P.I.B. et de l'augmentation d'une population passée de 70 millions d'habitants à 93, selon les chiffres des recensements démographi-

ques dites inférieures — furent, elles aussi, touchées et ressentirent durement à partir de 1965-67 la stagnation de leur pouvoir d'achat. Un mécontentement réel et profond était même par-



Les sociétés multinationales à la recherche du profit maximum.

ques. En fait, la réduction du taux d'inflation que la propagande des services économiques du gouvernement brésilien tenait à présenter comme une victoire, de même que la reprise des activités industrielles grâce à une injection massive de capitaux nord-américains publics et privés ont certes redonné à l'économie, après la crise de 1962-1964, des taux de croissance égaux, voire légèrement inférieurs à ceux des années 1955-1961 marquées par la belle époque du « desenvolvimentismo » ; mais ils ne doivent faire aucune dupe.

La politique de « stabilisation » des salaires a surtout provoqué une diminution des coûts salariaux des entreprises et, par voie de conséquence, a bloqué le pouvoir d'achat d'une classe ouvrière de plus en plus nombreuse et concentrée dans le « triangle industriel » du Sud. Certaines catégories de classes moyennes — les classes moyen-

venues à s'exprimer, malgré la répression, dans le courant de l'année 1968, ce qui durcit la politique des fidèles de la « révolution » de 1964 et entraîna le déclenchement du processus dit de la « révolution dans la révolution » du mois de décembre et la promulgation de la dictature totale par l'Acte institutionnel n° 5. Il en est résulté une certaine atonie, une absence de tout dynamisme de l'ensemble de la production des biens de consommation populaire, destinés à la satisfaction du marché intérieur, même si le marché de ces industries s'est accru horizontalement en raison de l'augmentation de la population et du passage d'une fraction de celle-ci des activités de subsistance à un secteur assurant le salaire minimum garanti par la législation. Mais surtout, il ne faut pas se dissimuler que l'accroissement de l'inégalité de répartition des revenus a trouvé sa source dans l'augmentation des profits réalisés

dans et par une exploitation intensive de cette main-d'œuvre ouvrière, au moment où l'industrialisation (et son corollaire l'urbanisation) prolétarisait, et marginalisait, un nombre de plus en plus élevé d'hommes, de femmes, et d'enfants.

En résumé, le processus de crise « structurelle » qui traversait un Brésil dont la moitié de la population des campagnes et des bidonvilles vivait dans un état de pauvreté quasi absolu se trouvait modifié dans la mesure où le capitalisme faisait croître la classe ouvrière et s'étendait l'industrialisation et donc créait une richesse certaine, notable, supplémentaire ; mais seule l'exploitation de cette jeune classe ouvrière, et les profits qu'elle engendrait, accroissait l'essentiel de cette inégalité de répartition des revenus. Alors que le marché intérieur stagnait, proportionnellement à l'augmentation des richesses produites, la minorité privilégiée des 5 % de la population totale du pays qui bénéficiait des profits et richesses accaparés en quantité croissante, goûtait dans les fastes d'une consommation de luxe, de type nord-américain, aux plaisirs de la vie. Et les quelques 15 % des classes « moyennes supérieures » se satisfaisaient des retombées de ce « miracle ». Cette minorité privilégiée oubliait — et cherche toujours à oublier — la grande peur qu'elle connut à une époque où le gouvernement de Goulart s'était efforcé de développer précisément cette consommation intérieure populaire en essayant de mettre en œuvre une nouvelle politique de répartition des revenus tenant compte de la part de richesses produites par les travailleurs des campagnes et des villes. Pour cela, il avait accepté d'une part, de ne plus s'opposer à l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière conduite dans l'action sociale par des syndicats unis et avait proposé, d'autre part, la réalisation d'une réforme de structures agraires pourtant fort modeste, mais susceptible de permettre aux paysans d'espérer accéder dans un délai relativement bref à une consommation élémentaire de biens et produits de première nécessité ; il avait décidé, enfin, crime suprême de lèse-majesté, de limiter à 10 % du capital investi le « droit » des sociétés étrangères d'exporter leurs bénéfices extorqués au Brésil par la surexploitation d'une main-d'œuvre médiocrement rémunérée. Ce fut ainsi que l'inflation, chronique, mais brusquement accélérée, voire même l'hyper-inflation des années 1963-1965, complétée après la « révolution d'avril »

7. Lettre de démission de M. Cirne Lima à S.E.M. le président de la République en date du 9 mai 1973. Traduction Dial D. 98. Quant à la « déclaration des 18 évêques sur la situation du Nord-Est », cf. Dial D. 99.
8. Pierre Monbeig : *Le Brésil*, p. 125, Paris, 1968, P.U.F. ; de W. Baer et Kerzeneski, *The Brazilian Economy in the sixties*, Wanderbilt University Press 1972 ; de Robert McNamara *Une vie meilleure pour deux milliards d'hommes*, p. 101, Paris, 1973, Denoël.

par le blocage des salaires, rognèrent sur les coûts salariaux jusqu'à annihiler tous les effets des augmentations précédentes et parvenir à cette époque bénie de la stagnation, voire du déclin des salaires réels dont deux économistes aussi réputés que MM. Baer et Kerzenestki ont montré qu'ils avaient baissé de plus d'un tiers, à Tio et Sao Paulo, entre 1959 et 1969.

Certes, tous les salaires, en particulier ceux des techniciens de haute formation n'ont pas vu leur pouvoir d'achat diminuer comme ce salaire minimum vital des deux plus grandes villes du Brésil. Certains d'entre eux ont augmenté en raison de la haute technicité même du travail fourni et de la rareté des techniciens qualifiés sur le marché de la main-d'œuvre. Mais ont-ils augmenté en proportion des richesses accrues qu'ils ont contribué à produire ? Il est permis d'en douter. En fait, bien des observateurs français jusqu'en 1969-70, lorsqu'il s'agissait d'analyser la politique du gouvernement des généraux « golpistes » ne dissimulaient guère leur inquiétude et un des meilleurs spécialistes du Brésil, M. Pierre Monbeig s'interrogeait même avec angoisse : « Sans hausse sensible de la consommation et des niveaux de vie, écrivait-il, le pseudo *take off* ne se terminerait-il pas par une crise dramatique ? »

Quant à M. Mac Namara, président de la Banque mondiale, après avoir assumé la charge de secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis, de 1961 à 1968, peu suspect d'hostilité à l'égard

Nombre d'heures de travail nécessaires par mois pour acheter les aliments suivants (salaire minimum de Sao Paulo)

Produits	Quantité	Décembre 1965	Décembre 1971
Viande	6,00 kg	26 h 24'	42 h 42'
Lait	7,5 l	4 h 15'	5 h 22'
Haricots	4,5 kg	7 h 8'	8 h 19'
Riz	3,00 kg	3 h 45'	6 h 3'
Farine de blé	1,50 kg	2 h 23'	2 h 9'
Pommes de terre	6,00 kg	7 h 36'	4 h 48'
Tomates	9,00 kg	8 h 24'	7 h 48'
Pain	6,00 kg	7 h 48'	13 h 30'
Café	0,600 kg	0 h 46'	3 h 23'
Sucre	3,00 kg	3 h 48'	3 h 3'
Beurre	0,750 kg	7 h 19'	9 h 23'

Source : Bulletin D.I.E.E.S.E. de São Paulo d'après « El milagro economico brasileño realidad o mito » de José Serra, Rev. Flaco, Santiago de Chile, n° 3, juin 1972.

du gouvernement militaire brésilien, il était amené à lancer lui-même un cri d'alarme en 1973 : « Au Brésil, constatait-il, pendant la dernière décennie, le Produit national brut par habitant a progressé, en valeur réelle, de 2,5 % par an. Cependant, la part du revenu national reçue par les 40 % les plus pauvres de la population, est tombée de 10 % en 1960 à 8 % en 1970, pendant que la part des 5 % les plus riches passait de 29 à 38 %. Si l'on ne considère que son Produit national brut, le pays s'est développé d'une

façon satisfaisante, mais les plus pauvres n'ont bénéficié du progrès que d'une façon marginale. »

Aussi proposait-il de rechercher les formes d'un nouveau type de croissance plus équilibrée, mais peut-on se demander à qui profiteront les quelque 1.100 millions de dollars cumulés prêtés par la B.I.R.D. au Brésil jusqu'en 1971, ou les 1.200 millions prêtés officiellement par les Etats-Unis à cette même date, pour ne rien dire du montant massif des prêts de l'Eximbank, de la Banque interaméricaine de déve-

mille sourires au pays des mille lacs



Mille sourires car vous serez plus traité en Ami qu'en Touriste; mille lacs romantiques en MAZURIE au cœur d'une nature généreuse et plus de mille raisons de découvrir un pays enchanteur, paradis des campeurs, des pêcheurs, des chasseurs et de tous les amoureux de la nature.

- Des plages immenses bordées d'énormes dunes.
- VARSOVIE, la Capitale indomptée; CRACOVIE, ancienne capitale royale et les innombrables richesses artistiques que vous pourrez admirer en sillonnant des routes agréables, jamais encombrées.
- Des haras célèbres rappelant que l'équitation est à la portée de chacun.
- Des régions de montagnes aux



gorges profondes dort celles du Dunajec que vous pourrez descendre en radeaux.

- Des forêts millénaires où se réfugient les derniers bisons d'Europe.

Pologne
Si près de vous

M. Admiraço
 Désire recevoir une documentation complète sur la POLOGNE. S'il p. retourner ce bon à :
L'OFFICE POLONAIS DE TOURISME
 18, rue Louis le Grand
 PARIS (2^e) 01.52.82.28



C.P.F. UNICOR

NC3

La concentration de la propriété de la terre en 1969

Surface des propriétés	Nombre	Pourcentage	Surfaces occupées	Pourcentage en fonction de la surface totale
Jusqu'à 10 ha	1 495 020	44,6 %	5 952 000	2,7 %
de 10 à 100	1 491 415	44,5 %	47 566 000	18,9 %
de 100 à 1 000 ...	314 831	9,4 %	86 029 000	34,3 %
de 1 000 à 10 000 ..	20 883	0,9 %	71 420 000	28,4 %
plus de 10 000 ..	1 597	0,04 %	38 893 000	15,5 %
Total	3 348 166		250 860 000	

Source : Ruy Miller Paísa, Salomão Schattan et Claus F. Trench de Freitas : « Setor Agrícola do Brasil », publ. du « Secretaria de Agricultura do Estado de São Paulo » (d'après Opinião du 10 décembre 1973).

loppement ou de la Société financière internationale. Il revenait bien sûr à M. Celso Fustado la tâche de résumer concrètement l'efficacité de classe du « modèle brésilien » si prisé par M. Chalandon et ses amis : « Le trait

le plus caractéristique du modèle brésilien est que ses structures mêmes tendent à exclure la masse de la population du bénéfice de l'accumulation de capital et du progrès technique. Ainsi, la longévité du système repose forte-



L'ambiance de terreur créée avec les moyens que l'on sait.

ment sur la faculté des classes dominantes de supprimer toutes les formes d'opposition que son caractère anti-social tend à susciter⁹.

Ne trouvons-nous pas, là, les bonnes raisons qui, loin de provoquer le dépit « libéral » de M. Chalandon, révèlent son enthousiasme en faveur de l'adoption française d'un pareil « système » ?

9. Celso Furtado, art. cité, p. 490.

10. « Une législation ouverte au capital étranger », pp. 13-15 in revue *Brésil, informations industrielles et commerciales*, n° 1, juillet-août 1973.

(Nous publierons la deuxième partie de cette étude dans notre prochain numéro.)

GONZALO ARROYO
Ayant vécu aux côtés
du Président Allende dont
il fut l'ami, l'expérience de
l'Unité Populaire

raconte
commente
analyse...

Le
Coup
d'Etat
au
Chili

104 pages
12 F



dessin de PLAMTU

collection

CERF

TIERRAS
DE FIEU

**Nouveautés
des Editions sociales**

Collection « Notre Temps/
Monde »

**Chili. Trois ans d'unité
populaire** (A. Acquaviva,
G. Fournial, P. Gilhodès
et J. Marcellin).

Un volume, 240 pages,
12 F.

la n. c. internationale a lu

J. Berque, J. Couland, L.-J. Duclos, J. Hadamard, M. Rodinson.

Les Palestiniens et la crise israélo-arabe

Cet ouvrage publié après la guerre d'octobre réunit les analyses de plusieurs spécialistes des questions arabes¹. Il constitue un dossier d'une brillante actualité. Par l'analyse fondamentale des origines du conflit, par la présentation de textes et documents de base, ce livre est un instrument d'intérêt durable. Dans son ensemble il contribue à démystifier les thèmes dispensés par les propagandes impérialistes et sionistes pour perpétuer le « fait accompli palestinien ». Par des données concrètes et des analyses de fond, les auteurs présentent les chances réelles qui existent aujourd'hui pour établir une paix juste dans la région.

Dès les premiers articles, les auteurs procèdent à une clarification importante sur le caractère de leur soutien aux peuples arabes agressés par Israël. Maxime Rodinson, au nom de l'ensemble des auteurs précise dans la *Présentation* qu'il s'agit de dénoncer tout « délire émotionnel » qui, « par amour de la cause arabe » conduirait à minimiser les véritables problèmes réels. Cette position de principe consiste en particulier à ne pas approuver aveuglément toute initiative, tout projet, tout programme des organisations palestiniennes. Jacques Berque critique ceux qui prônent « un romantisme de la résistance fort propre à diviser le front des Arabes ». Une forme de soutien romantique et abstrait aux Palestiniens rejoindrait dans ses effets politiques concrets la logique de ce que Maxime Rodinson appelle la « sacralisation de l'Etat d'Israël » procédant de « ce rejet a priori, sans examen, de toute accusation visant un Israélien, un groupe d'Israéliens, le peuple ou l'Etat d'Israël ».

La double démystification à laquelle procèdent les auteurs, (celle de la « sacralisation israélienne » et celle du « romantisme palestinien ») permet de préciser les voies conduisant à une juste solution du conflit. Le G. R. A. P. P.² dont font partie les auteurs, fournit par de nombreux documents un accablant dossier d'accusation à propos d'une « situation de type colonial » maintenue dans la région par le refus d'Israël de rendre les territoires occupés. Cette situation se perpétue au prix d'une ségrégation entre Juifs et Arabes, d'une oppression politique, d'une exploitation des travailleurs se renforçant par des pratiques de détention, de torture, etc. Jacqueline Hadamard, en présentant « quelques aspects des finances israéliennes » met en valeur l'effet de cette politique d'occupation : 78 % des soins médicaux vont à 30 % de la popula-

tion, « l'Israélien, qui dispose d'un haut niveau de vie (1 500 \$ de produit national par tête d'habitant contre 30 \$/an pour le réfugié palestinien) reçoit par ailleurs une aide internationale neuf fois la subsistance du réfugié palestinien », etc.

Cette actuelle situation d'injustice est présentée dans une analyse générale des origines du conflit. En ce sens, ce nouveau livre des *Editions sociales* fait suite et complète une série d'ouvrages déjà publiés après la guerre des Six jours. Jacques Couland poursuit à partir des derniers événements l'histoire des rapports de forces pour les pays les plus directement concernés (Syrie, Liban, Jordanie, Egypte). Ces analyses mettent en évidence une des principales caractéristiques de la phase actuelle : les chances d'une solution pour une paix équitable existent. L'analyse des « positions des Etats et des organisations directement intéressées » laisse penser que « le rapport des forces sur le plan local se transformera inéluctablement au profit des Arabes quels que soient les délais qu'il faudra pour cela ou les péripéties qui pourraient survenir ». Cette tendance se mesure en particulier au niveau des organisations palestiniennes de résistance qui élargissent leur audience et gagnent politiquement en cohésion. Jacques Couland rappelle à ce sujet que « le principe de la solution politique est admis comme l'une des voies, au moins, de règlement du conflit de juin 67, par tous les Etats arabes entourant Israël. Pour le mouvement palestinien, la lutte armée est le principal instrument de libération et non plus le seul ».

Les diverses interventions des auteurs insistent sur le fait qu'aucune solution ne pourra être imposée aux Palestiniens : l'affirmation du droit à l'autodétermination du peuple arabe palestinien et le développement des rapports de force sont déterminants.

Il est aujourd'hui « remarquable comme le note Jacques Couland, que les luttes de masse dans les territoires occupés (mouvements, manifestations, grèves de la faim ou autres) se réclament de la non-application par Israël des résolutions des Nations unies ». L'arrogance avec laquelle le gouvernement israélien rejette l'application de la résolution 242 du Conseil de Sécurité acceptée par les Etats arabes les plus directement concernés, précipite l'isolement du gardien des intérêts américains dans la région. Les démocrates des autres pays, en exigeant d'Israël le respect des décisions de l'O. N. U. apportent effectivement leur soutien aux peuples arabes qui luttent pour mettre fin à l'injustice de la politique israélienne du « fait accompli ».

Ce nouvel ouvrage des *Editions sociales* à lire et à consulter est, pour reprendre le souhait des auteurs formulé dans la *Présentation* par Maxime Rodinson, un instrument d'« intérêt durable ». Par ses rappels chronologiques allant jusqu'à octobre 73, par ses éléments bibliographiques, ses documents annexes et ses analyses fondamentales, ce livre constitue un précieux outil de travail pour tous ceux qui

cherchent à mieux comprendre les événements actuels en vue de contribuer à imposer une paix juste au Moyen-Orient.

1. Jacques Berque, titulaire de la chaire d'histoire sociale de l'Islam contemporain au Collège de France et professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes; Jacques Couland, historien arabisant; Louis-Jean Duclos, chercheur au Centre d'Etude des Relations internationales; Jacqueline Hadamard, membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme; Maxime Rodinson, sociologue et orientaliste, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes.

2. Groupe de recherches et d'action pour le règlement du problème palestinien.

A. T

(Editions sociales,)

Nouveautés des Editions sociales

**Les Soviétiques - Classes
et sociétés en U. R. S. S.**
(Francis Cohen)

Comment est constituée
la société soviétique ?
Quelle est son évolution ?
Qui gouverne en
U. R. S. S. ? Autant de
questions que Francis
Cohen aborde en étu-
diant aussi bien le rôle
de la classe ouvrière que
celui de la paysannerie
ou des intellectuels.

Un volume, 352 pages,
24 F.

Histoire du Vietnam
(Nguyen Khac Vien)

Nguyen Khac Vien, l'au-
teur des **Expériences viet-
namiennes** publiées par les
Editions sociales en 1970,
a rassemblé ici une série
d'études qui donnent une
idée suivie de l'évolution
historique de la nation
vietnamienne. Un volume,
288 pages, 25 F.

**Watergate. Série noire
pour la Maison Blanche**
(Claude Kroës)

Un volume, 192 pages,
20 F.

Recherches Internationales



à la lumière du marxisme

Parmi les anciens cahiers nous vous recommandons



N° 20/21 (1960)
France : 12 F
Etrang. : 13,50 F



N° 48 (1965)
France : 9 F
Etrang. : 10,50 F



N° 61 (1969)
France : 9 F
Etrang. : 10,50 F



N° 62 (1970)
France : 9 F
Etrang. : 10,50 F



N° 63/64 (1970)
France : 18 F
Etrang. : 20 F



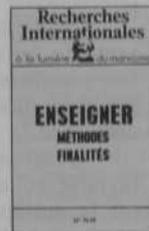
N° 67 (1971)
France : 9 F
Etrang. : 10,50 F



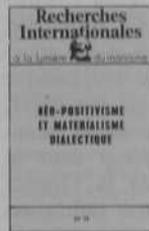
N° 68
France 9 F
Etranger 10,50 F



N° 69/70
France 15 F
Etranger 18 F



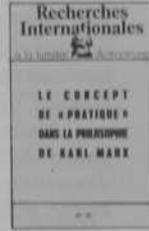
N° 71/72
France : 15 F
Etrang. : 18 F



N° 73 (1972)
France : 3 F
Etrang. : 4 F



N° 74 (1973)
France : 3 F
Etrang. : 4 F



N° 75 (1973)
France : 3 F
Etrang. : 4 F

Passez vos commandes :

en adressant le bulletin figurant dans ce numéro (page 2)
aux Editions de La Nouvelle Critique
29, rue du 4-Septembre, 75002 Paris
C. C. P. Paris 6956-23



N° 77/78
France : 15 F
Etrang. : 18 F

L'architecture parle-t-elle politique ?

Paul Chemetov, Anatole Kopp, Jean Renaudie, Pierre Riboulet,
architectes.

Propos recueillis par Jean-Philippe Chimot et Jean-Louis Cohen

Jusqu'à ces derniers mois, **La Nouvelle Critique** a laissé une place disons intermittente à l'architecture et à l'urbanisme. On se souvient sans doute des interventions d'Anatole Kopp, d'Oscar Niemeyer, de Jean Deroche, de Jean Bailly, et de Claude Schnaidt, mais ce n'est qu'avec la préparation du colloque « Pour un urbanisme... », à Grenoble, en avril 1974, que les réflexions sur ce thème se sont développées dans **La N. C.**

Les origines du présent débat sont multiples : l'occasion immédiate en a été la rude polémique entre Ionel Schein, Paul Chemetov, et Anatole Kopp (**Combat / L'Humanité**, octobre 1973) sur l'architecture et ses significations politiques, lancée par une critique rageuse de Ionel Schein à Oscar Niemeyer.

Nous pourrions trouver un autre témoignage de la nécessité de ce débat dans la discussion autour du projet de la Grande Borne d'Emile Aillaud, et de son utilisation idéologique par son auteur lui-même et par le pouvoir, débat dans lequel l'intervention de Lucien Bonnafé dans **La N. C.** de février 1974 a été un moment déterminant.

De même, l'article de Jean Giard dans le numéro de décembre de notre revue a jeté les bases d'une intervention démontant les mécanismes urbains de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, et éclairant les fondements d'un quasi-réformisme « à visage urbain ».

C'est aux architectes que **La N. C.** donne la parole : elle s'est adressée à Paul Chemetov, architecte à Paris, et enseignant, à Anatole Kopp, architecte, enseignant,

auteur de **Ville et Révolution**, à Jean Renaudie, architecte de la rénovation d'Ivry, et à Pierre Riboulet, architecte, et enseignant.

La table ronde s'articule autour des thèmes suivants :

Quelles sont les conséquences de la crise de la société française sur les conditions matérielles de la pratique de l'architecture ? Quel est l'impact de la crise sur le travail quotidien des architectes, et sur leurs projets ? Une « architecture de gauche » est-elle possible, qui se ferait sans toucher aux rapports de production ?

Quel est, d'un point de vue théorique et pratique le statut réel de l'architecture, si l'on considère ses significations potentielles et sur quels modes elle peut être vécue, perçue, déchiffrée ?

Quels seraient, par contre, les effets de la mise en œuvre du Programme commun sur la pratique de l'architecture ? Les interventions de Paul Chemetov, Jean Renaudie, Pierre Riboulet ont été mises en forme à partir d'une longue discussion à **La N. C.** Anatole Kopp n'a pu participer à cette discussion et nous a transmis une contribution séparée.

Croquis de gauche :

Illustrant le débat, des architectures fantastiques, dessinées entre 1914 et 1917 par Erich Mendelsohn, à Berlin.

Photos de droite :

La classe ouvrière russe, occupant les espaces du tsarisme (extrait de : *voyage en Russie rouge, la république du Travail, Paris, 1921*).



Des ouvriers chez eux

La N.C : On peut considérer que le discours du pouvoir sur la « crise urbaine » a deux fonctions : d'une part il vise à freiner les luttes de masse sur les problèmes causés par la politique du profit, en poussant à la croyance en une prétendue fatalité du développement urbain et de ses insuffisances manifestes, quel que soit le système social ; dans le même temps, il tente de circonscrire ces luttes, impossibles à empêcher, à la remise en cause du seul développement urbain, et non du pouvoir à son origine. L'utilisation, par O. Guichard notamment, du thème de la lutte contre la ségrégation sociale par les grands ensembles est donc à la fois manœuvre et hommage du vice à la vertu, c'est-à-dire concession verbale à des revendications populaires. Le discours du pouvoir vise, d'autre part, à retarder le développement des luttes des architectes, de plus en plus nombreux à exprimer, avec leurs moyens, leur mécontentement ; il tente de mettre en place, sous des formes spécifiques, une sorte de « direction participative par objectifs » à l'aménagement du cadre de vie.

C'est en fait dans son organisation même que le capitalisme monopoliste d'Etat tente de transformer la profession d'architecte : institutionnellement, un projet de loi déposé, puis

retiré, à l'Assemblée nationale, devait légaliser la pluralité des modes de pratique remplaçant de fait une organisation corporative périmée. Plus fondamentalement, un décret réformé, en 1973, les conditions de rémunération des études d'architecture ; ses conséquences seront importantes : il prévoit un engagement, sur ses honoraires propres, de l'architecte, au premier stade de son étude, sur le coût définitif du bâtiment projeté. Les conséquences de ces mesures seront un nouveau développement de la concentration de la conception architecturale dans de grandes agences, et, dans les conditions actuelles, un développement d'une sous-traitance au rabais, un accroissement du chômage et de la déqualification.

Au travers de ces transformations de leurs conditions de travail, et, plus, au travers de la dégradation de l'intérêt, de la signification sociale de ce travail, c'est bien la base spécifique de l'alliance entre les intellectuels et la classe ouvrière qui se dégage.

C'est là d'ailleurs ce que Pompidou reconnaît, lorsque, dans ses confessions esthétiques au Monde, il pratique à la fois culpabilisation et flatterie : bien qu'ils « n'aient pas su résoudre le problème du logement », il ne doit pas, pour M. Pom-

pidou, « y avoir de métier plus beau, quand on songe à toutes les contraintes auxquelles ils [les architectes] sont soumis ».

Etudiée dans les pires conditions, celles de la recherche du profit immédiat, l'architecture de la France d'aujourd'hui ne répond pas aux besoins sociaux de la grande masse de la population ; n'étant pas, en elle-même, oppressive ou libératrice, c'est bien parce qu'elle est produit de la logique du profit qu'il en est ainsi.

Première question : dans sa pratique et son discours actuels, qu'est-ce que le pouvoir attend de l'architecture ?

Anatole Kopp : Cette question serait mieux posée si l'on se demandait ce que le pouvoir attend de cet immense secteur de l'économie française qui est celui de la production du logement. Je pense que ce qu'attendent ceux qui ont mis le pouvoir au pouvoir, c'est que le secteur de l'économie continue à rapporter des profits, que sa production, bien sûr, contribue à la reproduction de la force de travail, que soit maintenu dans l'espace, par l'intermédiaire des

plans d'aménagement, des plans d'urbanisme et des plans d'architecture, l'ordre social que nous connaissons et dans lequel nous vivons. Le rôle de ceux qui produisent l'ensemble des documents nécessaires à la construction — dont la production propre des architectes fait partie — me paraît parfaitement clair. Il paraît clair également que si une marge de manœuvre existe, si elle est exploitée, si elle permet des réalisations plus ou moins bonnes, elle n'en reste pas moins extrêmement mince ; la distance entre ce qui est fait de bon et ce qui est fait de mauvais aujourd'hui est bien moindre que la marge entre ce que l'on fait et ce que l'on pourrait faire. Sur cette première question il n'y a pas à aller plus loin ; ce que le pouvoir attend des architectes, et plus généralement de tous ceux qui concourent à la production du cadre bâti, c'est que ce cadre bâti soit à l'image de notre société.

Pierre Riboulet : Je ne pense pas que l'on puisse parler d'architecture comme d'une catégorie spécifique bénéficiant d'une autonomie relative dans la formation sociale. Il faut d'abord situer historiquement la pratique de l'architecte et montrer comment il intervient dans la division sociale-technique du travail. Nouveau venu dans cette division, l'architecte qui est traditionnellement chargé de construire les édifices du pouvoir, se voit chargé, disons depuis le XIX^e siècle, de construire les lieux de la production elle-même et les lieux de la reproduction de la force de travail.

Il faut donc débarrasser le terme d'architecture de toutes les connotations esthétiques et idéologiques dont la bourgeoisie l'a chargé en ne parlant que des formes et voir, plutôt, quelle sorte de rapport entretiennent ces formes avec la pratique sociale dont elles sont issues et qui les fondent. Aujourd'hui, l'architecture est un phénomène de masse déterminé par la base économique et les rapports de propriété, par la structure juridico-administrative et par la fonction idéologique que les classes ou fractions dominantes assignent aux formes de l'espace construit. C'est à l'intérieur de ces déterminations que se situe la pratique de l'architecte, celle d'un agent doté de certaines capacités techniques, mais qui dans la division sociale du travail, reste inféodé au mode dominant de production-reproduction.

Ne serait-il pas plus juste de distinguer — mais il faudrait fonder théoriquement cette distinction — une architecture pour le capital d'une part et une architecture pour la force de travail d'autre part ? Ceci per-

mettrait d'éviter les comparaisons douteuses et de voir cette coupure dans l'architecture, ainsi d'ailleurs que le rôle de l'Etat et de ses appareils dans cette production, comme un effet de la lutte des classes.

L'architecture du capital c'est l'installation dans l'espace des classes ou fractions qui exploitent. Localisation des unités de production, sièges directionnels du capital concentré, moyens d'échanges centralisés, grandes surfaces commerciales, moyens de transport développés, équipements construits des appareils répressifs et idéologiques (police, armée, prisons, bâtiments culturels, etc.), lieux de résidence et de loisir de la bourgeoisie, cette architecture accapare les sites les plus favorables, dispose des moyens financiers les plus élevés, passe outre aux règlements, spéculé sur les sols



Industrie avec grue, 1917

et les immeubles, divise l'espace en zones antagonistes, exalte la valeur d'échange et déploie sa symbolique marchande. Verre, marbre et aluminium poli sont ses fétiches, la classe dominante fabrique dans ses constructions son image de modernité, qui doit servir de référent général.

L'architecture de la force de travail, celle de la reproduction est régie par de tout autres lois. Logement « social », équipements de la vie collective sont installés au contraire dans la pénurie chronique ; insuffisants en quantité, construits aux plus bas prix, sur les terrains les moins bons, les moins bien placés, ils sont de plus tendanciellement dans un procès d'appauvrissement continu : diminution des surfaces habitables, des hauteurs libres sous plafond, création de catégories nouvelles de sous-habitat, P. S. R., P. L. R., etc. Espaces pauvres de l'encasernement et du stockage, les descriptions ne sont plus à faire. L'architecture ici assure encore d'autres fonctions, celles du contrôle et de la surveillance des classes dominées, mise au pas, mise en condition dans les grandes cités collectives, division et isolement des familles, autosurveillance et discipline, conditionnement dans l'école, répression dans les maisons de jeunes, etc. L'architecture de la force de travail, c'est d'abord cela, l'espace

du rapport du loyer au salaire, l'espace des expulsions, du rejet, de la relégation.

L'Etat bourgeois, c'est-à-dire « le pouvoir total, organisé des classes dominantes » et non pas un pur instrument technique, neutre, qui pourrait être utilisé autrement, attend de l'architecture, comme des autres domaines dans lequel il intervient, le maintien de la cohésion de la formation sociale qu'il dirige, l'atténuation de ses contradictions, la conservation d'un ordre économicopolitique, la reproduction d'une idéologie évacuant la division en classes. Il n'est pas étonnant que le discours et la pratique de l'Etat, sur l'architecture, s'opposent.

Le discours, qui met en jeu les critères esthétiques de la culture bourgeoise, laisse entendre que la « bonne » architecture est une question de talent, c'est un discours piégé, que les architectes, la plupart du temps, cautionnent. Dans la pratique, règlements, normes, financements, lois du marché des entreprises, etc. déterminent les formes plus fortement que tous les talents du monde. Ces formes-là sont adéquates avec le contenu réel de l'architecture, contenu social, et il importe au pouvoir d'Etat bourgeois que ce contenu ne soit pas modifié.

Il en résulte que les bâtiments qui ne sont pas conformes aux rapports sociaux de production dominants, sont impossibles à construire. Ils sont, dans les faits, interdits. Essayons de construire une usine pour d'autres conditions de travail, sans dispositif de contrôle et de surveillance, une cité sans gardien, une habitation communautaire, une école pour une autre pédagogie, des lieux de libre expression, de réunion, d'auto-activité, etc. Rien ne permet de le faire, ni les terrains, ni les normes, ni les financements, ni peut-être, dans les circonstances actuelles (mais là il faut voir), les classes dominées elles-mêmes dans la mesure où ces expériences leur restent extérieures et où elles sont soumises elles aussi, pour une bonne part, à l'idéologie dominante.

Paul Chemetov : 1) Je me permets de citer, pour commencer, Joseph Rykwert : « J'estime que cela vaut la peine de faire de l'architecture seulement si on l'entend ainsi : comme la tentation passionnée, engagée, d'exhorter, d'informer, d'influencer l'habitant-spectateur à travers les moyens visuels de l'art de construire. »

Ramener l'analyse des effets architecturaux à un simple rapport de classe n'est pas suffisant. L'architecture a presque disparu comme élé-

ment signifiant du discours de l'idéologie bourgeoise : Constantin Doxiadis, au terme de calculs optimistes, estime que théorie et critique d'architecture ont à voir seulement avec un millième de ce qui se construit. Ce millième a-t-il de l'importance pour notre pays ?

2) En constatant l'apparition récente de l'architecture dans le logement de masse, Riboulet met en cause le concept d'architecture, catégorie spécifique qui dispose d'une autonomie relative. Historiquement on constate que l'architecte bâtit non seulement les palais, les habitations de la bourgeoisie, de l'aristocratie, mais intervient également pour édifier les casernes, les arsenaux significatifs des symboles du pouvoir, de la réalité sociale. Au siècle dernier, on charge un architecte, Jules Saulnier de construire l'usine de Noisiel et sa cité microcosme du monde politico-économique de la bourgeoisie. On charge des architectes de construire les gares, ces temples du nouvel opium : la vapeur. Mais l'architecte participe surtout à la mise en forme de la ville, l'œuvre architecturale est, comme le dit Renaudie le lieu d'un rapport et ce qui est vrai pour le bâtiment est encore plus éclatant dans la ville.

Dans la politique du pouvoir actuel, à l'action des bulldozers, ajoute celle des architectes qui édifient ces buildings-dozers qui nient la ville, ses habitants, et leur culture. Ces architectures opèrent par délégation de pouvoir, elles formulent une représentation spatiale du pouvoir qui les soutient et en favorise la production.

L'architecture de grand ensemble, moyen, anonyme, est très exactement la politique en briques, car ce dénuement permettrait la prise de conscience des habitants et la dialectique — c'est connu — permet de casser les briques. On assiste donc actuellement à un phénomène de brouillage. Au nom de la qualité de la vie le pouvoir encourage une architecture de brouillage formel, inspirée de l'op-art qui fragmente l'ampleur des questions et l'échelle des réponses. Un ministre décide qu'on ne peut plus construire plus de cinq cents logements en une seule opération. Cela veut dire quoi : qu'on ne peut plus donner à ces logements l'infrastructure matérielle et sociale nécessaire à leur vie ou plus simplement que bâtir plus de cinq cents logements rend tellement apparent et terriblement effarant — en dehors des problèmes sous-jacents de partage des marchés, de récession économique, de fragmentation — le saut



Des ouvriers chez eux

qualitatif de la nature des problèmes ; il faut donc casser le miroir, casser la quantité, pour fragmenter le mécontentement des habitants.

3) La qualification d'architecture bourgeoise suppose en filigrane et en symétrie celle « d'architecture de gauche ». Or, il est pour moi évident qu'il n'y a pas d'architecture de gauche dans le sens légèrement subversif que peut avoir le terme ; l'expérience des années 20 est là pour le prouver : il y a quelque chose de profondément et fondamentalement (avec les connotations que ces mots peuvent avoir avec le sous-sol et les fondations) établi dans l'activité du bâtiment.

Posons donc que l'architecture est celle de l'ordre établi — notion ambiguë — et dans l'ordre bourgeois encore plus établi parce qu'il ajoute son inertie propre à la statique des ordres. Il y a quand même une lecture — il y a un usage progressiste et détourné de cette même architecture, non pas seulement par ce happening, cher à Ionel Schein, ce docteur Knoek de l'architecture messmérienne, mais plus essentiellement parce qu'au sens où l'entend Bachelard, l'homme habite — devrait habiter — poétiquement dans la jouissance des formes.

Et à ce propos, je refuse de me laisser enfermer dans une culpabilisation « de gauche » qui rejoint celle exprimée par le président de la République. Parce que leur activité fait des architectes des spécialistes formés à la jouissance des formes, ce faisant, ils en déposséderaient les autres dans une conception profondément marchande de la rareté « vous êtes quelques-uns à jouir des formes et ainsi, vous empêchez donc les autres d'en jouir ».

L'œuvre
architecturale
est le lieu
d'un rapport

Jean Renaudie : Le gouvernement dit que les architectes ne sont pas assez novateurs. Il lance la notion magique d' « innovation » pour résoudre le problème de l'habitat social. Cette opération est unique dans les pays capitalistes. Il s'agit d'une tactique à contenu idéologique par laquelle on essaie de repousser l'examen des vrais problèmes. On abuse les élus locaux par des expositions de projets, on réalise de beaux objets, des modèles, mais les problèmes posés par l'organisation de la ville sont éludés, et aucune mesure économique permettant leur réalisation n'a été prise.

Cette initiative du pouvoir rencontre chez les architectes un écho très important ; certains, qui jusqu'à maintenant s'étaient tenus sur la réserve cèdent à ce qui leur paraît une occasion de se faire « reconnaître ».

Cependant, la somme de travail effectuée à l'occasion de ces concours « innovation » est à considérer : on peut en effet se demander s'il n'est pas vrai qu'une production contient, peut contenir un élément qui peut devenir autre chose ? Est-ce que finalement on part du principe que dans une chose qui est produite, il y a obligatoirement une autre signification que celle qui est produite, qui

est cachée, qu'il faut déterminer ? Est-ce que dans la production capitaliste, dans la société capitaliste en matière de production et d'architecture, il n'y a pas aussi, comme dans toutes les autres productions qu'elles soient littéraires, artistiques, ou scientifiques, *des éléments qui sont en contradiction même avec le régime* crois que — c'est à déterminer et à examiner — mais je crois que dans l'architecture, il en y a avoir aussi ça. Et il me semble qu'actuellement, *lancé par la société capitaliste ?* Je il n'y a peut-être pas de solutions d'architecture qui annoncent ça, mais il y a par contre, avec ce développement de la population urbaine, avec cette situation d'incapacité dans laquelle se trouve la société capitaliste pour résoudre ces problèmes de la révolution scientifique, il y a un élément positif qui est un début de réaction chez les utilisateurs, et il y a ce phénomène de rejet de civilisation qui sont, déjà, porteurs d'un devenir... Ce n'est pas seulement une question de formes, mais il y a des recherches en architecture actuellement qui sont en contradiction, je crois, avec l'idéologie dominante. Je prends un exemple : tout architecte qui essaye par une solution d'architecture de remonter le niveau des H. L. M. fait un travail contre l'idéologie du pouvoir parce que l'idéologie du pouvoir, c'est de faire en sorte que l'H. L. M. n'atteigne pas, du point de vue du langage architectural, un certain niveau. Tant et si bien que c'est même passé dans les masses. Il y a des chansons populaires sur « l'horrible H. L. M. ».

A la télé, si on parle de l'architecture, on parlera de l'H. L. M. pour définir la mauvaise architecture. On peut même se dire qu'à brève échéance les enfants qui seront nés dans une H. L. M. vont être marqués socialement. Jusque-là, ils ne l'étaient pas à cause de l'architecture, ils l'étaient à cause des problèmes sociaux, du niveau de la vie de la famille, mais maintenant, ils commencent à le sentir.

Ce sont autant d'éléments qui sont contenus dans les solutions de l'architecture de maintenant. Je considère qu'il n'y a pas, en architecture de production innocente et qu'il n'y a pas de production sans importance, quelle qu'elle soit. Si l'architecture est obligatoirement porteuse d'un sens.

Cela mène notamment à cette alternative : ou bien c'est l'idéologie du pouvoir qui passe, ou bien les utilisateurs prennent conscience des énormes moyens techniques développés actuellement ; ils prennent conscience du fait qu'ils sont sans cesse sollicités, dans la production,

de faire fonctionner des moyens dont ils ne contrôlent pas les fins. De même, dans les villes, pour prendre l'exemple des rues, celles-ci avaient une fonction autre que celle de circulation, elles étaient un espace vital, au sens fort du terme. Cette fonction, on la supprime, et les utilisateurs commencent à formuler cette privation dans leur conscience. Dans certaines recherches d'architecture actuelles, on en tient compte ; c'est ce qui me paraît important.

La N. C. : *Repérer l'architecture dans les conditions sociales de sa production, dans son fonctionnement, et dans ses effets culturels est également important.*

C'est en effet à ces trois niveaux que se situe la pratique architecturale, c'est-à-dire la définition d'un projet de construction répondant à



Fabrique de machines, 1914

une commande sociale donnée ; — l'architecture est produit matériel, matière transformée ; — l'architecture est support de pratiques sociales déterminées ; — l'architecture est porteuse de significations culturelles ; elle produit et transmet des connaissances.

Elle est donc tout à la fois produit, instrument et témoin des transformations sociales de la période de sa réalisation. On ne peut pas pour autant assimiler « avancée » formelle à un progrès politique contemporain, ou « recul » formel à réaction politique : une analyse assez détaillée est indispensable, et un exemple peut le montrer : si l'on examine, en effet, les bâtiments de la Stalinee, à Berlin, il est clair que l'on ne peut pas les lire comme image de la « modernité » architecturale. Il n'en reste pas moins que ces grands blocs sont le témoignage monumental de la reconquête du centre urbain par la classe ouvrière, ainsi que celui de la volonté de reconstruire la R. D. A. dévastée par la guerre, et ce avec l'aide de l'U. R. S. S. La « transparence » de l'architecture est donc à mettre en cause. Plus, c'est la capacité de « changements » dans la ville hors de toute remise en cause des rapports de production à « changer la vie » qui est à questionner : nul volontarisme ne peut « changer »

les conditions de production de la ville des monopoles.

Deuxième question :
Est-ce que l'architecture parle ?

A qui parle-t-elle ?
Comment est-elle déchiffrée ?

Anatole Kopp : L'architecture du passé semble parler d'une certaine façon. Mais est-ce elle qui parle ?

Sommes-nous sûrs que ce que cette architecture semble nous dire a été intentionnellement inclus en elle ? En fait, aucun des architectes du passé qui ont laissé des témoignages écrits n'a dit qu'il voulait, par l'intermédiaire de son architecture, faire comprendre telle ou telle idée. Au plus ont-ils parlé de rythme, de proportions, d'ambiance ou d'atmosphère. Mais jamais d'idées, jamais d'idéologie. Aujourd'hui il est « à la mode » de parler de l'architecture comme d'un langage, d'imaginer que l'architecture puisse être porteuse d'idées, qu'elle puisse transmettre un message, non pas dans quelques années ou dans quelques siècles et indépendamment de la volonté de celui qui l'aura créé, mais immédiatement, comme on parle, comme on écrit.

L'exemple le plus marquant de cette volonté de faire « parler l'architecture » est incontestablement la période que par commodité on nomme la période stalinienne en U. R. S. S.

Comme la littérature, comme la poésie, l'architecture dut témoigner de la grandeur du socialisme réalisé, de la grandeur de cette période historique. L'architecture, tout comme la littérature, devait être nationale dans sa forme, socialiste dans son contenu. Pour la forme, des exemples anciens ne manquaient pas, et les architectes soviétiques de la période stalinienne puisèrent sans complexes dans les catalogues de formes de toutes les périodes historiques qui les avaient précédés. On vit défiler le long des avenues nouvellement tracées de Moscou, Babylone et Florence, la vieille Moscovie et les formes arabo-islamiques, le style empire russe, combien d'autres encore.

Mais si le problème de la forme (nationale) semblait relativement simple à résoudre par ces artifices, le problème du contenu (socialiste) en posait à son tour d'autres. Le contenu socialiste de l'architecture, les architectes constructivistes, avaient quant à eux essayé d'en faire la ligne directrice de leur conception architecturale. Si les années 20 ont été caracté-

térisées, en matière d'architecture, par un esprit créatif et inventif rarement égalé, c'est parce que ce contenu architectural était sous-tendu par un projet social global que Lénine évoque lorsqu'il parle de la libération de la femme et des services publics nécessaires à cette libération, dont parle Trotsky dans *Des questions du mode de vie*, qui traitent de tous les problèmes de la vie quotidienne dans le cadre du socialisme et qui sous-tend les écrits d'Alexandra Kollontai sur l'amour, sur la nouvelle famille, sur les nouveaux rapports entre les sexes; les architectes constructivistes des années 20 l'avaient pris comme contenu de leurs œuvres et ils avaient tenté de lui imaginer un contenant spatial.

Les ensembles architecturaux qu'ils créèrent ou que le plus souvent ils imaginèrent, faute de moyens, « parlent » effectivement. Mais ils ne nous parlent pas directement, comme l'imaginaient les inventeurs du réalisme socialiste. Ils ne parlent que lorsque l'on tente de les comprendre, que quand on connaît les objectifs que poursuivaient les auteurs de ces projets: c'est ce que l'on appelait alors en U. R. S. S. le « mode de vie nouveau », qui serait un mode de vie collectif dans le cadre duquel la famille traditionnelle aurait disparu et aurait été remplacée par de libres relations entre les sexes, dépourvues de toutes contraintes, de tout aspect économique ou mercantile. Dans une telle conception de la société, si la famille traditionnelle n'existe plus, pourquoi construire des « trois pièces-salle d'eau-cuisine », mieux vaut effectivement imaginer des complexes d'habitation conçus sur des programmes nouveaux, qui sous le nom de « Maisons-Communes » devaient remplacer l'ancien empiement et juxtaposition de cellules individuelles par une autre solution architecturale qui séparait les fonctions destinées à satisfaire les besoins individuels, considérés comme de plus en plus secondaires, et à satisfaire également les besoins collectifs imaginés comme allant toujours croissant. Dans ces Maisons-Communes, la cuisine individuelle avait été abolie ainsi que la notion de logement individuel. Chaque citoyen ou citoyenne avait droit à une cellule individuelle, mais également à des salles à manger collectives, à des salons de repos, à des bibliothèques, à des salles de lecture, à des salles de gymnastique, à tout ce que l'on avait pu imaginer en matière de satisfaction des besoins collectifs dans une société conçue comme libre, fraternelle et, d'une certaine façon, encore que le mot n'existait pas à l'époque, « auto-gérée ». Tel était le discours que



Des ouvriers chez eux

tenait l'architecture des années 20, non pas dans ses formes, non pas parce qu'elle avait utilisé des pilotis, des fenêtres en longueur ou des pans de verre, mais à cause de ses programmes, à cause de son contenu.

Ce projet social global avait été écarté.

Une résolution du C. C. du Parti bolchevique de 1931 l'avait présenté comme utopique, dangereuse, réactionnaire, contre-révolutionnaire. On assista, pendant toute la période stalinienne, à un retour à ce que l'on pourrait appeler les traditions, en matière de famille, d'éducation des enfants, de relations entre les sexes, de contraception. A cette nouvelle situation, à ces nouveaux programmes doivent répondre les architectes des années 30, 40 et 50, de la période stalinienne dans l'architecture de l'U. R. S. S. Si la famille traditionnelle est restaurée, si le projet social global des années 20 n'est plus à l'ordre du jour, pourquoi s'étonner si l'habitat de cette période n'apporte aucune solution nouvelle, n'est porteur d'aucune innovation et marque simplement un retour aux conceptions les plus traditionnelles et les plus archaïques en matière de logement? Cette architecture dont on avait dit qu'elle proclamerait bien haut la gloire du socialisme ne parle en fait pas, et dans tous les cas pas dans le sens qu'auraient souhaité ses inspirateurs et, plus que « réaliste », elle nous apparaît aujourd'hui comme un décor de pacotille destiné à cacher la réalité.

Cette tentative volontariste de faire parler l'architecture doit nous inciter à la plus grande prudence lorsqu'on aborde ce sujet, qui d'ailleurs me paraît relativement secondaire par rapport à celui qui avait été posé par

L'architecture comme produit, instrument et témoin des transformations sociales

les architectes des années 20 et qui semble étrangement absent de nos préoccupations actuelles.

Pierre Riboulet : Effet de rapports et productrice de rapports, l'architecture, comme toute production sociale, parle, cependant son langage n'est pas évident. Dans les conditions actuelles de division sociale et culturelle, les classes dominées peuvent rester aveugles et sourdes à l'architecture, ce qui ne veut pas dire que dans leur vécu quotidien, ces classes ne comprennent pas leur rapport à l'espace construit. La difficulté est de voir l'action de l'architecture dans cet espace vécu. Deux éléments peuvent aider à dévoiler l'architecture pour ce qu'elle est.

Le premier serait d'entreprendre un travail théorique approfondi sur l'architecture et ses rapports avec les classes sociales. Ici, les concepts marxistes peuvent être utiles, à condition de se garder d'une application mécaniste. Un mouvement se dessine dans ce sens, je pense en particulier au travail mené par les étudiants et les enseignants en architecture depuis quelques années. Une analyse critique de l'architecture menée par les architectes engagés dans la pratique professionnelle peut

amener des éléments nouveaux de connaissance sur la formation sociale en général et elle peut surtout aider à découvrir des nouveaux terrains et moyens de lutte.

Le deuxième élément est celui des luttes elles-mêmes, au cours desquelles les masses découvrent ce qui leur est opaque dans leur vécu quotidien. C'est à ce moment que sont posées les questions fondamentales : pourquoi la ville ? Pourquoi l'usine ? Pourquoi les cités ? et qu'apparaissent en clair les déterminations politiques de l'organisation de l'espace et les fonctions des appareils d'Etat dont la production sociale de l'architecture fait partie. Dans cette perspective de combat, cet appareil, comme celui de l'école, de l'armée, de la prison, doit être brisé, par un travail de sape, par des luttes incessantes et répétées, avant même la prise du pouvoir politique. L'aggravation des contradictions du capitalisme dans la ville, les conditions de vie dont disposent les larges masses, façonnées pour une bonne part, par l'architecture, sont les bases objectives sur lesquelles ces luttes peuvent se développer.

Aujourd'hui, les architectes, enfermés dans un corporatisme étroit fait d'auto-satisfaction et de condescendance, pour quelques-uns, à la déqualification et au chômage pour les autres, coupés des pratiques de masse, ignorants de leur situation relative dans la lutte des classes, ressentent durement l'incompréhension et l'indifférence auxquelles ils se heurtent. Dans les modes de production pré-capitalistes, on a pu constater l'existence d'une adéquation de l'architecture et des classes sociales. C'est le cas des ensembles d'architecture régionale, rurale et urbaine, produits par des sociétés de moindre division du travail.

Ces exemples passés sont compris aujourd'hui comme le souvenir nostalgique d'une capacité perdue, celle qu'avait l'architecture de transmettre, au-delà de sa forme simple, un certain mode d'être et de penser, une vision sur le monde, propre aux groupes sociaux concernés. La constitution du « travailleur libre » au sens de Marx, par le mode de production capitaliste a été un procès d'expropriation des travailleurs, de leur travail, de leur lieu d'existence, mais aussi, et dans le même mouvement, d'une expropriation culturelle complète, parachevée ensuite par l'école capitaliste. L'exploitation capitaliste exige des travailleurs « libres » sur tous les plans, des classes sociales qui ne puissent plus penser par elles-mêmes, l'installation d'un vaste désert culturel et l'« infantilisation » des sujets exploités.

Dans ce conditionnement massif, comment ne pas voir le rôle de l'architecture produite pour la force de travail ? Des cités patronales aux grands ensembles actuels la filiation est claire, il ne s'agit pas seulement d'habiter, mais d'être fixé à un lieu par toute une série de contraintes qui vont de la menace d'huissier au versement des allocations. Cette architecture est un système de mise en tutelle, un verrouillage de l'espace, un dispositif de sécurité contre les explosions sociales. Quelle pourrait être la parole de cette architecture ?

Paul Chemetov : Il est certain qu'avant l'arrivée de la bourgeoisie au pouvoir, et cela se vérifie dans l'architecture rurale ou dans l'architecture populaire jusqu'à la révolution industrielle, il y avait création et langage partagés. Un bouquin



récent : *Parler croquant* s'acharne à prouver le côté répressif de la langue officielle de l'Académie française, du bien parler, de l'encadrement verbal et mental de la langue des chancelleries. De même qu'on a empêché le peuple de parler « croquant », en architecture, l'idéologie du lisse, de l'ordre, de l'ordonné a contribué à la même expropriation culturelle.

Sans langue on ne parle pas ; réciproquement, la « langue nous parle ». Elle nous offre un instrument de communication dont l'absence empêcherait l'élaboration même de la pensée.

En particulier, l'architecture contemporaine si elle n'est pas structurée en langue, court le danger, une fois épuisé le cycle de l'avant-garde, de rejoindre les archétypes dominants. En étudiant la possibilité de le préciser, de le rendre transmissible, nous risquons de dilapider notre patrimoine expressif en devenant ainsi incapables de parler architecture.

En réalité, le plus grand nombre de ceux qui aujourd'hui projettent et construisent, émettent des sons inarticulés sans signification, incapables à transmettre le moindre message, ignorant le moyen de le dire.

Ils ne disent rien, ils n'ont rien à dire, complices en cela d'un pouvoir qui admet que l'on parle de l'archi-

ture (l'esthétique) ou même avec l'architecture (la rhétorique), mais pas architecture (l'activité pratique).

Le capital investit l'espace. Nous cotoyons la première génération des enfants qui ne sont pas seulement marqués socialement mais aussi spatialement dans l'univers entièrement normalif et a-historique qui constitue le cadre de vie d'une fraction importante et croissante de la population. A l'oppression économique une deuxième oppression s'est ajoutée si ce n'est par la faute, au moins par la médiation de beaucoup d'architectes qui favorisent le marquage spatial.

Il est certain que la division de la société en classes a toujours existé sur le terrain, mais la pratique de la ville était partagée, parce qu'au travers de cette pratique et des formes de la ville, la classe dominante imposait sa représentation du monde et aussi parce que le mode économique de production imposait la coexistence des classes.

Actuellement le mode de formation du capital a imposé cette mise à plat des différences de classes sur le terrain avec ces plans-masse aussi clairs que les plans de batailles de nos livres d'histoire. Devant cette évidence les mots de non-ségrégation ou d'intégration fleurissent.

S'il n'y a pas d'architecture de gauche, il y a pour les habitants une lecture et un usage libérateurs. Ce que les architectes pourraient faire, s'ils en étaient conscients, c'est de favoriser cet usage et cette lecture. Des décisions aussi élémentaires que de permettre plusieurs meublaments d'une chambre, ou par une vue diagonale d'offrir d'autres limites à la vue que le parallélisme des murs de la structure sont une aide donnée à l'habitant-spectateur.

On ne peut réduire la chose construite à être un appareil idéologique d'Etat, même s'il est certain que la première fonction de l'architecture en tant que représentation est d'être cet appareil ; dans le même sens que l'on dit l'appareil de la langue ; et qu'une langue policée est un appareil... répressif. Ce type de conditionnement existe dans l'architecture. De là naît l'ambiguïté suivante : tout langage architectural apparent est manipulable, il permet la récupération et les conditions nécessaires au fonctionnement de l'idéologie dominante. Pour prendre l'exemple d'Emile Aillaud et de la Grande Borne, il est certain que l'on a l'exemple d'un « beau langage architectural » qui va de pair avec une conception réactionnaire et conservatrice de la société dont l'architecture est le « cadre donné » et les habitants priés de passer de gauche à droite et de

se déplacer pour « l'animation » du décor. Mais c'est parce qu'Aillaud dit quelque chose que l'infirmier de l'émission télévisée de Jacques Frémontier se rend compte qu'il triche.

Jean Renaudie : Ne s'attacher qu'aux formes extérieures de l'architecture (style) et prétendre le « signifié » (rapport sociaux : histoire) secondaire est un moyen pour empêcher les utilisateurs de se poser certaines questions sur les problèmes sociaux. A l'opposé, ne prendre en compte dans l'architecture que le « signifié » (rapports sociaux) est aussi un trucage ; les formes en architecture ont un contenu idéologique ; cette attitude conduit elle aussi à l'improduction. L'étude des formes en architecture peut être entreprise sur un plan scientifique et pas seulement à partir du beau et du laid. Les productions d'architecture dans leurs formes sont des produits d'une société au même titre que toutes les productions des autres pratiques. L'apparition de telle ou telle forme ne découle pas uniquement des rapports sociaux. Une œuvre d'architecture doit être examinée dans toute sa complexité et c'est à ce titre qu'elle peut être investie d'un certain langage.

Une œuvre d'architecture n'est pas le résultat du hasard, c'est avant tout le lieu d'un rapport, c'est une combinaison de laquelle peuvent être mis en évidence les raisons et les moyens employés. Une œuvre d'architecture contient les conditions qui ont permis sa production — elle peut dire aussi par ses manques tout autre chose que ce qui est formulé. L'originalité dans les formes en architecture peut venir de problèmes extérieurs à l'architecture, de problèmes d'autres domaines ; scientifiques par exemple.

Dans son langage l'architecture ne peut séparer la forme et le signifié. Le volume d'une tour de la Défense est-il « forme » ou « signifié » ? Un village, une ville (ou une partie) sont-ils dans la combinaison des volumes construits forme ou signifié ? Dans la recherche de cette distinction la discussion s'épuise. S'il est vrai qu'un espace prend en partie sa signification des rapports sociaux qui s'expriment à travers lui, il est vrai aussi que ce même espace peut, du fait de sa forme, avoir des effets déterminants sur les comportements, donc sur la pratique sociale. Les volumes intérieurs et les espaces d'un logement ne sont pas produits par les rapports sociaux, ils sont les produits d'une solution d'architecture.

Même si on diminue le temps de travail, un quartier, un collectif, dans leur organisation générale, peuvent contredire l'utilisation du temps libre.



Des ouvriers chez eux

Prenons l'exemple du secteur rénové d'Ivry, que je connais bien : l'imbrication des logements entre eux, les contacts visuels entre les habitants, permis notamment par l'organisation des terrasses ont énormément favorisé les rapports, poussé à l'établissement d'activités collectives.

L'office d'H. L. M. s'étonne que les mêmes développements sociaux ne se réalisent pas de l'autre côté de la rue... Mais le secteur rénové d'Ivry est, concrètement, l'œuvre de la municipalité communiste...

Les habitants du secteur rénové sont devenus des sortes de « militants de l'architecture ». Que tous leurs logements soient différents les uns des autres entraîne que les habitants n'ont pas à être jugés dans la manière dont ils utilisent leur logement ; qu'ils aient pu choisir leur logement a d'emblée éveillé leur intérêt et une sorte de sens de responsabilité.

Les habitants se sont lancés dans des enquêtes sur le rapport des uns et des autres, leur sensibilisation à l'espace habité. L'impression est la plus souvent positive — pour le quartier dont je parle — mais elle se prolonge en exigences nouvelles : « Nous sommes contents, mais nous attendons d'autres solutions d'habitation. » C'est-à-dire que la prédiction des « gauchistes » : « Les gens installés dans le confort seront coupés de la vie sociale » s'est trouvée infirmée ; ici, c'est la chose produite, dans un certain contexte socio-politique qui favorise le rebondissement d'une activité d'interrogation, de réflexion. Maintenant le problème que se posent les habitants est : comment arriver à nouer des contacts avec d'autres que ceux qui ha-

Dans son langage
l'architecture
ne peut séparer
la forme
et le signifié

bitent leur immeuble, avec le souci de continuer à parler du logement ?

Toute solution d'architecture subit des influences de contenu économique, idéologique, social, politique, mais pour ces mêmes conditions il peut y avoir en réponse plusieurs solutions qui ne seront jamais sans influence sur la pratique sociale. Ces différences dans les productions d'architecture sont une forme de son langage.

C'est dans sa diversité et dans sa complexité que peut être approché le « langage architectural ». Dans cette approche toute attitude de schématisation, de simplification, de recherche du détail, de la petite histoire sont des entreprises de mystification.

La N. C. : Dans la bataille électorale de mars 1973, comme dans les luttes qui ont suivi, les questions urbaines ont pris une grande place. Au-delà des mesures prévues dans le strict domaine de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, et de la construction, c'est l'ensemble des changements qu'envisage le Programme commun de la gauche qui induiront des transformations fondamentales dans les objectifs, les méthodes, et les conditions de la pratique architecturale.

Les mesures foncières, les nationalisations démocratiques des secteurs clés de l'économie, et avant tout des banques donneront les éléments indispensables d'une maîtrise du développement urbain. La politique sociale d'un gouvernement de gauche et la réponse aux besoins sociaux niés ou refoulés par le capitalisme monopoliste d'Etat donneront de nouveaux objectifs à l'urbanisation, dont les décisions ne seront plus le fait d'un gouvernement autoritaire mais bien celui des assemblées élues, sous contrôle démocratique.

Dans les problèmes du vécu quotidien de l'architecture, abordés plus haut, la réduction du temps de travail, l'allègement des conditions de transport, et la réduction des distances moyennes entre habitat et travail donneront de nouvelles conditions à la perception de l'architecture, tout comme elles seront la base nécessaire du développement culturel.

La pratique architecturale verra donc se développer son champ d'activité, et verra, dans son fonctionnement, s'élargir la capacité d'intervention démocratique. Les objectifs de construction ambitieux fixés par le Programme commun sont à la portée d'une industrie du bâtiment transformée, par la suppression des gaspillages, par une élévation de la productivité consécutive à l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre et la libération de forces productives jugées non immédiatement rentables par les monopoles.

C'est sans doute à un mouvement aussi important qu'il faut s'attendre dans le secteur de conception, dans les bureaux d'étude, et dans la pratique architecturale :

Troisième question :

On peut attendre de la mise en œuvre du Programme commun une modification objective des conditions de la pratique et du langage de l'architecture. Dans cette perspective, quelles tâches, quelles responsabilités nouvelles, prévoyez-vous pour elle ?

Anatole Kopp : Si la gauche arrive au pouvoir, si le Programme commun est mis en application, pourra-t-on, ou ne pourra-t-on pas construire 700 000 logements par an, c'est là un problème que les techniques actuelles doivent pouvoir permettre de

résoudre et il est à noter d'ailleurs que lorsque le pouvoir parle de ces problèmes, il parle de 600 000 logements par an, ce qui après tout n'est pas tellement loin des 700 000 logements annoncés par le Programme commun. Sans doute pourra-t-on construire 600 000 logements par an, sans doute pourrait-on les construire dès maintenant si les crédits, les terrains et les problèmes administratifs ne constituaient pas les obstacles que l'on sait.

Mais ces aspects-là, dont rien ne prouve d'ailleurs qu'ils seront totalement résolus par l'avènement de la gauche au pouvoir, m'apparaissent néanmoins comme secondaires par rapport à ceux que j'ai évoqués. Si l'architecture des années 20 reste un des plus grands moments de l'histoire de l'architecture mondiale, et sans doute le plus grand, c'est, nous l'avons vu, non pas parce qu'elle



La maison de l'amitié, 1917

aurait résolu on ne sait quel problème technologique mais parce qu'elle était conçue comme le cadre et le moule d'un mode de vie nouveau. On parle beaucoup à notre époque d'innovation, l'innovation est à la mode jusque dans les cercles du pouvoir. Mais cette innovation ne porte que sur les formes extérieures de l'architecture, elle ne porte que sur la technique, sur les moyens de mise en œuvre, sur les matériaux. Elle perpétue la même manière de vivre, le même mode de vie que celui que nous connaissons, avec peut-être un peu plus de confort, un peu plus de lumière et un peu plus d'eau chaude. L'architecture soviétique des années 20 promettait autre chose ; elle promettait une transformation totale de la vie quotidienne, elle n'était qu'un élément d'un projet social global dont j'ai tenté ci-dessus en quelques lignes de définir les contours. Je pense qu'il ne pourra y avoir d'architecture véritablement nouvelle que par rapport à un projet global de transformation de la société, projet qui, à l'heure actuelle, ne me semble pas énoncé. Or, un tel projet est nécessaire, non seulement au progrès de l'architecture, mais aussi et surtout à la crédibilité de l'idée même de socialisme. Ni la nationalisation des grands monopoles, ni la

nationalisation de telle ou telle industrie, ni même l'appropriation collective des moyens de production ne peuvent constituer des buts en soi ; ils ne sont que des moyens, et Marx l'a dit avec infiniment plus de force que je ne saurais le faire, que des moyens d'arriver à la libération totale de l'homme, à une autre manière de vivre. L'architecture n'est et ne sera jamais que le cadre bâti de tel ou tel mode de vie ; c'est la définition de ce mode de vie qui me paraît aujourd'hui un problème essentiel en matière de politique comme en matière d'architecture.

Pierre Riboulet : Comment la gauche au pouvoir et l'application du Programme commun peuvent-ils modifier les conditions de la production de l'architecture ? C'est avant tout un problème politique fondamental. Dans cette première phase, la gauche au pouvoir gère l'Etat bourgeois ; elle peut prendre un certain nombre de mesures d'une grande importance, mais qui ne peuvent être suffisantes si elles restent sur le plan économique, dans la mesure où la bourgeoisie classe dominante, peut facilement les contrer. Dans la lutte de classes intense qui serait ouverte alors, il est nécessaire que les organisations de masse ouvrent des perspectives tout à fait nouvelles et profondément révolutionnaires dans tous les domaines, de manière que les masses ne considèrent pas ce gouvernement comme un autre, mais se mobilisent largement sur des objectifs clairs et sur des changements réels dans la vie quotidienne. On en revient par conséquent à la question des appareils d'Etat bourgeois, qui existant encore à ce stade, doivent être subvertis et sapés dans leurs fondements.

En fait cette lutte doit être entreprise dès maintenant. En fonction de tous les problèmes que nous venons d'évoquer, je pense par exemple à ce que disait Gramsci de l'hégémonie du prolétariat. Dans toutes les instances de la vie des masses il faut que cette hégémonie se manifeste, au travail, dans les quartiers, dans l'école, dans l'université, etc. Nous ne sommes pas aussi loin qu'il y paraît de l'architecture, étant donné que l'architecture bourgeoise est l'un de ces appareils à briser. Et d'abord, en posant la question de la répartition dans l'espace, de l'inégalité de développement des régions, des rapports de la ville et de la campagne, c'est-à-dire des ouvriers et des paysans, etc. Ensuite dans les villes, en posant la question de l'habitat, des espaces collectifs, des transports, etc., en somme, un état critique des manques. Tous ces manques, cet envers

de la société actuelle doivent surgir des masses elles-mêmes. Le rôle des intellectuels révolutionnaires et des architectes en particulier est fondamental ici. Ils doivent se mettre au service des masses, non pas dans une perspective suicidaire de dépérissement immédiat, mais agir politiquement en tant qu'intellectuels, pour ce qui peut être utilisé de leurs capacités et de leur savoir, qu'ils monopolisent depuis si longtemps. S'ils doivent effectivement dépérir, ce ne peut être que dans le mouvement d'ensemble de la fin des oppositions. Dans l'Etat bourgeois gouverné par la gauche, ils doivent seulement travailler en tant que tels pour contribuer à mettre en place le procès tendanciel de l'hégémonie du prolétariat. Et il y a certes un énorme travail à faire qui peut donner un contenu tout différent à la phase suivante, celle de la prise du pouvoir politique et de la dictature du prolétariat.

Il ne s'agit pas, par conséquent d'améliorer l'architecture bourgeoise, mais de rendre sa crise irrémédiable. Il faudra cependant une longue période, vraisemblablement et de profonds changements dans toute la société, pour que les masses puissent s'exprimer dans l'architecture en intervenant dans sa production. Ce n'est pas le lieu ni le moment d'échafauder des utopies construites, encore qu'elles puissent avoir leur utilité. C'est la pratique sociale elle-même qui est porteuse d'avenir pour peu qu'elle s'en donne politiquement les moyens.

Paul Chemetov : Le Programme commun de la gauche va entrer en application en utilisant les déterminismes techniques et les circuits décisionnels de l'ordre existant ; c'est-à-dire que l'on risque d'avoir côte à côte un certain nombre de réalisations vraiment novatrices et une vaste grisaille quantitative pour répondre à l'engagement de construire 700 000 logements neufs par an.

Or, en architecture, faute de modèles construits, il est très difficile pour les citoyens de réclamer massivement autre chose que ce qu'ils connaissent. La petite quantité de modèles à tendance positive actuellement construite aura un difficile effet d'entraînement dans une production subitement accrue.

Aujourd'hui, pour réaliser 500 000 logements, on en étudie quatre à cinq fois plus. Le pouvoir a quarante-deux casseroles sur le feu pour verser trois gouttes ! Il y a là un gâchis, une anarchie insensés. De plus, entre le tiers et la moitié du temps consacré aux projets sert à les présenter dans des modes, des bilans, des for-



Des ouvriers chez eux

mes qui n'ont presque rien à voir avec la réalité. Il y a un perpétuel bachotage des architectes et des collectivités locales ! Que ce temps perdu bureaucratiquement soit désormais passé au profit du temps de prise de décision démocratiquement organisé, voilà qui permettrait de changer l'architecture.

Si une réforme de la prise de décision est accomplie, une politique des « Cent Fleurs » en architecture sera possible, alors qu'une politique centralisée de modèles stériliserait l'accès des groupes de citoyens à la décision architecturale.

Un des aspects concrets de cette politique ouverte sera de ne pas exclure la réutilisation, la rénovation des bâtiments, des ensembles existants, ce sera surtout la réévaluation des objectifs de l'aménagement urbain. Ceci me paraît devoir relativiser et nuancer considérablement l'objectif brut de 700 000 logements par an. A côté d'une grande entreprise nationale, il serait néfaste qu'une place ne subsiste pas pour des entreprises moyennes de réutilisation du cadre bâti déjà existant.

Nous assistons actuellement à une dichotomie complète de l'habiter et du construire ; dans le meilleur des cas, l'habitant-spectateur est réduit au rôle d'habitant-voyeur. Il est certain que la spécificité de projet neuf rend difficile la participation des non-spécialistes. Par contre la réévaluation, la sauvegarde, l'aménagement du cadre de vie, le maintien du patrimoine culturel et historique permettent la participation effective des citoyens, l'action de la municipalité de Bologne est là pour nous servir d'exemple. Cela permettrait en outre le maintien d'un réseau d'entreprises non monopolistes que

La définition de profondes transformations de la pratique architecturale

la taille et les techniques des grandes opérations nouvelles rendent non compétitives.

Jean Renaudie : Je partirai de l'apologie actuelle de l'architecture paysanne, qui me paraît se rattacher au mythe de l'autoconstruction ; il est clair que la différence entre les diverses constructions paysannes est au moins aussi grande que dans les constructions urbaines. Il faut tenir le plus grand compte du développement des forces productives, de la socialisation du travail en architecture.

On peut espérer dans notre pratique d'architectes avoir, par exemple, à faire une école avec les gens qui sont intéressés par l'école et non pas seulement avec l'inspecteur et ce sont des faits qui bouleversent toutes les habitudes, d'avoir à débattre des solutions qui sont proposées en habitat avec des amicales de locataires qui eux, ont déjà expérimenté des solutions et qui peuvent critiquer certaines choses, sans tomber dans la tendance de « l'utilisateur ». Les utilisateurs ne sont peut-être pas capables de déterminer, de définir les formes que devrait prendre l'architecture pour satisfaire l'habitat du moment, mais par contre, ce qu'ils sont capables de faire, c'est d'expérimenter, de juger, de critiquer et de

dire : « Non, le système cage à lapins ça ne colle plus, on ne veut pas d'ensembles comme ça, qui soient des barres d'un kilomètre, on n'est pas des cochons. »

Je crois que ça ne paraît pas grand-chose et que finalement ça bouleverse complètement la pratique, notre pratique actuelle, parce que même si on veut prendre ces contacts, on les invente, ce ne sont jamais les vrais parce qu'ils sont très difficiles à prendre et même en les pratiquant actuellement, on s'aperçoit que bien souvent, on fausse les choses parce que presque inconsciemment, on va choisir les interlocuteurs qu'on voudrait avoir.

Il y a une autre chose qui devrait entrer en ligne, j'espère qu'elle existera, c'est la prise en compte de la recherche et de la recherche qui n'est pas, comme actuellement, le « Plan Construction » : l'on fait travailler des tas de petits gars : « Faites des concours, faites des concours », pour écrire dans une petite revue et puis après les avoir bien menés en bateau, finalement on les place dans des conditions qui sont le contraire même de la recherche, c'est-à-dire qu'on les oblige à s'acquerir avec des entreprises.

Pourtant, il n'y a jamais eu parmi les jeunes architectes une telle prise de conscience de l'importance des problèmes de l'architecture. Cette élévation du niveau de conscience vient de la découverte des impossibilités du système capitaliste qui mène à l'impasse toutes leurs entreprises. Le moment où l'on pensait pouvoir toujours se débrouiller à l'intérieur de ce système est passé. Cette prise de conscience se réalise non seulement par le milieu propre aux architectes, mais aussi grâce à l'existence organisée de la classe ouvrière. Cette élévation globale du niveau de conscience a favorisé certaines créations. L'habitat social, c'est aussi de l'architecture, aujourd'hui ; je veux dire que le temps est passé où il était implicitement exclu du domaine de l'architecture. C'est pourquoi la perspective de construire 700 000 logements en application du Programme commun doit être considérée avec optimisme.

La N.C. : Dans ce débat se dégagent à la fois convergences quant aux difficultés de la pratique d'une architecture répondant aux besoins sociaux de la société française, et divergences sur les possibilités exprimées dans la pratique actuelle par quelques-unes de ses réalisations qui, dans d'autres conditions, revêtiraient un sens différent.

Jean Renaudie met ainsi en évidence les acquis culturels, formels de

la nouvelle critique

certaines projets, aujourd'hui détournés et méconnus, et qui, développés à l'échelle de la production de masse, seraient une plate-forme de progrès importants.

Cette position s'oppose au propos selon lequel « tout serait à inventer » lors de transformations politiques ouvrant la voie au socialisme en France. Ce serait alors « l'an 01 » de l'architecture et du « mode de vie » nouveau.

Nous ne pensons pas que l'on puisse nier l'existence d'un savoir technique, de connaissances théoriques et pratiques, en architecture. C'est aujourd'hui certes dans un enseignement coupé de l'université et doté de faibles moyens qu'elles sont transmises, cependant l'utilisation de ces connaissances pour la transformation de la pratique, d'une part, et pour la constitution, d'autre part, d'un secteur de pratique expérimentale s'appuyant à la fois sur le secteur nationalisé de production, et sur la recherche scientifique nous semble hypothèse à considérer pour la période de la démocratie avancée.

Une telle démarche serait à même de favoriser l'écllosion de formes architecturales correspondant aux nouvelles conditions de production, d'utilisation, de perception.

Ces nouvelles conditions seront, est-il besoin de le rappeler, loin d'être le fait d'une période ou « la gauche gère l'Etat bourgeois », selon les termes de P. Riboulet, mais bien d'une étape vers le socialisme où les coups portés à la puissance des monopoles par les nationalisations, la politique de classe et démocratique axée sur la satisfaction des besoins sociaux du gouvernement, la politique culturelle saperont les bases de l'Etat monopoliste.

On peut par ailleurs se demander, à propos des problèmes soulevés par Anatole Kopp, si le caractère démocratique des décisions en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'architecture n'est pas contradictoire avec la volonté de définir ex cathedra « un mode de vie nouveau ».

S'il y a nombre d'enseignements à tirer de la pratique architecturale en U. R. S. S. dans les années 20, l'un d'entre eux n'est-il pas de reconnaître le décalage ayant pu exister entre beaucoup de projets (l'habitat collectif à services intégrés — aujourd'hui repris en considération —, par exemple) et le niveau culturel de la population ?

Peut-on penser que c'est par une brutale décision administrative que la fonction entre le mode de vie projeté, imaginé par les architectes et la population ne s'est pas faite ?

Le développement de la démocra-

tie, condition indispensable de l'affaiblissement de la puissance et de l'influence du capital monopoliste est une des conditions de la révolution culturelle, qui ne se réduit pas à la révolution socialiste, pas plus qu'elle ne la remplace. Son contenu dans la sphère de l'architecture est tout autant un élargissement de l'intervention populaire au stade de la programmation, comme au stade du projet et de la réalisation de l'architecture, qu'une réelle intervention dans les formes de cette architecture, grâce à une diffusion des connaissances techniques, sociales, artistiques, aujourd'hui bridées et confinées.

Le « projet social global » de satisfaire les revendications les plus urgentes, la nouvelle logique de l'urbanisation, appellent non pas une architecture officielle de « gauche », mais bien une multiplication des recherches, des initiatives, et ce en liaison à tous les niveaux avec la population et ses représentants.

C'est donc à une diversification des approches dans le détail formel, à un développement des discussions et des débats, ceux-ci ne se limitant pas aux seuls architectes ou à leurs « clients » d'Etat que l'on assistera.

Le Programme commun définit une profonde transformation de la pratique architecturale : élargissement de son champ d'activité ; articulation tant sur les décisions démocratiques, que sur la recherche et le progrès des sciences et des techniques, et sur les nouvelles conditions de production créées par la nationalisation du secteur-clé de l'industrie ; développement de la discussion et de l'intervention des masses dans la culture comme dans l'architecture.

C'est dans ses objectifs et ses réalités quotidiennes que le travail des théoriciens et des praticiens de l'architecture devra se transformer.

Comment ne pas voir dans cette perspective la base du développement dans ce secteur de l'idée et de la pratique de l'alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels ?

Pour sa part, La N.C., au-delà du colloque « Pour un urbanisme... », objet d'un numéro spécial hors-série, poursuivra le débat ici ouvert.



En vente aux

EDITIONS DE
la d f
QUI VOLTAGE
N° 90 PARIS CEDEX 07
**documentation
française**

LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS ET LA PROTECTION DE LA NATURE

Collection « Environnement »

La politique française de l'environnement, 15 F.

Enseignement et environnement, 20 F.

La pollution de l'air en France, 20 F.

URBANISME ET ARCHITECTURE

Atlas du bassin parisien. Groupe interministériel d'aménagement du bassin parisien, 130 F.

Éléments pour un schéma d'aménagement rural de la région parisienne, 100 F.

Travaux et recherches de prospective (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale).

Composantes de la fonction urbaine, essai de typologie des villes (n° 3), 15 F.

Une image de la France en l'an 2000.

Scénario de l'inacceptable (n° 20), 25 F.

Une image de la France en l'an 2000.

Documents, méthodes de travail (n° 30), 25 F.

Régions urbaines - Régions de villes (n° 44), 30 F.

Collection Notes et Etudes documentaires - 60 titres par an, abonnement : 250 F.

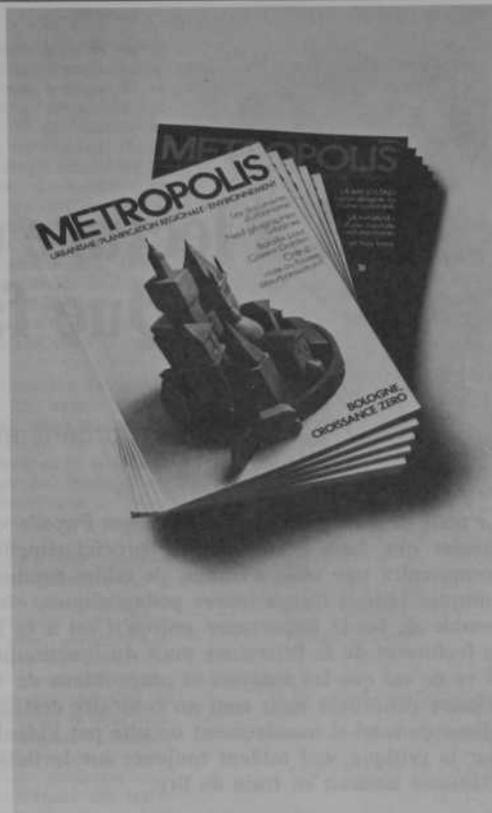
Métropoles d'équilibre et aires métropolitaines ND 3633, 2,50 F.

Paris, un héritage culturel et monumental ND 3483, 7,50 F.

Paris, ville industrielle ND 3690-91, 10 F.

Paris, la vie quotidienne ND 3982-83, 7,50 F.

Les ensembles historiques dans la reconquête urbaine ND 3969-70, 5 F.



**Conçu par des spécialistes,
mais accessible à tous,
Métropolis vous informe sur
les événements du monde entier,
les analyse et les commente.**

**Métropolis : 1er mensuel
français de planification
urbaine & régionale.**

**A renvoyer à Métropolis,
sous enveloppe affranchie,
7 rue des Lavandières 75001 Paris**

**Je désire recevoir gratuitement
et sans engagement
de ma part, un numéro
de Métropolis.**

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Fonction _____

La lecture des textes. Que faire ?

Pierre Barbéris et Roger Fayolle

Le texte de Pierre Barbéris et de Roger Fayolle que nous présentons ci-dessous est extrait du dossier que nous allons publier prochainement sur l'enseignement du français et qui comprendra une série d'études, de tables rondes réunissant enseignants et enseignés, des comptes rendus d'expériences pédagogiques, etc. Le problème abordé dans cet article nous semble de haute importance puisqu'il est à la base non seulement de tout enseignement de la lecture et de la littérature mais du fonctionnement même des textes à l'école et hors l'école. Il va de soi que les analyses et propositions de Barbéris et Fayolle ne se présentent nullement comme définitives mais sont au contraire destinées à susciter questions et débat sur ce problème de fond si massivement occulté par l'idéologie de la littérature, par les manuels comme par la critique, qui tablent toujours sur la fiction « du lecteur » qui n'est jamais que l'Homme abstrait en train de lire.

Sans viser à une définition théorique de la notion même de littérature (écrite, enseignée, écrite non enseignée, enseignée non écrite, rarement enseignée-écrite) on peut s'attacher à un problème pédagogique précis : non tant l'enseignement de la littérature qui fait problème, mais celui de l'incitation à la lecture par l'étude des textes. Avant de définir objectifs et méthodes, il convient de bien prendre conscience de la situation actuelle en ce domaine. De faire un bilan.

1. Comment on lit aujourd'hui

Les conditions actuelles de la lecture des textes sont telles qu'il est devenu très difficile pour les élèves de trouver en elle un plaisir, un moyen d'enrichissement culturel et un renforcement de leur armement scientifique. Ne pas tenir compte de ces difficultés présentes risque de conduire à des propositions ou à des pratiques artificiellement uniformisantes qui, en réalité, ne font ou ne feraient que reproduire et démultiplier des mécanismes de ségrégation d'abord, de sélection ensuite car en aucun cas, aujourd'hui, il ne saurait

être question d'orientation.

Un apprentissage défectueux de l'acte lexique au début de la scolarité fait souvent de la lecture un pénible déchiffrement au point de rendre difficile l'accès à l'unité de signification qui est, non le mot, mais la phrase ou le paragraphe, le chapitre. Aussi beaucoup d'élèves et encore d'adultes éprouvent-ils une grande fatigue à lire, malgré l'intérêt qu'ils peuvent prendre lorsqu'ils leur parviennent par d'autres voies, à une histoire et à des personnages, etc.

Les conditions matérielles (prix des livres — insuffisance des bibliothèques — parents qui ne lisent pas ou qui lisent peu à cause de leurs conditions de vie, parents qui lisent surtout des magazines ou des hebdomadaires « faciles », avec textes courts, flashes, etc.) font souvent de la lecture un acte insolite, voire contraire au comportement commun.

Une masse d'informations et de signaux parviennent aujourd'hui à l'élève par d'autres voies que la lecture (radio, télévision). Il en résulte que, souvent, la lecture n'apparaît plus comme une conquête, comme une progression vers des connaissances plus précieuses, mais comme une activité régressive, liée à l'effort sco-

laire, lui-même suspect, coupé de la vie.

La « lecture » des images et des sons habitue à une perception rapide et globalisante ; elle impose une adhésion immédiate. Au contraire, la lecture du texte imprimé long façonne ou suppose un type de perception très différent : analytique, individuel ; elle incite à l'exercice d'une pensée fortement introspective, partiellement indépendante de l'action, ou définissant un type d'action particulier, passéiste aux yeux de certains, à recharger dans un sens progressiste à notre point de vue.

C'est donc une erreur grave de faire comme si les élèves avaient tous la même aptitude et la même motivation à la lecture, avaient la même aptitude et la même motivation que les adultes ou plus exactement que certains adultes pour qui la lecture a longtemps été ou demeure le conditionnement culturel majeur, voire unique.

Le problème du statut des textes vient encore tout compliquer. Les textes se définissent d'abord par rapport à la notion de modèle. Cette notion a sans doute reculé et la littérature classique de XVII^e siècle apparaît de moins en moins impéra-

tivement comme un ensemble de chefs-d'œuvre idéaux par rapport auxquels les autres œuvres s'organisent selon des schémas de reproduction, d'opposition ou de décadence. Néanmoins, la notion même de modèle (classique, romantique, réaliste, etc.) demeure souvent implicite dans les manuels et dans l'enseignement. Or on sait bien que, par le biais du modèle esthétique, c'est toute une éthique et une idéologie qui sont ouvertement ou hypocritement proposées.

La notion de corpus et de somme culturelle (l'ensemble des œuvres à étudier) exerce des ravages non moins redoutables. Cette notion a à la fois des racines idéologiques avouées (un jeune Français — c'est un devoir civique ! — doit connaître tels et tels éléments du patrimoine culturel, mais qui ont été préalablement triés et soigneusement « présentés ») et des racines professionnelles (le maître considérant ou pouvant considérer comme allant de soi le corpus qui a servi à sa propre formation et par rapport auquel il se détermine).

La notion de littérarité, elle (ce qui fait qu'une œuvre est reçue comme littéraire) est liée aux deux précédentes. L'inclusion d'un texte dans le domaine idéal et incertain de la littérature obéit en effet à des considérations à la fois esthétiques, morales, sociales qui ne sont pas, elles non plus, explicitées. Ce brevet de littérarité implique une hiérarchie des œuvres, par quoi se trouve rejeté dans le non-culturel tout ce qui ne répond pas à des normes de sélection dont l'analyse et la critique ne sont, pour d'évidentes raisons, pas faites.

Enfin, la notion de chef-d'œuvre et de morceau choisi isole une œuvre dans un moment de la production littéraire ou un fragment à l'intérieur d'une œuvre. Les textes sont ainsi figés hors de tout mouvement réel et sont proposés soit comme modèle, soit comme exemple et illustration d'un ensemble dont on n'a pas de connaissance directe. Est-il besoin d'insister sur le fait que tout choix est motivé ?

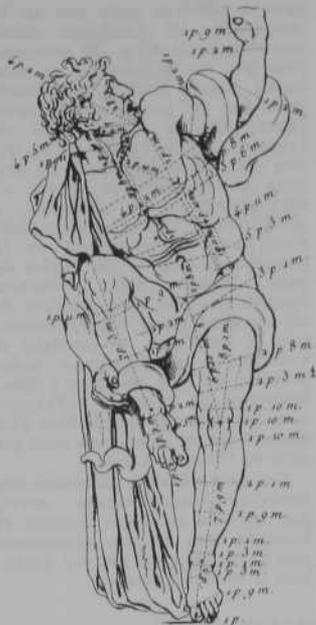
A ces mécanismes et processus de triage s'ajoute celui des censures : les unes, conscientes ou inconscientes, portent essentiellement, et d'abord, sur ce qui fait que le réel est contradictoire et problématique (d'une part, l'histoire, la politique, l'argent — d'autre part, l'affectivité et la sexualité). De manière plus profonde et plus subtile elles se manifestent ensuite par le refus ou l'incapacité de mettre en lumière les censures opérées par l'auteur lui-

même sur son propre texte et par le refus de découvrir par quels moyens, qui lui sont propres, le texte dit et fait, quand même, apparaître le contradictoire et le problématique. Il est évident que les censures visent à préserver une image rassurante et unifiante du réel, à occulter les luttes de classes, les conflits idéologiques et moraux résultant des rapports de classe. Or les censures contribuent à démotiver et à démobiliser les élèves qui vivent le contradictoire et le problématique dans leur propre expérience quotidienne et savent bien que le réel n'est ni unifié ni rassurant.

Le poids des structures de formation intervient, lui aussi comme élément de blocage. Sous la pression des réalités nouvelles, la pratique traditionnelle et longtemps ininterrogée de la classe de français est aujourd'hui largement mise en cause par les élèves comme par les enseignants. Nombre de ces derniers ont modifié profondément leur comportement et le bouleversement est si profond que l'on voit même des inspecteurs et certains chefs d'établissements scolaires soumis aux problèmes nouveaux et s'intéresser à des tentatives novatrices. Mais, comme au niveau des concours de recrutement, continuent le plus souvent d'être privilégiées certaines conceptions archaïques de la littérature et certaines méthodes non moins archaïques d'étude des textes qui ne préparent pas les futurs maîtres de français aux conditions réelles de l'exercice de leur métier et qui ne correspondent plus à ce qu'ils ont pu apprendre à l'Université, ni à leurs propres exigences ou curiosités il s'ensuit une situation de porte à faux, de sous-préparation professionnelle qui peut conduire, après des initiatives désordonnées au découragement et au repli sur des positions traditionalistes : le maître de lecture, à tous les niveaux, commence aujourd'hui par réapprendre sinon par désapprendre la manière dont on voudrait qu'il lise et apprenne aux autres à lire. Pour certains cette révolution méthodologique et culturelle est très difficile — d'autant qu'il n'est pas de révolution méthodologique qui ne remette en cause le contenu et donc les finalités de l'enseignement. Elle l'est rendue encore plus, dans bien des cas, par les manuels imposés aux élèves et par les pressions administratives ou politiques.

2. Lire en vue de quoi ?

On pourrait rappeler que les finalités générales de l'enseignement



Un apprentissage
défectueux
de l'acte lexique
au début
de la scolarité
fait souvent
de la lecture
un pénible déchiffrage

peuvent être de deux ordres :

— Développement complet et harmonieux de la personnalité, non par (moyen et fin) ambition encyclopédique, mais par souci (moyen et fin) de ne laisser inactive aucune des grandes virtualités humaines : raison, imagination, affectivité, esprit critique, aptitude à agir et à transformer.

— Une insertion à la fois pratique et critique progressive de l'adolescent puis de l'adulte dans un ensemble professionnel et social.

Quant aux finalités particulières de l'étude des textes, si l'on vise à autre chose qu'à une reproduction d'habitudes ou de systèmes qui ne correspondent plus à l'évolution historique des besoins sociaux et individuels et aux réalités nouvelles si l'on veut aussi éviter le piège d'un pseudo-modernisme sans racines, sans struc-

tures et guetté de toute part par la récupération de l'idéologie dominante, technocratique et moraliste, dans tous les cas idéaliste, on peut retenir comme finalités et objectifs spécifiques : continuation, après l'entrée dans le second degré, de l'apprentissage technique de la lecture : le maître de français est toujours un « maître de lecture » ; développement de l'aptitude à *déchiffrer les diverses significations d'un texte* ; développement de la *connaissance critique des œuvres du passé*, l'histoire d'une civilisation étant ici saisie au niveau de l'une de ses manifestations à la fois documentaire et spécifique ; en corollaire et conséquence, développement indispensable du sens historique ; développement de l'aptitude à l'expression, non seulement par le biais d'un discours sur les textes, mais aussi par celui de l'écriture directe.

Ces quatre finalités définissent une formation nécessairement active, non au sens naïvement activiste et brouillon mais au sens transformateur d'une situation, pouvant contribuer à sa transformation.

3. Le choix des textes

Premier serpent de mer : programme ou pas programme ?

La question n'est pas de savoir si l'on doit garder un programme ou si l'on va le brader : ni garder un programme n'est consolider la société bourgeoise, ni refuser tout programme est faire la révolution. Soyons sérieux. Il s'agit de mettre en place une programmation d'ensemble, visant non pas à sécuriser par l'énumération de listes d'œuvres ou d'auteurs, de thèmes ou de questions, selon des objectifs partiels et limités, mais à organiser l'enseignement du français en fonction de ses finalités propres. Sur ce point une grande autonomie des établissements est nécessaire pour que, de manière responsable et non sottement iconoclaste, on tienne compte des réalités pédagogiques. De toute façon l'idée « jacobine », d'un programme national autoritaire ne correspond plus ni aux réalités sociologiques, ni aux besoins, ni à l'état du développement scientifique. Si l'unification nationale réalisée par la bourgeoisie a pu avoir le rôle progressiste et libérateur que souligne Marx, la centralisation autoritaire actuelle est essentiellement mutilante et réactionnaire.

La poursuite de la troisième finalité (développement du sens historique) impose le respect et le développement d'une dimension diachronique : la bourgeoisie et ses victimes innocentes voudraient bien déshisto-

riser l'approche de textes et la conscience des phénomènes. Sur ce point il faut être vigilant, mais surtout inventif. La solution pourrait être trouvée dans l'institution en relation avec l'étude des textes, d'un véritable enseignement de l'histoire de la civilisation, qui serait programmé sur l'ensemble de la scolarité et qui permettrait d'éviter les distorsions et les déséquilibres actuels entre, par exemple, l'enseignement de l'histoire et l'enseignement du français. Lier la lecture des textes à l'étude de l'histoire des idées et des idéologies, des structures socio-culturelles et des formes d'expression, permettrait de conférer aux textes une réalité, une présence et une crédibilité qui les rendraient attirantes pour les élèves et qui seraient fondées sur des connaissances objectives et solides. (A noter que l'opposition banale entre texte seul et texte informé, ou texte en soi et texte mis en perspective devient inopérante, si l'on veut bien admettre que tout texte s'inscrit et s'écrit, s'écrit et s'inscrit à la fois dans un contexte historique et dans un « contexte » immédiat.)

Les deuxième et quatrième finalités (aptitude à déchiffrer les significations d'un texte et aptitude à l'expression) impliquent la définition d'un nouvel enseignement de la — et des — rhétoriques, qui tienne compte des progrès des sciences du langage (linguistique, rhétorique, poétique...) et qui permette l'acquisition, pour l'étude précise de la matérialité du texte et de ses conditions de production, d'une terminologie commune, rigoureuse, simple et claire dont on ne saurait faire l'économie.

Deuxième serpent de mer : textes entiers ou extraits ?

Comment ne pas avoir la plus grande méfiance pour la présentation des textes à travers des recueils de morceaux choisis qui, ou bien supposent la connaissance des textes dans leur entier, ou bien visent à permettre l'économie d'un tel effort et entraînent l'élève dans une absurde cavalcade pseudo-encyclopédique ?

Quand il s'agit de pièces de théâtre et de romans, l'étude de l'extrait n'a de sens que sur la base d'une lecture du texte complet. On pourrait dire que, dans ce cas, une focalisation microscopique s'opère à partir d'une lecture macroscopique.

Les textes « d'idées », eux, peuvent être découpés en fragments séparables de leur contexte textuel, mais il est toujours dangereux de les couper de l'ensemble idéologique et culturel dont ils sont une manifestation, d'en faire des espèces de morceaux de bravoure (exemple : l'éternel esclavage des nègres de

Montesquieu).

Les poèmes courts et complets par eux-mêmes peuvent se prêter à la lecture isolée. Cependant ils s'inscrivent toujours, eux aussi, dans une histoire, cette fois celle du langage poétique, à ne pas oublier : nulle écriture n'est intemporelle...

L'annotation, elle, doit être uniquement documentaire et ne jamais imposer, suggérer ou téléguider une interprétation. Dans toute la mesure du possible, la documentation doit être préparée en équipe avec des moyens adéquats (dictionnaires, documents audio-visuels...). C'est le meilleur moyen d'éviter la passivité. Mais cela suppose qu'on accepte le risque de voir les jeunes lecteurs s'engager sur des pistes inattendues.

Troisième serpent de mer : textes littéraires ou non littéraires ?

Cette opposition n'est pas pertinente si l'on pense à la deuxième finalité (aptitude à déchiffrer les diverses significations d'un texte). En effet, le point de vue du lecteur est ici déterminant, et tout texte peut être considéré comme non littéraire, comme porteur d'une information, comme documentaire.

Les textes qui n'ont jamais été reconnus comme littéraires (articles de journaux, rapports, affiches) peuvent se prêter, d'une manière très libératrice, au décryptage des messages les plus sournois. L'introduction de leur étude dans l'enseignement est nécessaire pour la pratique d'exercices de contraction ou de résumé. Elle permettra aussi d'établir plus clairement et à partir d'autres critères que le simple jugement d'autorité, les conditions qui permettent à un texte d'accéder au statut d'œuvre littéraire.

En effet, les diverses approches qui s'inspirent de méthodes fondées sur l'utilisation de concepts linguistiques (analyses stylistiques, analyses tirées de la théorie de l'information, analyses structurales reposant sur le principe de la cohérence interne du texte littéraire, repérage des « couplages... ») offrent des points de convergence et peuvent conduire à une *définition du texte littéraire par* : sa cohérence interne : « La phrase littéraire est une unité dont tous les éléments signifiants sont affectés par la modification d'un seul facteur. » (Delas : *Linguistique et Poétique*.) Son autonomie et son dynamisme interne : à l'intérieur d'une langue (le français par exemple), un texte littéraire crée sa propre langue, ses propres structures, qui ne sont pas figées mais se transforment et se génèrent selon un jeu de répétitions et de variantes, d'écartés s'intégrant dans le contexte. C'est un acte de langage saisi dans son fonctionnement. Ainsi,

l'étude des textes peut apprendre à écrire, non par l'imitation de modèles par la perception de ce qu'est l'acte même d'écrire.

Quatrième serpent de mer : choix des élèves ou choix du maître ? Ici on peut être clair et net.

Il est indispensable que le choix des textes ne soit pas établi autoritairement mais que maître et élèves s'accordent d'abord sur l'ensemble des textes à étudier. Il faut toutefois, quelque part, veiller à éviter répétitions et recoupements dans le cours de la scolarité.

Il est démagogique et dangereux de créer un consensus artificiel entre maître et élèves en recourant exclusivement à des textes d'auteurs contemporains ou soi-disant « choquants ». Les sollicitations du vécu immédiat, de l'actualité ou de la mode ne sont pas plus exemptes de difficultés et de piègeages idéologiques que le dogmatisme prétendument neutre de la tradition. En fait le vrai problème ici est de savoir percevoir et interpréter motivations et désirs des élèves. Cela suppose que le maître ait reçu une formation adéquate. En tout état de cause, le « vote » d'une classe peut n'être qu'une parfaite caricature de démocratie.

Il relève de la responsabilité des enseignants de définir des objectifs tant pour la connaissance de différents domaines historiques et culturels que pour l'apprentissage de différents modes et de différentes formes d'expression.

Un équilibre doit être recherché en ménageant une certaine marge de découverte, qui pourrait être évaluée en heures de lecture libre, à l'intérieur d'une programmation d'ensemble.

4. Méthodes

Quelques principes apparaissent aujourd'hui de bon sens :

Le renouvellement des méthodes critiques ne mène pas directement ni nécessairement à une rénovation pédagogique. La linguistique ou la sociocritique ne sauraient être une panacée permettant au discours du maître à propos des textes de retrouver soudain une réelle efficacité. La connaissance des méthodes nouvelles est indispensable à la formation du maître, mais leur pratique directe n'est pas souhaitable dans les classes. Ce n'est pas en reproduisant Barthes, Goldmann, Lukačs ou Mauryon plutôt que l'historicisme et la psychologie schématiques des manuels traditionnels que l'on parviendra à intéresser davantage des adolescents à la lecture. Un nouvel élitisme peut très bien ici en remplacer un autre. Mais

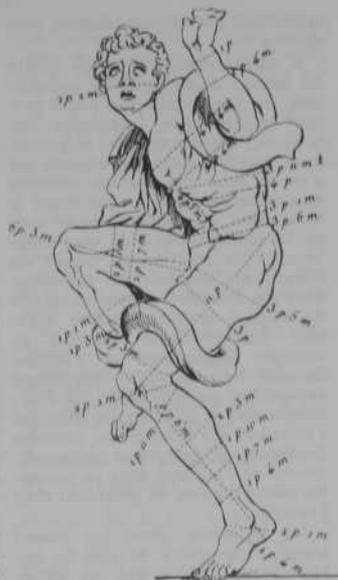
il appartient aux éducateurs de découvrir de quelle manière ces recherches critiques, qui portent sur les modes de production et de réception des textes peuvent contribuer à un renouvellement des méthodes d'apprentissage de la lecture même.

Une réflexion orientée dans cette direction permettrait de mettre en lumière quelques principes généraux pédagogiquement exploitables.

Il n'y a pas de lecture naïve. Toute lecture est soumise à des influences de toutes sortes qui rendent illusoire l'adhésion directe au texte lu. Il est important que les apprentis lecteurs prennent conscience du caractère fallacieux de leur participation à une histoire et de leur identification à un personnage, et qu'ils s'exercent à la découverte et à l'expérimentation des démarches secrètes de l'imaginaire. Ainsi toute lecture véritable tend à devenir une contre-lecture libérée des différentes censures évoquées en I, 3°.

Cependant, toute lecture vise indissociablement au plaisir et à la connaissance. Opposer le plaisir et la connaissance ou sacrifier l'un à l'autre, comme ailleurs par exemple le sport ou la culture, dans quelque sens que ce soit, conduirait à une mutilation grave de l'individu et du monde, soit par une dérationnalisation, soit par une surrationalisation. De même, toute lecture implique et unit effort et jeu et il serait pareillement dangereux de ne privilégier qu'un seul de ces deux aspects. Une pratique purement ludique de la lecture ne fait que renforcer les inégalités socio-culturelles existantes : peuvent « jouer » ceux qui, de toute façon, auront ou recevront les connaissances et la formation sans lesquelles il n'est pas de préparation à la vie active. Une pratique purement autoritaire de la lecture démotive et décourage, mais aussi favorise (qu'on en soit conscient ou non) l'inculcation d'une idéologie dominante : une « marge » est indispensable pour préserver de tout dogmatisme, de toute réduction mais aussi pour que s'exerce et se forme la liberté.

Dans l'état actuel des mutations scientifiques et méthodologiques, il faut accepter un éclatement des catégories conceptuelles traditionnelles de l'enseignement du français et assumer une grande diversité d'approche des textes, dans un climat de libre confrontation et de libre discussion. Toute tentative de définir ou plutôt de bricoler une doctrine prématurément et artificiellement unifiante provoquerait des réactions de refus qu'il serait erroné d'interpréter comme la manifestation d'individualités rebelles alors qu'elles exprimeraient très exactement la complexité



Toute lecture est soumise à des influences de toutes sortes qui rendent illusoire l'adhésion directe au texte lu

contradictoire du mouvement du monde contemporain. Une restructuration de l'enseignement du français ne peut être envisagée que dans une atmosphère de recherche et de réflexion ouverte, c'est-à-dire de tolérance, celle-ci n'étant pas confiture molle à l'écart et au-dessus des conflits réels mais risque pris devant la complexité de ces conflits.

Il va de soi que la reconnaissance de tous ces principes devrait entraîner (entre autres conséquences) une révision radicale de la pratique de la notation et des examens. Il n'y a plus aujourd'hui ni centre, ni moule, ni modèle. Il y a des objectifs à atteindre. Il conviendrait d'en tirer également les conclusions qui s'imposent, capitales en ce qui concerne les modalités de la formation des maîtres et les critères de leur notation.

Ainsi, une nouvelle approche des

textes doit être directe, risquée, productive.

Il est nécessaire de réagir contre les méfaits d'une approche surinformée ou préinformée des textes (notices préliminaires fausement historiques, renseignements biographiques surabondants). Il importe (et d'abord pour des raisons tactiques de motivation, pour ne pas briser le mouvement du lecteur vers le texte en le condamnant à de trop longs détours) de favoriser la lecture du texte pour lui-même, en lui-même, dans son immanence, comme univers de langage systématiquement organisé. Les méthodes inspirées de concepts linguistiques — l'analyse du récit, par exemple — permettent aujourd'hui un démontage des fonctionnements et un bilan des effets qui s'articulent sur l'impression première de lecture et permettent de la dépasser, de l'intégrer dans un ensemble mieux dominé, de progresser dans l'analyse.

On admettra, dans un second temps, l'importance du rôle du lecteur dans la découverte des significations d'un texte. On ne saurait aujourd'hui proposer une lecture type et s'en tenir à un sens établi une fois pour toutes. Reconnaître l'existence de lectures successives et diverses d'un même texte, sa « polysémie », c'est donner à l'élève la possibilité de s'engager, de proposer son hypothèse, son interprétation.

Dans un troisième temps, l'élève doit être conduit à prendre conscience de l'existence du texte comme ensemble cohérent, comme système dont tous les éléments sont solidaires. Il ne suffit pas de pratiquer une lecture linéaire, qui s'abandonne au fil du texte comme s'il était composé d'éléments simplement successifs, et qui livre le lecteur aux illusions du discours comme s'il vivait les événements, les sentiments et les idées. Il convient au contraire de pratiquer une lecture très active, circulaire, qui consiste à saisir et à mettre en rapport les différents éléments d'une même organisation textuelle. Une telle lecture, en réseau ou en étoile, permettra d'éprouver la validité des hypothèses formulées à partir des impressions d'une première lecture directe. Au cours de la recherche, certaines hypothèses apparaîtront comme plus pertinentes que d'autres mais sans qu'aucune autorité les ait imposées a priori.

Ainsi la liberté doit être la condition première de l'efficacité. Mais l'une et l'autre sont inséparables : la liberté vise à l'efficacité et l'efficacité crée une liberté nouvelle.

Les trois aspects de la lecture des textes (immanence, polysémie, cohérence) font interférer l'être et le

devenir, la synchronie et la diachronie. Ainsi peut et doit être dépassé le faux conflit entre lecture historique et lecture immédiate. Le texte est un moment, ce qui implique son insertion dans une dimension verticale (l'histoire, la production) et sa manifestation dans une dimension horizontale (l'immédiat, le fonctionnement).

Dans de nombreux cas (selon l'âge des élèves ou selon la nature des textes), il peut être suffisamment formateur de s'en tenir à « l'immédiat » : vouloir faire intervenir à tout prix la dimension historique risquerait de compromettre le progrès accompli. Mais, dans d'autres cas, ne pas tenter de faire découvrir les significations historiques d'un texte pourrait amoindrir la portée des acquisitions faites en se bornant aux données immédiatement observables. Il y a là deux dangers de stérilisation de la lecture, dangers opposés et symétriques, dont il faut se garder en tenant compte de la situation, des intérêts et des besoins de sa classe.

Enfin, la recherche du sens et des sens doit aller de pair avec l'apprentissage de l'expression. Celui-ci sera conduit de deux manières qui peuvent et doivent se combiner selon l'âge et le niveau des élèves sans qu'il y ait entre elles hiérarchie : apprentissage de l'écriture créatrice, apprentissage du discours critique.

A tous niveaux (et par conséquent, en ne considérant plus comme normal de s'arrêter à la fin de la classe de troisième), l'étude des textes doit donner le désir et la possibilité d'écrire en vue de l'expression de soi et selon les modalités de l'imaginaire. Réciproquement, ce désir et cette capacité d'écrire pour soi peuvent aider à une meilleure approche des textes. Il y a dans cette double activité, où se combinent et se renforcent création et observation, une possibilité de découvertes enrichissantes, particulièrement par l'étude de textes poétiques.

De même, dès que possible, l'étude des textes doit donner lieu à l'apprentissage de l'analyse et de la synthèse pour la présentation d'une question (établissement de notes, fiches, rapports, essais). La qualité des performances dans ce domaine a, elle aussi, valeur et portée d'expression de soi et de réussite esthétique et peut procurer des satisfactions du même ordre que les performances dans le domaine de l'écriture « littéraire ».

Tout travail de lecture peut et doit ainsi amener à un travail d'écriture, si l'on veut bien admettre cette évidence de la culture de notre temps qu'il n'y a plus de hiérarchie entre

les différents types d'écriture (poétique, théâtrale, romanesque, critique). Par-delà la reconnaissance de leurs caractères spécifiques, la recherche des mécanismes d'un certain type d'écriture favorise la découverte de la pratique des autres types. La déparcellisation, le décloisonnement à ce niveau de pratique sont à mettre en relation avec la déparcellisation et le décloisonnement dans d'autres domaines.

Ainsi pratiquée, l'étude des textes peut cesser d'apparaître comme un pèlerinage dans un musée, de touristes humilés et non concernés. Elle peut devenir une pratique à la fois créatrice de la culture passée et productrice d'une culture vivante. Elle peut être alors l'une des conditions, non seulement de cet accès à la culture dont on parle toujours trop exclusivement comme s'il ne s'agissait que d'entrer dans le domaine culturel de nos maîtres bourgeois, mais de l'élaboration d'une culture nouvelle dont la bourgeoisie, son école et son université sont précisément incapables. On conçoit que, dans ces conditions, le maître de français puisse être autre chose que ce fameux reproducteur idéologique dont on parle tant et qu'il puisse participer, avec ses élèves à la bataille pour la culture et la liberté.

Toute lecture
vise
indissociablement
au plaisir
et à la connaissance



Échecs

Problème n° 11

A. I. Jaroslavtzev

Prix spécial. Concours U. R. S. S.
1951



Les Blancs jouent et font
mat en deux coups.

Étude n° 10

A. Troitzki

« Novoe Vremi », 1895

Blancs : Rd 5, Ff 4, P : g 6.

Noirs : Rf 8, P : e 7, h 7.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les demi-finalistes des candidats sont soviétiques

Dans les matches de quarts de finale des candidats pour le titre mondial, le nombre de parties disputées a été fixé à seize, mais dès qu'un joueur obtint trois victoires il fut déclaré vainqueur. Toutes les rencontres sont terminées avant la limite prévue.

En effet Spasski n'a eu besoin que de six parties et Karpov de huit pour obtenir la victoire finale, mais Kortchnoi et Petrossian ont dû lutter plus longtemps et ont joué chacun 13 parties.

Il est intéressant de constater que dans les 15 parties, 14 gains ont été réalisés avec les Blancs et seul Spasski a réussi à obtenir un gain avec les Noirs.

Résultats de 1/4 de finales :
à San Juan (Porto-Rico) : Spasski (U. R. S. S.) - R. Byrne (U. S. A.), 4 1/2 à 1 1/2 ; (3 gains, 3 nulles) ;
à Moscou : Karpov (U. R. S. S.) - Polugaevski (U. R. S. S.), 5 1/2 à 2 1/2 ; (3 gains, 5 nulles) ;

à Augusta (U. S. A.-Georgie) : Kortchnoi (U. R. S. S.) - Mecking (Brésil), 7 1/2 à 5 1/2 ; (3 gains, 9 nulles et 1 perdue) ;

à Palma de Majorque : Petrossian (U. R. S. S.) - Portisch (Hongrie), 7 à 0 ; (3 gains, 8 nulles, et 2 perdues).

En voyant les scores on remarque que Spasski et Karpov ont remporté une victoire indiscutable.

Kortchnoi avec deux points d'écart, même en jouant encore trois parties, logiquement il ne pouvait plus perdre. Par contre dans la rencontre la plus disputée, l'imperfection des règlements a nettement défavorisé Portisch.

Le Hongrois, en méforme, après 9 parties jouées a rattrapé le retard de deux points en gagnant les 10^e et 12^e parties et en annulant la 11^e. Cependant, tout en égalisant le score, il perdit la 13^e avec les Noirs ce qui lui enleva la possibilité de jouer autant de parties avec les Blancs que son rival, à l'instar de tous les matches en général. Néanmoins il prouva qu'il était le meilleur représentant des non Soviétiques.

Les demi-finales (Spasski - Karpov et Kortchnoi - Petrossian) qui auront lieu en avril 1974, sont attendues avec impatience par le grand public. Ces affrontements s'annoncent en effet très passionnants, en raison de la personnalité des quatre protagonistes, qui comptent parmi les meilleurs joueurs du monde.

XXI^e Olympiades

Soixante-quinze pays engagés et ils disputeront les 21^e Olympiades des Echecs qui auront lieu à Nice du 6 au 30 juin 1974. Chaque équipe est formée de six joueurs. Aussi bien des matches des éliminatoires que des finales se dérouleront sur quatre échiquiers.

Voici la composition — dans l'ordre alphabétique — de l'équipe de France : Benoît, Bessenay, Macless, Puhm, Seret et Todorovic.

Partie n° 9

Des pièges existent dans chaque couverture et les joueurs doivent les éviter. Mais avant que la suite soit connue même les maîtres peuvent avoir des mésaventures désagréables. Ainsi en 1971, en jouant une variante plausible, trois Soviétiques, de force respectable, sont tombés dans le même piège.

Dorochkevitch - Tukmakov
Katalimov - Voronin
Razuvaev - Kupreichik

1. c 2-c 4, e 7-e 5 (Partie Anglaise).
2. Cb 1-c 3, Cb 8-c 6 ; 3. Cg 1-f 3, f 7-f 5 (la poussée de pion est de double tranchante).
4. d 2-d 4, e 5-e 4 ; Fc 1-g 5 ! ? (bon développement de pièces, mais par la suite les Blancs suivront un plan erroné).

5... Cg 8-f 6 ; 6. d 4-d 5 ? (réplique peu recommandable et elle sera la cause de la catastrophe. Est à envisager 6. Cd 2, C × d 4 ; 7. Cd × e 4, ou bien 6. Ce 5, ou 6. Cg 1).

6... e 4 × f 3 ; 7. d 5 × e 6, f 3 × g 2 ; 8. c 6 × d 7 + ? ? (après 8. F × g 2, les Blancs perdent un pion, mais leur position est encore bonne).

8... Cf 6 × d 7 ! ! (coup de surprise. Les Blancs ont cru que 8... F × d 7 ; (ou D × d 7) est un coup forcé et après F × g 2 ils sont mieux).

9. Fg 5 × d 8 (si 9. F. × g 2, D × g 5 et les Noirs ont gagné une pièce).

9... g 2 × h 1 D, les Blancs abandonnent.

Car avec une Tour de moins toute résistance sera inutile.
(La solution du problème n° 8 dans notre prochaine chronique.)

Solution du problème n° 9 L. Szwedowski

Blancs : Rb 6, Dd 3, Tc 4, Te 4, Cb 7, Ch 5, Fg 6, ; b 3, g 3.

Noirs : Rd 5, Da 1, Tc 2, Th 4, Fb 2, Fh 3, P : a 5, b 5, d 4, d 7, e 3, g 7.

Mat en deux coups.

Dans cette composition, ainsi que dans les n° 4, Jaroslavtzev, et n° 6, Mansfield, on retrouve la même idée, le thème Novotny.

Nous nous rappelons le *Novotny* — l'interception entre pièces noires à marches différentes (T-F) est obtenue par le sacrifice d'une pièce blanche sur le point d'intersection des lignes d'action de ces pièces.

Les essais thématiques sont les suivants :

1^{er} essai : 1. Tc 3 ?
Sur 1... T × c 3 ; D × d 4 mat.
Sur 1... F × c 3 ; 2. D × b 5 mat.
Mais les Noirs en jouant 1... Da 4 !, parent les deux menaces et, 2 ?

2^e essai : 1. Dc 3 ?
Si 1... T × c 3 ; 2. Tc × d 4 mat.
Si 1... F × c 3 ; 2. Tc 5 mat.
Mais 1... T × e 4 ! et 2 ?

3^e essai : 1. g 4 ?
Sur 1... T × g 4 ; 2. Ff 7 mat.
Sur 1... F × g 4 ; 2. Cf 4 mat.
Mais 1... Df 1 !, et 2 ?

La clé est 1. Tg 4 !
Double menace, 2. Df 5 mat et 2. De 4 mat.

Si 1... T × g 4 ; 2. Df 5 mat.
Si 1... F × g 4 ; 2. De 4 mat.
La clé a donné une case de fuite au Roi, mais 1... Re 6 ; ne pare pas la menace et, 2. De 4 mat.

Ainsi donc dans cette composition le thème est quadruplé — task.

Trois Novotny dans les essais (sur c 3 et g 4) et dans le jeu réel Novotny sur g 4.

Mentionnons encore que dans le thème *Grimshaw* l'interception entre pièces noires à marches différentes est obtenue sans sacrifice de pièce blanche.

F. Molnar.

Les Éditions du CNRS



Les Editions
du CNRS
ouvrent les revues
sur la recherche

Revue de la recherche fondamentale

abonnement annuel

Annales de géophysique	280 F
Annales de spéléologie	180 F
Annales de laboratoires	100 F
Annales d'embryologie et de morphogenèse	180 F
Archives de zoologie expérimentale et générale	180 F
Annales de la nutrition et de l'alimentation	180 F
Protistologica	260 F
Archives des sciences physiologiques	160 F
Revue d'histoire des textes	commande permanente, prix au numéro
Antiquités africaines	commande permanente, prix au numéro
Gallia (de la préhistoire à l'an 800)	commande permanente, prix au numéro
Gallia préhistoire	commande permanente, prix au numéro
Revue de l'art	90 F
Revue française de sociologie	80 F
Archives des sciences sociales des religions	80 F
Revue de l'Est	100 F
Economie de l'énergie	250 F
Le courrier du CNRS	28 F

M _____

titre et fonction _____

organisme ou société _____

adresse _____

commande les revues _____

chez son libraire

à défaut aux Editions du CNRS (chèque joint)

et demandez votre documentation

Sciences humaines

Sciences exactes et naturelles

Le Trésor de la langue française

Revue de l'art

Autres revues

Editions du CNRS

15 quai Anatole France - 75700 PARIS

la nc a lu

Iouri Lotman

La Structure du texte artistique

Les années soixante ont été marquées, pour la linguistique articulée à la sémiotique des textes, par *Théorie de la littérature* et les *Essais de linguistique générale* de Roman Jakobson. Décennie de la lecture et relecture du « formalisme russe ». Mais on sait que, de surcroît, ce parcours bibliographique en croissait d'autres, et d'importants : Saussure et les paragrammes, Freud dans et par les *Écrits* de Lacan, Chomsky et le néo-cartésianisme, et d'autres encore...

Le début des années soixante-dix sera marqué par le travail de Iouri Lotman : *La Structure du texte artistique* (traduit du russe par une équipe dirigée par Henri Meschonnic qui donne une préface). C'est là un ouvrage qui amplifie et dépasse l'ensemble des analyses — de type structural — jusqu'ici élaborées et pratiquées. Il réinstalle les problèmes de l'analyse structurale du « texte artistique » au centre de nos réflexions/discussions. A qui estime — rapidement ou légèrement — que la pratique et la méthode structurale sont dépassées et oubliées, Lotman donne à penser.

Le livre, parfaitement découpé en parties et chapitres (il n'est que de consulter le sommaire) ne connaît pourtant pas de progression linéaire. Il avance par bonds et retours. Par boucles et encheassements. Foisonnant d'une érudition « polyphonique ». Et c'est la raison qui interdit tout exposé-résumé, toute contraction du texte. Texte - carrefour, où viennent se conjindre un ensemble de concepts, densément. On essaiera d'en souligner et cerner quelques-uns...

Il ne s'agit pas seulement d'une poétique (au sens où celle-ci regarde d'abord le texte verbal), mais d'une sémiotique de l'art, défini comme un « système modélisant secondaire », par

rapport au langage également entendu comme système (« le plus puissant système de communication dans la collectivité humaine »). Le système modélisant secondaire se construisant sur le type du langage :

« Etant donné que la conscience de l'homme est une conscience linguistique, tous les aspects des modèles superposés à la conscience et l'art y compris, peuvent être définis comme des systèmes modélisants secondaires » (p. 37).

L'art sera décrit « comme un langage secondaire et l'œuvre d'art comme un *texte dans ce langage* » (souligné par nous).

La notion de *texte* sera définie simultanément à celle de *système* : les deux notions sous-tendent toute l'analyse. Le postulat saussurien que la langue se définit comme « système de systèmes » est déjà encore présent, et impulse la réflexion. L'interdépendance des éléments et des classes pour l'ensemble du texte artistique est donc posée au départ. La recherche des structures et des sous-structures qui définissent le système seront l'essentiel de la méthode :

« La structure relationnelle n'est pas une somme de détails matériels, mais un assemblage de relations qui est premier dans l'œuvre d'art et qui constitue son fondement, sa réalité. Mais cet assemblage se construit non comme une hiérarchie à plusieurs étages sans recouvrements internes mais comme une structure complexe de sous-structures qui se recoupe l'une l'autre avec de nombreuses pénétrations d'un seul et même élément dans différents contextes constructifs. Ce sont ces regroupements précisément qui constituent la « chose » de texte artistique, sa multiformité matérielle » (p. 127).

Toutefois, si l'on retrouve dans ces lignes une « inspiration » saussurienne, il n'en faut pas déduire hâtivement que deux plans se distinguent, celui de *l'expression* et celui du *contenu* (détour,

Jacques Guilhaunou, Denise
Maldidier, Antoine Prost,
Régine Robin

LANGAGE ET IDÉOLOGIES

*Le Discours comme objet de
l'Histoire:*

Un nouvel apport
à l'histoire
des mentalités
et des idéologies :
l'étude du langage.

Du Père
Duchesne
aux anciens combattants.

Un volume, 32 F.

Les Editions ouvrières

A Bruxelles :
Editions Vie ouvrière

d'ailleurs, par Hjelmslev) et que le dualisme « ronge » le texte de Lotman. Tout affirme, au long des pages, et démontre que le *signifiant* (forme et substance) est vecteur de sens, aussi bien que le *signifié* (forme et substance) :

« L'idée n'est pas contenue dans quelques citations, même judicieusement choisies, mais s'exprime dans toute la structure artistique... Le dualisme de la forme et du contenu doit être remplacé par le concept de l'idée qui se réalise dans une structure adéquate et qui n'existe pas en dehors de cette structure... Un texte artistique est un sens construit avec complexité. Tous ses éléments sont des éléments de sens » (p. 40).

Les relations que vérifient les structures sont donc déjà, en tant que telles, éléments du/des sens du texte. A chaque ligne, Lotman tend à démontrer le bien-fondé de son postulat.

La dette à R. Jakobson est grande et soulignée. Le noyau de l'ouvrage : *Éléments et niveaux de la paradigmatique du texte artistique* (VI^e partie) et *L'axe syntagmatique de la structure* (VII^e partie) est construit sur le postulat jakobsonien, si largement connu — à défaut d'être universellement admis — qui affirme que le langage poétique est fait de la projection de l'axe de la similarité (paradigmatique) sur l'axe de la contiguïté (syntagmatique), c'est-à-dire, des équivalences disséminées au long du texte. En se déroulant, ce dernier, tend un miroir aux éléments de la chaîne, et, de reflets en moirures, se construisent, par répétitions multiples, des équivalences inhabituelles et inconnues dans le langage premier et naturel de la communication :

« L'équivalence des éléments, à différents niveaux est un des principes organisateurs fondamentaux de la poésie, et plus largement de la structure artistique en général. On peut la suivre à tous les niveaux, des niveaux inférieurs (tropes, rythme) jusqu'aux niveaux supérieurs (organisation compositionnelle du texte) » (p. 83).

Et l'on sait comment, de niveau à niveau, du phonème à la phrase, les répétitions (entre autres procédés) font que les éléments se correspondent et se répondent, par synonymies, antonymies, et qu'alors les sens foisonnent. Voici pour les phonèmes :

« Les répétitions phoniques peuvent établir des liaisons complémentaires entre les mots, en introduisant dans l'organisation sémantique du texte des oppositions moins clairement exprimées ou généralement absentes au niveau de la langue naturelle » (p. 167).

On sait aussi qu'il y a une « poésie de la grammaire » (encore Jakobson) et que les « répétitions grammaticales » sont pourvoyeuses de nouvelles significations.

« Les répétitions grammaticales, de même que les répétitions phonologiques, rapprochent dans un texte artistique les unités lexicales hétérogènes en des groupes composés,

les répartissant en colonnes de synonymes et d'antonymes... les répétitions grammaticales soulignent des éléments grammaticaux déterminés du texte à l'état d'automatisation de la langue : ils se mettent à attirer l'attention... Les éléments grammaticaux mis en évidence se sémantisent inéluctablement » (p. 234).

Il est évident, certes, que la langue naturelle, aussi, propose ses répétitions ; mais le texte artistique (ici, le texte poétique) construit un modèle de fonctionnement second du langage, à partir du modèle premier du langage naturel. Un mot, en poème, n'est plus celui du discours non poétique :

« La simple inclusion d'un mot dans un texte versifié change ainsi catégoriquement sa nature : de mot de la langue, il devient « reproduction » du mot de la langue et entretient avec lui le même rapport que, dans l'art, l'image de la réalité avec la « reproduction » de la vie. Il devient modèle sémiotique d'un modèle sémiotique » (p. 214).

Le mot, en langage poétique, éclate sans disparaître : les sons qui le constituent, prennent alors signification ; la frontière des deux articulations (thèses de Martinet) est abolie :

« Dans le vers, les mots se divisent en sons qui reçoivent des pauses et autres procédés rythmiques une certaine autonomie sur le plan de l'expression, ce qui constitue un point de départ pour la sémantisation des sons... La signification lexicale se transporte sur un son isolé » (p. 212).

Dire que l'art est texte systématisé n'est pas le clôturer pour le couper du langage de communication. Un des points forts — parmi tant — de Iouri Lotman, est de souligner que le mot, dans le texte poétique, prend des valeurs, autres et nouvelles, mais ne s'isole pas pour autel de ses fonctions en langue naturelle :

« Le texte artistique reste aussi un texte en langue naturelle. C'est précisément cette existence double, la tension entre ces deux systèmes sémantiques, qui détermine la richesse des significations poétiques » (p. 250).

Autrement dit, les valeurs du mot en texte poétique, loin d'occulter les valeurs en langue naturelle, ne sont telles que par leurs relations avec les valeurs d'origine. Ce qui multiplie les significations et les ouvre.

C'est ici qu'il conviendrait, peut-être, d'oser l'expression de « dialectique structurale » à propos de Lotman. Ce par quoi, en effet, il dépasse l'analyse connue (inspirée de R. Jakobson) c'est en soulignant qu'il ne suffit pas, si cela est pourtant nécessaire, de rechercher les structures par niveaux (phonologie, morphologie, syntaxe, sémio-lexical, vers, strophes, etc.). Plus fondamentale est la dialectique des niveaux entre eux. Plus essentielles sont les tensions qui se réalisent de l'un à l'autre, car il n'y a jamais homologie structurale de l'un à l'autre. Par ces tensions, à partir d'elles, les significations se multi-

plient et se diversifient. On aperçoit déjà que le texte artistique existe par une richesse codique bien supérieure au langage naturel ; grâce à un jeu de possibles et de combinaisons nouvelles que permet cette richesse codique. L'information est plus dense, là où les choix sont plus nombreux, dans les codes et sous-codes qui se présentent au scripteur et/ou au lecteur. Nous y reviendrons...

Si les tensions de structure impulsent un dynamisme intratextuel, elles ne sont pas toutefois l'unique source de celui-ci. Iouri Lotman, avec insistance, revient sur la « transgression des interdits » :

« Le texte artistique, en levant les interdits qui existent à des niveaux déterminés (grammatical, sémantique, stylistique, intonational, etc.) et qui concernent la disposition contiguë de tels ou tels segments du texte, dynamise la fonction structurale des éléments dont la coïncidence est une condition nécessaire pour la combinabilité des mêmes éléments dans un texte non artistique » (p. 141).

Le texte artistique subvertit le code de la « langue naturelle » :

« La levée de tels interdits, obligatoires dans le langage, portant sur la réunion des mots en microchaînes (propositions) constitue la base de la syntagmatique artistique des unités lexicales » (p. 294).

De là, ce privilège que l'on accorde à la métaphore que Iouri Lotman va définir comme « possibilité de lever toute limitation dans la combinaison d'éléments » (p. 129).

Un autre point, enfin, et peut-être nodal, serait à signaler et à préciser (et c'est, pour nous (J.P.), l'apport majeur de Lotman) : il s'agit de l'usage qui est fait de la théorie de l'information appliquée au texte artistique, à partir des travaux de A.N. Kolmogorov (p. 59 et suivantes...). Lotman ne cherche pas à quantifier le coût de l'information ; avec une prudence extrême, il prend appui sur les concepts de Kolmogorov, et distingue le point de vue du scripteur de celui du lecteur (dont il montre les positions symétriques par rapport à l'entropie du langage) tout en soulignant que cette dichotomie se réalise toujours aussi dans un même individu (adoptant tour à tour les positions du lecteur et du scripteur). Il s'agit de montrer que le texte artistique densifie l'information (au sens de la théorie de l'information) dans la mesure où la multiplicité des choix d'écriture/lecture se réalise. La surprise, l'émerveillement prennent source dans le texte dans l'ensemble que constitue le texte, et non dans la linéarité du texte (le discursif linéaire est précisément à la base des stylistiques de l'écart ou du micro-contexte ; on pourra penser à Jean Cohen ou à Riffaterre). C'est au niveau des structures et sous-structures des différents systèmes que l'information gagne en force et se multiplie :

« Si on admet plusieurs systèmes équivalents, chacun d'eux, étant à l'intérieur de lui-même absolument prédictable par rapport aux réseaux correspondants des structures paral-

lèles, créera une possibilité de choix. A la structure sera rendu un caractère d'information » (p. 140).

L'acte de « choisir » est bien ici affirmé, comme il l'est dans toute « stylistique » ; mais le choix est réglé par les structures dialectisées du texte, les structures modélisées secondairement. La surprise n'est plus en un point de la ligne du texte, mais au croisement, à l'interférence du jeu structural. Les « écarts », inventés et/ou découverts (par une transgression infiniment à l'œuvre) supposent que les systèmes et sous-systèmes se construisent et jouent l'un sur l'autre. Sans cette construction systématisée (qui est aussi transgression des systèmes naturels ou académiques) l'art va à sa mort :

« L'infini des possibilités, l'absence de règles, la liberté totale par rapport aux limites, appesées par un système, ne sont pas l'idéal de la communication, mais sa mort » (p. 408).

Nous avons souligné *communication*, parce que Lotman ne cesse d'analyser le texte artistique en fonction de l'extériorité du texte, dans la relation émetteur/récepteur (écrivain/lecteur, par exemple). Le couple textuel/extratextuel est solidement saisi, il est indissociable ; l'ouverture sur l'histoire, la liaison avec elle est constamment énoncée (on se reportera au chapitre « Le texte et les structures extratextuelles », ou à l'analyse si pertinente des rapports du rythme poétique et de l'histoire de la langue russe, pages 264 et suivantes). Ce n'est pas le moindre mérite de Lotman que d'analyser ce rapport, toujours médiatisé par les idéologies, des lectures variantes (selon les époques) à un texte lui-même polyphonique, ouvert sur lui-même, là où naissent les « significations moirées »...

Je n'ai fait que pointer, parmi la foison des concepts, parmi ces 400 pages, où chacune arrête l'attention, suscite le débat, quelques éléments. L'ouvrage est si riche qu'il ne peut être abordé que par une large discussion à plusieurs. On y reviendra, comme à une source.

J. P.

(Traduit du russe par Anne Fournier, Bernard Kreise, Eve Malleret, Joëlle Yong sous la direction de Henri Meschonnic. Préface d'Henri Meschonnic. (Editions Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines », 47 F.)

Elisabeth Roudinesco

Pour une politique de la psychanalyse

Un *Discours au réel* d'Elisabeth Roudinesco est un petit livre qu'il faut encore chercher dans les librairies sous une pile de bouquins à sensation tant il est vrai qu'un ouvrage de plus sur la théorie de l'inconscient est rapidement noyé sous le fatras qui s'autorise de la psychanalyse.

Et pourtant il ne s'agit pas cette fois-ci d'« encore un livre » mais bien

d'une étude essentielle qui mérite que chacun s'y rapporte et pas seulement les psychanalystes.

Elisabeth Roudinesco nous entraîne d'un pas alerte et précis dans les méandres et les mésaventures de la psychanalyse et du freudo-marxisme. Elle tranche les nœuds fabriqués par les nostalgiques de l'Homme total qui croient brandir Freud d'une main et Marx de l'autre sans voir qu'il ne s'agit plus ni de Freud ni de Marx. C'est la mésaventure de W. Reich, de Guattari et Deleuze et de bien d'autres.

Politzer quant à lui a abandonné le terrain de la psychanalyse pour s'en tenir au seul marxisme. E. Roudinesco nous aide à préciser chez Freud lui-même, aidée en cela par J. Lacan la part des emprunts auxquels s'adosse nécessairement sa découverte et nous montre comment les déviations de la théorie de l'inconscient y prennent racine (Jung, Ferenzi, Jones, etc.) et se nourrissent des à-côtés de la découverte freudienne (archaïsme, biologie, énergétisme, anthropologisme, sociologisme...). Elle interpelle la linguistique qui croit pouvoir se passer de l'inconscient pour bâtir une théorie du signe ou une théorie du sens.

La démarche freudienne est remise à nu par J. Lacan (et est ainsi dégagée du scientisme qui l'entravait à savoir : « L'inconscient est l'implication logique du langage. » (E. R.) C'est l'essentiel de la découverte freudienne.

Elle crève les yeux d'ailleurs... Relisons *Le Mot d'esprit*, *La Science des rêves*, *La Psychopathologie de la vie quotidienne*, *Les Cinq Psychanalyses*...

J. Lacan nous le rappelle inlassablement, et en tire les conséquences.

E. Roudinesco nous démontre comment les déviations se construisent à partir de glissements successifs :

que le désir n'est pas le besoin ; que le refoulement n'est pas la répression ; que la sexualité n'est pas la génitalité ; que la jouissance n'est pas l'orgasme ; que la vérité n'est pas le savoir ; que le langage n'est pas l'idéologie ; que la psyché n'est pas la personne ; que la langue n'est pas le code, le langage l'instrument, la parole le message, etc.

Reprenons un exemple chez Freud, dans l'admirable histoire de *L'Homme aux loups* :

« J'ai rêvé qu'un homme arrachait à une Espe ses ailes

Espe, dus-je demander, qu'entendez-vous par là ?

Vous savez bien, cet insecte qui a des raies jaunes sur le corps et qui peut piquer

Ce doit être une allusion à Groucha et à la poire rayée de jaune.

Vous voulez dire une *Wespe* (guêpe en allemand) pus-je alors corriger. On dit *Wespe*? Je croyais vraiment que l'on disait Espe... mais Espe, c'est moi S. P. »

Arracher les ailes à une *Wespe* donne Espe c'est-à-dire S. P., lui-même, sans le W, chevauchement de deux V, forme d'ailes ouvertes. Cette guêpe aux ailes arrachées est rayée de jaune comme la poire. « Dans sa langue, poire se dit *groucha*, et tel est aussi le nom de sa bonne », Groucha qu'il revoit agenouillée à côté d'un baquet sans doute occu-

N

NATHAN

UNIVERSITÉ
INFORMATION
FORMATION

Série HISTOIRE

René GIRAULT

Professeur à l'Université de Paris VIII

Marc FERRO

Docteur ès lettres
Directeur d'Études de l'École Pratique
des Hautes Études



DE LA RUSSIE A L'URSS

Histoire de la Russie de 1850
à nos jours

POUR VOUS FAIRE UNE
OPINION OBJECTIVE
ET DOCUMENTÉE

EN VENTE CHEZ VOTRE
LIBRAIRE OU RETOURNER
LE BON CI-JOINT
AUX ÉDITIONS
FERNAND NATHAN
9, RUE MÉCHAIN
75680 - PARIS CEDEX 14

NOM
Prénom
Adresse

désire recevoir un exemplaire de la
«RUSSIE A L'U.R.S.S. - Histoire de
la Russie de 1850 à nos jours»
au prix de 28 F. + 1,50 F. de port.

Ci-joint règlement par :

A le

Signature :

74. C. 1771

peée à laver le sol. Et cette poire dans le garde-manger, « un fruit délicieux et qui avait sur la peau des raies jaunes ». Comme la guêpe. Comme le papillon aussi qui lui causait de telles terreurs enfantines, frémissant sur la fleur, ouvrant d'un battement le V de ses ailes aussitôt refermé, papillon qui se dit dans sa langue *baboichka* ou petite grand-mère... « on aurait dit d'une personne qui ouvre les jambes et les jambes faisaient alors un V romain » ... et *matrona*, ce nom à « l'allure maternelle » qu'il eût tant de mal à révéler, porté par « une jeune paysanne » dont il tomba amoureux plus tard.

Nous pourrions continuer ces « effets de sens, par résonance, association, remue-ménage, bruits, chuchotements, silences ou gesticulations ». (E. R.)

Ceci nous suffit pour illustrer ces confusions qui perpétuent le malentendu de la psychanalyse : que le désir n'est pas le besoin : la faim se satisfait d'une pomme... mais la pomme c'est aussi Grouscha qu'on peut juste dévorer d'amour en restant sur sa faim ; que le refoulement n'est pas la répression : ce n'est pas l'interdit de jouir de Grouscha, alias la mère, qui entraîne ce remue-ménage mais bien l'interdit, ce qui court entre les mots, les chevauche, les distord, ce qui tourne autour de l'insaisissable écart des jambes... de l'impossibilité de symboliser le rapport sexuel ; que la sexualité n'est pas la genitalité ; que Adam et Eve croqueront la pomme dont la traîtresse sœur les entraîna dans cette course infernale au rapport sexuel ; que la jouissance n'est pas l'orgasme ; le sujet ballotté de mots en éclats de mots peut bien « avoir un orgasme satisfaisant », il n'en poursuit pas moins sa quête d'une jouissance impossible (S, sujet barré à la jouissance introduit par Lacan) ; que le langage n'est pas l'idéologie : S. P. est le jouet du cristal de sa langue. Il est certes issu d'une famille « qui vit sur ses terres dans une propriété rurale qu'on quitte l'été pour aller dans une autre », « il est soigné par une bonne, une vieille paysanne sans éducation » et voit les employés et gouvernantes se succéder. Nous pouvons imaginer quelles superstructures idéologiques accompagnent cette situation économique de la famille. En particulier le mépris des employés doit aller bon train. Que S. P. fixe son choix sur Grouscha et se retrouve par la suite hors de lui à la vue des femmes agenouillées, nous ne pouvons y voir du point de vue du désir que la répétition de cette scène première (la mère aperçue dans cette position lors d'un coït avec le père). Tout au plus pouvons-nous supposer que l'origine de la mère était entachée de quelque mésalliance facilitant le remplacement de celle-ci par Grouscha. En toute hypothèse. Quoiqu'il en soit ce qui est déterminant dans l'histoire psychanalytique de S. P. n'est pas la situation économique de ses parents par rapport aux employés mais que Grouscha ou poire soit dans la même position que la mère, tout comme *Matrona* plus tard. Le langage n'est pas une superstructure. Il n'y a pas de métalangage ; que la vérité n'est pas le savoir : S. P.

peut bien savoir tout des événements qui l'ont marqué, il n'en restera pas moins prisonnier de ceux-ci jusqu'à ce qu'il puisse dans l'analyse les parler, les rêver et s'y trouver être l'effet des déplacements, condensations, équivalences, jeux de mots qui ont accompagnés ces événements et où se fait jour la vérité de son désir.

Il n'est pas besoin de poursuivre notre démonstration plus avant.

Nous sommes loin ici de la personne psychologique, de la langue comme code et du langage comme instrument. Nous sommes loin de toute causalité mécaniste selon le modèle médical (ou psychiatrique). Nous sommes loin aussi de toute sémiologie, le sens n'étant pas localisable dans telle ou telle unité mais le glissement des unes sur les autres ayant « effet de sens ». « Le sujet est « effet » du signifiant et le sens insiste mais ne consiste jamais dans la signification dont il est capable au moment même. » (E. R.)

Nous sommes loin de ces « orthopédies du moi » où la psychanalyse dévoyée cautionnait « l'adaptation du moi à la réalité », mais qu'est-ce que la réalité ? Nous sommes loin enfin de cette dichotomie-complémentarité individu/société car le décentrement du sujet évacue l'individu et la personne.

Mais alors, c'est l'un ou l'autre, la politique ou la psychanalyse ?

Que non !

Que Marx, Engels, Lénine se soient bien gardés de dire quoi que ce soit de la vérité du sujet de l'inconscient témoin de l'acuité du regard de ces déchiffreurs sur leur propre terrain. Ils centrent un blanc « que la psychologie fut-elle « complémentaire » de la mission prolétarienne reste vaine à combler ». (E. R.) Que la psychanalyse puisse se constituer comme science nous oblige à la prendre en compte au même titre que les autres sciences. Elle promet la déchéance de toute philosophie de la conscience au profit du primat matérialiste de l'être sur la pensée. En nous rappelant qu'il n'y a pas de science prolétarienne et que neutralité de la science ne veut pas dire apolitisme. Nous oblige aussi à réfléchir sur une politique de la psychanalyse : pourquoi la pratique analytique actuelle se fait-elle dans le cadre du libéralisme ? et la soi-disant neutralité de l'analyste ? Rien dans la théorie analytique ne justifie sa pratique sur le modèle de la libre-entreprise. Il s'agit là d'une reprise du fonctionnement médical, celui-ci étant pourtant si clairement incompatible avec la pratique analytique. Que ce type de pratique ait été jusqu'à présent le garde-fou à double tranchant des analystes craignant l'utilisation de la psychanalyse à des fins de réadaptation ne suffit pas à le cautionner. La théorie analytique est maintenant suffisamment élaborée pour autoriser un questionnement de son non-rapport pour l'essentiel avec l'idéologie dominante et pour permettre en conséquence une sortie du cabinet. Par ces deux démarches théorique et pratique, elle peut prendre parti dans le processus de la lutte des classes.

D'ailleurs cette sortie est déjà amor-

cée dans certains centres de consultation dits de secteur. C'est le grand intérêt du livre d'E. Roudinesco que de nous inciter maintenant à une politique de la psychanalyse : « Le vrai combat quant à lui que doit mener la psychanalyse c'est une critique de l'idéologie médicale (le savoir psychiatrique) dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat. » Si nous voulons qu'elle survive à la chute du capitalisme il nous faut la penser dès maintenant hors des griffes de la médecine libérale bourgeoise.

L. S.

(Editions Mame, 1973, 13 F.)

Critique

Histoire I Théorie de l'art

Un numéro spécial de la revue *Critique* (315/316) permet de prolonger la note de Danielle Kaisergruber sur quelques livres consacrés à l'histoire ou la théorie de l'art (*France-Nouvelle* du 9 octobre). Plus précisément, ce numéro, réalisé par le groupe de travail formé autour de Hubert Damisch, pose les problèmes de la sémiologie de la peinture.

Pour cela il est à relever que les auteurs — comme d'ailleurs Louis Marin (dans un article de *Communications*, numéro 15, sur un tableau de Poussin) — partent toujours de textes : pour lire le tableau, il faut préalablement lire des textes littéraires proposant une lecture (Diderot, Baudelaire), interroger la démarche d'historiens ou d'esthéticiens aux visées « scientifiques » (Panofsky), celle des peintres eux-mêmes (Klee, Kandinski), etc. De même, des recherches sur la couleur commencent par étudier les théories de Newton, Goethe.

Se trouvent ici posés deux problèmes de l'histoire/théorie de l'art : Damisch l'avait dit dans un article de 1971, l'historien d'art n'a pas à faire comme si son objet lui était donné, il a au contraire à en construire le concept, à définir les conditions d'un discours rigoureux portant sur cet objet (dans *Scalies J*). Deuxièmement, comment s'articulent le visible et le lisible dans la lecture du tableau ?

Nombre de recherches esthétiques jusqu'à ces dernières années avaient plutôt pris le parti du « visible ». Elles ont été inévitablement conduites à une phénoménologie de l'œuvre, à la mise à jour d'un en deçà du visible recherché dans la psychologie, l'affectivité, la motricité, etc. (Lyotard à partir d'une psychanalyse « énergétique », Maldiney à partir d'une psychanalyse « existentielle », etc.)

Si l'on n'envisage pas la lecture dans la sens « religieux » de la vision de l'essence critiquée dans *Lire le Capital* (recherche d'un signifié transcendantal, théologique), mais comme élaboration d'un sens, production, on peut déjà quitter le terrain miné de la phénoménologie. Pour retrouver d'autres problèmes, comme celui de l'épissure du

discours (langage) énonçant, disant l'œuvre (puisqu'on ne se limite pas à la « voir »).

Ainsi à partir de ce que dit J.-L. Shefer dans *Scénographie d'un tableau*, « (les figures) ne sont pas lues en elles-mêmes, mais déclarativement dans leur rapport au texte qui les énonce », ce numéro de *Critique* commence par l'analyse d'un tableau de Chardin, *La Raie*. Mais comme dans l'analyse des *Ménines* de Velasquez par Foucault, ou celle du *Paysage avec un homme tué par un serpent* de Poussin par L. Marin, cette lecture revient à faire du tableau l'emblème de la problématique de la représentation. Le tableau tiendrait un discours sur ses conditions d'existence de tableau, au prix d'une lecture du signifié fondée d'une part sur l'application de l'analyse des champs sémantiques (dite en linguistique : componentielle) qui est dérivée de l'analyse phonologique (ce qui pose un certain nombre de problèmes en linguistique déjà !), de l'autre sur la polysémie des mots mêmes du discours disant l'œuvre (par exemple : raie, rai, ré-, etc.).

Par contre l'analyse d'*Egale infini*, de Paul Klee par H. Damisch paraît plus convaincante, d'abord en s'interrogeant sur ce que Schapiro appelle dans le même numéro « les éléments non mimétiques du signe iconique » (cadre, étiquette, « marge » de toile laissée par Klee entre le cadre et la surface peinte, support), puis sur le statut du signe mathématique, de l'écrit (« les mots dans la peinture »).

Enfin ce numéro comporte, outre une analyse déjà citée des théories sur la couleur de Newton par Schefer, la traduction de deux textes importants de Cesare Ripa, Meyer Schapiro et Otto Runge, la lecture d'un Titien à partir d'une lecture de Panofsky, et l'analyse par Freud de Leonard de Vinci.

F. A.

(Editions de Minuit, 16 F.)

Alain Lipietz

Le Tribut foncier urbain

Les problèmes fonciers et plus largement les problèmes urbains présentent une acuité sociale et politique croissante. Ce qui explique la réapparition dans la pensée économique des questions de prix du sol et de rente foncière.

C'est dans ce mouvement qu'il faut situer l'ouvrage d'Alain Lipietz. Celui-ci aborde à plusieurs reprises la critique de la pensée économique bourgeoise et la confusion qui l'habite : car un sol n'étant pas le fruit du travail n'a pas de valeur mais seulement un prix qu'il faut payer, pour lever l'obstacle de la propriété privée et s'approprier son usage (et éventuellement celui de ses ressources naturelles).

Mais la critique de Lipietz aurait sans doute gagné en efficacité (au sens de la critique scientifique) à une approche plus systématique et surtout si elle l'avait situé socialement plus pré-

cisément. J'entends par là que, de manière peut-être plus évidente que partout ailleurs (et au même titre que dans le domaine de la monnaie) la faillite de cette pensée, réduite à un seul rôle idéologique, s'impose même aux yeux de la classe dirigeante. Aussi, ce n'est certainement pas un hasard si, au-delà de certaines tracasseries, on fait appel plus ou moins directement à des chercheurs marxistes (ou tout au moins si on réutilise des fragments de leurs analyses).

Ceci dit, le travail de Lipietz apparaît comme très ambitieux. C'est ce qui en fait l'intérêt mais aussi les limites. Car beaucoup de choses ne sont qu'effleurées ou traitées hâtivement amputant l'analyse dont l'un des objectifs est justement le systématisme et la production conceptuelle.

Certes il est difficile dans le domaine de l'analyse de l'urbanisation contemporaine, de ne pas céder à cette tentation de produire de nouvelles notions en espérant les fonder comme concepts.

Jusqu'à une période récente, il existait en effet peu de recherches marxistes dans ce domaine. Et comme le dit très justement l'auteur, trop de travaux se sont contentés de simples extrapolations à partir de ceux de Marx et d'Engels : dans l'analyse de la rente foncière on ne peut simplement remplacer la production agricole par une production urbaine.

Mais depuis quelques années, on assiste à un rapide développement des recherches matérialistes dans ce domaine. Et l'on peut regretter que Lipietz les ait ignorées à l'exception de celle de Christian Topalov (*Les promoteurs immobiliers*, Ed. Mouton). Ses recherches auraient sans doute gagné à s'appuyer moins sur les discours d'A. Chalandon (ancien ministre) et sur les rapports de divers fonctionnaires du ministère de l'Équipement, et plus sur des recherches comme celles de Magri, Préteceille, Lojkin, Castells, Godard, Cottereau, Combe et Latepic... (Cf. entre autres « La N. C. signale », février 1974).

La première partie de l'ouvrage, « Analyse du cadre bâti » eut été plus solide et moins limitée par une approche incomplète des rapports entre le développement du mode de production capitaliste et celui de l'urbanisation. Car sa définition de la D. S. E. (division sociale de l'espace), de la D. T. E. (division technique) et de la D. E. S. E. (Économique et Sociale) est peu claire et surtout apporte peu de choses à l'analyse.

Lipietz fait montre à ce niveau d'une analyse peu dialectique en se satisfaisant, pour expliquer le mode d'occupation de l'espace d'une vision manichéenne du capitalisme (type de vision que par ailleurs et très justement il reproche à certains auteurs comme G. Mathieu) : ce n'est pas par volonté politique ou idéologique que l'espace est ségrégué. Je dirai même au contraire !

Il me semble qu'il faut encore faire deux autres grandes critiques à cet ouvrage.

Tout d'abord, ce pseudo-concept de tribut foncier urbain.

Le problème du prix du sol qui serait

COLLECTION "LE MONDE OUVERT"

Ronald D. Laing

Nœuds

Le moi divisé

**La politique
de la famille**

**La politique
de l'expérience**

Morton Schatzman

**L'esprit
assassiné**

Colin Turnbull

**Un peuple
de fauves**

Krishnamurti

**La première
et dernière
liberté**

**Se libérer
du connu**

**La révolution
du silence**

Louise Wilson

**Mon fils,
cet étranger**

1980



Stock

l'actualisation d'une rente chagrine beaucoup Lipietz. Aussi il propose de remplacer « rente » par « tribut ». On comprend ce souci, mais une analyse plus fine des usages des sols urbains aurait peut-être résolu le problème. La rente est l'appropriation par le propriétaire foncier d'un surprofit rendu possible par des qualités particulières d'un terrain (rentes différentielles), par la nécessité de lever l'obstacle foncier même sur le plus mauvais terrain (rente absolue), voire sur un terrain dont l'usage est sans rapport avec la valeur d'échange (rente de monopole comme par exemple pour un objet d'art).

Or, Lipietz réduit beaucoup l'analyse des surprofits qui peuvent constituer la matière des rentes différentielles : en insistant trop sur ceux qui sont liés à la production du bâtiment elle-même et pas assez sur les usages du logement comme moyen de reproduction de la force de travail. A signaler d'ailleurs quelques confusions comme « Les routes, les ports, etc. sont du capital fixe, les dépenses de fonctionnement du capital constant circulant, et le logement... du capital variable, servant à la reconstitution de la force de travail » (p. 27).

D'autre part, l'analyse de la rente absolue est laissée dans l'ombre même si dans la postface, l'auteur reprend de manière critique les analyses de P. P. Rey (« Sur l'articulation des modes de production », éd. Maspéro, 1973). De plus, il y a de fait confusion entre rente absolue et rente de monopole. Malheureusement, Alain Lipietz n'est pas venu au colloque du C. E. R. M. de mai 1973 (dont les débats viennent de paraître aux éditions du C. E. R. M.) et n'a pas eu le temps de lire certains travaux récents comme le dernier ouvrage de Christian Topalov, *Capital et propriété foncière* (Centre de Sociologie urbaine, 1973).

Aussi, cette notion de tribut, loin d'apporter quelque chose, globalise des éléments qu'il importe de distinguer avec précision : le prix d'un sol est constitué de plusieurs rentes et la compréhension de chacune d'elles nécessite une analyse particulière. D'ailleurs, Lipietz le sent bien puisqu'il crée des tributs différentiels, exogènes, endogènes, etc.

Enfin, on peut difficilement admettre que l'auteur, qui étale souvent sa culture apparemment assez large, n'ait pas lu un ouvrage aussi fondamental que celui du *Traité marxiste d'économie politique*, ou les articles de la revue *Economie et Politique*. Les concepts de suraccumulation-dévalorisation du capital lui auraient pourtant été fort utiles pour rendre compte de certains phénomènes, comme l'intervention de l'Etat ou pour une meilleure compréhension de la France contemporaine : parler du M. P. C. (mode de production capitaliste) et ne pas tenir compte des analyses qui caractérisent le C. M. E., laisse beaucoup de choses dans l'ombre et explique les besoins conceptuels dont fait preuve Lipietz.

Comme quoi l'anticommunisme qui pointe à plusieurs reprises est un frein au développement de la pensée scientifique : « Quant au destin du bloc (des

possédants), et à la façon dont il va sortir de sa « crise d'hégémonie » (accentuation du « tournant vichyste », retour à la « Nouvelle Société » de l'ère Chalandon-Chaban, ou... passage de la main à l'union de la Gauche, ce qui ne résoudrait pas grand-chose puisque les mêmes clivages sépareraient sur ces questions un P. S. « moderniste » et un P. C. « archaïste »), je ne me risquerai pas, à cette date, au moindre pronostic (décembre 1973) » (p. 203)!

Toutes ces critiques faites, il nous est impossible, dans le cadre de cette note de lecture, de signaler tous les points intéressants que l'on trouve dans cet ouvrage. Et ils ne sont pas négligeables. Disons seulement que le travail d'Alain Lipietz constitue une étape dans une recherche en plein développement actuellement en France. Mais, mis à part le chapitre IV, « Luites de classes et propriété foncière », facilement accessible à un non-spécialiste, ce livre, qui n'est pas une recherche aboutie, demanderait beaucoup d'efforts à un lecteur non préparé pour séparer le bon grain de l'ivraie.

Nul doute que le colloque de Grenoble « Pour un urbanisme... », dont les débats seront publiés dans un numéro spécial de *La Nouvelle Critique*, ainsi que les articles du numéro de mars de la revue *Economie et Politique*, viendront s'ajouter au compte rendu du colloque du C. E. R. M., pour aider à une meilleure compréhension de ces problèmes, et donc à des luttes plus efficaces.

F. A.

(Editions Maspéro, coll. « Documents et recherche d'économie et socialisme ».)

Alexandre Soljenitsyne

L'« Archipel Goulag »

Traiter à l'heure actuelle du dernier livre d'Alexandre Soljenitsyne, *l'Archipel Goulag*, c'est un peu parler dans le vide. S'il a été beaucoup dit et écrit sur cet ouvrage, mis à part quelques spécialistes, rares sont ceux qui en connaissent le contenu faute de lire le russe, l'édition en français étant encore à venir. Anomalie en soi qui mérite réflexion, si on compare l'ignorance du grand public à l'ampleur et à la violence sans pareille d'une polémique contre l'Union soviétique dont ce livre a été le vecteur.

Partant de cet état de fait, nous nous limiterons ici à offrir quelques clés pour la lecture d'un texte complexe qui fait appel à des connaissances historiques, juridiques, littéraires, politiques, etc., nous réservant d'y revenir lorsque les lecteurs seront en mesure de juger pièces en main.

L'Archipel Goulag, ce sont les îles, les terres isolées du monde où aboutissaient par des canaux multiples et variés les condamnés aux camps de travail, Goulag signifiant en russe « Administration d'Etat des camps ». Cet « archipel » est situé dans le temps : de 1918 à 1956. Présenté comme un « essai d'enquête artistique », ce livre n'est pas un roman, encore que la part d'imagination littéraire y soit grande. Ce n'est pas de l'histoire, au sens

scientifique du terme, encore que les faits historiques y soient exploités en permanence. Toute la trame du livre est constituée par les souvenirs de l'auteur, des réflexions, ainsi que par les « témoignages » pour une grande part anonymes de plus de deux cents noms ou initiales. Au bout de six cents pages, dans le texte russe, le lecteur a été conduit de l'arrestation aux convois à destination des camps de travail. Ce n'est qu'une étape du voyage vers l'abîme. Le volume actuel ne représente que deux des sept parties que comporte l'ensemble de *l'Archipel Goulag*.

Depuis *Une journée d'Ivan Denisovitch*, dont la publication dans la revue soviétique *Novy Mir* en 1962 fut un événement retentissant, à la fois politique et littéraire, une grande part de l'œuvre de Soljenitsyne est consacrée au thème de la répression. Arrêté en février 1945, sur le front, à cause de critiques contre Staline découvertes dans sa correspondance, il a vécu les péripéties de l'existence dans les camps de travail. Cette épreuve a marqué l'homme, irréversiblement, provoqué un profond ébranlement dans sa vision du monde.

Libéré en février 1953, Soljenitsyne s'est enfermé depuis dans l'univers mental de ses souvenirs d'internement. Tout va passer chez lui au crible de cette expérience tragique, matière première inépuisable d'une œuvre littéraire importante. Seul fait exception jusqu'ici *Aout 14*. Mais ce n'est qu'une partie d'un roman à sujet historique en devenir. La plupart des autres récits, nouvelles et romans se veulent description, dénonciation de la répression, une réflexion sur ce phénomène, débouchant avec de plus en plus de netteté sur une condamnation de la société soviétique qui selon lui sécrète la terreur comme les vipères le venin. Avec *l'Archipel Goulag*, Soljenitsyne délaisse le terrain purement littéraire pour s'engager sur celui du combat politique.

La thèse centrale du livre est que la répression en U. R. S. S. ne se limite pas à l'époque de Staline, mais qu'elle apparaît dès les premiers pas du nouveau régime. Les dates qui accompagnent le titre sont significatives : 1918-1956. Non seulement la répression n'est pas une excroissance monstrueuse, une anomalie circonscrite dans le temps et dans ses causes, mais elle est la sève, la substantifique moelle, *l'Alpha* et *l'Oméga* de la société soviétique. Tout dans le livre est subordonné à cette démonstration : le style, l'agencement du discours, l'utilisation des souvenirs, des témoignages, de l'histoire.

S'il a pris soin de préciser d'entrée qu'il n'entendait pas faire œuvre d'historien, Soljenitsyne établit une chronologie historique personnelle de la répression. Sa méthode est riche d'enseignements. A la base, la thèse que Lénine est l'initiateur de la terreur, érigée en méthode de gouvernement. A l'appui, Soljenitsyne cite un extrait de « L'appel à la population » de Lénine en date du 6 novembre 1917 : « Il (Lénine) exigeait l'écrasement impitoyable des tentatives d'anarchie, de la part d'ivrognes, de voyous, de contre-révolutionnaires et autres individus ». (P. 39.

Toutes nos citations renvoient à l'édition en langue russe.) Commentaire de Soljenitsyne : « il voyait donc le danger principal pour la Révolution d'Octobre dans les ivrognes, cependant que les contre-révolutionnaires s'attroupaient quelque part au troisième rang » (p. 39).

Or, quelques lignes plus haut, Lénine a défini explicitement les ennemis du nouveau pouvoir : « les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, les hauts fonctionnaires et employés, liés étroitement à la bourgeoisie ». Ce texte du dirigeant bolchevique est destiné à expliquer aux travailleurs, c'est-à-dire précise-t-il, à l'énorme majorité de la population, qu'il leur revient de prendre en main les affaires de l'Etat.

Même procédé envers un article de Lénine rédigé les 6 et 9 janvier 1918, intitulé « Comment organiser l'émulation ». Dans cet article, affirme Soljenitsyne, « Lénine désignait pour unique objectif général : nettoyer (en italique chez Soljenitsyne) la terre russe de tous les insectes nuisibles », et par insectes (en italique chez Soljenitsyne), il entendait non seulement tous les ennemis de classe mais également « les ouvriers qui tirent au flan... » (p. 40).

Suit une longue énumération des différents types « d'insectes » à détruire, accréditant ainsi l'idée que ce texte sert de point de départ à la répression généralisée. Soljenitsyne omet de dire que ce texte incite les travailleurs à diriger et à organiser leur travail de manière créatrice, à répartir correctement le travail et la production à condition « d'établir un contrôle efficace, pratique, de toute la population sur cette répartition, à condition de vaincre non seulement sur le plan politique, mais aussi dans la vie économique quotidienne, les ennemis du peuple : les riches, leurs pique-assiettes, puis les filous, les parasites et les voyous » (Lénine, t. 35, p. 200, éd. russe). Faute d'avoir été placée dans son contexte, c'est tout le sens de la pensée de Lénine qui est faussé. Mais la manipulation ne se borne pas à cela. Soljenitsyne se sert de cet article pour justifier sa thèse de la répression en U. R. S. S. *ab initio*. Il néglige simplement de préciser qu'écrit entre le 6 et le 9 janvier 1918, cet article a été publié pour la première fois par la Pravda le 20 janvier 1929. Le traitement que Soljenitsyne fait subir ici aux textes et aux faits est exemplaire. L'événement brut est isolé des circonstances historiques qui l'ont accompagné. Ainsi, la guerre civile déclenchée par les classes possédantes renversées, l'intervention étrangère, leurs causes, leurs conséquences sociales, politiques, économiques et humaines sont délibérément effacés de l'histoire. C'est une des constantes de l'*Archipel Goulag*. L'histoire de l'U. R. S. S. est vidée de sa substance, de son enchevêtrement de causes et d'effets. Subsiste uniquement un système répressif qui est à lui-même sa propre fin.

Cette évacuation de l'histoire offre l'avantage pour Soljenitsyne de rendre la révolution victorieuse responsable de tous les maux qui s'abattent sur l'U. R. S. S. : « A la fin de la guerre civile, conséquence naturelle de celle-ci,

une famine sans pareille s'abattit sur la région de la Volga. N'étant guère décorative pour la couronne du vainqueur de cette guerre, c'est à peine si on marmonne plus de deux lignes à son sujet chez nous » (p. 46). La contre-révolution escamotée, le coupable est tout désigné : le pouvoir soviétique. Il faudrait s'attacher page après page à resituer les faits pour leur rendre leur éclairage authentique. Soljenitsyne procède ainsi par une permanente sollicitation des événements pour étayer sa théorie : tout le système répressif qui se manifesterait avec éclat sous Staline a été mis en place dès 1918. Il a été simplement poli, affiné d'année en année. Sa description du procès des socialistes-révolutionnaires en juillet-août 1922 s'accompagne de cette exclamation : « Tout y est déjà ! tout y est ! — il manque peu de choses pour atteindre l'idéal » (p. 369). Mais le lecteur sera bien en peine de savoir qui étaient les socialistes-révolutionnaires, quel avait été leur rôle pendant la révolution et la guerre civile et ce qui les avait conduits sur les bancs du tribunal.

Staline est l'objet d'une haine qui se contrôle mal. Il est un traître à la patrie, il a des « doigts boudinés » et Soljenitsyne laisse même entendre qu'il aurait pu appartenir à la police secrète tsariste l'Okhrana : « Le motif favori de Staline : attribuer à chaque arrêté membre de son parti (et de manière générale à un ancien révolutionnaire) du service dans l'Okhrana tsariste. Poussé par une intolérable défiance ? Ou bien... par un sentiment intérieur ?... par analogie ?... » (p. 203). Du reste, Staline n'est que l'agent d'une force qui le dépasse. « Voyant aujourd'hui la révolution culturelle chinoise (17 ans également après la victoire définitive) nous pouvons induire ici avec une grande probabilité une loi historique. Et Staline lui-même commence à ne nous apparaître que comme une force exécutoire, aveugle et superficielle » (p. 80). Le mal est dans le socialisme. De la sorte, Soljenitsyne est tout à fait fondé à passer sous silence cet événement capital qu'est le XX^e Congrès du P. C. U. S., en 1956. Par sa dénonciation publique des violations de la légalité, des crimes commis à l'époque du « culte de la personnalité », les mesures adoptées pour en empêcher le retour, le XX^e Congrès, confirmé par le XXII^e Congrès du P. C. U. S. infirme la thèse de Soljenitsyne. La difficulté est tournée avec beaucoup d'aisance : il n'en sera pas fait mention ce qui permet de développer sa thèse : « Avant et pendant les années de prison, moi aussi j'ai longtemps estimé que Staline avait donné une orientation fatale au système d'Etat soviétique. Mais Staline est mort paisiblement et le navire a-t-il beaucoup changé de cap ? » (p. 605). Ainsi le cercle est fermé. Le système soviétique est en tout temps identique à lui-même, tout entier voué à la répression. Aucune de ses conquêtes économiques et sociales, de ses apports à la libération de l'exploitation, de l'ignorance, de la servitude, rien de positif ne trouve place ici.

Le plaidoyer pour le général Vlassov et ses hommes est également caracté-

Vient de paraître :

CLÉS ET CODES DU CINÉMA

par Y. R. Batficle

Une base technique sérieuse et indispensable : traitement et mesure de la photo. Equidensités, Sensitométrie, Expression par la Caméra, Télévision et magnétoscope. Les lois de l'image, le décryptage des affiches.

La sémiologie du cinéma ; le discours filmique replacé dans le contexte linguistique.

La Filmologie, le fait cinématographique dans son contexte psycho-social.

Le discours filmique, les différentes manières de l'appréhender.

La recherche sur le cinéma. Un livre relié 350 pages. Nombreux schémas et photos, 32,60 F.

Du même auteur :
MESSAGE - MEDIA
COMMUNICATION

Pour une prise de conscience du monde moderne

Un livre relié 204 pages :
26,50 F (29 F Franco)

Editions Magnard
122, bld Saint-Germain
75279 PARIS Cédex 06

ristique de la méthode historique de Soljenitsyne. Ce passage de l'*Archipel Goulag* a suscité une vive polémique et on ne s'y attendera pas. Si ce n'est pour faire remarquer que par une logique étrange, Soljenitsyne retourne l'accusation de trahison à l'égard de ceux qui sont passés à l'ennemi, contre celui qu'il juge responsable indirect de cet acte : Staline. Ici les grandes valeurs morales dont Soljenitsyne se veut le défenseur, le patriotisme notamment, se trouvent relativisées pour les besoins de la cause : l'antisoviétisme. L'histoire est également occultée puisque l'enjeu de la deuxième guerre mondiale n'est jamais évoqué : la liberté des peuples ou l'oppression nazie.

Le style et la composition savante du livre contribuent à donner le sentiment de la permanence du système répressif en U. R. S. S. Le récit n'est pas linéaire. Un mouvement de va-et-vient l'anime. Passage sans transition d'une époque à une autre, brusques retours en arrière au gré du déroulement arbitraire des souvenirs. Les temps des ver-

les permettent une éclipse du temps. L'auteur glisse insensiblement du passé au présent dans ses commentaires, de sorte que l'on ne sait plus démêler ce qui relève d'hier ou d'aujourd'hui.

« On nous instruit et on nous forme dès notre jeunesse pour notre spécialité... Mais ni l'enseignement, ni l'éducation, ni l'expérience ne nous préparent à la plus grande épreuve de la vie : à l'arrestation sans raison et à l'enquête judiciaire sans objet » (p. 130). L'arbitraire est toujours d'actualité (temps présent).

La véhémence dans l'attaque contre le système soviétique n'épargne pas le peuple. Soljenitsyne n'a pour lui que qualificatifs méprisants : « agneaux, montons, lâches ». « Nous avons perdu la mesure de la liberté » (p. 152). « Nous sommes épressés de nous soumettre, nous nous soumettons avec plaisir » (p. 27). Il fustige son peuple et lui-même. Le récit de son arrestation est une longue condamnation de sa propre lâcheté, de son acceptation résignée de son sort.

Intellectuels et classe ouvrière ne sont pas épargnés. Quant aux bolcheviks, c'est un déferlement de qualificatifs : « Peut-être l'année 37 fut-elle nécessaire pour montrer le jeu que valait leur conception du monde avec laquelle ils faisaient tant les fiers-à-bras, bouleversant la Russie, détruisant ses places-fortes, piétinant ses sanctuaires » (p. 138). Seuls trouvent grâce à ses yeux, les paysans, du moins une catégorie particulière de paysans, celle qui, dure à la besogne et âpre au gain savait faire prospérer ses affaires en exploitant le travail d'autrui et en spéculant sur la famine des villes : les « koulaks ».

« En 1930, on appelait ainsi de manière générale tous les paysans solides — solides dans leur exploitation, solides au travail et même simplement dans leurs convictions » (p. 67). Ils ont été déracinés par « les malchanceux de l'endroit et les gens venus de la ville » (p. 67). D'un de ses compagnons de détention, ingénieur formé par le pouvoir soviétique, l'auteur, qui le couvre de sarcasmes, écrit qu'il était « un de ces petits paysans dépenaillés dont les talents perdus mettaient en affliction Biélineski et Tolstoï. Il ne serait pas devenu un Lomonossov et ne serait pas entré seul à l'Académie, mais il avait du talent et il aurait lui aussi cultivé la terre, n'eût été la révolution et il aurait vécu dans l'aisance, parce qu'il était vif, de bon sens et il serait peut-être même devenu un marchand » (p. 205). Tel est le destin dont ce fils de paysan pauvre, et des millions comme lui, a été privé par la révolution qui en a fait un ingénieur. Echappent également à sa condamnation ses compagnons mystiques, dont la foi le gagne assez vite au cours d'innombrables entretiens.

Cette désespérance qui suit de chaque ligne de *L'Archipel Goulag*, ce souhait maintes fois formulé que d'autres aient goûté à sa même souffrance, qui lui font traiter ceux de sa génération de « pauvres types » en conclusion de son livre, tout cela contraste singulièrement avec l'attitude d'autres victi-

mes d'une même répression tout aussi injustifiée.

La publication de *L'Archipel Goulag* en Occident a été présentée comme une révélation du monde de la répression stalinienne. Or, toute la description qu'en fait Soljenitsyne se trouvait déjà intégralement dans les mémoires du général Gorbatov *Les Années de ma vie*, la dramatisation littéraire en moins. Ces mémoires ont été publiés en 1966 par la maison d'édition Stock. Paysan sorti du rang au cours de la guerre civile, Gorbatov commandait une division lorsqu'en 1938 il est arrêté et condamné à quinze ans de camps. Sa peine est d'autant plus lourde qu'il refusera jusqu'au bout de reconnaître les « crimes » qui lui sont imputés. Après révision de son procès, Gorbatov est libéré peu avant le déclenchement de l'attaque hitlérienne. Il terminera la guerre à Berlin au poste de chef d'armée.

Les procédés de l'arrestation, le transport à la prison de Lefortovo, l'interrogatoire et les sévices, le procès et la condamnation, rien n'y manque. La vie des camps, la violence des « droits communs », les humiliations intolérables et surtout la rage que connaissent tous les militants d'être mis hors de combat et, circonstance tragique, par les siens, sans raison. Et pourtant, la voix de Gorbatov nous est étrangement proche par son humanité :

« Beaucoup de temps encore s'écoulera avant que cette époque de l'histoire de notre pays soit appréciée justement. Des années passeront... Le but de mon récit est de montrer à la jeune génération, des hommes qui, même dans ces conditions, n'ont pas perdu la foi en la justice, en notre grand parti léniniste et en notre cher pouvoir soviétique, bien que beaucoup de ces malheureux aient perdu l'espoir de recouvrer quelque jour la liberté. Mais il s'est aussi trouvé parmi nous des gens qui ont cessé de croire à tout ce qui est le plus cher à l'homme soviétique et, ne pensant qu'à se décharger, ont tout fait pour complaire à des misérables, véritables ennemis du communisme et du peuple soviétique. Certains de ces pleureurs cherchaient à dissimuler leur esprit de renégat sous toutes sortes de théories « philosophiques ». Ainsi, par exemple, mon voisin de lit dans un camp de la Kolyma, qui avait été secrétaire d'une section politique aux chemins de fer et se vantait même d'avoir diffamé près de trois cents personnes. Il répétait ce qu'il m'était déjà arrivé d'entendre dans ma propre prison de Moscou : « Plus ça va mal, mieux ça vaut, et plus vite tout s'éclaircira. » En outre, il voyait dans les arrestations massives une sorte de « logique historique », il citait des exemples du temps d'Ivan le Terrible ou de Pierre le Grand. »

« Toi et tes semblables — lui dit un jour Gorbatov — vous avez si bien emmêlé l'écheveau, qu'il sera difficile de le démêler. Mais on le démêlera tout de même. Si j'étais à ta place, il y a longtemps que je me serais pendu. »

« Le lendemain matin on le trouva pendu. Malgré ma profonde aversion pour lui, j'ai longtemps et douloureusement souffert de cette mort. »

(pp. 109-110).

Ce témoignage sans emphase ni imprécation, contraste avec celui de Soljenitsyne, non par la description des faits, mais par sa confiance en l'homme et en la société soviétiques. Ce n'est pas le cri de malédiction d'un homme amer égaré désormais dans notre siècle. En tout état de cause, la publication du livre de Gorbatov, et de bien d'autres en U.R.S.S., fait que l'on ne peut pas considérer *L'Archipel Goulag* comme une révélation sur les voies de la répression, l'emprisonnement et la vie des camps. De même, c'est passer bien vite sur une grande part de la création littéraire en Union soviétique que d'affirmer que Soljenitsyne est l'unique écrivain à aborder de front les problèmes posés à la société soviétique par les violations de la légalité socialiste. Pour s'en tenir à un auteur traduit et connu en France, Constantin Simonov, on doit rappeler que ces problèmes constituent la trame de ses romans et récits sur la dernière guerre. On pourrait en dire autant, sur d'autres registres, de Tchinguiz Aïmatov, d'Alexandre Beck, etc.

N'est-ce pas justement parce qu'il donne cette vision apocalyptique du socialisme que *L'Archipel Goulag* répond si précisément à l'attente des milieux dirigeants de l'Occident en proie à une crise pour eux irrémédiable ? Mais il n'est pas certain que l'on puisse aller très loin dans cette voie. Non seulement parce que cette image s'écaille très vite et résiste mal à l'analyse, mais aussi parce que les vues politiques de son auteur la rendent plus difficilement utilisable. Nous en voulons pour preuve la *Lettre aux dirigeants soviétiques* que Soljenitsyne vient de rendre publique où il affirme une conception du monde teintée de slavophilie réactionnaire du siècle passé.

A lire cette profession de foi politique, on comprend mieux ce qui a conduit Soljenitsyne à éliminer l'histoire de *L'Archipel Goulag*. Elle condamne sa démonstration.

S. L.

Bibliographie des Editions sociales

Collection Avant-Garde/
Nouveau Clarté font le point.

Le socialisme se porte bien (Michel Jouet)

Face au monde capitaliste en crise, le socialisme se porte bien. Pas sans problèmes, mais bien et de mieux en mieux. Voilà ce que le grand capital voudrait à tout prix escamoter et que Michel Jouet dévoile. 1 volume 128 pages

ARTHUR ADAMOV



Des textes de David Bradby, Maurice Regnaut, Pierre Lartigue, Roland Desné, Marc Rombaut, Bernard Dort, André Steiger, René Gaudy.

Une pièce radiophonique inédite d'Arthur Adamov.

Pour toutes commandes de ce numéro hors série voir l'encart en page 1.

LE PAVILLON

Roger Maria Editeur

5, rue Rollin, 75005 Paris - Tél. 326-84-29
C. C. P. Paris 10865-02

- Robert FRANCOTTE
UNE VIE DE MILITANT COMMUNISTE
Préface de Georges COGNIOT ; Introduction d'Hélène PARMELIN 33,00 F
- Jérôme FAVARD et Jean ROCCHI
(Edition revue et mise à jour)
SCANDALES A L'O. R. T. F.
Préface de Marcel BLUWAL 7,50 F
- Alain GAUSSEL et Jeanine GRINBERG
JE VEUX SAVOIR CE QUE JE MANGE
Notions simples pour une alimentation raisonnable
Préface du Professeur Hugues GOUNELLE DE PONTANEL, de l'Académie de Médecine — Avant-propos de Roger KERINEC, Président du Laboratoire Coopératif d'Analyses 10,50 F
- Julien TEPPE
VOCABULAIRE DE LA VIE AMOUREUSE
(avec un index analytique de 300 mots)
Préface de Cecil SAINT LAURENT 24,00 F
- Jérôme FAVARD
COMMENT NE PAS LES MANQUER
Un art de pêcher... et de vivre
Préface de Pierre DAC 7,50 F

Pour MM. les Libraires : ODEON-DIFFUSION
PARIS : 24, rue Racine, Paris-6^e
PROVINCE : 146, rue du Fg-Poissonnière, Paris-10^e

l'affiche NC

Ballet Joseph RUSSILLO

samedi 4 avril à 20 h 45

Création de

L'Abime

(scènes de la vie moscovite de 1865)

de A. N. OSTROVSKI

par

le théâtre de Gennevilliers

Mise en scène :

Yvon Davis
et François Rey

Tous les week-end
du 3 au 26 mai

les vendredis et samedis à :

20 h 45

les dimanches à :

17 h.

Salle des Grésillons,

41, avenue des Grésillons, Gennevilliers,
autobus 139 et 140 (arrêt place Voltaire).

Activités culturelles de Bobigny

Vendredi 5 avril

LEGENDES A VENIR

théâtre de Liberté

Vendredi 12 avril

VISAGES DE FEMMES

les ballets modernes de Paris

Dimanche 14 avril

FETE ALGERIENNE

ET PORTUGAISE

Mardi 16 avril

Cinéma

ELISE OU LA VRAIE VIE

Vendredi 19 avril

Concert

SONATES PIANO

ET VIOLON

avec Gallois-Montbrun

et Jean Hubeau

Samedi 20 avril

Variétés

PACO IBANEZ

LUIS CLIA

Salle des fêtes,

2, rue de l'Union

Tél. : 844-16-62 et 843-28-61

la nc signale

Le dernier tome de la grande trilogie de Constantin Simonov sur la guerre de 1941-45 : après *Les Vivants et les Morts*, et *On ne naît pas soldat* paraît *Le Dernier Été*, traduit par Andrée Robel. (Julliard, 32,10 F.)

Des nouvelles et un récit de Mario Vargas Llosa *Les Caidés et Les Chiois*. (Gallimard, 19 F.)

Un « Victor Hugo » de Pierre Gamarra, dans la collection « Précurseurs ». (L. C. Diderot/E. F. R., 32 F.)

Notes sur les chansons des rues et des bois. C'est-à-dire sur le vieux Hugo, proche de Verlaine et d'Apollinaire, parfois du surréalisme, par René Journef et Guy Robert. (Les Belles Lettres, 60 F.)

« Couleur mémoire », de Charles Dobzynski, avec un prologue de Miguel Asturias. (E. F. R., 25 F.)

Le vocabulaire politique de Paul Eluard. Une très belle approche linguistique de la poésie d'Eluard, qui n'élève rien, au contraire, à ses résonances complexes, par Marie-René Guyard. (Editions Klincksieck, 60 F.)

Un numéro Brecht/Le réalisme de la jeune revue *L. S. I.* (littérature/science/idéologie) : *Le débat Brecht/Lukacs*, article de Werner Mittenzwei, chercheur très connu de R. D. A. (c'est un texte d'une grande importance) ; *Les signes du réel*, de Gérard Germain ; un entretien avec Michel Verret sur son livre *Dialogues pédagogiques* (profiteurs de l'occasion pour le recommander de nou-

veau aux lecteurs de *La N. C.*) ; la suite d'une étude sur Rabelais et des notes de lecture. (*L. S. I.*, 6, *Square de la Dordogne*, 75017 Paris.)

Les « Expressionnistes allemands ». (Panorama bilingue d'une génération) présentés par Lionel Richard. C'est la première fois qu'une anthologie aussi riche paraît en France, sur un mouvement qui a marqué d'une empreinte profonde l'histoire de la littérature et des arts modernes. (*Maspero*, collection « Voix », 45 F.)

Notre collaboratrice France Vernier, responsable de notre secteur « Littérature » publie *L'écriture et les textes (Essai sur le phénomène littéraire)* ouvrage appelé à faire avancer la réflexion théorique en appelant à la discussion, que nous entreprenons avec elle. (*Editions sociales*, collection « Problèmes », 16 F.)

Mais, dit André Wurmser... Les lecteurs de *L'Humanité* savent ce que révèle cette rubrique heureusement quotidienne. Ils (et beaucoup d'autres) se régaleront avec un recueil de 150 nouveaux *Mais...* (E. F. R., 368 pages, 34 F.)

Un numéro de Langue Française sur Porthographe, où, en particulier, les contributions de Nina Catach constitueront désormais des pièces considérables à verser au dossier d'une question idéologique s'il en est. (*Editions Larousse*, 12 F.)

Pégye, esthétique et socialisme. Entre le passivisme, le réformisme et l'aspiration

révolutionnaire : *Philosophie de l'art littéraire et socialisme chez Pégye*, par Jacques Viard. (*Editions Armand-Colin*, 39 F.)

Formation des idées esthétiques de Diderot. De la métaphysique à l'esthétique du travail. Une grande thèse de Jacques Chouillet. (*Editions Armand-Colin*.)

Une lecture de Lacan, par Jean-Luc Nancy et Philippe Lacone-Labarthe : *Le titre de la lettre*. (*Editions Galilée*, 22 F.)

Le compte rendu de la 4^e semaine de la pensée marxiste à Bruxelles sur le thème *Sexualité et morale d'aujourd'hui* articulé en 4 débats : *sexualité et genitalité, sexualité masculine - sexualité féminine, société de la sexualité, morale et sexualité*. Avec une introduction de B. Muldworf et une conclusion de W. Peers. (*Les éditions du Cercle d'Education populaire, rue des Deux-Eglises*, 128, 1040 Bruxelles, 1973.)

L'Esprit des Lois : tout rééditer dans une petite collection de poche était impossible ; Jean Erhard a choisi la solution de l'anthologie. (*Editions sociales*, « *Classiques du Peuple* », 12 F.)

La correspondance de Marie-Irène Curie (1905-1934), présentée et annotée par Gilette Ziegler. (E. F. R., 34 F.)

Un « Lavoisier », textes choisis, introduction et notes d'Ernest Kabane. (*Editions sociales*, « *Classiques du Peuple* », 12 F.)

Charles Fourier : « Textes choisis », préface, commentaires et notes de Félix Armand. (*Editions sociales*, « *Classiques du peuple* », 7 F.)

Les textes choisis de Saint-Simon, le grand socialiste utopique, reparaissent dans les « *Classiques du peuple* », présentés par le regretté Jean Dautry. (*Editions sociales*, 7 F.)

Un inédit de Marx il s'agit des *Lettres sur les sciences de la nature et les mathématiques*, textes extraits de la

Correspondance Marx-Engels et ignorés du public français. Traduits et présentés par Jean-Pierre Lefebvre. (*Editions sociales*, 9 F.)

« Problèmes d'histoire de la philosophie » de Théodore Oizerman. Le livre pose bon nombre de problèmes touchant à l'objet de l'histoire de la philosophie et, donc, à la philosophie marxiste. (*Editions du progrès*, 1973, 488 p., 12 F.)

Jacques Lacan est « passé à la Télévision », « interviewé » par J.-A. Miller. C'est le texte de ces entretiens qu'on lira dans un petit livre, intitulé... *Télévision*. (*Le Seuil*, 13 F.)

Sigmund Freud. « L'Homme aux rats », une édition bilingue des notes que Freud rédigea au cours de l'analyse de l'« homme aux rats » ; un complément indispensable (et inédit en français) du compte rendu d'analyse paru dans les *Cinq psychanalyses*. (P.U.F., 56 F.)

Le premier numéro de la revue « Digraphe » (théorie → fiction) contient des textes de Jean-Joseph Goux, Luce Irigaray, Jean Ristat, Danièle Sallenave et Max J.-P. Seurat. (*Editions Galilée*). La collection qui porte le même titre comporte déjà un essai collectif sur Derrida (*Écartis*), le livre de Saul Karsz, *Théorie et politique*, consacré à Louis Althusser, et annonce des ouvrages de Stephen Heath sur Barthes et de Christine Buci-Glucksmann sur Gramsci. (*Editions Fayard*.)

L'Anti-Malthus. Des savants anglais, peu satisfaits de la propagande des thèmes de la « croissance zéro », du plan Mansholt et des travaux du M.I.T., ont étudié les données scientifiques du problème. Ils concluent en sens inverse et démasquent l'arrière-plan idéologique d'une telle entreprise. (*Le Seuil*, 39 F.)

Deux ouvrages d'une brûlante actualité : Etats-Unis, Crise de l'énergie. *Watergate, série noire pour la Maison blanche*, par Claude Kroes (20 F.). *Crise de l'énergie ?* (où le point d'interrogation est essentiel), par Bernard Di

Crescenzo (9 F.). *Ces deux ouvrages aux Editions sociales.*

Sartre dirige chez Gallimard une nouvelle collection de poche — « contestataire » : *La France sauvage* ; ce qui donne pour l'instant un livre sur la révolte de la prison de Toul, un pamphlet « occitaniste » et un recueil de ragots anti-communistes. Allons... Cette « sauvagerie » sera récupérée avec aisance par certains « civilisés ». Elle l'est déjà...

« Sur le Matérialisme »

La pratique politique de Philippe Sollers (une certaine forme de maïosisme spéculatif au sens où nous, marxistes, parlons de philosophie spéculative) ne saurait être confondu avec son activité d'écrivain : d'où l'intérêt inégal des textes ici rassemblés, textes qu'il faut, de toute évidence, situer par rapport à la pratique effective de l'auteur. (*Editions du Seuil, 23 F.*)

Les ouvriers en grève.

Une thèse monumentale et quasi exhaustive sur les grèves qui accompagnent la renaissance du mouvement ouvrier après la Commune, par Michelle Perrot. Mais l'auteur veut justifier idéologiquement l'impossibilité de « tout traiter » qu'impose la loi du genre : la grève s'oppose ainsi à la non-grève et semble surgir, sans maturation du mouvement, comme un acte pur. (*Editions Mouton, 172 F.*)

Ordres et Classes.

Sept ans après un colloque d'histoire sociale tenu à l'E.N.S. de Saint-Clément, sur un des sujets brûlants de la bataille idéologique dans l'histoire. (*Editions Mouton, 60 F.*)

Le « Dictionnaire historique et critique »

de Pierre Bayle, introduction et notes d'Alain Niderst, paraît dans les « Classiques du Peuple ». (*Editions sociales, 12 F.*)

Le très beau et émouvant livre

de Jacques Ravine : *La résistance organisée des Juifs en France (1940-1944)*, préface de Vladimir Pozner. (*Julliard, 32,10 F.*)

« Le socialisme se porte bien »

de Michel Jouet ; c'est le premier livre d'une

nouvelle collection « Avant-Garde/Nouveau Clarté » qui présentera, surtout à la jeunesse, le contenu d'un débat ouvert et riche sur les problèmes de notre époque. (*Editions sociales, 7 F.*)

La Centrale d'Esses,

prison de droit commun depuis le XVIII^e siècle, a « abrité » à partir de 1943 de nombreux résistants — qui, le 19 février 1944 ont déclenché « la plus spectaculaire mutinerie de la Résistance ». Un ouvrage collectif, *L'Insurrection d'Esses*, préfacé par Victor Michaut, décrit ce glorieux épisode. (*Editions sociales, 20 F.*)

Louise Michel, une biographie

par notre camarade Pierre Durand, journaliste à *L'Humanité*. (Coll. « Précurseurs », L. C. Diderot/E.F.R., 32 F.)

« Chili. Trois ans d'unité populaire »

, c'est la réédition refondue et complétée à la lumière des événements de septembre, d'un ouvrage collectif d'A. Acquaviva, G. Fournial, P. Gilhodes et J. Marcellin. (*Editions sociales, « Notre Temps/Monde », 12 F.*)

Le livre noir de l'intervention américaine au Chili,

par Armando Uribe. (*Le Seuil, 23 F.*)

Régis Debray a publié un livre

sur *La guérilla du Che* ainsi que le tome I de *La critique des armes*, bilan sans complaisance de certaines impasses révolutionnaires en Amérique latine, livre qui mérite d'être discuté comme il fut écrit, avec sérieux et esprit de responsabilité. (*Le Seuil, 22 F et 27 F.*)

Sur le parti communiste indonésien depuis 1950,

une approche, *Le Parti communiste indonésien*, par Françoise Cayrac-Blanchard. Par modestie peut-être, idéologiquement limitée et quelquefois sérieusement déformante, mais une mine d'informations et de références que le lecteur pourra rechercher, ré-interpréter et relier selon son champ personnel, en tout cas le premier essai publié en France sur la question — et un essai, il faut le souligner, honnête. (*Armand-Colin, 1973, 218 pages, 62 F.*)

Le tome II des Problèmes de linguistique générale, d'Émile Benveniste, recueil d'articles parus de 66 à 70. (*Gallimard.*)

Les Cahiers du communisme,

numéro d'avril. Au sommaire : sur la montée du mouvement populaire, par Guy Besse ; « conjoncture : des menaces que l'on peut éviter », par Bernard Marx ; sur la réforme Fontanet, par François Hinchey ; les communistes et la libération de la France, par Léo Figueres ; une analyse de la doctrine Nixon, par Mireille Aurégia. (*Le numéro : 5 F. Abonnement 1 an : 40 F, 146, rue du Fg-Poissonnière, 75010 Paris. C. C. P. : Paris 4629, 39.*)

Le numéro d'avril de l'Ecole et la Nation

contient en particulier un ensemble sur l'enseignement avec notamment des articles sur « la réforme Fouchet et la formation des maîtres », sur « l'éducation physique et le sport à l'école », ainsi qu'une étude sur un texte de Roland Leroy : « La culture en totalité ». Des articles sur parti, syndicat, politique et indépendance et deux interventions sur l'école dans le monde. (*Abonnement 1 an : 50 F. Pour tous renseignements, s'adresser, 29, rue du 4-Septembre, 75002 Paris. C. C. P. Paris 21 589 64.*)

Un numéro très important de la revue Economie et politique

sur la « lutte politique à l'entreprise » contenant les textes des interventions aux journées d'études sur l'activité politique, idéologique et d'organisation du P.C.F. dans les grandes entreprises. (*Le numéro 9 F. Abonnement 1 an : 70 F. Pour tous renseignements, s'adresser, 10, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 260-51-22.*)

Edouard Pignon fait part de son expérience de peintre

dans un nouveau livre, *Contre-courant*. (*Stock, coll. « Dire », 30 F.*)

LES DISQUES DU MOIS

Rachmaninoff : Vêpres pour solistes et chœur mixte op. 37. Chœur national de l'U.R.S.S., direction Alexandre Svehnikov. La partition la plus intéressante de Rachmaninoff. (*C. D. M. L. D. X. 78552/53.*)

Brahms : Les Variations par Barenboim. Quelques-unes des plus grandes pages du piano dans une interprétation romantique juste. Outre les variations op. 24 sur un thème de Händel, les rarement jouées variations op. 9 sur un thème de R. Schumann, et la transcription du célèbre deuxième mouvement op. 18. (*D. G. G. 2530335.*)

Récital Horowitz :

Beethoven, Sonate dite « au clair de lune », op. 27, n° 2 et Improvisés de Schubert. La grande et inégalable déclamation lyrique de Horowitz. Déconseillé aux fonctionnaires du piano. (*C. B. S. 76175.*)

Verdi : Jeanne d'Arc.

Œuvre de jeunesse méconnue, interprétation vocale superbe. Découverte de Levine, jeune et exceptionnel chef lyrique. (*E. M. I. 16502378/80.*)

EXPOSITIONS

Au Grand-Palais

Valentin et les caravagesses :

regroupe pour la première fois les œuvres des peintres français qui séjournerent à Rome vers 1610-1630.

Jean Paulhan à travers ses peintres :

les rapports d'un écrivain avec les peintres qu'il a soutenus et contribué à faire connaître... et interpréter : Braque, Fautrier, Dubuffet notamment.

Ossian.

Autour des toiles de Gérard, Girodet, Ingres, les éléments d'un « dossier » iconographique des peintures et dessins inspirés par un phénomène littéraire qui a contribué à la constitution d'une unité culturelle et idéologique « nordique » symbolique de la culture gréco-latine.

Gérard Titus Carmel, que les lecteurs de La N.C.

connaissent déjà (entretien avec Michel Troche) n° 48) et dessins dans « Littérature et idéologies » expose ses dessins récents (juin 73, mars 74) du cycle des déambulatoires, chez Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, 75003 Paris, jusqu'au 15 avril ; également à la librairie galerie « La hune », 170, bd St-Germain, 75006, Paris, des « éditions » livres, gravures multiples dans le numéro d'avril.

En direct

Autogestion, lutte idéologique

Georges Labica

L'étude de Jean Rony, parue dans le n° 71, février 1974, de *La N.C.*, sous le titre *Autogestion, socialisme autogestionnaire, alliance conflictuelle*, me suggère quelques remarques que je verse au débat, malgré leur brièveté.

Partant d'une analyse, à mon sens, tout à fait pertinente dans sa concision, des conflits de classes actuels, saisis à travers leur diversité et leur richesse, J. Rony passe à des propositions sur l'autogestion et la lutte idéologique qui ne me paraissent pas aller de soi. Car si l'argument est juste, concernant le rapport autogestion/socialisme, d'une évolution positive et de progrès réels, et juste aussi leur référence à la situation objective et aux campagnes d'explication vigoureusement conduites par la C.G.T., en particulier, plus contestable semble être la conclusion tirée selon laquelle les communistes pourraient aujourd'hui « intégrer » le mot autogestion à leur vocabulaire. D'autant plus contestable que la démonstration elle-même de J. Rony loin de parvenir à fonder cette thèse ne réussit qu'à la récuser. J'en résume les trois moments qui donnent son titre à l'article :

1) L'autogestion risque encore de « faire écran », à cause de la double opposition que son concept véhicule entre propriété et gestion d'une part, entre transfert de gestion et pouvoir politique, d'autre part ; en ce qu'elle présuppose enfin l'isolement de l'entre-

prise ; J. Rony conclut lui-même ce point en évoquant le « rousseauisme », le « néo-corporatisme », « l'idéologie du sujet souverain » et « une métaphysique de la nature humaine », toutes expressions excluant la complaisance ;

2) le « socialisme autogestionnaire » dont il faut constater qu'il se tient à bonne distance du propos de Marx sur « les producteurs associés » et sous couvert duquel « dans tous les cas, il s'agit de construire une ligne de clivage au sein de la gauche en faisant fonctionner l'idéologie dominante » ;

3) l'alliance conflictuelle, quant à elle, est qualifiée d'« expression malheureuse », « piégée », de surcroît, par son rapport au « socialisme autogestionnaire », puisqu'au lieu de permettre la légitime et tonique compétition au sein de la gauche contre l'adversaire commun, elle « réintroduit dans le circuit les classes dominantes ».

Voilà qui est clair. Voilà qui servirait utilement à confirmer qu'autogestion n'est pas un terme récupérable, pas plus que n'est récupérable, sous quelque forme que ce soit, l'idéologie petite-bourgeoise dont il nomme la présence dans le mouvement ouvrier. Car il s'agit de bien autre chose que de mot et d'un autre niveau que celui « des rigidités du système de la langue ». Les rectifications sémantiques d'aujourd'hui ne peuvent faire illusion : pour réelles qu'elles soient et dignes d'être relevées, elles ne sont que des effets *normaux*, et partiels, des luttes de classes et de leur conduite appropriée. Le vin paraît nouveau mais l'outre est ancienne. Proudhon y buvait déjà sa théorie du contrat social et Bakounine son autonomie communale, cependant qu'Engels objectait à ces anti-autoritaristes fougues : « Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit. » Dirait-on que j'exagère à remonter si haut quand déjà « nous ne sommes plus en 1947 », ni même en 68 ? Ce n'est pourtant point de mon fait, on s'en doute, si la fonction de l'utopisme autogestionnaire

est demeurée la même des origines à nos jours, en ce qu'elle consiste *fondamentalement* à dissimuler le caractère prioritaire de la question du pouvoir politique, à jouer comme réflexe anti-Etat, ainsi que le rappelait (assez ?) récemment Jacques Brière dans *La N.C.* (n° 37, oct. 70). Or je ne sache pas que la C.F.D.T. ait *fondamentalement* remis en question les affirmations de son manifeste de 71, *Pour un socialisme démocratique*, sur l'Etat qui ne serait pas « sous la seule coupe des groupes capitalistes géants », qui aurait « une existence spécifique » ; ni que le « concept » d'autogestion (à la différence de celui de l'autonomie de gestion) ait tellement gagné en précision depuis le temps où Guy Mollet avançait, dans son ouvrage sur la Yougoslavie, que la pratique elle-même de l'autogestion, si bonne en son principe, était « la source de l'anarchie » et où Edmond Maire déclarait, dans *Tribune socialiste* : « Si l'on pouvait décrire ce que pourrait être précisément l'autogestion en France, ce serait la négation de l'autogestion. » Récupérable un mot qui demeure en effet « magique » aux yeux mêmes de ses locuteurs ?

Force est bien de constater que Jean Rony ne s'engage pas dans cette voie critique appelée par sa propre démonstration. Curieusement, au contraire, il débouche sur ce qu'il faut bien nommer une thèse *autocritique*, aussi peu satisfaisante que la première. La réintégration, ou l'intégration (comment ? pourquoi faire ?) de l'autogestion formerait une condition de la poursuite du débat dans la gauche, d'un débat « sérieux » et « serein », pouvant faire pièce à l'anticommunisme, en réabsorbant « les thèmes mêmes sur lesquels il risquait de capoter » et impliquant, par là, « de la part des communistes une grande ouverture ». Las, que voit-on ? La dure réalité de cette mi-février 74 apporte la réponse : sous la forme du refus opposé par la C.F.D.T. au P.C.F. de l'inviter, alors qu'il en avait fait la demande expresse, au colloque, par elle organisé, sur le thème de l'autogestion. Quant au succès de ladite manifestation, pour ne rien dire de ses résultats, il semble avoir été mince, comme significatif l'embarras des représentants du P.S. Je n'insisterai pas, la chose, à coup sûr, n'avait rien d'imprévisible. Mais l'autocritique de notre camarade ne s'arrête pas là. Il poursuit : « ... Nous apprenons à mieux tenir les deux bouts de la chaîne : les hommes n'ont pas seulement des intérêts sociaux objectifs (que le marxisme permet de déterminer avec une assez grande précision), ils ont aussi des idées : c'est à travers ces idées qu'ils prennent ou ne prennent pas conscience de leurs intérêts sociaux... ». J'ai dû, je l'avoue, lire plusieurs fois ce passage ; la taille de ma surprise n'a fait que grandir. Ainsi en 1974, plus de cent ans après la Préface de 1859 à la *Contribution*, « nous apprenons à tenir... » ? Sans doute, le mouvement ouvrier a-t-il connu, à diverses reprises la tentation, pour ne pas dire l'erreur, mécaniste (je ne déve-lopperai pas), mais quand même... Sur-

tout que je ne suis pas sûr que Jean Rony, dans ses dernières lignes, parvienne lui-même à éviter ce travers et ne sous-estime pas la part de l'idéologie, moins en lui opposant « le primat de l'action, action syndicale, action politique », qu'en confirmant le sens général de son propos : intégrer le mot autogestion serait le meilleur moyen de prendre en compte « les aspirations positives qui à un moment donné, pour des milieux sociaux donnés, ont pu s'exprimer en des termes qui nous paraissent ambigus et que nous ne renonçons pas à critiquer ». Tout prouve au contraire que c'est en acceptant ce genre d'amalgame que l'on s'interdit de faire progresser, dans l'action, les masses vers une conscience toujours plus adéquate de leurs conditions d'existence, sur la base, car c'est bien cela qui est en cause, du socialisme scientifique. On peut certes regretter qu'autogestion soit un mot perdu ; il l'est pourtant bien, puisqu'on ne peut faire qu'il ne connote une idéologie repoussant précisément cette base, i.e. établissant, dans la classe, un écran à la conscience des intérêts objectifs de la classe. Le fait, comme le remarquait Paul Laurent que « la question de l'autogestion a évolué, « bougé », de manière positive » (Humanité du 15-02-74) ne change, encore une fois fondamentalement, rien à son contenu, petit-bourgeois, ni à sa finalité, anticommuniste. Etant bien entendu qu'on ne prend nullement ici en considération les intentions de tel ou tel protagoniste du débat. La question de la religion connaît aussi, et nous le suivons avec la plus grande attention, ses *aggiornamenti* ; ils ne peuvent être une invite à quelques égards près, à « intégrer » la transcendence ou la foi. Nous ne sommes pas des mangeurs d'opium. Refusera-t-on, pour autant, d'assumer des « aspirations positives » ? Point du tout. C'est la clarté qui gagne, même s'agissant de « mots » dont le maniement est beaucoup plus complexe. Ainsi de l'égalité, à propos de laquelle Jean Rony, au début de son étude, parle trop vite d'abstraction : ce concept est assurément encore indépassable, mais son sens n'est pas neutre ; l'histoire, je veux dire la lutte de classes, le charge de contenus spécifiés, irréductibles, quoi qu'il paraisse, les uns aux autres. L'idéologie bourgeoise, qui l'a forgé, ne le murmure plus que du bout des lèvres, reconnaissant même que l'inégalité est le prix que le capitalisme paye pour la liberté (Pierre Drouin, *Le Monde*, 19 mars 1973) ; l'idéologie petite-bourgeoise l'a récupéré dans un égalitarisme propice à toutes les interprétations — à toutes les confusions ; l'idéologie prolétarienne, pour sa part, avec Marx, avec Engels, avec Lénine (ce que j'ai seulement voulu rappeler dans une intervention, point abstraite, mais résolument politique, cf. *Dialectiques*, numéro 1/2, mars 1973) lui fait dire la revendication scientifique de « l'abolition des classes ».

La science fondée par Marx suffirait-elle, du même coup de baguette magique à dissiper les ténèbres de l'ignorance ? Non plus. Nous vivons tous dans l'idéologie et il est clair qu'il n'y

a pas plus de barrière entre les idéologies qu'il n'y en a entre les classes. La science permet seulement (!) de préserver et d'affirmer, à chaque moment, dans chaque situation concrète, les intérêts propres à la classe ouvrière et à la poursuite de son combat. En matière d'autogestion, comme ailleurs, la lutte idéologique, à bien des égards aujourd'hui décisive, requiert la rigueur théorique hors de quoi il n'est pas de progrès réel.

La réponse de Jean Rony

Je précise d'abord que je ne proposais pas de « récupérer » autogestion comme mot d'ordre. Simplement je pensais que l'on pouvait sans dommage employer le mot pour désigner des aspirations et des objectifs qui ne nous sont pas étrangers et dont nous ne devons en aucun cas laisser supposer qu'ils nous sont indifférents. Georges Labica voudra bien reconnaître que j'avais pris quelque précaution pour que tout cela se passe dans la clarté. Intégrer un mot à notre vocabulaire (si tant est qu'il n'y ait pas toujours figuré) et récupérer un mot d'ordre me paraissent choses différentes.

« Autogestion » mot irrécupérable ?

Il y a de fait des mots irrécupérables, cogestion par exemple. Et pourtant : en R.F.A. la cogestion peut passer pour une « conquête » ouvrière, elle n'est pas admise par l'ensemble des capitalistes, son extension se heurte à une opposition de droite au sein même de la coalition libérale-socialiste démocratique. Elle n'en est pas moins irrécupérable car elle implique l'illusion d'un possible partage de pouvoirs et donc la collaboration de classes.

En est-il de même d'autogestion ? Dans le flou et la nébulosité (la conclusion la plus claire du récent colloque à elle consacré) on ne peut nier qu'elle traduit, pour certaines catégories de travailleurs une aspiration à l'autonomie, à la prise en mains par les travailleurs de leurs conditions de travail. Elle proteste contre des formes nouvelles d'oppression ou plutôt contre l'aggravation radicale de certaines formes d'oppression à l'étape du capitalisme monopoliste d'Etat. Le capitalisme dans son développement entraîne une pesée de plus en plus intolérable du travail mort sur le travail vivant. L'organisation technique du travail est une des formes sous lesquelles se réalise cette pesée. Ce n'est point seulement la propriété de l'outil qui a été arrachée au travailleur (ce qui était déjà le cas dans la manufacture) mais c'est tout rapport personnel ou collectif avec l'outil qui est aboli. Le produit de son propre travail se dresse en face de l'ouvrier comme la puissance réelle qui l'accable, comme sa propre impulsion. Exploitation et oppression, exploitation et aliénation sont les deux faces de la même réalité. Bien sûr, il faut toujours rappeler que l'organisation du

travail est subordonnée à la production de plus-value ; mais pour autant, le sentiment d'être impuissant, écrasé, n'est pas une illusion idéologique, le vécu de l'exploitation à laquelle il renverrait comme à sa seule réalité. Sur ce terrain naissent des revendications nouvelles dans l'entreprise se traduisant, selon le niveau de conscience, par des mots d'ordre différents. Que ces différences puissent donner lieu à des manipulations anticommunistes, c'est assez clair ; mais les manipulations auxquelles il se prête ne constituent pas le critère unique pour juger d'un mot d'ordre. Il peut sembler que la science marxiste doit s'exercer aussi à examiner le contenu de classe d'une notion dans une situation concrète, le rôle qu'elle joue ou ne joue pas dans la mobilisation des masses. Sauf à renoncer à la lutte pour l'hégémonie, le parti révolutionnaire ne peut se cantonner dans le rôle de gardien de la pureté des concepts. Le développement de la situation politique a maintes fois placé le mouvement ouvrier devant tel ou tel mot d'ordre dont il était difficile d'établir en stricte orthodoxie, les titres théoriques (et les soviets...?) mais avec lesquels il a bien fallu, à un certain moment, faire les comptes. Reste alors à se battre pour modifier le contenu de ces mots d'ordre, faire éclater leurs limites, leurs contradictions, en s'appuyant sur l'expérience des masses (cf. l'Europe). C'est ce qu'ont fait notre parti et la C.G.T., en ce qui concerne l'autogestion. Non sans succès, comme en témoigne le déroulement même du colloque « Autogestion et travail ». (Paris 16-17 février 1974.)

A lire les rapports introductifs à ce colloque « organisé par la C.F.D.T. avec la participation du P.S., du P.S.U. et des organisations du C.L.A.S. », on est frappé du caractère artificiel et purement instrumental de l'exclusive lancée contre le parti communiste et la C.G.T. (exclusive à l'égard de laquelle le représentant du P.S. devait prendre ses distances au cours du débat). En effet, il était impossible de situer la discussion dans le cadre d'une idéologie autogestionnaire posée comme constituée, sans fabriquer de toute pièce un socialisme centralisateur auquel s'opposer. Il fallut bien admettre que la notion d'autogestion est entièrement à élaborer. On ne s'était donc réuni que sur un mot de passe. Des rapports et des débats, il est ressorti que l'on se situait parfois pleinement dans la problématique que le Programme commun intitulé « La démocratie dans l'entreprise et la gestion démocratique ». Par exemple, quand Jean Rey affirme « le développement d'une phase de transition vers le socialisme est incompatible avec la faiblesse du pouvoir central... L'autogestion, dans l'acceptation qui nous intéresse ici, a pour ambition de donner dans toute la mesure du possible (et c'est le plan qui marque la limite des pouvoirs de la cellule autogérée) aux travailleurs et à leurs élus la pleine responsabilité de la politique de production » ou encore, « dans l'entreprise autogérée, le capital est "propriété sociale". Il appartient non au seul

ensemble des travailleurs directement concernés, mais à toute la collectivité ».

Le socialisme autogestionnaire, alternative au Programme commun, est sorti de ce colloque comme il y était entré : les mains vides. La seule différence, c'est qu'il y a maintenant bien plus de gens à le savoir. Reste ouvert, sur la gestion démocratique des entreprises, sur la façon d'articuler la souveraineté nationale, le plan et les unités de production, un débat auquel doivent prendre part (qu'elles se réclament ou pas de l'autogestion) toutes les organisations ayant une influence et une expérience de masse. Cela ne veut peut-être pas nécessairement dire le C. L. A. S., mais à coup sûr la C. F. D. T.

Je pense avoir montré qu'il s'agissait moins de récupérer autogestion que de ne pas fuir la prise en charge de problèmes réels sous prétexte d'une formulation théorique contestable. Au surplus, d'accord avec Labica sur « le socialisme autogestionnaire », variante du socialisme petit-bourgeois. C'était du reste le sens de mon article. Mais on admettra qu'une stratégie d'avancée vers le socialisme dans le cadre de l'Union populaire implique à l'égard des variantes du socialisme non marxiste une attitude qui ne peut-être essentiellement polémique : « Voici la vérité, c'est ici qu'il faut tomber à genoux. » Les voies et moyens de la nécessaire hégémonie des idées marxistes-léninistes incluent la recherche patiente et ouverte de toutes les possibilités d'unité offertes par l'expérience des masses. Sans attendre que cette expérience se traduise dans nos propres catégories. C'est ce que je voulais dire en parlant du primat de l'action politique et syndicale. Non point pour Popper à la lutte idéologique mais parce que cette action est la première école idéologique de masse. Et qu'elle est la condition nécessaire pour que la lutte idéologique proprement dite prenne toute son efficacité. Des progrès théoriques sur une grande échelle ne peuvent se produire que si la classe ouvrière ne lâche pas pied « dans son conflit quotidien avec le Capital ». Ce qui semble bien impliquer une sorte de priorité à cette lutte. « Le retard de la conscience » que nous invoquons à juste titre quand nous parlons des blocages rencontrés sur la voie du socialisme, ne doit pas être appréhendé abstraitement, sauf à fonctionner comme une formule passe-partout ou à créer des illusions illuministes. Quand la conscience de millions d'individus retardé sur les conditions objectives, c'est qu'il y a dans le rapport pratique de ces millions d'individus avec les conditions objectives, quelque chose qui nourrit ce retard. Retard qui ne se pose donc pas comme pure extériorité à l'égard des conditions objectives. On ne peut espérer modifier ce rapport pratique sur le seul terrain idéologique : la lutte, l'organisation, les initiatives politiques, la présence active des militants dans les masses constituent les conditions préalables à tout progrès de la conscience. C'est pourquoi la théorie des instances me paraît dangereuse. On n'a pas besoin d'elle pour compren-

dre qu'à certains moments du développement de la lutte on peut rencontrer tel ou tel verrou que seule l'élaboration théorique peut faire sauter (ainsi Le Développement du capitalisme en Russie, Que faire, L'Impérialisme, l'Etat et la Révolution ont-ils été les nécessaires jalons de la révolution soviétique). Elle suggère par contre une distinction radicale entre action syndicale et politique d'une part, lutte idéologique d'autre part, qui loin de nous éloigner de l'économisme, obscurcit une réalité fondamentale : il n'y a de lutte, si modeste soit-elle dans sa portée immédiate et sa signification, aussi déterminée soit-elle par des facteurs contraignants (par exemple des licenciements) qui soit étrangère aux motivations idéologiques. Un exemple : dans certaines régions rurales où se sont installées dans les dix dernières années des industries à technologie avancée, employant un pourcentage considérable d'O.S., sont apparues des formes de lutte des classes marquées par un certain maximalisme. Les petits paysans transformés en ouvriers vivent leur expérience de l'exploitation capitaliste à la fois comme exploitation et comme bouleversement total de leur vie (passage du temps agricole au temps industriel). Les opérateurs idéologiques dont ils disposent pour penser cette expérience leur viennent le plus souvent du christianisme rural. D'où le fait qu'ils ont de la peine à percevoir derrière les hommes, le système ; d'où la dimension « colère » prise par leurs luttes qui peut se manifester par la séquestration des cadres ou la mise à sac des bureaux directoriaux. C'est donc avec leurs idées que les travailleurs défendent leurs intérêts sociaux objectifs (salaires, cadences de travail, droits dans l'entreprise, abolition du salariat). Dans la lutte, leur idéologie peut devenir un rapport au réel de moins en moins imaginaire, c'est-à-dire de plus en plus pénétré d'éléments de connaissances vraies du système auquel ils s'opposent, pour peu que le parti remplisse toute sa fonction. Il la remplira d'autant mieux qu'il sera attentif à tout ce qui dans l'idéologie des travailleurs, représente un point d'appui pour l'action (par exemple, l'aspiration à l'égalité, à la justice). Il la remplira d'autant mieux qu'il sera convaincu d'avoir à apprendre des masses, c'est-à-dire qu'il n'opposera pas une science faite, close dans les livres dont il serait le légataire, aux tenants de l'idéologie.

Je craindrais qu'une position « essentialiste » : « l'autogestion... nomme la présence de l'idéologie petite-bourgeoise dans le mouvement ouvrier », « la fonction de l'utopisme autogestionnaire est demeurée la même des origines à nos jours », assumée avec trop de rigueur nous rende difficile de voir tout ce qui bouge dans ce réel social qui est le terrain de notre lutte, d'apprécier les progrès de nos propres idées au sein même d'idéologies attachées à leur identité ; bref, de comprendre pourquoi il est possible d'envisager aujourd'hui le passage au socialisme et la construction du socialisme dans la pluralité (façon de dire aussi qu'il est impossible de l'envisager autrement!).

N. C. service-livres

Nouveautés

Problèmes d'histoire de la philosophie

Théodore Oizerman

Un travail qui pose nombre de problèmes touchant à l'objet de l'histoire de la philosophie et donc à la philosophie marxiste.

Éditions du Progrès, 488 p., 12 F.

Les Soviétiques. Classes et société en U. R. S. S.

Francis Cohen

Mêlant l'enquête « sur le terrain » et la réflexion, une « coupe » dans la société soviétique d'aujourd'hui, qui dégage les lignes de force d'une évolution.

Éditions sociales, 24 F.

Les Palestiniens et la crise israélo-arabe.

J. Berque, J. Couland, L.-J. Duclos, J. Hadamard, M. Rodinson

D'une grande actualité. (Voir notre note de lecture p. 60.)

Éditions sociales, 20 F.

Lénine et la pratique scientifique

Cet ouvrage collectif est une manière d'événement. Il reprend les discussions de scientifiques et de philosophes au colloque organisé par le Centre d'études et de recherches marxistes.

Éditions sociales, 50 F.

L'Écriture et les textes

France Vernier

Notre collaboratrice répond aux questions concernant les rapports entre la littérature et la société, le métier d'écrire. Un ouvrage appelé à faire avancer la réflexion théorique.

Éditions sociales, collection « Problèmes », 16 F.

Voilà les morts, à notre tour d'en sortir

Jean Thibaut

La suite d'un travail cherchant à élucider les rapports entre le roman et l'inconscient le plus direct.

Éditions du Seuil, 18 F.

Rappel

Le Traité marxiste d'économie politique

Éditions sociales, 2 vol., 24 F (les deux).

Marxisme et théorie de la personnalité

Lucien Sève

Éditions sociales, 3^e édition, 40 F.

Réponse à John Lewis

Louis Althusser

Éditions Maspéro, 9,50 F.

Attention, il vous suffit d'inscrire une croix dans la case correspondant aux livres et aux disques que vous désirez recevoir, d'indiquer le nombre de volumes que vous commanderez, et la somme que cette commande représente.

Précisons que cette liste n'est pas limitative : vous pouvez, en inscrivant leurs titres, les noms de l'auteur, et, si possible, de l'éditeur, commander d'autres volumes que vous n'auriez pas trouvés.

Vous devez adresser le bon de commande figurant sur l'encart ci-contre à :

Services-livres - L. C. D., 146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris (X^e).

Vous pouvez :

— joindre chèque bancaire ou postal à votre bulletin de commande.

— (C. C. P. - La Nouvelle Critique, 32 860 00 La Source.)

Pour toute commande supérieure à 50 F, les frais de port sont à notre charge. Pour une commande inférieure à 50 F, nous vous serions reconnaissants d'ajouter à votre versement 3 F pour le port.

Théodore Oizerman

Problèmes d'histoire de la philosophie

12 F

Francis Cohen

Les Soviétiques

24 F

J. Berque, J. Couland, L.-J. Duclos, J. Hadamard,

M. Rodinson

Les Palestiniens

20 F

Lénine et la pratique scientifique

50 F

France Vernier

L'Écriture et les textes

16 F

Jean Thibaut

Voilà les morts

18 F

Le Traité marxiste d'économie politique

24 F

Lucien Sève

Marxisme et théorie de la personnalité

40 F

Louis Althusser

Réponse à John Lewis

9,50 F

Retournez ce bulletin à : L. C. D.,

146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-10^e

Nom

Prénom

Profession

Adresse

Ville

Je joins à ce bon de commande,

Chèque bancaire

Chèque postal au nom de la Nouvelle Critique

(C. C. P., 32 860 00 La Source)



**pour le 50^e anniversaire
de la mort de Lénine
le plus grand philosophe
du 20^e siècle**

**LENINE
œuvres
complètes**

"LENINE EST SIMPLE COMME LA VERITE"

Souscrire à cette édition des Œuvres Complètes répond au besoin impérieux que nous avons de connaître en profondeur, à travers les événements qui ont précédé et suivi la Révolution d'Octobre, la pensée de Lénine.

Clarté, précision, dépouillement du style, théorie et action mêlées éclairent cette œuvre de toute une vie d'une implacable logique.

Un texte essentiel à la compréhension de notre époque.

PRESENTATION

- Les volumes sont publiés dans l'ordre chronologique
- Composition dans une typographie claire et aérée qui en facilite la lecture
- Illustrations et reproductions de documents en fac-similé
- Format pratique (135 x 205)
- Reliure plein Balafrot sous couvre-livre
- Tranchefile, signet et jaquette rhodoïd

RENSEIGNEZ-VOUS GRATUITEMENT

Il vous suffit pour être documenté plus gratuitement, de retourner le bon ci-dessous au :

LIVRE CLUB DIDEROT
146, rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS

Je désire être documenté gratuitement sur les Œuvres Complètes de Lénine

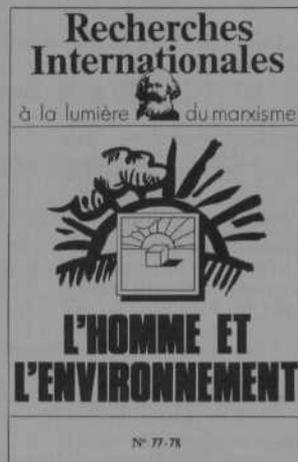
Nom Prénom

Adresse

Le dernier numéro de

Recherches Internationales

est en vente



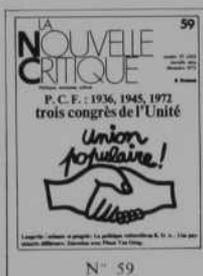
Les multiples problèmes posés par l'interaction entre les hommes et leur environnement ont subitement pris une importance énorme. La « crise écologique » surgit comme une menace à court terme pour la survie même de l'humanité. Qu'en est-il en réalité? Les textes rassemblés donnent une information neuve tant sur les données objectives et sur la façon dont les solutions sont proposées ou mises en œuvre que sur les grandes questions théoriques et philosophiques mises en jeu et débattues.

Sommaire

Présentation	3
R. D. A.	
S. Grundmann : L'homme et l'environnement	15
H. Maier et H. Ross : Les relations homme-environnement : un problème d'économie politique	38
POLOGNE	
E. Oberwiski : Les sciences et la technique dans la période de la révolution scientifique et technique	46
U. R. S. S.	
V. Kvitko : Sur les mesures à prendre pour améliorer la protection de l'environnement et utiliser rationnellement les ressources naturelles	58
E. Fédorov et E. Novik : L'homme — la science — la technique : contribution au XV ^e Congrès mondial de philosophie	79
Questions de philosophie : L'homme et son milieu	96
ITALIE	
Groupe de Bohème : Mouvements de masse et organisations locales face au problème de la défense de l'environnement et de la transformation de la nature	121
C. M. Sestaro : Economie politique et écologie	135
U. S. A.	
G. Hall : Ecologie — pouvons-nous survivre sans le capitalisme?	145

LA NOUVELLE CRITIQUE

Pour compléter votre collection 1973 :



N° 59



N° 60



N° 61



N° 62



N° 63



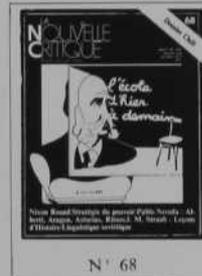
N° 65



N° 66



N° 67



N° 68



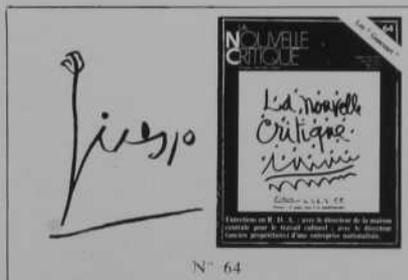
N° 69

Pour ce numéro spécial « Picasso » ajoutez 7 F à votre versement

Chacun des numéros ci-dessus vous seront adressés sur la base de 4 F, l'exemplaire. Pour l'étranger, ajoutez 10 %.

Passez vos commandes:

en adressant le bulletin figurant dans l'encart de ce numéro aux Editions de La Nouvelle Critique, 29, rue du 4-Septembre, 75002 Paris C. C. P. Paris 6956-23.



N° 64



Olivetti conçoit, fabrique et distribue
les machines de l'information

olivetti

OLIVETTI FRANCE S.A.
91 Rue du Faubourg Saint-Honoré
Paris 8ème - Tél. 225.35.58